mouvement utopia coopérative citoyenne d'éducation populaire

UNIVERSITÉ UTOPIA

2024

EN PARTENARIAT AVEC LE MOUVEMENT CONVIVIALISTE ET L'ARCHIPEL DES CONFLUENCES

Donnons-nous du pouvoir !

Face aux logiques guerrières et dominatrices, contribuons aux confluences des luttes et des imaginaires, Ouvrons le champ des possibles

Donnons-nous du pouvoir !

Vis-à-vis des urgences climatiques, sociales et démocratiques, nous devons sortir des postures passives et défensives et reprendre l'initiative dans toutes les sphères de la société.

Lieu de rencontres et de débats, mais aussi d'élaboration de stratégies, l'université d'Utopia, conçue en liaison avec l'Archipel des confluences et le Mouvement des convivialistes, est l'occasion de poursuivre nos réflexions communes et de contribuer aux alliances entre la société civique[1] et les mondes politiques, intellectuels, privés et institutionnels ainsi qu'avec les mouvements activistes.

Nous vous invitons à participer à ce nouvel espace et ces quatre jours pour permettre d'approfondir nos communs, mais aussi d'identifier nos éventuels désaccords, et ce à l'aune de la situation politique.

Face à la montée de l'extrême-droite et des nationalismes xénophobes, autoritaires et masculinistes dans beaucoup de pays du monde, quelles réponses peuvent apporter les sociétés civiques, quels récits alternatifs désirables, quelles liaisons avec les mondes politiques, intellectuels et syndicaux ?

Face à la crise des institutions, devons-nous reprendre le pouvoir en investissant uniquement le champ démocratique institutionnel ? Nous ne le pensons pas. Au niveau local, nous proposerons de favoriser l'émergence de nouveaux fronts populaires pour les élections municipales de 2026 en nous appuyant sur les initiatives innovantes d'acteurs locaux. Nous parlerons également de démocratie continue, de constituante et nous proposerons que des personnalités de société civique impulsent le programme d'un prochain alter-gouvernement.

Les derniers jeux olympiques ont montré que l'humanité était capable de « s'opposer sans se massacrer » et que la France pouvait avoir un rôle dans un monde solidaire et convivial si elle choisit l'hymne à l'amour et Édith Piaf plutôt que de remâcher la nostalgie napoléonienne ou coloniale. La France peut être anticipatrice de l'exigence écologique, de la justice sociale de la démocratie continue et ouverte.

Nous vivons une situation de "brutalisme" dans tous les domaines : le productivisme brutalisant le vivant, le capitalisme brutalisant les non possédants, le despotisme brutalisant les libertés, le racisme et l'antisémitisme brutalisant des personnes d'une autre origine que la sienne, les violences sexuelles brutalisant les rapports entre genres. Le brutalisme est aussi celui des comportements d'arrogance, d'intimidation, de refus du pluralisme dans son propre camp.

Cette université a aussi l'ambition de contribuer à la lutte contre ce brutalisme, tout en ne confondant pas brutalité et radicalité.

Nous voulons reprendre du pouvoir sur nos imaginaires en luttant contre les différentes formes de domination et en donnant la possibilité à chacun, individuellement et collectivement, de devenir auteur de sa propre vie.

---

[1] Nous entendons par « société civique » l'alliance entre la partie de la société civile transformatrice qui prend en compte les enjeux politiques, mais dans un autre rapport au pouvoir (pouvoir de création et non de domination), et la partie de la société politique prête à ce même changement de posture.

Programme

JEUDI 17 OCTOBRE (APRÈS-MIDI)

13:30– 14:15 DÉCOUVERTE DU DOMAINE ET OUVERTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

14:15– 17:00 **ÉCRITURE COMMUNE ET PROJET DE SOCIÉTÉ** : LES DÉBATS SUR LE LIVRE COLLECTIF UTOPIA « CULTURE DE LA PAIX, IDÉES REÇUES ET PROPOSITIONS » 1/3

15:00– 17:00 DEPUIS LE LANCEMENT EN 2022 À SÈTE DE **L'ARCHIPEL DES CONFLUENCES**, QUELS RETOURS D'EXPÉRIENCES ET QUELLES PERSPECTIVES ?
EN PARALLÈLE

17:00 – 17:30 PAUSE

17:30 – 19:15 **ÉCRITURE COMMUNE ET PROJET DE SOCIÉTÉ** : LES DÉBATS SUR LE LIVRE COLLECTIF UTOPIA « CULTURE DE LA PAIX, IDÉES REÇUES ET PROPOSITIONS » 2/3

JEUDI 17 OCTOBRE

(FIN D'APRÈS-MIDI & SOIR)

17:30 – 19:15 EN PARALLÈLE

RENCONTRE CONVIVIALISTE SUR LE THÈME « COMMENT ARTICULER RAISON ET ÉMOTION, INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT »

Animation : **Daniel Favre et Jean-Louis Virat**

C'est à certains égards "Éduquer à l'incertitude et à la convivialité". Réflechir à cette question est l'occasion de faire un lien fort avec le convivialisme face à la confrontation des sectarismes quand le "couple raison-émotions" fonctionne de plus en plus mal.
Daniel Favre est professeur des universités honoraire en Sciences de l'Education à l'Université de Montpellier et auteur de nombreux ouvrages, il sera interrogé par Jean-Louis Virat, expert-comptable retraité et convivialiste.

19:15 – 19:30 PASTILLE **JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE**

19:30 – 20:30 DÎNER

20:30 – 20:35 **INTERMÈDE MUSICAL**

20:35 – 21:20 **LES DIFFÉRENTES APPROCHES DU VIVRE-ENSEMBLE**

Animation : **Marc Humbert**

Le convivialisme est une « philosophie de l'art de vivre ensemble » qui reste imprégnée de la pensée occidentale. Par suite, le « vivre ensemble » qu'elle promeut n'est pas tout à fait le même que celui conçu dans le cadre d'autres pensées. Ce n'est pas exactement celui des penseurs Chinois et Japonais dénommé « **gongsheng/kyôsei** ». Ce n'est pas non plus le « **buen-vivir** » que des Latino-américains ont défini à partir de préceptes amérindiens pré-coloniaux. Ce n'est pas non plus ce que recouvre le terme « **Ubuntu** » qui vient de langues bantoues et qui recouvre ce qui correspondrait à une éthique traditionnelle commune en Afrique. Si nous voulons faire commune humanité mondiale, il sera nécessaire de nous accorder sur la manière de vivre tous ensemble, en paix. Il est donc important de comprendre nos différences de conceptions, et nos points de rapprochement pour construire ce vivre ensemble planétaire.

JEUDI 17 OCTOBRE (SOIR)

21:20 – 23:00 **PROJECTION-DÉBAT *NOS MAIRES***

En présence du réalisateur **Gérard Poujade**, Maire du Séquestre.

Ce documentaire brosse le portrait de 12 Maires ruraux. En effet, les maires sont les élus les plus appréciés de leur population. Ils sont celles et ceux vers qui tout le monde se tourne en cas de crises et en première ligne face aux désordres du monde. Pourtant, leurs apparitions sur le petit écran se réduisent à des sempiternelles interviews devant une inondation, un feu de forêt ou un fait divers local… Ce film permet de mieux comprendre qui ils sont et quel est leur rôle.

23:00 – JUSQU'AU BOUT DE LA NUIT… **ÉCHAPPÉES BELLES**

Guitare, poèmes et convivialité

VENDREDI 18 OCTOBRE (MATIN)

08:15 – 09:00 **HATHA-YOGA**

09:00 – 09:15 **INTERMÈDE MUSICAL**

09:15 – 11:15 **ATELIERS THÉMATIQUES**

1.La Sécurité Sociale de l'Alimentation
Intervenant·es : **Geneviève Brichet** et **Gérard Boinon**
Animation : **Dominique Picart**

2. Quel modèle économique pour la société civique ?
Intervenant·es : **Gilda Farrell, Fatima Bellaredj, Marianne Langlet**
Animation : **Pierre-Alain Cardona**

3. Humusation, la nouvelle possibilité de se faire inhumer
Animation : **Anthony Foussard** et **Hélène Lion**

4. La valse des glaciations
Intervenante **: Marie-Antoinette Mélières**

5. L'énergie comme "communs", la gestion citoyenne des énergies
Intervenants : **Simon Cossus** et **Jean-Luc Rouby**
Animation : **Thierry Salomon**

6. Les décarbonautes
Intervenant **: Louis Marie Blanchard**

7. Utopia et la politique *(sous réserve)*
Animation : **David Flacher**

8. Refonder la démocratie représentative
Animation : **Gérard Poujade** (Maire du Séquestre)

VENDREDI 18 OCTOBRE (MATIN)

11:15 – 12:30 **DU BON USAGE DES JEUX OLYMPIQUES**

Intervenant : **Patrick Viveret**

Animation : **Laure Pascarel**

Que cela soit pour des raisons écologiques, sociales, économiques, politiques, ou encore d'exploitation nationaliste, les arguments critiques des jeux olympiques et de l'olympisme, ainsi que celles sur le fonctionnement opaque et capitalistique du CIO, sont bien souvent utiles et justifiés. Néanmoins, il s'est incontestablement passé quelque chose lors des derniers JO de Paris qui mérite d'être débattu. Liesse populaire, respect et éloge de l'adversaire et des différences, du bénévolat, beauté de l'effort et de l'acte gratuit… Ces JO de Paris ne sont-ils qu'une parenthèse un peu enchantée d'un monde en proie au brutalisme, ou le signe qu'un monde plus fraternel et solidaire reste possible ?

11:15 – 12:30 **DÉVASTATION, LA QUESTION DU MAL**

EN PARALLÈLE

Intervenant : **Dominique Bourg**

Animation : **Franck Pupunat**

Alors que court la catastrophe climatique et que s'enlisent les guerres, nous serions arrivé·es à un moment historique, où guerre et consumérisme se joignent et mènent l'espèce humaine comme la planète à la dévastation. Mais comment en sommes-nous arrivés là ?

12:30 – 13:45 DÉJEUNER

12:30 – 13:00 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CONVIVIALISTES

13:45 – 14:00 PASTILLE : EXPÉRIENCE SUR DES COMMUNS EN ITALIE PAR GILDA FARRELL

VENDREDI 18 OCTOBRE (DÉBUT D'APRÈS-MIDI)

DES DIFFÉRENTES DOMINATIONS À LA CONFLUENCE DE NOS IMAGINAIRES

14:00 – 15:30

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CITOYENNETÉ

Intervenants : **Manu Reynaud** et **Cédric Villani** (en visio)
Animation : **Thierry Salomon**

L'intelligence artificielle peut-elle favoriser la citoyenneté ? Ou au contraire, d'être un puissant instrument au service de toujours plus de consommations et de (re)modelage des esprits ?
À l'heure où le dernier prix Nobel de physique nous alerte sur une technologie qui peut s'avérer non maîtrisable, il est essentiel de mieux comprendre quels en sont ses avantages et ses risques ...
Pour tenter d'y voir plus clair et prendre l'opinion d'un panel de citoyens, Montpellier a pris l'initiative d'une Convention Citoyenne sur cette question.
Avec Manu REYNAUD, élu à la mairie de Montpellier qui a copiloté cette Convention, et le mathématicien Cédric VILLANI, ancien président de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix et Scientifiques et Technologiques, et qui a été l'un des référents experts de cette Convention.

14:00 – 15:30
EN PARALLÈLE

QUELS CHEMINS POUR UNE CITOYENNETÉ AU TRAVAIL ?

Intervenant·es : **Aurélien Alphon-Layre**, **Fatima Bellaredj** et **Joël Decaillon**
Animation **: Claude Debons**

Malgré les obstacles, l'aspiration des salarié.es à la maîtrise de leur travail dans les entreprises ou à la reprise d'entreprise sous forme coopérative est toujours vivante. Comment redonner un élan à cette aspiration face à des politiques néo-libérales qui préfèrent la régulation par le marché ?
Comment avancer et avec quels rapports de forces pour intervenir sur les mutations du travail, des productions et des consommations nécessaires à la bifurcation écologique de l'économie et de la société ?

VENDREDI 18 OCTOBRE (APRES-MIDI)

15:30 – 15:35 **INTERMÈDE MUSICAL**

15:35 – 17:00 **EST-IL SOUHAITABLE D'ARTICULER LES LUTTES ?** ENTRE INTERCONNEXION DES OPPRESSIONS ET SPÉCIFICITÉS DE CHAQUE COMBAT.

Intervenant·es : **Chloé Gerbier**, **Mohamed Mechmache**, **Clémentine Autain** et **Elodie Duprat**

Animation : **Yanis Chihab et Laure Germain-Thomas**

Féminisme, écologie, lutte antiraciste et antivalidiste : ces mouvements partagent-ils un ennemi commun, le système capitaliste-colonial ? Ont-ils intérêt à s'unir pour combattre ensemble cet ennemi ? Une telle alliance risque-t-elle d'effacer les spécificités de chaque lutte ou, au contraire, permettra-t-elle de tisser des liens fondamentaux pour une confluence résistante ? Comment grâce aux milieux associatifs scientifiques et politiques, cette convergence des luttes peut-elle se concrétiser sur le terrain ? De quoi héritent les luttes actuelles, en termes de pratiques militantes mais également de sémantique et en quoi cet héritage peut-il servir à converger ?

Cette table-ronde abordera ces questions en réunissant des personnalités politiques, des militant·es associatif·ves et une libraire, qui partageront leurs expériences et réflexions sur la pertinence de cette alliance.

17:00 – 17:30 **PAUSE**

17:30 – 19:00 **PRIMAIRE POPULAIRE, LABO DES PARTIS, RÉSERVE CITOYENNE À MARSEILLE, INITIATIVES CITOYENNES,** QUELS RETOURS D'EXPÉRIENCES ET QUELS OBJECTIFS ? COMMENT PASSER D'UNE MOBILISATION ÉLECTORALE À UNE DÉMOCRATIE CONTINUE ?

Intervenant·es : **Mathilde Imer, Alice Barbe** et **Pierre-Alain Cardona**

Animation : **Denis Vicherat**

Que retenir des mobilisations citoyennes en France lors des dernières séquences électorales ? Primaire populaire, actions lors des municipales et des législatives, quels succès pour quel avenir ? Quels enseignements, non seulement pour les prochaines échéances, mais aussi plus largement pour faire vivre une démocratie ouverte et continue ?

VENDREDI 18 OCTOBRE

(FIN D'APRÈS-MIDI ET SOIR)

19:00 – 19:30 **RÔLE ÉDUCATION POPULAIRE UTOPIA, LA LIBRAIRIE UTOPIA, LES EXPOSITIONS LES ÉDITIONS**

19:30 – 20:45 DÎNER

20:45 – 21:00 **INTERMÈDE MUSICAL**

21:00 – 21:15 **PASTILLE: LE PROJET EUROPÉEN D'UTOPIA SUR LES PÉDAGOGIES ACTIVES**

21:15 – 22:45 **EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ : COMMENT AGIR ET PENSER AUTREMENT NOTRE RAPPORT AU VIVANT ?**

Intervenant : **Gilles Bœuf**
Animation : **Anthony Foussard**

De la bactérie à l'humain en passant par l'arbre, le vivant n'est jamais seul. Il n'est que relations. Gilles Bœuf nous expliquera avec passion les enjeux majeurs liés à la biodiversité, son fonctionnement et ses fragilités. Il nous parlera également de la manière dont le vivant peut nous inspirer afin de construire un nouveau récit émancipateur.

22:45– 00:00 PROJECTION DU FILM ***LES DOLÉANCES***

Cinq ans après les gilets jaunes, que sont devenus les témoignages des cahiers de doléances ? Depuis trois ans, des milliers de contributions sont "enterrées" dans les archives départementales des 101 départements français. Comment ces textes, éminemment politiques, ont-ils pu être occultés du débat public ? il est urgent d'aller rouvrir ces cahiers !

00 : 00 – JUSQU'AU BOUT DE LA NUIT... **ÉCHAPPÉES BELLES**

Guitare, poèmes et convivialité

SAMEDI 19 OCTOBRE (MATIN)

08:15 – 09:00 HATHA-YOGA

09:00– 09:15 **INTERMÈDE MUSICAL**

09:15– 10:45 **MONDE, EUROPE : « L'ÉTRANGE DÉFAITE » IDÉOLOGIQUE DES GAUCHES ET DE L'ÉCOLOGIE.** COMMENT CONSTRUIRE DES RÉCITS ALTERNATIFS DÉSIRABLES ? QUELLES ALLIANCES ?

Intervenant·es : **Erwan Lecoeur**, **Alice Barbe** et **Patrick Viveret**
Animation **: Denis Vicherat**

Russie, Inde, Chine, Israël, Hongrie, Italie, Autriche, Pays-Bas, Tchéquie, Allemagne, France… (liste non exhaustive), et aussi Trumpisme et fondamentalismes religieux, la montée des nationalismes xénophobes, autoritaires, masculinistes et de l'extrême-droite dans beaucoup de pays du monde semble irrésistible. Quels en sont les ressorts profonds, communs ou spécifiques ? quel est son récit ? Replis ou adhésions ? Pourquoi les gauches semblent-elles incapables d'apporter des réponses face à notre monde inégalitaire, brutal et menacé d'effondrement ? Que peuvent apporter les sociétés civiques, existe-t-il des récits alternatifs désirables ?

10:45– 12:30 **ET APRÈS ?...ET MAINTENANT ?** *VERS UN ALTER GOUVERNEMENT ? QUELLE PLACE POUR LA SOCIÉTÉ CIVIQUE DANS LES PROCHAINES CAMPAGNES ?*

Intervenantes : **Clémentine Autain, Prune Helfter-Noah** et **Lucie Castets** (en visio)
Animation : **David Flacher**

Lors des dernières séquences électorales, et pour la première fois, les partis politiques traditionnels ont été fortement « bousculés » soit par de nouvelles aspirations internes, soit par l'irruption de personnalités issues de la société civique. Comment essayer de préserver ces nouvelles dynamiques démocratiques émergeantes à la fois sur le fond programmatique mais également sur la forme ? Un alter gouvernement pourrait-il être l'un moyen d'inscrire durablement ces dynamiques dans le paysage politique français ?

SAMEDI 19 OCTOBRE (DÉBUT D'APRÈS-MIDI)

12:30 – 13:45 DÉJEUNER

13:45 – 14:00 PASTILLE: PRÉSENTATION DU PROJET "L'ARGENT, L'HUMANITÉ ET LA VIOLENCE" PAR RÉMI FAUCHET

14:00 – 15:30 **ÉCOLE ET PÉDAGOGIES ACTIVES** MOYENS ET FINALITÉS

Intervenant·es : **Guillaume Durieux, Jean Lesage** et **Prune Helfter-Noah**
Animation : **Hélène Lion**

Un niveau moyen qui décline, des disparités fortes selon l'origine sociale, une pénurie de candidats aux concours de professeur, une perte de sens et un mal-être grandissant : l'état de notre système éducatif est préoccupant. Si l'essentiel des débats porte sur les moyens financiers alloués aux établissements, il est temps de s'interroger plus fondamentalement sur la raison d'être de l'école (que devrait être l'école pour justifier d'obliger les enfants à y passer le plus clair de leur temps ?), et sur les méthodes pédagogiques correspondant à une vision émancipatrice de l'enseignement (comment s'y prennent les pédagogies actives pour faire naître le désir d'apprendre, encourager la créativité et favoriser la coopération, tout en évitant les évaluations stressantes?).

14:00 – 15:30
EN PARALLÈLE

QUELS PROCESSUS INSTITUANTS À INITIER POUR UNE DÉMOCRATIE CONTINUE, OUVERTE ET ÉCO-CONVIVIALISTE ?

Intervenant·es : **Marc Humbert, Maud Tazir, Laetitia Delahaies** et **Marianne Langlet**
Animation : **Pierre-Alain Cardona**

La démocratie représentative et son fonctionnement discontinu, rythmé par les élections internes des partis et de périodes électorales quasiment chaque année (européennes puis législatives en juin 2024, 2026, 2027, et même en 2028…). Ce rythme infernal et la professionnalisation des partis ont coupé leur ancrage militant et citoyen.La réponse ne peut résider dans l'espoir d'un grand soir constitutionnel, une constituante qui d'un seul trait de plume transforme pratiques et postures. Dans cette attente, nous préparons des terrains de luttes où la société civile émancipée, devenue société civique, exprime une ambition de contribuer à transformer la société en gagnant en autonomie, en respect de leur place et de leur rôle. Après Castoriadis en 1975, ne faudrait-il pas un nouvel imaginaire institutionnel pour cette Démocratie continue ?

SAMEDI 19 OCTOBRE (APRÈS-MIDI)

15:30 – 17:00 **LA DÉMESURE NOUS AMÈNE-T-ELLE À L'EFFONDREMENT ?**

Intervenants : **Bruno Villalba** et **Alain Coulombel**

Avec l'ultralibéralisme et le "techcapitalisme", notre époque est plus que jamais celle de la démesure, individuelle comme collective. Cette trajectoire nous entraîne-t-elle inéluctablement vers des mondes en effondrement, ou des correctifs sont-ils encore possibles? Un dialogue entre Alain Coulombel, auteur du récent "Petit traité de la démesure" et Bruno Villalba, auteur de "Les colapsologues et leurs ennemis" et de "Politiques de sobriété" .

15:30 – 17:00 EN PARALLÈLE **ÉCRITURE COMMUNE ET PROJET DE SOCIÉTÉ** : LES DÉBATS SUR LE LIVRE COLLECTIF UTOPIA « CULTURE DE LA PAIX, IDÉES REÇUES ET PROPOSITIONS » 3/3

17:00 – 17:30 PAUSE

17:30 – 18:15 LECTURE THÉÂTRALE : **MONSIEUR GOGOL**

Par **Denis Vicherat** et **Yanis Chihab**

Un dialogue post-socratique de Dany-Robert Dufour autour du numérique et du transhumanisme. Une rencontre imaginaire entre les deux philosophes grecs Socrate et Calliclès, vue par Dany-Robert Dufour, Philosophe.

18:15 – 18:30 PASTILLE : LES GRANDS ENJEUX DE LA TUNISIE PAR HANÈNE BEN OUADA-JAMOUSSI

18:30 – 19:30 **LE TOUR DU MONDE D'UTOPIA**
DÉBAT SUR LA **PLATEFORME PROPOSITIONNELLE DES MUNICIPALES UTOPIA** *(SOUS RÉSERVE)*

18:30– 19:30 EN PARALLÈLE **ARCHIPELS : QUELS POINTS D'ATTERRISSAGE POUR L'UNIVERSITÉ ?**

SAMEDI 19 OCTOBRE (SOIR)

19:30 – 21:00 DÎNER

21:00 – 23:00 **OBJECTIF 2026-2027 ! ENTRE MUNICIPALES, MUNICIPALISME ET ACTIVISME, QUELLES STRATÉGIES POUR MOBILISER LA SOCIÉTÉ CIVIQUE ET TRANSFORMER NOS TERRITOIRES ?**

Intervenant·es : **Cédric Szabo**, **David Flacher, Gérard Poujade, Eric Piolle** et **Prune Helfter-Noah**

A l'horizon 2026, dans la perspective des élections municipales, sur quelles mesures concrètes « basculantes » doit-on imaginer les prochaines élections ?
Après la parenthèse enchantée d'une mobilisation commune de la société civique et des partis de gauche et écolo en juin dernier, où l'émotion et l'urgence ont permis de bouger les lignes, quelles seraient les conditions et les postures de chacun.e pour contribuer à une offre politique articulant une coalition locale du nouveau front populaire et une mobilisation d'une société civique de culture municipaliste permettant ensemble de transformer les territoires ? Dans la même dynamique, comment imaginer un récit partagé mobilisant à la fois classe écologique et milieux populaires en rural comme en métropole ?

23:00 – JUSQU'AU BOUT DE LA NUIT... **ÉCHAPPÉES BELLES**

Guitare, poèmes et convivialité

DIMANCHE 20 OCTOBRE

08:15 – 09:00 **HATHA YOGA**

09:15 – 11:15 **ATELIERS THÉMATIQUES**

1.Université Utopia 2025, quels objectifs ?

2. Municipales, le plan d'actions concret

3. Rédaction du Pacte de Sète 2 : vers une adresse à la société civique

11:15 – 12:00 **COMPTES-RENDUS D'ATELIERS**

12:00 – 12:30 **PRÉSENTATION, DÉBAT ET ADOPTION ÉVENTUELLE DES POINTS D'ATTERRISSAGE CONFLUENCES : QUELS SONT LES PROCHAINS REBONDS ? CONCLUSIONS**

12:30 – 14:00 **DEJEUNER**

Table des matières

Programme **4**

Biographie des intervenant·es **18**

Partie 1 - Jeudi 17 octobre **26**

1. « Comment articuler raison et émotion, individuellement et collectivement » 26
2. Les différentes approches du vivre-ensemble 28
3. Projection-débat *Nos maires* 31

Partie 2 - Vendredi 18 octobre **33**

1. Ateliers thématiques 33
2. Du bon usage des Jeux Olympiques 39
3. Dévastation, la question du mal 48
4. Intelligence artificielle et citoyenneté 49
5. Quels chemins pour une citoyenneté au travail ? 50
6. Est-il souhaitable d'articuler les luttes ? 51
7. Primaire populaire, labo des partis, réserve citoyenne à Marseille 55
8. Comment la biodiversité peut-elle inspirer un nouveau récit ? 58
9. Projection du film *Les Doléances* 63

Partie 3 – Samedi 19 octobre **64**

1. Monde, Europe : « L'étrange défaite » idéologique des gauches et de l'écologie. 64
2. Et Après ?...et maintenant ? Vers un alter gouvernement ? 71
3. École et pédagogies actives : moyens et finalités 79
4. Quels processus instituants à initier pour une démocratie continue, ouverte et éco-convivialiste ? 83
5. La démesure nous amène-t-elle à l'effondrement ? 96
6. Objectif 2026-2027 ! 101

Partie 4 – Dimanche 20 octobre **108**

1. Pacte de Sète 2023 108
2. Archipel des confluences : présentation générale 109
3. Archipel des confluences : refaire société 112
4. Archipel des confluences : pirogue « Europe » 119
5. Archipel des confluences : pirogue Points aveugles 123
6. Société civique et société civile 124

Partie 5 – Utopia au travail **128**

1. La vie du mouvement : Editions et Expositions 128
2. Le projet européen 134
3. Écriture collective du livre « Culture de la paix » 138
4. Les municipales 2026 184

Partie 6 – Annexes **189**

1. Hatha Yoga avec Fabienne 189
2. Quelques poésies pour des moments de Buen Vivir 190
3. Mes notes 199

Biographie des intervenant·es

Prune Helfter-Noah

Membre du collectif Nos Services Publics, elle est l'autrice de *En finir avec l'école* et co-animatrice du Mouvement Utopia. Elle est Conseillère des 4e et 5e arrondissements de Marseille et Conseillère métropolitaine.

Dominique Bourg

Philosophe et professeur émérite de l'Université de Lausanne, président du conseil scientifique de la fondation Zoein, il a publié de nombreux ouvrages dont *Dévastation : La question du mal aujourd'hui.*

Clémentine Autain

Députée de la 11ème circonscription de Seine-Saint-Denis, elle a fondé l'association féministe Mix-Cité. Elle est l'une des fondatrices du Mouvement politique "l'Après".

Eric Piolle

Membre d'Europe Écologie Les Verts, il est maire de Grenoble depuis 2014. Engagé pour une transition écologique radicale, il est également partie prenante dans les démarches municipalistes.

Lucie Castets

Économiste et haute-fonctionnaire française, elle a dirigé les finances et les achats de la mairie de Paris. En 2024, elle a été proposée pour être Première ministre par le Nouveau Front Populaire suite aux élections législatives.

Gilles Bœuf

Biologiste spécialisé dans les sciences de l'environnement et la biodiversité, il est professeur à Sorbonne Université et a dirigé le Museum national d'histoire naturelle entre 2009 et 2014.

Biographies des intervenant·es

Cédric Villani

Mathématicien et spécialiste de l'intelligence artificielle, il a été lauréat de la médaille Fields en 2010 ainsi que député de l'Essone et candidat à la mairie de Paris en 2020.

Marie-Antoinette Mélières

Climatologue et docteure d'État en physique, elle est l'une des spécialistes reconnues de paléoclimatologie, ainsi que des mécanismes liés à l'équilibre climatique. Elle a publié en 2015 *Climats : Passé, présent, futur* avec Chloé Maréchal.

Mohamed Mechmache

Fondateur du collectif AC le feu en 2005, il a contribué à fonder la coordination "Pas Sans Nous" en 2014 et en est encore à la tête. Il préside actuellement la commission nationale "Participation citoyenne dans les quartiers ".

Erwan Lecoeur

Sociologue et politologue français spécialiste de l'extrême droite et de l'écologie politique, il a publié plusieurs ouvrages et études sur la sociologie du vote et les comportements politiques.

Mathilde Imer

Militante pour la justice sociale et climatique, elle est à l'initiative de la Convention citoyenne pour le climat et a été la porte-parole de la Primaire Populaire.
Elle est membre de l'équipe du Labo des Partis.

Cédric Szabo

Directeur général de l'Association des Maires Ruraux de France, il est démographe de formation et a travaillé dans différentes collectivités territoriales (communes, départements, régions).

Biographies des intervenant·es

Patrick Viveret

Philosophe, écrivain et magistrat honoraire à la Cour des comptes, il a cofondé les rencontres internationales « Dialogues en Humanité» ainsi que le collectif Roosevelt et l'Observatoire de la décision publique

Alice Barbe

Fondatrice et ancienne directrice de l'association SINGA, elle est impliquée dans l'intégration des réfugiés en France et pour la solidarité entre les communautés.

Bruno Villalba

Professeur de science politique. Ses travaux de recherches portent sur la tla capacité du système démocratique à reformuler son projet à partir des limites environnementales. Il est l'un des spécialistes de la collapsologie.

Guillaume Durieux

Professeur agrégé de philosophie, il est formateur pour le premier degré à l'Inspé de Créteil et président de l'Association pour la création d'instituts de recherche sur l'enseignement de la philosophie.

Chloé Gerbier

Militante engagée dans des causes écologiques et sociale, elle co-Préside l'association *Terres de Luttes* qui soutient les luttes locales contre des projets jugés nuisibles. Elle s'est impliquée dans l'association *Notre Affaire à Tous*.

Alain Coulombel

Agrégé d'économie et de gestion, il est membre du conseil de surveillance de la Fondation de l'Écologie Politique. Après avoir été conseiller régional, il est aujourd'hui porte-parole et membre de la direction d'EELV.

Biographies des intervenant·es

Gérard Poujade

Maire de la commune du Séquestre, il est également réalisateur et écrivain. Sa commune est devenue l'un des exemple dans la mise en place d'une politique locale innovante dans tous les domaines (démocratie, biodiversité, etc.)

Fatima Bellaredj

Déléguée générale de la Confédération générale des Scop et des Scic, elle nous présentera ce mouvement comme économie à part entière, le travail mené sur la citoyenneté économique et ses piliers.

Claude Debons

Figure importante du syndicalisme en France, il s'est engagé notamment à la CFDT et à la CGT. Il est impliqué dans le mouvement altermondialiste et a participé à divers forums sociaux mondiaux et européens.

Thierry Salomon

Ingénieur énergéticien, il est vice-président de l'association négaWatt qui propose un scénario énergétique s'appuyant sur une démarche de sobriété et d'efficacité et sur un recours aux énergies renouvelables.

Marianne Langlet

Journaliste, elle s'intéresse depuis 2014 à l'implantation de l'investissement à impact social en France. Elle est chargée de mission recherche et développement du Collectif des associations citoyennes.

David Flacher

Économiste travaillant sur les modèles de régulation et de transition énergétique, il s'implique également dans des réflexions sur les politiques écologiques et la transformation socio-économique.

Biographies des intervenant·es

Manu Reynaud

Conseiller à la métropole Montpellier Méditerranée et adjoint au maire de Montpellier. Il est impliqué dans des initiatives locales, notamment dans les domaines de l'environnement et du développement urbain

Gilda Farrell

Sociologue et experte en politiques sociales, elle a dirigé la Division de la cohésion sociale, de la recherche et du développement du Conseil de l'Europe en axant son travail sur la justice sociale, l'inclusion, et le développement durable

Marc Humbert

Professeur émérite d'économie politique à l'Université de Rennes, il est l'un des porte paroles et animateurs du mouvement des convivialistes.

Pierre Alain Cardona

Membre fondateur du Mouvement Utopia, il est acteur-chercheur au service des quartiers populaires et de l'auto-organisation à Marseille au sein de l'association "Un Centre-Ville Pour Tous".

Laetitia Delahaies

Coordinatrice Stratégique et opérationnelle des Colibris, qui contribue activement à la transition et à la convergence entre justice sociale et grands enjeux écologiques sur les territoires.

Aurélien Alphon Layre

Représentant de l'association de recherche-action Ateliers Travail et Démocratie, il nous fera part de ses observations sur l'aspiration vivante des salarié·es à intervenir sur les finalités et les conditions de leur travail.

Biographies des intervenant·es

Louis Marie Blanchard

Grand voyageur et marcheur passionné de nature, il est également naturaliste averti, collectionneur, auteur, photographe et réalisateur.

Geneviève Brichet

Engagée dans de nombreuses organisations citoyennes à Lyon, elle y a été élue municipale entre 2008 et 2014. Elle s'intéresse notamment à la démocratie inclusive et ses applications dans les assemblées citoyennes

Gérard Boinon

Paysan à la retraite et consultant au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, il milite pour une agriculture paysanne et respectueuse de l'environnement et lutte contre les pesticides.

Jean-Louis Virat

Expert comptable et chef d'entreprise, il est engagé dans plusieurs associations notamment "Grands-Parents pour le climat" dont il est vice-président. Il a publié en 2020 *Nantis sceptiques devenez écolos !*

Hélène Lion

Conseillère municipale déléguée à la transition écologique d'Avon, elle est cofondatrice de Canopée qui accompagne des projets de renaturation. Ingénieure de formation, elle est également formatrice en permaculture.

Anthony Foussard

Cofondateur de l'association Connected by Nature et de l'organisme de formation et bureau d'études Canopée, il est formateur sur la permaculture, la survie douce et l'ecopsychologie

Biographies des intervenant·es

Daniel Favre

Professeur des Universités en Sciences de l'Éducation à Montpellier, il travaille notamment sur l'interaction entre émotion et cognition et sur la construction des savoirs.

Elodie Duprat

Enseignante-chercheuse en écologie microbienne, elle est depuis janvier 2024 libraire de la Librairie Utopia.

Simon Cossus

Ingénieur de formation, il a étudié les énergies renouvelables et spécifiquement l'éolien. Il a fondé une coopérative qu'il dirige et dont la vocation est la transition énergétique citoyenne.

Joël Decaillon

Ancien Secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats, il nous fera part de l'expérience allemande de codétermination et de cogestion, avec ses potentialités et ses limites.

Maud Tazir

Chargée de communication pour le collectif Transition citoyenne, elle a auparavant travaillé pour plusieurs autres associations notamment la Fondation des Femmes et Solidarités International.

Jean Lesage

Enseignant en classe de CE2, CM1 et CM2, il pratique et promeut les pédagogies actives et notamment la méthode Freinet. Il a co-écrit L'*école que nous voulons*, aux éditions Utopia.

Biographies des intervenant·es

Adrien Roch

Saxophoniste. Il pratique notamment le ténor, l'alto et le soprano dans des contextes variés, musique électronique, africaine, swing, swing manouche, funk et le jazz.

Jean-Luc Rouby

Président de "Thau Energies Citoyennes", une association qui a mis en place quatre (et bientôt sept) parcs photovoltaïques citoyens.

Partie 1 - Jeudi 17 octobre

1. Rencontre convivialiste sur le thème « Comment articuler raison et émotion, individuellement et collectivement »

Le « couple raison-émotions » de Daniel FAVRE pour s'affranchir des dogmatismes et sectarismes, pour un cheminement individuel et collectif libérateur et convivial

Daniel Favre est professeur des universités honoraire en Sciences de l'Education à l'Université de Montpellier, membre associé du LIRDEF - E.A. 3749, chercheur en neurosciences puis en sciences de l'éducation, formateur d'enseignants depuis 1983.

Dans notre monde en tensions croissantes prévalent culture binaire, dogmatismes et sectarismes, violences et maltraitances… C'est un fait … résultat de la **« pensée fermée »** que nous risquons de léguer à nos enfants. Pourtant la **« pensée ouverte »** est à notre portée et ouvre des perspectives qui font envie.

Je propose ci-après, une présentation succincte qui, je l'espère, vous donnera envie de « dévorer » ses ouvrages[2][3]. Pour ma part ils ont contribué à me changer la vie !

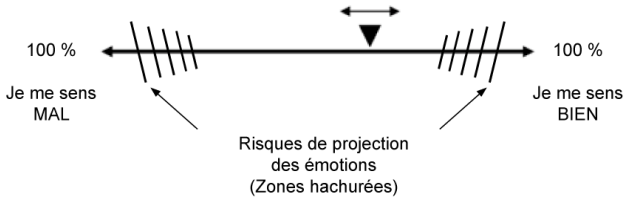
Voici l'enchainement que je propose :

A nous observer, constatons que nos émotions influent sur notre pensée, sur nos opinions et sur nos actes… et, réciproquement, ce que nous ressentons attirent certaines pensées et les modifient. Souvent de façon inconsciente pour une multitude d'acte de la vie quotidienne, souvent aussi quant à nos choix « éthiques » ou autres, voire de façon extrême ou vigoureuse lorsque les émotions agréables ou désagréables prennent le dessus.

Partant de ce constat, prenons conscience de l'incidence de nos émotions qui, souvent, font obstacle à la raison, à une certaine réflexion. On sent ainsi se dessiner ce « couple raison-émotions » ou **« couple émotion-cognition »**, (*« neurobiologiquement inséparable »*) où chacun des deux a son rôle à jouer… pour le meilleur comme pour le pire. Daniel Favre qui se réfère à Edgar Morin et la question de la **« pensée complexe »** (vs simplifiée), parle à ce sujet de la **« dialogique raison-émotions »** (en synergie) antithèse de la « dualité » binaire (en opposition).

Autant s'inviter par conséquent à **« penser ce que l'on ressent et de sentir ce que l'on pense »…** prise de conscience de ce **« postulat de cohérence »** que nous propose Daniel Favre et dont il dit que pour la plupart de celles et ceux qu'il rencontre ce postulat *« a transformé leur vie »*[4] ! Vient en renforcement ce qu'il appelle **« l'indicateur émotionnel »** que l'on retrouve dans plusieurs de ses ouvrages.

L'indicateur émotionnel, une boussole, une aide à **« l'auto-régulation »** pour avoir conscience de **« l'emprise des émotions »** ?



Est-il nécessaire, à ce stade, de souligner combien ce mécanisme est présent partout et la plupart du temps de façon inconsciente ?

Pour comprendre ce mécanisme, Daniel Favre nous offre une grille de lecture puissante : **« la théorie des trois systèmes de motivations »** (complémentaires, opposés et antagonistes). Avec lui l'indicateur émotionnel devient triple :

[2] Pour une « mise en bouche, Daniel Favre « cessons de démotiver les élèves, 21 clés pour favoriser l'apprentissage et le développement des compétences psychosociales » 4e édition Dunod 2024 pages237 à 258
[3] « Reconnecter l'école avec le vivant » Dunod
[4] « Cessons de démotiver » page 209

La **motivation de sécurisation** (SM1), acquise dès le début de la vie et prépare le terrain pour la **motivation d'innovation ou d'exploration** (SM2). Mais, bien souvent et à des degrés très divers, le sujet se trouve bloqué dans des attitudes répétitives, dans une façon de se « réfugier » dans une fausse sécurisation, dans des **« certitudes »**, des dogmes, dont il n'arrive pas à sortir, c'est ce que Daniel Favre appelle la **« motivation de sécurisation parasitée »** (SM1p). Ce troisième système, très répandu, est à mettre en particulier en lien avec les **« programmes étrangers »**, la **« référence externe »** (« *déresponsabilisante* »)**, « injonctions verbales ou non verbales de type hypnotiques qui parasitent comme un virus notre identité en auto-référence, nos actes et pensées valident le programme étanger» ...** héritage de l'enfance et de l'éducation dont la personne est généralement captive de façon pas ou peu consciente.

Alors qu'il est essentiel de comprendre que, en matière de motivation, la motivation intrinsèque est directement liée à la « motivation d'innovation ou d'exploration » dont la base sécure remonte à une « motivation de sécurisation » satisfaite.

Nul doute que, au niveau de notre société », l'accumulation de dérives, de traumatismes, de souffrances, de frustrations, de punitions... est propice au développement du SM1p.

Nul doute, également et dans ces conditions, que prospèrent les modèles d'éducation répressifs ou coercitifs qui privilégient les motivations extrinsèques au détriment des motivations intrinsèques (Behaviourisme « où *c'est l'humain qui est service du système et non le système qui est au service de l'humain »)* ... propices au SM1p... qui, à l'évidence, entretient l'emprise des émotions.

Et, partant, il devient clair que l'emprise des émotions des uns vient nourrir, susciter, activer... celle des autres ! Et il est facile d'imaginer ce que ces mécanismes engendrent à l'école, dans le management des entreprises, dans les couples comme dans la société ... !

D'où la nécessité de prendre conscience de ces mécanismes pour s'en libérer, non sans mal, ... Grâce, en particulier, à ce *« mélange de fonctionnement émotionnel et de fonctionnement cognitif » (*qui se nourrissent réciproquement*),* l'empathie vis-à-vis de soi *(« s'accepter » avec ses 3 systèmes de motivation)* comme vis-à-vis de l'autre. Pour ce faire nous sommes invités à nous dire sans jugement que nous avons « de bonnes raisons, bonnes vis-à-vis de soi-même, de penser ce que nous pensons, de ressentir ce que nous ressentons, de dire ce que nous disons, de faire ce que nous faisons... » au cœur du **« postulat de cohérence »** proposé par l'auteur... même si ce ne sont pas nos valeurs et nos choix.

C'est parce que nous sommes alors dans un état que je qualifie de plutôt « libéré » ou « apaisé » que nous pouvons accéder à une certaine **« empathie »**, celle d'imaginer ou nous représenter ce que ressent l'autre sans devoir nous protéger par la **« coupure émotionnelle »** et sans nous laisser envahir par la « **contagion émotionnelle »** !

Cette contagion ouvre la voie à la trop répandue « **Transe Hypnotiques Collective »** (THC). La THC « résulte en général d'un savant mélange entre la certitude d'avoir raison, celle d'appartenir au groupe de « ceux qui y voient clair » et le sentiment de danger plus ou moins immédiat ». On voit là le danger pour l'éducation à la citoyenneté et à la démocratie !

Autant dire que, arrivé à ce stade, je ne résiste pas à faire le lien avec les principes du convivialisme. Et aussi à la « Spirale Dynamique » de Clare Graves qui dans sa vue d'ensemble permet de voir sur quelle bascule nous sommes : régression dans une logique de violence, saut vers la complexité et donc l'ouverture.

Pour conclure, je souhaite m'adresser en priorité aux enseignants qui ont la possibilité de jouer un rôle clé en donnant l'exemple de **« l'autorégulation »** et de la liberté pour préparer des citoyennes et des citoyens plutôt que de dociles consommateurs. Et dans le même esprit, je m'adresse à mes amis militants dont l'intensité de l'engagement comporte le risque d'une **« addiction aux certitudes »** !

Jean-Louis Virat

Convivialiste

Président du Laboratoire de la Transition

2. Les différentes approches du vivre-ensemble

Gongsheng et convivialisme. Face aux luttes mondiales pour la reconnaissance

Extraits

par Alain Caillé

Il existe une forte convergence potentielle, une symbiose possible, entre les notions de *gongsheng* en Chine, de *kyosai* au Japon, de symbiose en biologie, et le convivialismePour le dire en un mot, toutes ces notions ou ces théories se présentent comme des pensées de l'interdépendance. Ces convergences sont-elles profondes et authentiques, ou simplement de surface ? Après tout, il y a bien des manières de penser l'interdépendance, ne serait-ce que pour la valoriser ou, au contraire pour tenter de s'en affranchir et de conquérir son autonomie ou son indépendance. La question de savoir si les convergences entre nous sont réelles ou seulement apparentes et trompeuses, n'a pas seulement un intérêt académique, même si celui-ci est déjà tout à fait important. Nous savons bien que notre monde va de plus en plus mal, à tel point que la survie même de l'humanité n'est pas assurée. Le monde va mal pour des raisons environnementales et climatiques qui rendent impossible de produire toujours plus pour satisfaire toujours plus de besoins matériels. Mais il va mal aussi parce qu'il n'est pas seulement le théâtre de luttes entre intérêts économiques on écologiques, mais aussi, et de plus en plus de luttes pour la reconnaissance. Nous assistons à une lutte du Sud global contre le Nord global (alias l'Occident). Une lutte des anciens empires, Chine, Russie, Inde, Turquie pour retrouver leur puissance et leur gloire passées. Une lutte des anciens colonisés contre les anciens colonisateurs. Entre couleurs de peau, entre races. Une lutte des religions et des cultures pour faire reconnaître leur valeur respective. Une lutte des sexes, des genres et des sexualités. Entre jeunes et boomers. Etc. Il faudra nous demander comment toutes ces luttes de nature diverses, économiques, écologiques ou de prestige s'articulent et s'enchevêtrent et comment nous pourrions tenter de les apaiser.

Il me semble que la seule chance que nous ayons d'aider le monde à aller mieux, à échapper aux terribles périls qui le menacent, est de nous mettre d'accord sur quelques valeurs fondamentales susceptibles d'être partagées par une majorité d'êtres humains par-delà la diversité des cultures, des religions ou des idéologies politiques. C'est bien un véritable universalisme qu'il nous faut expliciter. Ou, si vous préférez, un pluriversalisme, autrement dit un universalisme qui ne soit pas seulement celui que l'occident a prétendu imposer au reste du monde, mais un ensemble de valeurs et de normes qui fassent sens en profondeur pour le plus grand nombre. Et, pour cela, la confrontation entre pensées orientales et pensées occidentales est une première étape tout à fait essentielle. Je voudrais dans un premier temps dire quelques mots sur ce sujet des rapports entre Orient et Occident. J'approfondirai ensuite la question des affinités et des différences entre *gongsheng* et convivialisme. Dans un troisième temps j'essaierai de montrer que l'un comme l'autre, *gongsheng* et convivialisme, doivent nous inciter à nous interroger sur ce qui est au cœur du désir humain. Dans un quatrième je nous inviterai à ne pas craindre d'affronter des questions difficiles et complexes. Enfin, en conclusion, je me demanderai ce que nous pourrions et devrions faire concrètement.

Pensée de l'Ouest et pensée de l'Est

Un ouvrage collectif coordonné par le juriste et historien Pierre Legendre, paru il y a une dizaine d'années, comparait le sens donné à neuf notions occidentales telles que Etat, religion, société, contrat, dans neuf langues différentes[1]. La conclusion centrale qui en ressortait était qu'il y a beaucoup plus de différences entre le français ou l'anglais et le chinois et le japonais qu'entre le français et l'anglais, d'une part, et l'arabe, le persan, le turc, le hindi ou même les langues africaines (celle du Burkina-Fasso ou du Gabon), de l'autre. Je n'aime habituellement pas parler de moi, mais un souvenir personnel ne sera peut-être pas mal placé ici. Dans ma première thèse de doctorat, une thèse de sciences économiques, j'interrogeais l'idée même

[1] *Le tour du monde des concepts,* Fayard,2014. Les neuf mots étaient : Contrat, Corps, Danse, État, Loi, Nature, Religion, Société, Vérité. Et les neuf langues : arabe, persan, langues africaines du Burkina-Faso et du Gabon, chinois, hindi, japonais, persan, russe, turc.

d'économie et critiquais ce que j'appelais l'idéologie de la rationalité économique. J'essayais d'y monter que la représentation de l'économie et de la rationalité économique découlait de la pensée rationaliste occidentale moderne et que celle-ci était structurée par tout un ensemble de dichotomies : entre la langue et la réalité, pour commencer, et d'autre part, entre tout un ensemble de concepts : nature/société, moyens/fins, forme/contenu, homme/femme, valeur d'échange/valeur d'usage, signifiant/signifié, etc. Je défendais l'idée que le rationalisme a fonctionné comme le substitut moderne de la religion (chrétienne), et qu'il s'est structuré sous la forme à partir de ce que j'ai appelé la figure de la dichotomie. Je résume : il y a bien une différence majeure entre une pensée occidentale moderne qui a raisonné à partir d'oppositions dichotomiques et une pensée orientale qui a toujours raisonné en termes d'oppositions dialectiques, comme on le voit dans l'opposition du yin et du yang.

Mais il ne faudrait pas croire que cette opposition entre Orient et Occident est elle-même absolue, dichotomique. De même qu'il y a du yin dans le yang dans des proportions toujours variables, et réciproquement, de même il y a de l'Occident dans l'Orient, et de l'Orient dans l'Occident. Avec des amis philosophes nous avons publié il y a une vingtaine d'années une histoire de la philosophie morale et politique occidentale qui réunissait une vingtaine de spécialistes. Cette histoire s'organisait à partir de l'idée que toutes les grandes doctrines philosophiques depuis l'Antiquité se différencient et s'opposent les unes aux autres selon qu'elles sont d'inspiration plus ou moins utilitariste ou anti-utilitariste. La question centrale est : peut-on définir et obtenir le bien et le juste, pour les individus comme pour les sociétés, à partir d'un calcul rationnel des plaisirs et des peines ? Ou non ? Le philosophe et sinologue français François Jullien a surtout insisté sur les différences entre pensée chinoise et pensée occidentale en s'appuyant notamment sur Mencius[2]. Mais il me semble qu'il n'y a pas plus utilitariste que l'Ecole des légistes en Chine. Han Fei Tse, par exemple, annonce aussi bien Machiavel que Bentham ou Adam Smith.

Réciproquement, on pourrait citer énormément d'auteurs occidentaux qui ne sont ni utilitaristes ni prisonniers de la figure de la dichotomie. Il me semble qu'il y a beaucoup de points communs, par exemple, entre Aristote et Confucius. Et, aujourd'hui, dans le sillage notamment de Bruno Latour et Philippe Descola, tous les penseurs et les activistes écologiques dénoncent radicalement l'opposition de la nature et de la culture ou de la nature et de la société. C'est devenu une banalité de base.

Si donc, l'opposition entre pensées occidentale et orientale n'est ni dichotomique ni absolue, nous avons des raisons d'espérer pouvoir trouver un terrain d'accord entre nous pour énoncer quelques valeurs et quelques normes universalisables. Mais il ne faudrait pas que cet accord repose sur de trop gros malentendus. C'est la raison pour laquelle dans ma contribution à notre ouvrage collectif j'ai insisté sur les divergences possibles entre gongsheng/kyosai et convivialisme. Madame Song Bing les a soigneusement et précisément enregistrées. Il nous faut maintenant les discuter.

Gongsheng/kyosai et convivialisme, même combat ?

Comme notre livre commun le montre, il existe selon les époques ou les pays (Chine ou Japon) des conceptions très diverses du *gongsheng* ou du *kyosai*[3]. De même, une des forces du convivialisme vient de ce qu'il est possible d'y arriver à partir d'origines très diverses également, libérale, communiste, socialiste, anarchiste, chrétienne, agnostique, bouddhiste, musulmane, etc. Il existe donc des lectures sensiblement différentes aussi bien du *gongsheng* et du *kyosai* que du convivialisme. Mais il est assez facile de localiser la

[2] Notamment dans ses premiers livres.

[3] Si la notion de gongsheng/kyosei reconnaît et célèbre les différences, il y a néanmoins une pénurie générale de ressources intellectuelles pour une individualité robuste ou des droits personnels contre les autorités, et il y a donc beaucoup à apprendre de cette notion d'individuation légitime et des pratiques qui y sont liées ". Et concernant : le principe d'opposition créatrice elle écrit : " La manière dont les opinions divergentes, en particulier contre les autorités politiques, peuvent être exprimées de manière créative et engagées dans les sphères politiques et sociales, reste un grand défi culturel ou politique, en particulier en Chine".

différence principale (potentiellement irréductible ?) entre les deux blocs de pensée. Les philosophies du *gongsheng* et du *kyosai* seront aisément d'accord, je crois, avec les trois premiers principes du convivialisme, commune naturalité, commune humanité et commune socialité. Mais, comme l'observe très bien Song Bing elles auront peut-être plus de mal avec les deux autres : le principe de légitime individuation et le principe d'opposition créatrice. Bien sûr, les pensées chinoises et japonaises savent parfaitement (mieux même, sans doute, que les philosophies occidentales) qu'il existe de grandes différences entre les humains et que les relations entre eux peuvent être extrêmement violentes. Mais il me semble que leur objectif premier est d'organiser les relations sociales et les relations de pouvoir de façon à parvenir à une forme d'harmonie durable grâce au respect d'une forme ou d'une autre de hiérarchie. C'est cette harmonie entre les différences qui est visée au-delà des oppositions et des conflits. Les individus et les groupes doivent se soumettre à cet objectif. On pourrait dire qu'à l'inverse l'occident moderne reconnaît le conflit comme non seulement inévitable mais aussi comme nécessaire et légitime, et qu'il a tendance, de plus en plus tendance, à accorder davantage de valeur aux libertés et aux droits individuels qu'à l'harmonie de la société. Pour le dire dans le langage de l'anthropologue Louis Dumont, mondialement célèbre dans les années 1989-90 et largement oublié aujourd'hui, les sociétés asiatiques restent prioritairement holistes (le tout importe plus que les éléments du tout), les sociétés occidentales prioritairement individualistes (l'individu importe plus que le tout).

Le modèle démocratique et individualiste occidental, au contraire, est l'héritier des cités grecques antiques (Athènes) et des républiques italiennes. Il s'est construit en opposition à toutes les tentatives de retrouver ou de reconstruire l'empire romain, contre tous les essais de fusionner pouvoir et religion (pouvoir et savoir). Si l'on voulait trouver un équivalent dans l'histoire de la Chine, on pourrait parler d'une forme de pérennisation de la période des royaumes combattants. Les royaumes européens se sont édifiés comme des empires en miniature, construits contre le grand empire. On disait des rois qu'ils sont « empereurs en leur royaume ». Et, peu à peu, le roi a été remplacé par le peuple dans le cadre des Etats-nations, un peuple défini symboliquement par une même origine ethnique, une même langue et une même religion. C'est ainsi que s'est constituée la démocratie moderne. Mais, de même que l'empereur a été remplacé par le roi, et le roi par le peuple, le peuple est désormais remplacé par les individus, et les individus par les consommateurs. Au risque de détruire toute forme de coexistence et d'harmonie sociale possible.

Arrivés à ce stade, nous voyons se dessiner deux premières conclusions. La première est que nous avons absolument besoin de valeurs universelles mais que comme aucun pays n'a la force suffisante pour imposer ses valeurs au monde entier il est indispensable que nous parvenions au moins à formuler et à expliciter ces valeurs au croisement de l'Orient et de l'Occident. La seconde, on le devine, est que l'Orient devra accorder plus de place à l'émancipation individuelle et l'Occident davantage au collectif. Il lui faudra redevenir plus holiste. Ou, pour le dire autrement, il nous faut définir le bon équilibre à atteindre entre libertés individuelles et liberté collective. Comment ?

Il est clair que proclamer de grandes valeurs dites universelles ne servira rigoureusement à rien, que nous prêcherions dans le désert, si elles n'avaient aucun rapport avec les besoins et les désirs effectifs des humains. Nous sommes donc obligés de nous mettre d'accord sur ce que nous pensons être ces besoins et ces désirs.

.....

3. Projection-débat *Nos maires*

« Nos maires », le film qui donne envie de leur dire « merci »

Les élus locaux sont-ils destinés à n'apparaître à l'écran que lors de faits divers sur leur commune ? Le rythme entêtant de l'actualité et son lot de violences, inondations, fermetures d'entreprises et autres feux de forêts pourraient nous le faire croire. Mais Gérard Poujade, réalisateur et maire de le Séquestre dans le Tarn n'était pas de cet avis. En collaboration avec le Groupe La Poste et l'AMRF, il vient de réaliser un documentaire permettant justement de « se donner un temps long pour comprendre qui sont les maires et comment ils en sont arrivés là ». Pour en savoir plus, Paroles d'élus s'est rendu à la première projection, ce mardi 28 mai. L'occasion pour nous de tendre notre micro au maire-réalisateur.

Paroles d'élus : Vous êtes Maire, réalisateur, citoyen…Comment faut-il vous présenter ? Et d'où vient cette envie de prendre la caméra ?
Gérard POUJADE : Je ne me présente jamais comme réalisateur. Je suis maire depuis 2001 et élu depuis 1989. Il y a trois ans, j'ai pris un coup de colère quand j'ai vu que, y compris dans ma commune de moins de 2000 habitants, les gens n'allaient pas voter pour des régionales ou des départementales. Traditionnellement, dans le monde rural, les gens participent beaucoup plus qu'ailleurs. Mais on avait une participation qui était comme au niveau national, n'atteignant pas 40 %. Je me suis dit : « Ce n'est pas possible. » J'avais imaginé un temps faire un bulletin municipal où je ne parlais que de ça, où en gros j'allais engueuler mes habitants : « Pourquoi vous n'êtes pas venus voter ? ».

Au lieu de faire cela, je me suis dit que j'allais faire un film. J'ai donc interviewé 10 personnes de ma commune sur la politique, le COVID, les réseaux sociaux, le changement climatique, la mondialisation, etc., pour montrer à mes habitants que chacun individuellement savait parler politique. Comme je n'avais jamais fait ça, j'ai pris le temps d'acheter les bons logiciels, d'apprendre le montage, et j'ai fait un film. Ce premier film était destiné à être utilisé seulement dans ma salle municipale.

Paroles d'élus : Mais cette première réalisation avait déjà eu un certain écho…
Gérard POUJADE : Oui. Quelqu'un du monde du cinéma, un ancien producteur, l'a vu et m'a dit : « Ce truc, ça peut aller sur le grand écran. » J'ai dû en refaire un, et maintenant, je sais un peu mieux monter un film.

Paroles d'élus : Aujoud'hui, vous projetez « Nos Maires ». Le titre est explicite mais quelle était votre idée ?
Gérard POUJADE : L'an dernier, avec l'AMRF, j'ai participé au grand atelier des maires ruraux pour la transition écologique . Cette proposition m'a permis de rencontrer mes collègues élus et de prendre le temps de partager nos réalités du quotidien. Je me suis dit que tous ces parcours et tous ces témoignages était une richesse que nous ne mettions pas assez en avant. Les maires sont les inconnus du grand public et les élus les plus appréciés de leur population. Ils sont ceux vers qui tout le monde se tourne en cas de crises et en première ligne face aux désordres du monde.

Mais leurs apparitions sur le petit écran se réduisent à des sempiternelles interviews devant une inondation, un feu de forêt ou un fait divers local. J'ai voulu leur donner un temps long pour comprendre qui ils sont, comment ils en sont arrivés là. Parler avec eux de l'intercommunalité, de l'actualité, de la désaffection des électeurs au moment des votes et de leur vie privée. Souvent intimes, les conversations entre les acteurs et le réalisateur rend les femmes et les hommes attachants et la fonction plus humaine.

Paroles d'élus : Qui sont les maires présents dans votre film ?
Gérard POUJADE : Mon idée était de montrer une image de ce que sont les élus. On dit souvent que les maires sont les élus que les gens aiment et connaissent le plus. Mais je me rends compte que les gens ne connaissent pas vraiment leurs motivations. J'ai donc filmé 12 maires (6 hommes et 6 femmes, un par région française métropolitaine) pour montrer pourquoi ils ont été élus et quelle est leur vie. Ils ne sont pas en écharpe, à une inauguration, en conseil municipal ou en train de travailler avec leur secrétaire. J'ai essayé de transcrire ça pour que les gens se fassent une autre idée de qui sont ces élus.

Paroles d'élus : L'an dernier, le film « Les Petites Victoires » de Mélanie Auffret nous a fait découvrir la vie d'une jeune femme maire d'un petit village. Il s'agit d'une fiction basée sur le témoignage de plusieurs Maires engagés à l'AMRF. Pour votre film, il n'y a pas fiction. Vous avez opté pour une dimension documentaire. Pourquoi ce choix ?
Gérard POUJADE : Je suis allé les voir en ayant envoyé le premier film pour montrer ce que je savais faire. Je voulais essayer de donner une image plus sensible. Un peu comme l'émission de télé « Strip-tease », avec des plans plus longs où on peut parler. Ils ont accepté, et je suis allé en tant que cinéaste mais aussi collègue. Entre deux maires, réalisateur ou maire, on se tutoie au bout de 30 secondes et on parle des sujets qui nous concernent. Le film montre bien je pense le quotidien des maires, leurs défis et leur dévouement. Les maires y sont authentiques, sans artifice, et ça reflète bien leur réalité.

Paroles d'élus : Quel public souhaitez-vous toucher avec ce film ?
Gérard POUJADE : Aujourd'hui, c'est la première. L'objectif, avec nos partenariats, est que le film soit libre de droit pour que les maires, associations et autres puissent le diffuser. Initialement, c'était pour le grand public, mais je me rends compte qu'il touche aussi beaucoup les élus, près de 500 000 en France, et leur permet de se voir sous un autre angle. Lors des premières projections, un non-votant nous a dit qu'il voterait désormais pour les maires. C'est un outil citoyen et pédagogique.

Partie 2 - Vendredi 18 octobre

1. Ateliers thématiques

1.1. Sécurité sociale de l'alimentation

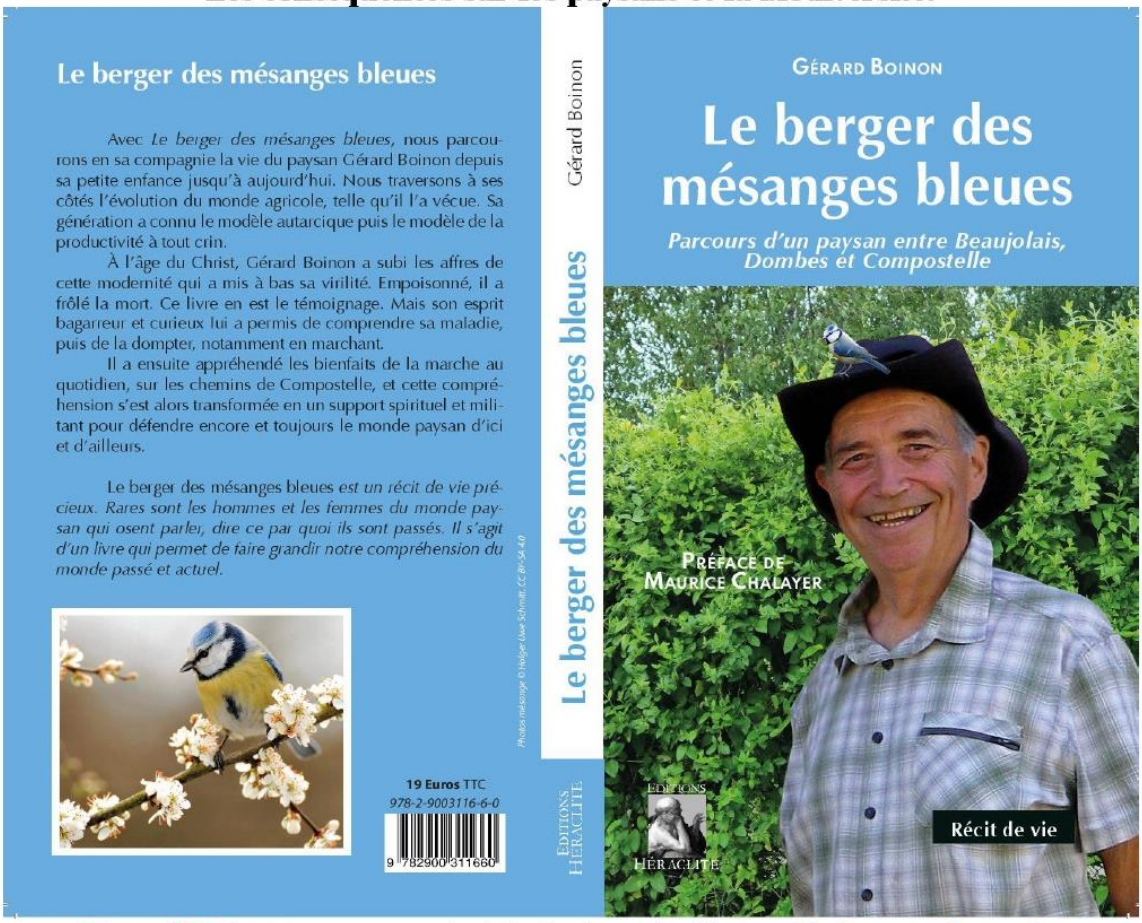
Produire autrement pour nourrir l'humanité: le défi du 21ème siècle

Tout ce que nous mangeons étant issu de la terre, l'agriculture a toujours été un **enjeu majeur pour l'Humanité**.

Alors qu'aujourd'hui déjà, plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, **comment réussir à nourrir 9 milliards d'êtres humains en 2050** alors qu'il n'y a que 12% de terres cultivables dans le monde ?

Comment produire suffisamment de nourriture sans porter atteinte à notre environnement et à notre santé ? Il faut savoir que les rendements mondiaux n'augmentent plus malgré le gaspillage de l'eau et l'utilisation massive d'engrais et de pesticides.

L'impact des phytosanitaires et des OGM
Les conséquences sur les paysans et la biodiversité.



Avec Gérard Boinon paysan retraité. Auteur du livre « Le berger des mésanges bleues », membre fondateur de Rés'OGM info, consultant au conseil des droits de l'Homme de ONU à Genève, ancien secrétaire général de la Confédération paysanne Rhône-Alpes et ancien membre du Comité national.

Il nous expliquera comment il est passé du statut d'exploitant agricole au statut de paysan (ou d'agriculture chimique et industrielle à l'agriculture agro écologique) Témoin dans le film de Jean Paul JAUD "Tous cobayes", *Paysan passionné, qui défend bec et ongles une méthode de travail agro écologique. Depuis 1995, il a banni de son langage de nombreux mots, dont pesticides (remplacé par des insectes auxiliaires ou des mésanges bleues) mais aussi charrue (remplacé par un travail biologique du sol). Et il aime à le faire savoir auprès de ceux qui comme lui cultivent la terre.*

La SS de l'alimentation

ɔn

LE PRINCIPE:

Comme c'est le cas de la santé, il est nécessaire de pouvoir se nourrir pour vivre.

La carte Vitale santé est donc doublée par une carte Vitale alimentation.

4 principes:

1- Universalité: 150€/mois disponibles sur cette carte pour tous

2- Conventionnement: cette somme peut être dépensée seulement dans des magasins conventionnés partout en France à partir d'un cahier des charges (bio et local). Ces magasins achètent les produits aux agriculteurs conventionnés (bio et locaux) et les revendent dans des magasins conventionnés

3- Gouvernance démocratique: le choix des produits est décidé en commun par les acteurs locaux (groupes locaux par territoire)

4- Financement: cela représenterait en France une dépense publique de 120 Milliards d'€ issus des cotisations sociales patronales et salariales (soit 8% de la valeur ajoutée produite en France)

voir site: https://securite-sociale-alimentation.org/

voir webinaire Agro Paris Tech: https://www.youtube.com/watch?v=ElfJfaLNiFU

Autres expérimentations:

- en Gironde avec Clim'Action (à Bordeaux : 4 épiceries et 40 habitants expérimenteurs): https://caisse-alimentaire-ssa-gironde.fr/?PagePrincipale

- Puy de Dôme: Soli'Doume: 1000 personnes et 300 commerces avec monnaie locale: la doume (avril 2022)- expérimentation auto-financée par les volontaires

Expérimentation de Cadenet (Vaucluse) 5 000ha - sources: GB, Age de Faire et Basta

Issue d'une convention citoyenne, l'idée de cette expérimentation créée par le Clac (Comité Local de l'Alimentation de Cadenet) est née en 2020 et son étude de faisabilité (financement, gestions, implantation, choix des acteurs pour sa mise en place) sont réalisées depuis 2021 jusqu'à cette année 2024 - Elle est financée par la Fondation de France (60 000 € sur la première année).

En Avril 2024, 33 volontaires-bénéficaires du village sont tirés au sort et reçoivent 150€/mois pour accéder à une alimentation durable et locale, indépendante de l'industrie alimentaire (produits non transformés) et qui garantit les droits des paysans.

L'épicerie sociale de Cadenet (AMAP) est le magasin conventionné où on peut venir chercher ses produits grâce à la carte vitale alimentation. Il s'y est ajouté 2 autres magasins conventionnés: l'épicerie locale et le magasin de producteurs.

Gestion: le choix d'un versement mensuel de 150€ (donc en Euros) a été décidé pour un premier temps par souci de simplification. Les 33 bénéficiaires doivent conserver leur ticket de caisse à chaque achat et faire le compte de leurs dépenses. De leur côté les magasins conventionnés notent les achats avec les noms des acheteurs de façon à vérifier chaque mois que la somme n'a pas été dépassée.

L'analyse de l'expérimentation sera faite en avril 2025 soit 1 an après le démarrage.

NB: l'expérimentation fait des petits: Une autre ville voisine: Perthuis, envisage de réaliser la même expérimentation avec l'aide du Secours Catholique local.

Voyons maintenant la vision de Gerard Boinon, paysan aujourd'hui à la retraite, très engagé, auteur du livre "le berger des mésanges bleues", fondateur de Res'OGM infos (réseau de sensibilisations aux OGM), consultant au Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU à Genève, ancien secrétaire général de la Confédération Paysanne Rhône-alpes et ancien membre du Comité National de la Conf.

1.2. Quel modèle économique pour faire exister la société civique ?

Intervenant.es : Gilda Farrell (Experte européenne), Fatima Bellaredj (Union des SCOP-SCIC), Marianne Langlet (CAC)

Animation : Pierre-Alain Cardona

La société civique composée d'acteurs engagés, associations ou entreprises de l'ESS, contribue à l'animation du débat public. Pour autant, à la différence des partis ou des syndicats, pas de financement public qui reconnaîtrait cela mais lui permettrait aussi de ne pas dépendre d'institutions. Coopération, mutualisation, consortium, fondations, financements européens, quelles stratégies retenir entre ses acteurs et quelles pistes ?

1.3. Humusation, la nouvelle possibilité de se faire inhumer…

Animation : Anthony Foussard (Cofondateur de l'association Connected by Nature), Hélène Lion (co-fondatrice du bureau d'étude Canopée)

L'humusation est un mode alternatif de sépulture qui se développe actuellement dans le monde et qui intègre même une place dans la loi de certains États. C'est notamment le cas de l'humusation. L'humusation est un processus destiné à permettre un retour du corps à la terre par des micro-organismes présents dans un sol préparé à cet effet. Autrement dit, il s'agit d'une technique permettant d'enterrer le corps à même le sol afin qu'il puisse se transformer en humus sain et fertile.

1.4. La valse des glaciations

Intervenant.es : Marie-Antoinette Mélières (climatologue)

Face aux idées reçues développées par les climatosceptiques « il y a toujours eu des pics de réchauffement, nous sommes dans un cycle normal »….Marie-Antoinette Mélières nous détaille la valse des glaciations.

Cette valse nous permet de comprendre les différentes phases de réchauffement/refroidissement qu'a connue la planète….et celles qu'elle connaitra dans les dizaines de milliers d'années à venir.

1.5. L'énergie comme « communs », la gestion citoyenne des énergies

Intervenant.es : Simon Cossus (directeur de la coopérative Enercoop Languedoc-Roussillon), Jean-Luc Rouby (président de "Thau Energies Citoyennes")

Animation : Thierry Salomon

Comment et pourquoi un engagement citoyen sur la production des énergies renouvelables, alliée à la sobriété et l'efficacité sur la consommation d'électricité, peuvent dès aujourd'hui participer concrètement à la transition écologique.

Avec **Simon COSSUS**, directeur de la coopérative Enercoop Languedoc-Roussillon et **Jean-Luc ROUBY**, président de "Thau Energies Citoyennes", une association qui a mis en place quatre (et bientôt sept) parcs photovoltaïques citoyens.

1.6. Les décarbonautes

Les Décarbonautes : le collectif qui demande au gouvernement et aux élus d'organiser une Assemblée de codécision pour être sûr que la France atteigne la neutralité carbone en 2050.
Parce que la communauté scientifique toute entière, via le GIEC, nous dit qu'il y a une urgence vitale à adapter nos modes de vie en sortant des énergies fossiles.
Parce que les politiques publiques ne sont pas à la hauteur du problème.
Nous sommes face à un choix majeur pour la France :
Réussir à définir maintenant les orientations de politiques publiques qui réduiront notre empreinte carbone à moindre effort
Ou accepter les conséquences de l'inaction, rester dans un confort relatif maintenant et subir plus tard des cataclysmes à répétition. En raison de l'inertie climatique de la Planète il s'écoule 20 ans entre nos actions et leur plein effet, face au mur il sera trop tard!
Nous, les Décarbonautes, voulons agir maintenant et au moyen d'une «assemblée de codécision».

Ce format démocratique nous semble le plus adapté pour obtenir un engagement de tous sur des politiques publiques qui nous concernent tous. Il est basé sur la décision au consentement entre le gouvernement et/ou les représentants de groupes parlementaires et les citoyens. Le dispositif a déjà fait ses preuves dans des collectivités territoriales où l'écoute et la créativité entre élus et citoyens a permis de lever la totalité des objections. Et la confiance a été renouée.

Comment piloter la décarbonation de l'économie au niveau français pour respecter nos engagements internationaux et les objectifs fixés par l'Europe dans la justice sociale?
Nous allons appeler les experts, les organisations, les entreprises et les citoyens à exposer leur point de vue et à en débattre. Les participants établiront leurs critères pour choisir une solution ou combinaison de solutions. Le choix réalisé, ils travailleront sur les modalités de mise en œuvre. Voir ensuite le processus proposé (Lien externe) pour déboucher sur des propositions de loi.

Quelles solutions pour piloter la décarbonation ?
Il semble possible de ranger les solutions en trois grandes voies.

1. la réglementation : normes, interdictions et incitations dans chaque secteur (agriculture, déplacement, logement, etc.) ; une voie qui a été très bien étudiée par la convention citoyenne pour le climat en 2019-2020

2. un pilotage par les prix : on y range la taxe carbone redistributive proposée par exemple par l'ADEME et le Lobby Citoyen Climatique, ou encore l'éco-détaxe (diminution des taxes sur les produits peu carbonés).

3. un pilotage par des quotas pour les entreprises (l'EU-ETS) ou les individus : cette dernière solution étant proposée par de nombreuses ONG (le compte carbone, Les KOTA ; L'allocation Climat etc.)

Des combinaisons de ces 3 voies sont déjà imaginées. Par exemple le quota Gaz à Effet de Serre (GES) individuel sur certaines familles de produits et services avec une taxe forte appliquée si le quota individuel est dépassé.

Nous appelons à d'autres voies : est-ce qu'il en existe ?
L'exposition, la compréhension, le débat sur ces voies et leurs différentes mises en œuvre éclaireront les choix de l'assemblée de co-décision.
La comptabilité du carbone
Une question sous-jacente aux différentes solutions permettant de décarboner notre économie est la connaissance des quantités de carbone ou CO2 équivalent émises pour la fabrication et l'usage de chaque produit et service, quel que soit le secteur considéré (transport, alimentation, logement, santé, industrie, etc) pour au minimum éclairer les choix des consommateurs et, suivant les solutions proposées, servir au calcul des paramètres d'action (taxe ou quotas carbone). Ce serait une base utile à presque toutes les solutions proposées.

Critères de choix entre les instruments de politiques publiques :
Quels critères pour choisir la bonne politique publique et quel poids donner à chaque critère ? Les critères suivants seront une base que les participants pourront abonder :

la prise en compte de l'ensemble de l'empreinte carbone de notre consommation (y compris les importations) et pas seulement de nos émissions territoriales
la réduction de cette empreinte de 6 % par an ou selon une trajectoire compatible avec l'atteinte de la neutralité Carbone en 2050 ;
la justice sociale ;
la mobilisation équitable de tous les acteurs, publics et privés
le principe de moindre contrainte (plus simple, plus libre).

1.7. Utopia et la politique

Charte d'indépendance par rapport aux partis politiques

Le Mouvement Utopia confirme sa stricte indépendance vis-à-vis des partis politiques et rappelle les principes suivants :

Le Mouvement UTOPIA ne soutient aucun parti politique ou regroupement politique, aucun candidat, ni aucune liste que ce soit pendant les échéances électorales ou en dehors de celles-ci : aucune liste ou candidat·e ne peut donc se prévaloir du soutien du Mouvement Utopia ;

Tout.e membre du Mouvement Utopia peut en revanche afficher son appartenance au Mouvement s'il ou elle est candidate à des élections, sans toutefois apposer le logo du Mouvement sur les documents de campagne :

Le mouvement UTOPIA ne donne et ne propose pas de consignes à ses adhérent·es de soutenir ou d'adhérer à une organisation ou à un mouvement politique ; néanmoins, tout.e membre du Mouvement peut adhérer au parti politique, au syndicat ou à l'association de son choix, sans avoir l'obligation d'en informer le Mouvement ;

Le mouvement UTOPIA n'accepte aucune subvention directe ou indirecte de parti ou d'organisation politique.

Par ailleurs, le Mouvement Utopia peut décider de mettre en œuvre des actions de plaidoyer en direction des institutions représentatives au niveau local, national ou international sur des thématiques précises.

Enfin, comme indiqué dans les statuts, le Mouvement Utopia se positionne comme un trait d'union, une passerelle entre les acteurs de la société civile, du monde politique et institutionnel, du monde professionnel, du monde intellectuel et du monde artistique et culturel. Il organise des conférences, festival de cinéma ou autres manifestations culturelles qui mêlent des personnalités issues de ces différents mondes.

1.8. Refonder la démocratie représentative

Animation : Gérard Poujade (Maire du Séquestre)

La démocratie dite représentative est aujourd'hui à bout de souffle. Il est plus que jamais nécessaire de réfléchir à un « bing bang démocratique » qui repense notamment les modes d'élections et de désignation de nos représentant. es à tous les niveaux : local, régional et national. Gérard Poujade nous propose de réfléchir ensemble à de nouvelles propositions innovantes.

2. Du bon usage des Jeux Olympiques

A propos des JO Paris 2024

Par Alain Caillé

Tout le monde a été frappé, sidéré, émerveillé presque, par la liesse, l'état de jubilation dans lequel se sont retrouvés tous les athlètes tant lors de la cérémonie d'ouverture que dans celle de clôture et lors des différentes épreuves. Une liesse entretenue et démultipliée par celle des spectateurs, et inversement. Est-ce dû à la qualité de l'organisation, à l'inventivité des metteurs en scène (en Seine), à la beauté de Paris même sous une pluie battante ? Toujours est-il qu'un tel niveau d'émotion n'avait semble-t-il jamais été atteint.

Qu'est-ce qui a fait la magie de ces jeux, au-delà des facteurs que je viens de mentionner ? La réponse n'est pas mystérieuse, au moins pour ceux qui sont sensibles au propos développé ici, qu'ils l'aient lu ou - bien plus vraisemblablement -, qu'ils y aient accédé en suivant leur propre cheminement. Jamais on n'a vu une telle célébration des valeurs anti-utilitaristes, autrement dit de ce qui fait valeur aux yeux de la grande majorité des humains. Pourquoi consacrer des années de sa vie à essayer de sauter deux ou trois centimètres plus haut ou plus loin, à courir deux ou trois dixièmes ou centièmes de seconde plus vite, à rechercher le rebond parfait au basket ou la glisse sans égale en natation ? Bien sûr, pour certains c'est, aussi ou d'abord, un gagne-pain. Pour tous, c'est un moyen d'accéder à la notoriété et, dans certains cas, à la gloire. Mais ce n'est pas cela qui suscite l'enthousiasme des spectateurs. Ce n'est pas l'effort mais la réussite possible au prix de tant d'efforts. C'est le partage de la passion en acte qui anime l'athlète. Cette passion que nous recherchons tous : nous vouer pleinement à l'accomplissement d'une activité qui fasse sens uniquement par elle-même en mobilisant tout l'être, à commencer par le corps. Une activité pleinement anti-utilitariste, donc. Les économistes ici parleraient de « motivations intrinsèques ». Aristote voyait dans l'accomplissement de ce qui fait sens par soi-même, indépendamment de toute autre considération, ce qu'il appelait le souverain bien, autrement dit le bonheur suprême (même si, pour sa part, il la voyait comme une qualité de l'âme et non du corps). Si la passion sportive mobilise des milliards de téléspectateurs c'est parce qu'elle est plus immédiatement visible et partageable par tous que la passion pour l'art, la littérature, ou la science. Que la passion amoureuse, peut-être Mais elle est de même nature. La recherche du geste parfait n'est pas différente de celle d'une forme de beauté, du mot juste ou de l'équation qui vient synthétiser tout un ensemble de recherches.

Plus anti-utilitariste encore que la passion des athlètes à la recherche du geste parfait, a été celle des 40 000 bénévoles, enthousiastes, chaleureux, accueillants, sans qui ces jeux n'auraient pas pu se dérouler. Eux, à coup sûr, ne peuvent pas être taxés d'avoir agi par quête de la gloire ou d'un bénéfice narcissique. Non, ils ont voulu simplement permettre qu'un évènement dont ils sentaient l'importance planétaire, sont possible. Leur seul but a été de faire en sorte que d'autres qu'eux, athlètes ou spectateurs, puissent éprouver des émotions exceptionnellement fortes et inédites. La même chose pourrait être dite des forces de l'ordre et des agents des transports en commun, exemplaires pour cette occasion.

Bien sûr, on pourra mettre l'accent sur la rivalité entre les sportifs et entre les nations, et la dénoncer. Chacun est là en effet pour affirmer et faire reconnaitre sa valeur personnelle. C'est à un millième de seconde près parfois, comme dans la finale du cent mètres (dont je ne comprends guère pour ma part pourquoi elle est considérée comme l'épreuve-reine), que se joue le basculement de la joie attendue en une tristesse inconsolable. C'est pour ce millième de seconde qu'à jamais Noah Lyles aura eu plus de valeur ce jour-là que Kishane Thompson. Et ne parlons pas du malheur des quatrièmes, si près du but mais privés de médaille et voués à se faire une raison en espérant faire mieux la prochaine fois. Les spectateurs s'identifient à ces

joies ou à ces déceptions. Grâce aux neurones-miroirs, qui activent dans le cerveau les mêmes zones que celles de l'athlète observé, ils s'identifient d'abord en tant que personne regardant une autre personne faire ce qu'elle même aimerait faire. Et cette identification est d'autant plus forte que le spectateur pratique le même sport et en connait tous les arcanes.

Mais l'identification se produit aussi chez les supporters avec les joueurs dont on partage la même nationalité et à ce titre. Si c'est un Français ou une Française qui gagne, alors c'est la valeur de la France qui en est rehaussée et donc aussi la mienne si je suis français. On a vu dans toutes les épreuves l'incroyable ferveur des supporters français, le jaillissement des « Allez les bleus » ou le surgissement d'une Marseillaise entonnée par des milliers ou des dizaines de milliers de voix. De l'aveu de tous les athlètes ce soutien a été pour eux essentiel, sauf quand il les a stressés par peur de décevoir une telle attente.

Rivalité, nationalisme, ce serait donc là des valeurs anti-utilitaristes ? Regardons-y de plus près. Ce qui émeut le plus dans toutes ces épreuves c'est l'amitié et le respect crées par cette rivalité. On passe en un instant de la fameuse formule d'Aristote, « Ô mes amis, il n'y a pas d'amis », à celle de Nietzsche, « Ô mes ennemis, il n'y a pas d'ennemis ». Ce sont les embrassades entre coureuses épuisées ou l'enlacement entre boxeurs qui ont pourtant tout tenté pour se faire le plus mal possible. L'apothéose de cette transmutation de la rivalité en amitié a certainement été la finale du saut à la perche. Déjà l'actuel champion du monde Armand Duplantis avait été choyé et encouragé par celui qu'il allait supplanter, son idole, Renaud Lavillenie, devenu depuis un de ses intimes. Mais lorsqu'il s'est élancé pour battre son propre record du monde en essayant de passer des 6, 10 mètres qu'il avait déjà atteints à 6, 25 mètres, ses rivaux, complices, amis et admirateurs, l'Américain Sam Kendricks et le Grec Emmanouil Karalis, tout le stade, le monde entier étaient là pour l'encourager. Où l'on voit que la rivalité, bien maîtrisée, ne sert pas seulement à créer de l'amitié, elle est aussi un moyen d'accéder à un état de grâce. De dépasser la dynamique du don de soi (« je vais tout donner ») qui fabrique de l'estime de soi et de l'amitié, pour entrer dans le registre de la donation, celui de la vie même qui est à elle-même sa propre finalité. Les compétiteurs au bout du compte ne luttent pas tant les uns contre les autres que contre et avec leur jeu ou leur sport. C'est à eux qu'on tente de faire rendre grâce en réalisant le geste le plus beau ou le plus imprévisible possible. La perfection de la course d'Armand Duplantis, la facilité apparente avec laquelle il s'est élevé au-dessus des 6,25 mètres resteront à jamais dans la mémoire de ceux qui y ont assisté, comme une parfaite illustration de la beauté. Comme l'écrivait le poète Keats dans *Endymion*, « A thing of beauty is a joy forever" (une chose belle, est une joie à jamais).

Quant à l'amour du drapeau, je ne l'ai à aucun moment senti basculer dans le nationalisme ou le chauvinisme. Il est vrai que les commentateurs ont passé leur temps à comptabiliser le nombre de médailles gagnées par la France pour évaluer son rang, sa valeur, dans la hiérarchie mondiale (elle est finalement cinquième, derrière les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Australie). Mais plus que ce classement, vu de France ce qui a été frappant, émouvant pour ce pays si divisé qui, quelques semaines auparavant, avait failli porter au pouvoir un parti dont la majorité des électeurs se déclare raciste, aura été d'assister à l'éclosion d'une nation sportive française tout autant noire qu'arabe ou métisse que blanche. Et de voir tous ces athlètes, quelle que soit leur couleur de peau, dire vouloir gagner des médailles pour la France, et être aimés ainsi. Que le racisme a semblé alors loin et comme suranné !

L'hymne fétiche des Jeux, *Imagine* de John Lennon, laisse entendre que ce qui serait souhaitable ce serait un monde sans pays (*Imagine there is no country*), autrement dit sans nations, sans frontières. Ce n'est pas du tout ce à quoi nous avons assisté et c'est tant mieux. Ce qui s'est rendu visible, au contraire, c'est la multiplicité et la diversité, la bigarrure du monde, et l'attachement de tous à leur différence et à leur singularité. C'est par elles aussi que

chacun revendiquait une part ou une forme de valeur spécifique et inaliénable. Chacun dans les tribunes agitait un petit drapeau, mais sans aucune animosité envers le voisin qui brandissait celui de l'adversaire. Dans cette ambiance générale, étonnamment festive et joyeuse, bon enfant, le partage d'une motivation commune, la victoire, créait de la complicité plus que de l'hostilité même si les vœux portaient sur des équipes ou des athlètes opposés

Mais d'où est venue cette ambiance si particulière, qu'est-ce qui l'a alimentée ? J'ai insisté jusqu'à présent sur le rôle central de la dimension anti-utilitariste dans le succès de ces Jeux. Mais pour rendre compte de l'ambiance dans laquelle ils se sont déroulés, j'ai beau faire, je ne réussis pas à trouver une autre formulation que celle-ci : ils ont porté à leur plus haut niveau d'expression et de visibilité les valeurs convivialistes[1]. Que ce soit à l'occasion de la cérémonie d'ouverture ou à celle de la clôture, le défilé des athlètes de plus de deux cents pays a représenté la mise en scène la plus évidente de notre *commune humanité*. C'est comme si, soudain, durant une quinzaine magique, le monde entier avait été là, réuni sous nos yeux, enfin pacifié et joyeux. Ce seul fait a comme exacerbé le sentiment de *commune socialité,* le plaisir d'être ensemble, de vibrer, de résonner ensemble, si palpable dans les stades et les tribunes. Cette joie d'être ensemble s'exerçait sous la forme d'une célébration de la *légitime individuation* des athlètes ou des équipes. Tous espéraient vois leur champion favori aller au bout de lui-même et réaliser enfin sa valeur propre. Le principe même du sport, son idée régulatrice en quelque sorte, est la rivalité. Mais, nous l'avons vu, il ne s'agit pas d'une rivalité qui serait à elle-même sa propre fin. Elle ne prend sens que dans le registre d'une *opposition créatrice,* créatrice d'amitié, de fraternité, de beauté et de grâce. Une opposition créatrice qui, à son tour, alimente l'aspiration à la commune humanité et à la commune socialité, dans un cercle vertueux sans cesse renouvelé.

Ces JO pourtant, pourra-ton demander, ne sont-ils pas l'occasion et le règne de la démesure ? De l'*hubris* ? Quel sens y a-t-il à vouloir être le plus rapide, le plus fort, le plus haut de tous les temps ? D'un certain point de vue, aucun. Rien n'est plus insignifiant. Mais d'un autre point de vue, rien n'est plus précieux. Il entre bien en jeu une part d'*hubris* chez les athlètes qui bombent le torse ou qui montrent leur nom à la terre entière (ils n'ont pas tous une éducation protestante ou confucéenne). Mais il n'est pas non plus de meilleur antidote contre l'*hubris* que le sport qui est fait largement autant de défaites et d'épreuves que de victoires.

Au terme de cette quinzaine on se prend à rêver que le monde entier fonctionne en permanence dans le registre des Olympiades, autrement dit que chacun, dans son domaine ou son registre propre, rivalise pour accomplir au mieux ce qu'il a à faire (à supposer, bien sûr, qu'il le sache et l'ait trouvé) dans l'espoir de faire advenir le plus de commune humanité, de commune socialité et de vie (de beauté et de grâce) possible. Propos bien idéaliste ? Peut-être. Prenons-le en tout cas comme un idéal régulateur. Ces Jeux Olympiques nous en auront fait entrevoir la possibilité.

Alain Caillé

[1] En quelques mots : le convivialisme est la philosophie morale et politique de l'art de vivre ensemble en s'opposant sans se massacrer qui prétend dépasser, tout en les conservant (*aufheben*), les grandes idéologies de la modernité, libéralisme, socialisme, anarchisme et communisme. Partagées par des auteurs d'origines idéologiques très diverses, voire opposées, elle repose sur cinq principes : commune humanité, commune socialité, commune naturalité, légitime individuation, opposition constructive. Ces cinq principes sont subordonnés à un impératif catégorique de maîtrise de l'aspiration à la toute-puissance (*hubris*)

JO Paris 2024 : un succès fou… Seulement ?
Par Bruno Della Sudda et Sylvie Larue. Le 16 septembre 2024 (Repris sur le site du Mouvement Ensemble)

La contestation et la critique radicale des JO sont anciennes
Tout au long du siècle passé, ont été pointés notamment des éléments tels que la démystification de « l'olympisme » aux vertus largement imaginaires ; le dévoilement des accointances très anciennes du CIO avec l'extrême-droite dès l'origine, le racisme et le sexisme ; la mise des JO sous la coupe du capitalisme, des grandes firmes, de la consommation et de la commercialisation depuis les Jeux de Los Angeles (1924) ; la récupération des Jeux de Berlin (1936) par le régime nazi ; la répression organisée durant les Jeux de Moscou (1980) ; le tournant de la professionnalisation des Jeux de Barcelone (1992) ; les montants énormes des dépenses requises et un gaspillage effréné… Sans compter tous les phénomènes de corruption et d'endettement, mais aussi de multiplication des « éléphants blancs », ces équipements sportifs ruineux et laissés ensuite à l'abandon, caractéristiques majeures des Jeux d'Athènes (2004).
Cette contestation et cette critique radicale s'étaient de nouveau exprimées avant les JO de Paris, alimentées par la chasse aux pauvres à proximité des sites et ailleurs, la très forte pression sur le logement, la disparition des jardins ouvriers en banlieue, le scandale du traitement du travail dissimulé des bénévoles, la surveillance policière omniprésente…

Cette contestation et cette critique radicale ont élargi leur thématique à l'occasion des JO d'Hiver depuis plusieurs éditions des Jeux et dans la perspective de l'édition de 2030, programmée en France dans les régions AURA et SUD-PACA. Celle-ci combine la cible des coûts exorbitants, les projets d'équipements plus que discutables et problématiques en termes d'aménagement du territoire, l'aberration écologique globale… Sans compter l'absence totale de démocratie puisque les populations des territoires concernés n'ont jamais été consultées.
Les paramètres démocratiques et écologiques ont pris une place nouvelle ces dernières années, ce qui est, sur le fond politique, un signe des temps et des aspirations liées à ces paramètres. À tel point que pour les prochains JO d'Hiver, plusieurs villes ont finalement renoncé à déposer leur candidature…

Mais la nouveauté est aussi ailleurs et sur un tout autre plan, celui du contenu de ces Jeux, de l'organisation des compétitions à l'affirmation à un point inconnu du paralympisme en passant par la cérémonie d'ouverture.
La parité hommes-femmes et la reconnaissance à ce point du handicap témoignent des effets sur toute la société de la révolution féministe mondiale comme de l'exigence du respect de la prise en compte du handicap et des « minorité » en général. L'avancée démocratique est historique. Ajoutons à cela une certaine prise en compte des enjeux écologiques : utilisation de sites déjà existants, réutilisation d'équipements comme le bassin des épreuves de natation qui sera installé à Sevran…

Quant à la cérémonie d'ouverture, son contenu a mis en relief un récit progressiste, l'intégration des différences à la richesse culturelle commune, au brassage et au métissage, sur fond de refus des discriminations et du racisme, en valorisant le respect et l'égalité. Du reste, la droite et l'extrême-droite ne s'y sont pas trompées en refusant de se joindre aux réjouissances exprimées largement sur la réussite de ces Jeux.

Des aspects contradictoires

Ce sont précisément ces données nouvelles qui donnent un éclairage particulier à la popularité des Jeux de Paris 2024 et à leur impact positif dans une partie importante de la population, notamment dans les milieux populaires.
Ces données se mêlent certes à l'ambiguïté ancienne et classique des Jeux et de la dimension patriotique – et non pas nationaliste – avec la course ridicule aux médailles bien connue. Mais on aurait tort de réduire la ferveur populaire à cette dimension patriotique.
À noter aussi la dimension politique particulière de ces jeux. Ce fut le cas à travers le sort justement réservé aux athlètes russes interdits de participer avec les couleurs de leur pays, la pénalisation des athlètes d'Ukraine ou plus encore de Palestine empêché·es de concourir dans des conditions acceptables ou décédé·es pour cause de guerre et de génocide en cours.
Deux poids deux mesures quand on compare cette pénalisation avec l'oubli des sanctions contre l'État d'Israël dont il aurait été juste d'exiger l'exclusion des JO en tant que responsable d'un génocide.

`Que restera-t-il des JO de Paris 2024 ?

Que restera-t-il des JO de Paris 2024 ? On peut déjà s'interroger sur leurs prolongements dans la société. À commencer par la pratique du sport dans de bonnes conditions y compris à l'École et dans les clubs sportifs dont les plus modestes sont en difficulté. Mais aussi sur les politiques publiques réellement mises en place suite à la parité et la reconnaissance au handicap. Tant pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles que pour la prise en charge du handicap. Ce, à commencer par l'École, l'accès au métro et d'autres transports, et à de nombreux lieux publics.
Les politiques d'austérité destructrices annoncées par le pouvoir risquent fort de réduire à néant les promesses généreuses, explicites ou subliminales, des Jeux de Paris 2024.

Enfin, il manque encore et toujours une réflexion de fond sur la conception du sport de compétition, le professionnalisme et une autre conception des JO…

Jeux de propagations et politique des émotions, par Dominique Boullier sociologue

Professeur à Sciences Po (Paris), chercheur au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE)

Politiquement comme scientifiquement, nous manquons d'outils pour comprendre la manière dont les émotions se propagent lors des rassemblements collectifs et leur signification politique. L'analyse des enjeux politiques parcourant la séquence émotionnelle des derniers Jeux olympiques, qui ont activé des clivages idéologiques traditionnels tout en en troublant d'autres, offre de premiers repères, notamment à une gauche en panne d'émotions.

Nous avons donc vécu une « parenthèse enchantée », une « bulle de joie » avec ces Jeux olympiques à la maison. Voilà le diagnostic qui se propage, et chacun s'interroge sur ce qui a bien pu se passer et sur la durée de cet effet JO. On parle ici d'humeur du public plus que d'opinion, et les méthodes pour capter cet effet JO relèvent plus du doigt mouillé et du mimétisme que du sondage.
Quatre niveaux d'expérience s'entrelacent pour constituer ce récit d'ambiance : l'expérience du public présent dans les enceintes sportives, l'expérience urbaine collective à Paris, l'expérience médiatique de chacun (en France mais aussi dans le monde), dans ce suivi en direct des épreuves et des moments d'effervescence, repris et amplifié par les réseaux sociaux, et enfin l'expérience des conversations entre amis, collègues, voisins, après coup elles aussi reprises et amplifiées en ligne.

Dans chacune de ces expériences, se construit une dimension d'un état d'esprit, d'une humeur, voire d'un « climat », pour reprendre un terme de Sloterdijk issu de sa sphérologie[1]. Avec Stéphane Chevrier et Stéphane Juguet, nous avions étudié cette « climatisation urbaine »[2] lors de grands événements (manifestations, festivals, matchs de foot) à la fin des années 2000 et nous en avions tiré deux livres, dont l'un s'intitule La Ville-Événement[3]. L'imprécision des termes (ambiance, climat, événement) est importante car elle dit bien la difficulté à saisir cette dimension de l'expérience du social, du vivre ensemble, si l'on se place seulement au-dessus ou à l'extérieur. C'est en cela que les travaux de l'équipe du Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain (CRESSON), et de Pascal Amphoux notamment[4], ou encore ceux du groupe de rythmologie autour de Luc Gwiazdzinski[5] sont importants car ils inventent des méthodes et des concepts pour saisir ces ambiances.

Comment penser ces moments de contagion ?
Malheureusement, ce phénomène social majeur, bien qu'éphémère, reste ignoré de ceux qui voudraient encore et toujours une sociologie des structures sociales d'un tel rassemblement, soit à travers les propriétés sociales identifiables de ses participants, soit à travers le montage des alliances pour gouverner un tel événement et en tirer profit, soit à travers la reproduction de schémas politico-économiques bien connus (panem et circenses, pour résumer).
De même, demander leur avis aux participants revient à leur faire exprimer des opinions sur une expérience qu'ils ont surtout vécu à haute intensité, au contact d'inconnus pour des sports qu'ils connaissaient parfois très peu ou dans une rue avec des passants autour d'un écran de télé, bref, par voisinage. La réflexivité que l'on peut avoir sur ces moments émotionnels forts est très faible, si ce n'est lorsqu'on la revit en conversant avec des participants (à divers degrés), en refaisant le récit de la victoire incroyable de Marchand en 4 × 100 m 4 nages, de la chute de Le Corre, concurrent du triathlon, de l'insaisissable mesure d'un centième pour la défaite de la française Samba-Mayela au 110 m haies, du dernier panier des hollandais en basket 3 × 3 ou des essais et percées de Dupont en finale du rugby à 7, tous cas très français, on l'aura noté.

Cette incapacité académique à prendre au sérieux ces expériences du social et à les formaliser va de pair avec l'impossibilité pour les politiques de droite ou de gauche de produire un discours pertinent pour accompagner ou prolonger ces expériences. Alors que le personnel politique passe son temps désormais à lancer des petites phrases et à créer des événements pour frapper les esprits et engendrer des émotions, il semble désarçonné face à des moments partagés, à émotions tout aussi fortes, qui ont le défaut de ne pas recouper les clivages qu'il tente d'imposer dans la lecture du social.

Unanimité du clivage national ?
Il est vrai qu'un seul clivage à caractère politique semble s'imposer dans les émotions et dans les discours, celui des nations, puisqu'il s'agit du principe même d'organisation des JO, nés au moment même où s'est installée cette division du monde en nations et en États-nations (exception notable cette année : l'équipe des réfugiés, intéressant retour du refoulé). Et il serait vain de prétendre que le public ne vibre qu'à la beauté du geste, de la performance, purifiée de toute référence à la nation de référence de l'équipe ou de l'athlète. Reconnaissons cependant que lorsque Duplantis bat son record du monde, que Simone Biles étale son talent en gymnastique ou que la néerlandaise d'origine éthiopienne Sifan Hassan remporte au sprint la médaille d'or du marathon, après celles en bronze du 5 000 m et du 10 000 m, le public s'unit derrière la célébration de l'exploit.

Attention, je viens de prendre un exemple précisément non garanti en matière d'unanimité car l'athlète a certes été célébrée pendant la cérémonie de clôture, ce qui lui donne un écho mondial certain, mais elle est apparue voilée, ce qui n'a pu manquer de briser l'unanimisme de l'émotion du public. Un autre clivage, au sens de Rokkan[6], s'est ainsi glissé dans le principe même de l'opposition entre nations, celui de la religion. Un autre clivage, celui du genre, pourtant constitutif des épreuves des JO, s'est vu lui aussi discuté avec le cas de la boxeuse algérienne Imane Khelif, médaille d'or, et témoigne ainsi des débats parfois virulents et délibérément polémiques qui traversent un tel océan d'unanimité et de priorités nationales.

Mais comment se fait-il d'ailleurs que cet unanimisme fonctionne dans certains cas et pas dans d'autres et comment cette émotion partagée se construit-elle ? N'oublions pas deux éléments-clés qui permettent à ces Jeux de faire fonctionner cette unanimité supranationale : grâce à une institution d'abord, le CIO, pourtant très opaque mais qui fait institution, avec ses membres (les « olympiens »), ses règles et ses enjeux financiers devenus colossaux (et propices à la critique et à la détestation), mais aussi grâce à l'exclusion d'un tiers, la Russie (et la Biélorussie, son excroissance dictatoriale). L'unité se fait donc contre un seul, en vertu d'un mécanisme mimétique de tiers exclus qu'aurait repéré René Girard[7].

Et pourtant, on peut remarquer la présence, parmi ces participants à l'unité mondiale, de pays qui n'ont rien à envier à la dictature poutinienne, mais dont les tricheries sportives sont moins documentées sans doute. La production d'une telle convention fondée sur des règles de compétition acceptées par tous est tellement sophistiquée et fragile dans son prétendu apolitisme qu'il reste difficile d'éviter les contestations de tout type, dont celles qui relèvent de la politique et de l'hostilité profonde entre nations, comme ce fut le cas avec l'équipe d'Ukraine d'escrime, qui en fit un message politique clair et qui déclencha un soutien populaire là aussi unanime.

Plus largement, la question mérite d'être soulevée : toutes ces émotions apparemment fusionnelles n'ont-elles fait qu'encourager encore un chauvinisme contagieux, sachant que les spectateurs français sont allés très loin dans cette expression, dans toutes les disciplines, avec l'encouragement omniprésent des animateurs d'ambiance et des playlists activées parfois abusivement ? L'effet JO et la parenthèse enchantée ne seraient-ils donc que des artefacts non seulement éphémères, mais aussi pernicieux ?

Des propagations que l'on peut tracer

Pour démêler ces expériences émotionnelles et leur portée politique, il faut les caractériser précisément. J'ai proposé de rassembler, dans un même point de vue sur le social, tous ces phénomènes sous le concept de propagations[8], qu'elles soient physiques et locales (on site), comme pour les mouvements de foule dont les olas, les chants, l'agitation des drapeaux font partie, ou plus à distance (on line), via les médias de masse ou les réseaux sociaux (mais aussi les conversations ordinaires) qui reprennent des éléments qui circulent, tels des mèmes, dans l'esprit des publics qui les propagent par simple réaction immédiate à ces signaux.

Ce point de vue demande des outils d'analyse précis, désormais disponibles pour étayer les élégantes descriptions des experts des ambiances. Le numérique sous toutes ses formes permet de le faire grâce à la traçabilité généralisée qu'il rend calculable, que ce soit pour le suivi des conversations en ligne ou pour la mesure des mouvements de foule (Moussaïd[9])… à condition de s'équiper. Il est même possible de comparer la propagation du signal de la victoire individuelle de Teddy Riner avec celle de son combat en équipe, ou de la comparer avec la vibration émotionnelle provoquée par la victoire de l'équipe de France de volley-ball par exemple, qu'on peut comparer avec celle de la défaite de l'équipe de France de basket, etc.

Les conditions techniques ne sont pas toujours simples à mettre en œuvre pour les mesures on site (caméras et IA), mais il est surtout important de ne pas se tromper de cadre d'analyse. Ce que nous mesurons à ce moment, ce sont des propagations d'entités (messages faits d'images ou de termes en ligne ou d'indices visuels et sonores de mouvements de foule) et non des opinions d'individus ni des statuts sociaux de collectifs. Non pas qu'il soit impossible ou non pertinent d'adopter ces points de vue plus classiques, mais si l'on veut vraiment capter quelque chose de ce qui circule au moment même où il circule, il faut se focaliser sur les signaux qui passent d'un corps à l'autre, d'un esprit à un autre via des médias qui en gardent trace.

Et la comparaison est essentielle, notamment entre nations ou entre JO ou entre événements, quand bien même, évidemment, la puissance émotionnelle d'une co-présence sur site, qui plus est dans un environnement urbain chargé d'histoire comme Paris, produit des effets puissants avant tout pour la France, comme public et comme nation.

La France = Paris = Vuitton ?

Car ce qui s'est propagé, c'est avant tout l'image de Paris, plus que celle de la France, comme l'avait voulu le Comité olympique et le metteur en scène de la cérémonie d'ouverture pour celle-ci, mais aussi pour tous les sites des Jeux. Parmi les mèmes qui captent l'attention des publics, les arrière-plans prennent soudain une force inédite pour des Jeux olympiques plutôt habitués à des infrastructures fonctionnelles standard et uniformes. La compétition est dans la ville, elle est urbaine par excellence, et elle s'inscrit alors autant dans un espace de qualité que dans une histoire très longue, chose particulièrement rare. Le public célèbre alors sa propre jouissance d'une ville réenchantée et reprise sur la circulation automobile notamment, comme on l'a vu lors des courses à pied ou à vélo, véritables remakes du prospectus touristique que le Tour de France produit chaque année. La différence d'expérience avec Tokyo par temps de Covid fut radicale.

On comprend alors que Paris est devenue bien plus qu'une capitale d'un pays, la France certes, mais qu'elle est devenue un espace de projection mondial pour tous les touristes potentiels, une référence mêlée de souvenirs des visites, des rêves de visites, des références télévisuelles, des stéréotypes véhiculés sur tout support. La tour Eiffel en est le plus iconique, fantasme du modernisme du XIXe siècle, qui enjambe le XXe pour se propager partout dans les imaginaires du XXIe, devenu parfait décor à selfies dans l'enceinte ouverte du beach volley. Plusieurs commentaires ont souligné le contraste inouï et inattendu entre la réputation de la vie ordinaire de Paris et la vie rêvée des touristes pendant quinze jours.

Il faut dire que ce succès est un fiasco pour les vandales réputationnels de « #SaccageParis », qui ne ménageaient pas leurs efforts depuis plusieurs années pour saboter toute initiative de la mairie (en les attribuant en particulier à sa maire puisque l'opération politique et misogyne est bien documentée désormais). À l'inverse, certains sponsors en ont profité, voire même abusé, au point que l'on peut parler à cette occasion d'une forme de vuittonisation du concept de nation, tant les malles et le design Vuitton furent présents à tous les instants de la cérémonie et des compétitions. Ce n'est plus Paris qui tient lieu de France, c'est Vuitton qui tient lieu de Paris et de France dans ce moment globalisé par excellence. « LVParis » serait donc le slogan à retenir en matière de réputation si l'on suit la méthode de naming qu'Alain Damasio a adoptée dans Les Furtifs.

En revanche, ceux qui ont dû devenir furtifs durant cette période jusqu'au point de disparaitre furent tous les migrants, nettoyés de tout Paris et remplacés dans des secteurs comme la porte de la Chapelle par une invasion de « bleus ». Au fond l'unanimité nationale comme la ville selfie fonctionnent bien mieux quand on se retrouve « entre-nous », touristes mondialisés, unis contre un tiers exclu sans devoir affronter des moments de mauvaise conscience, puisque les migrants et les précaires extrêmes ont disparu du regard grâce aux opérations de police. « Ici, c'est Paris » pourtant, ville refuge d'une misère errante comme toutes les autres métropoles.

Chauvinisme sous contrôle ?

La compétition entre nations a sans doute évité les ornières du chauvinisme pour deux raisons : le cadre institutionnel régule cette expression en la réinterprétant dans un cadre sportif, nous l'avons déjà mentionné, et, ensuite, ce sont avant tout des effets de

propagation de réputation qui ont été les plus marquants. Or, ces effets ont pour propriété d'être très éphémères et de mobiliser des signifiants secondaires et non des stéréotypes anciens et porteurs de guerre. Rappelons cependant que cela s'est fait au prix d'une exclusion d'un tiers devenu indigne de l'esprit olympique et qu'on a pu enfin oublier pendant deux semaines (alors que l'invasion russe était toujours là, de même que la destruction de Gaza).
Tout cela a mis l'extrême droite internationale, raciste, nationaliste et belliciste en difficulté car son clivage en particulier racial ne fonctionnait plus comme référent, notamment pour les équipes de France (ou alors devait se révéler comme tel et devenir dès lors anti-national). Mais, soyons-en convaincu, les racistes contraints d'être admirateurs éphémères de Teddy Riner et d'une équipe de judo totalement noire reviendront très vite à leurs démons, dès lors que la réputation de la France n'alimentera plus ce vernis chauviniste. Le même effet pro-diversité avait montré ses limites dans le temps en 1998, lors de la victoire française à la Coupe du monde de football. Comme lui, le placebo olympique ne peut en rien guérir d'une profonde dégénérescence des articulations sociales, du souffle républicain et du nerf de la solidarité.

La gauche en panne d'émotions ?
La gauche en est convaincue de tout temps et ne souhaite pas alimenter la pompe à opium du peuple qu'est le sport en général et le mythe olympique en particulier. Un seul clivage voire deux trouvent justice à ses yeux, celui de la lutte des classes et, désormais, mais de façon encore trop technique, celui de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans les deux cas, les arguments rationnels sont supposés détacher les esprits de leur captation par la machinerie médiatique vendeuse d'illusions d'harmonie ou, pire, de passions chauvines.
Pourtant, ce ne fut pas toujours le cas dans l'histoire de la gauche. Les émotions de classe étaient un moteur très bien mobilisé par le Parti communiste notamment, par le mouvement ouvrier en général, soit dans une activité communautaire permanente, riche et encadrée idéologiquement même si passionnée, soit dans les moments insurrectionnels (dont la grève générale était le parangon), qui permettaient de changer de climat et surtout d'état d'esprit, de dissoudre les peurs, les résistances au changement par la joie de l'action collective et l'expérience de la puissance des masses.

Ces espoirs restent encore très présents dans la pensée stratégique des partis de gauche qui ne se sont pas inclinés devant la raison raisonnante comme seul argument puisque, sur cette pente rationalisante, c'est toujours le libéralisme et la pensée TINA (There Is No Alternative de Thatcher) qui risqueraient de s'imposer et qui de fait s'est imposée depuis quarante ans. Les critiques et les appels à la conflictualité, disqualifiés comme « passions tristes », s'effondrent systématiquement face à ce que j'appellerais des « lâchetés tristes », et même sinistres, ces machines à répéter l'inéluctable des injustices, désormais très bien équipées par le système médiatique français.

Mais au fond, la gauche n'a jamais compris ni cru à ce pouvoir des passions ou des émotions. Quand Rosanvallon[10] souligne leur puissance comme effet « des épreuves de la vie », il le fait en mettant en avant toutes les émotions négatives ainsi engendrées (aucune mention des joies de solidarité, même dans ces épreuves, par exemple) et pour montrer l'impasse de tout mouvement politique qui chercherait à capitaliser sur la base émotionnelle du ressentiment (qui serait inévitablement un « populisme ») ou qui les nierait en adoptant une « politique de la raison » fatalement technocratique. Cependant, cette impasse lui apparait clairement puisqu'il plaide pour des méthodes de suivi permanent des humeurs, en ligne notamment, et pour prolonger les travaux de Tarde et de Simmel, ce qui constitue précisément le cœur de mon travail sur les propagations[11].

Puissance de propagation des émotions
Les émotions des Jeux olympiques comme celles des manifestations (et ne pas les distinguer est important pour ne pas disqualifier les unes a priori) ne sont pas des états d'âme, ne sont pas des faillites de la raison, ne sont pas des effets de manipulations suspectes. Ces émotions ont leur propre puissance d'agir, qui repose sur la propagation par voisinage, par contagion, par viralité, tels les virus dont on a commencé, dans la douleur, à apprendre le statut d'acteurs très bizarres (vivants ou non ?).
La mascotte des Jeux ou le pin's de Marchand sont, certes, des produits marketing. Des acteurs stratèges organisent en effet cette « marchandisation » (!) de la natation et surfent sur l'économie de la consommation de signaux de distinction par ses publics/consommateurs/classes sociales (à condition de pouvoir se les payer, quand même !), sans doute. Mais ces objets/signaux ont des puissances d'action propres qui attirent l'attention, qui emportent la décision d'achat sans qu'on s'y attende (comme l'achat en un clic, sans la friction de la délibération, tout comme on se met à sauter dès que tout le monde chante « qui ne saute pas… » !).

Ce sont des effets de propagation par contagion de voisinage qui relèvent d'une dimension clé du social encore totalement sous-estimée par les sciences sociales et par les décideurs (en dehors de certains marketeurs précisément). Ces entités ont leur vie propre et tout le monde aura peut-être oublié la mascotte dans quelques semaines, à moins que son potentiel de reformulation, de mutation, de traduction en image du clitoris, déjà bien repéré, ne lui donne une seconde vie, au moins humoristique, voire militante.
Or la gauche respectable, responsable et raisonnable ne semble pas prête à jouer avec ces incertitudes, avec ces signaux, au mieux jouissifs, au pire naïfs, et à se laisser berner par ces passions trop gaies. La gauche doit rester la « non-dupe » de service, qui ne peut dès lors partager les émotions du peuple, sauf lorsqu'elles sont propagées comme propagande dans les temps totalitaires.
Or, pour citer l'aphorisme de Lacan, « les non-dupes errent », et la gauche erre face à la propagation des émotions unanimistes des Jeux, tout comme elle erre face aux propagations des émotions racistes et au montage du bouc émissaire des immigrés, ou encore face aux formes de manifestation des Gilets jaunes (Gwadzinski et al.[12]). Elle cherche à s'y opposer, à les faire rentrer dans le rang de la raison critique ; elle emploie des arguments rationnels qui devraient convaincre. Et dans tous les cas, officiellement, elle refuse de se situer dans le même registre de communication, la viralité des émotions et des expériences de voisinage, qui n'ont, semble-t-il, aucune légitimité dans les débats et enjeux politiques.

La contagion libertarienne
Je ne dis pas qu'il faudrait cesser de « travailler » l'opinion à partir d'influenceurs divers, d'arguments fondés et d'offres de choix rationnels. Je ne dis pas non plus qu'il ne faut pas traiter les problèmes « à la racine », c'est-à-dire au niveau de la « structure sociale », sur les effets de relégation par faiblesse de revenus, perte de services publics, disqualification éducative, dégradation des espaces urbains,

etc. Toutes choses que la gauche promet et argumente, voire met plutôt bien en œuvre dans les communes où elle gouverne. Mais lorsque les campagnes électorales nationales mobilisent les stéréotypes des grandes causes ultra simplifiées (immigration, dette, compétitivité, Europe, etc.), elle perd pied face à la machine médiatique à mensonges (c'est ce que sont les fake news, tout simplement), désormais amplifiée par les réseaux sociaux.

Car si les réseaux sociaux fonctionnent si bien à la propagation, à la viralité comme je l'ai montré après d'autres[13], c'est qu'ils favorisent les messages clivants, simplifiés et choquants et donc émotionnellement très chargés. Or, tous les arguments contre les mensonges supposent du temps d'attention, un échange contradictoire, des illustrations adaptées etc., tout ce qui fait la valeur de l'espace public construit pendant plus de deux siècles par les démocraties, leurs systèmes juridique, médiatique et scientifique, où la charge de la preuve et l'examen contradictoire sont des vertus incontournables. Les réseaux sociaux, qu'on devrait quitter dès qu'on est responsable politique lorsqu'ils sont infectés par le libertarianisme fasciste d'un Musk, ou qu'on devrait fortement réguler, ont donc tout naturellement profité à l'extrême droite partout dans le monde (Schradie[14]), malgré leur utilité pour la coordination de plusieurs mouvements sociaux, toujours éphémères, dans les années 2010 (Tüfekçi[15]).

Tactiques de propagation des émotions

Dans toutes les situations, en ligne ou sur site, les émotions qu'on éprouve sont provoquées par des signaux qui se propagent. L'attention d'un public, d'une foule, d'un internaute est mobilisée et sa réaction immédiate provoque ces effets de bascule (tipping point) dans l'état d'esprit d'un public, sur place ou en ligne. Aucune approche par l'état des structures sociales ou par les décisions et les préférences individuelles ne peut rendre compte de ces processus où chacun de nous est agi par ces signaux de voisinage. Or, ces limites des approches académiques se retrouvent dans les attitudes politiques qui pourtant font appel à tant de passions. Passions que les formations politiques ne savent pas et ne veulent pas lire tout en prétendant les manipuler. Une politique des émotions doit être attentive à tous les détails et le propos, apparemment correct sur le plan juridique, mais dit sur un ton agressif, se propagera parce qu'il est agressif, avec toutes les conséquences imprévisibles qui s'ensuivent.

Ici, nulle stratégie n'est possible, mais seulement des tactiques politiques qui doivent être attentives à tout signal, qui doivent veiller aux détails et admettre qu'elles ne contrôlent rien. Toute politique des émotions ne peut qu'être tactique et oblige à une grande modestie et, surtout, à reconnaître l'autonomie de ces propagations qui agissent malgré nous. Et sur ce plan, tous les dispositifs qui, comme les réseaux sociaux, favorisent cette réactivité se transformeront en machines à rumeurs, à haine, à peurs ou à stéréotypes, tous plus faciles à propager, et donc en bénéfice pour l'extrême droite, qui vit de ces expressions qui viennent des tripes.

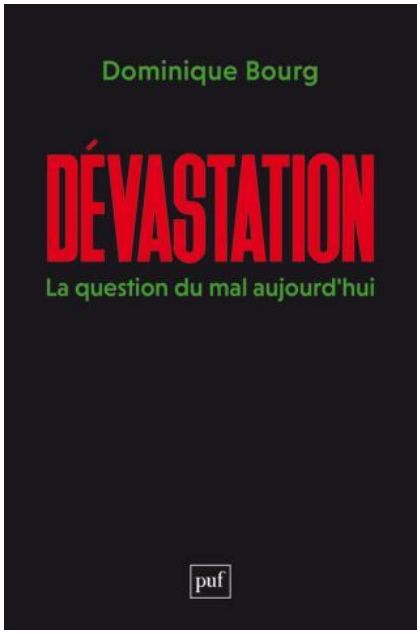
Cependant, la gauche doit assumer une politique des émotions différente en encourageant d'autres propagations positives analogues à celles vécues pendant les Jeux olympiques, en étouffant dans l'œuf des rumeurs, des signaux de bas niveau qui suscitent des réactions viscérales, que ce soit en ligne, quand le jeu des petites phrases tue le débat, ou dans un quartier, quand la propreté au quotidien fait signal de déclassement, par exemple. Or, la contagion des émotions positives de la diversité se fait aussi par voisinage, qu'il soit médiatique ou urbain.

Dominique Boullier

3. Dévastation, la question du mal

Date de parution :04/09/2024

Résumé



Le Diable existe-t-il ? Si oui, il n'a jamais dû autant jubiler : « Ça va ! », chante-t-il sur l'air que Brel lui a dédié. Jamais en effet, entre bruits de bottes et feux d'artillerie, canicules et sécheresses ravageuses, bombardements et mégafeux dévastateurs, la planète n'a été autant en proie aux flammes, au sens figuré comme au propre. Ce livre est consacré aux processus de destructivité qui nous menacent tant individuellement que collectivement, aux forces qui pourraient emporter avec elles la vie sur Terre. Il est entièrement dédié à l'anatomie du mal, tant il est difficile d'en saisir l'esprit. Quelle peut en être la définition ? Quelles en sont les expressions les plus accomplies ? Quels en sont les modes de déploiement ? Enfin, quelles espérances raisonnables nous reste-t-il encore ?

Nous montrons qu'il existe bien un mal radical et universel, en dépit de la relativité du jugement moral. Nous examinons, au travers de multiples exemples, comment les mécaniques de destruction, entre logique de surplomb et mise entre parenthèses de la règle d'or, parviennent à s'imposer à nous. Nous mettrons en lumière le rôle qu'ont joué les monothéismes dans la promotion du crime radical, et la part qui prennent nos connaissances les plus avancées. Sommes-nous encore en mesure de faire bifurquer l'aventure humaine ?

4. Intelligence artificielle et citoyenneté

« Notre Métropole s'engage dans une démarche innovante de co-construction sur une thématique d'avenir. Elle est un territoire où l'avenir s'invente et vers laquelle les regards se tournent. »
« Notre approche sur l'intelligence artificielle est unique en France, elle se fait en partage avec les citoyens sur une convention totalement inédite. L'intelligence artificielle prend déjà une place centrale dans notre quotidien et soulève de nombreuses questions sociétales. La Méthode de Montpellier, c'est celle du faire ensemble, d'une dynamique de partage entre les acteurs de la recherche, les entreprises et les collectivités territoriales. Grâce à ces forces vives, notre territoire s'inscrit comme une place forte de l'Intelligence artificielle en France. » Michaël DELAFOSSE, maire de Montpellier, président de Montpellier Méditerranée Métropole.
"Ne cherchez pas de définition de l'IA, il n'en existe pas encore. Aujourd'hui, c'est un ensemble de choses qui permet d'effectuer des tâches que l'on croyait réservé à l'humain. L'intelligence artificielle est certes un sujet complexe et interdisciplinaire mais dont les problèmes techniques et scientifiques sont minoritaires. En revanche, les enjeux majeurs sont humains, philosophiques et éthiques. Grâce à votre participation à cette convention, vous avez l'opportunité de croiser les regards et de nouer des relations de confiance entre vous pour nourrir votre réflexion sur le sujet.
En tant qu'expert, je m'engage à être à vos côtés, même à distance, pour vous orienter vers des spécialistes, des ouvrages, des références qui sauront vous aider à vous forger un avis. Et enfin, vivre une convention citoyenne est une expérience personnelle rare et enrichissante : savourez-là ! Grâce à vous et à votre travail, la Métropole sera mieux préparée à affronter l'avenir, et pourra s'adapter au fur et à mesure de l'évolution de ces outils d'intelligence artificielle."
Cédric VILLANI, mathématicien, lauréat de la médaille Fields (2010) et expert auprès de la Convention.

Pour comprendre et co-construire ensemble les nouvelles perspectives qu'induisent l'intelligence artificielle, la Métropole de Montpellier organise une convention citoyenne locale sur le sujet.
La convention citoyenne : 40 citoyens ont été tirés au sort dans une volonté de représentativité des habitants de la Métropole (âge, CSP, profession, communes,...) pour échanger des enjeux et impacts de l'Intelligence artificielle sur le territoire et pour ses administrés.
Cette démarche, inédite en France, est un choix innovant pour consulter les citoyens afin de façonner l'avenir de l'intelligence artificielle dans notre territoire.
Dans un esprit de souveraineté, d'éthique et de responsabilité, Michaël Delafosse fait le choix de mettre en place cette convention pour maitriser les avancées technologiques aux cotés des administrés, dans leur Métropole.
Concertation : Novembre 2023 - février 2024
Chiffres clés : 40 citoyens tirés au sort ; 1 comité de 6 experts , 3 temps de rencontres (présentations, ateliers) ; 1 restitution

Le comité d'experts : Afin d'accompagner les membres de cette convention et pour veiller à son indépendance, un comité d'experts et de garants a été désigné : il veillera à ce que les travaux de la convention se déroulent dans le respect des principes d'impartialité. Ce travail spécifique sur l'IA s'inscrit dans le cadre plus large d'une stratégie métropolitaine de l'IA et de la donnée. Notre engagement est que l'ensemble des propositions seront examinés par les élus et présentées publiquement.
Ce comité est composé de : **M. Cédric Villani**, enseignant-chercheur à l'Université de Lyon. Titulaire de la médaille Fields (2010), ancien directeur de l'Institut Poincarré, responsable d'une mission parlementaire sur l'Intelligence Artificielle ; **Mme Anne Laurent**, vice-présidente déléguée à la science ouverte et aux données de la recherche de l'Université de Montpellier, directrice de l'Institut de sciences des données de Montpellier (ISDM), directrice de l'Institut de sciences des données de Montpellier (ISDM), professeur des universités en informatique dans les domaines des bases de données et de l'intelligence artificielle ; **M. Serge Tisseron**, psychiatre, docteur en psychologue, membre du Conseil national du Numérique (CNNum) ; **Mme Emmanuelle Rial-Sebbag**, Responsable de l'éthique – Ekitia ; M**. Bertrand Monthubert**, Président d'Ekitia ; **M. Arnault Ioualalen**, Président Directeur Général de l'entreprise Numalis

5. Quels chemins pour une citoyenneté au travail ?

Telle est la formulation « moderne » d'une question que les travailleuses et travailleurs se sont posées depuis très longtemps en cherchant à s'organiser pour desserrer l'étreinte que faisaient peser les employeurs ou donneurs d'ordres sur leurs situations et leurs conditions au travail. Avec un enjeu particulier aujourd'hui : comment penser les mutations économiques et sociales qu'appellent les urgences écologiques d'aujourd'hui si les salarié.es premier.es concerné.es n'ont pas leur mot à dire et n'en sont pas les acteurs et actrices ?

Les volontés d'appropriations par les salarié.es de leur destin sont très anciennes. Ainsi, la Mutualité a forgé ses origines au XVIIe siècle, avec les « caisses de prévoyance des corporations », qui ont été supprimées en 1791 par la loi Le Chapelier, se sont ensuite organisées en sociétés de secours mutuel, et jouent toujours un rôle important dans la protection sociale. Ainsi en est-il aussi des Coopératives. Les premières « associations ouvrières » naissent dans la clandestinité au début du XIXe siècle, l'associationnisme ouvrier se construisant sur le refus de la subordination économique ou salariale. Elles ont aussi connu un développement ultérieur important jusqu'à nos jours.

La notion de « contrôle ouvrier » apparaît au tout début du XXème siècle au sein de la social-démocratie européenne et prend un relief particulier avec la révolution russe d'octobre 1917 et les « conseils ouvriers ». Les périodes de fortes mobilisations ou de situations prérévolutionnaires connaissent ces expériences de contrôle ouvrier, de « double pouvoir », allant jusqu'à « l'autogestion » : République espagnole ; Unité populaire chilienne ; Solidarnosc en Pologne. Ravivée par les grèves et les luttes sociales des années 1968, la revendication de « contrôle ouvrier » a contribué à un imaginaire, celui d'une « démocratie directe », qui sera prolongée par « l'autogestion », en tant que projet politique et projet de société. En contrepoint, au contrôle ouvrier envisagé comme un instrument accélérant le processus vers l'autogestion est souvent opposé le principe de la « cogestion » des entreprises entre partenaires sociaux unis par une volonté contractuelle.

Mai 68 en France aura permis d'arracher la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, alors que la journée de 8 heures fut conquise en 1924 ! Les lois Auroux de 1982 auront été une avancée importante avec deux idées fortes : les principes de la démocratie et la citoyenneté doivent s'appliquer au sein de l'entreprise, et le droit du travail doit promouvoir les initiatives des partenaires sociaux pour organiser le travail dans l'entreprise plutôt qu'une législation pesante. Le patronat n'a guère apprécié de voir rognées ses prérogatives et il saisira les occasions politiques pour les recouvrer. Le droit d'expression des salariés s'est étiolé au fil du temps. Les réformes du Droit du travail ont affaibli les syndicats. Les CHSCT ont disparu en tant qu'instances spécifiques alors même que la France est championne d'Europe des accidents du travail ! D'autres instances comme le Conseil économique social et environnemental (CESE), le Conseil national des transports (CNT), diverses Conventions citoyennes, etc, permettent de mener des débats et de formuler des propositions.

Malgré les obstacles, l'aspiration des salarié.es à la maîtrise de leur travail dans les entreprises ou à la reprise d'entreprise sous forme coopérative est toujours vivante. Comment redonner un élan à cette aspiration face à des politiques néo-libérales qui préfèrent la régulation par le marché ? Comment avancer et avec quels rapports de forces pour intervenir sur les mutations du travail et les mutations des productions et des consommations nécessaires à la bifurcation écologique de l'économie et de la société ?

Joël DECAILLON, ancien Secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats, nous fera part de l'expérience allemande de codétermination et de cogestion, avec ses potentialités, ses limites et contradictions en fonction de la situation économique et des rapports de forces dans les entreprises ;

Fatima BELLAREDJ, Déléguée générale de la Confédération générale des Scop et des Scic, nous présentera ce que représente le mouvement des Scop et Scic comme économie à part entière, le travail mené sur la citoyenneté économique et ses piliers (partage de la gouvernance, partage des bénéfices, bien être au travail, impact au-delà de l'entreprise), les perspectives du rapport de force à construire pour montrer qu'une autre économie est possible.

Aurélien ALPHON-LAYRE, représentant de l'association de recherche-action Ateliers Travail et Démocratie, nous fera part de ses observations sur l'aspiration vivante des salarié.es à intervenir sur les finalités et les conditions de leur travail, sur les expériences concrètes à l'oeuvre et sur les moyens qui permettraient de les développer.

Claude DEBONS, ancien responsable syndical, animera la discussion.

Autant que possible, ce débat se propose d'esquisser les orientations d'un programme d'actions pouvant être conduit en partenariat par des organisations syndicales et citoyennes

6. Est-il souhaitable d'articuler les luttes ? Entre interconnexion des oppressions et spécificités de chaque combat

UNE PUBLICATION ARC - ACTION ET RECHERCHE CULTURELLES ASBL

2018
ANALYSE
N°8

CULTURE ET SOCIETE / PROBLÈME CRITIQUE

DE LA CONVERGENCE DES LUTTES À LA LUTTE DES CONVERGENCES

RÉFLEXIONS SUR L'INTERSECTIONNALITÉ ET L'AUTONOMIE DES LUTTES

Cette analyse propose d'interroger le problème de la convergence des luttes émancipatrices (luttes sociales, féministes, antiracistes, etc.) à la lumière des concepts d'intersectionnalité et de consubstantialité des dominations. Plutôt que de concevoir ce mot d'ordre de convergence comme une injonction morale, transcendante et abstraite, orchestrant la prise de pouvoir d'une lutte sur d'autres appelées à s'y soumettre, il s'agirait plutôt de prendre acte du fait que toute lutte, aussi spécifique soit-elle, est toujours déjà une forme de coalition. La question deviendrait dès lors celle, pratique, de la lutte des convergences, c'est-à-dire du choix stratégique à opérer en conjoncture pour forger les alliances pertinentes dans la situation concrète qui est la nôtre.

JEAN **MATTHYS**
Philosophe, Aspirant FNRS à l'UCL

INTRODUCTION

UN MOT D'ORDRE QUI DIVISE

Dans les milieux militants, la question de la convergence des luttes semble omniprésente. Pour ses promoteurs, elle est la condition *sine qua non* d'une lutte efficace, les différentes luttes singulières devant nécessairement se coaliser et monter en généralité pour pouvoir s'attaquer aux structures de pouvoir qui touchent l'ensemble des groupes sociaux dominés. Pour ses détracteurs, elle cache souvent une forme de prise de pouvoir d'une lutte sur les autres, qui sont enjointes à s'y rallier en mettant de côté leurs intérêts et agendas propres. La convergence, en se voulant *a priori* vecteur de totalisation et d'*empowerment* des luttes (en termes de globalité et d'efficacité) produirait au contraire un effet de hiérarchisation des luttes, entraînant la minoration voire l'invisibilisation de certaines luttes spécifiques. Ainsi, le sociologue et philosophe Geoffroy de Lagasnerie affirmait dans un récent entretien sa méfiance à l'égard du mot d'ordre de la convergence des luttes :

> *La convergence des luttes, c'est, à mon avis, une injonction qui fabrique de l'impuissance. Nous vivons dans un monde chaotique et hétérogène. Des logiques incohérentes y sont à l'œuvre. Et chaque lutte affronte des pouvoirs spécifiques. La « convergence des luttes » construit une injonction paradoxale de chaque mouvement à se dissoudre, à se construire en référence à un ennemi imaginaire et abstrait, toujours le même – l'État capitaliste, la répression, l'État impérialiste, le néolibéralisme, etc. – comme si tout était logiquement relié dans le monde. Au fond la question fondamentale est celle de la représentation du monde. Considérons-nous qu'il y a une logique d'ensemble ou considérons-nous que, au contraire, il y a des systèmes de pouvoir locaux et incohérents ?*[4]

La convergence serait un mot d'ordre contre-productif, producteur d'impuissance politique, dès lors que notre monde est irréductiblement traversé de logiques de pouvoir, de domination et d'exploitation hétérogènes, qui doivent chacune faire l'objet d'analyses et de luttes à chaque fois spécifiques. La montée en généralité qu'appelle de ses vœux la convergence ne serait ainsi qu'une montée en abstraction, dessinant un adversaire unique face auquel les luttes ne peuvent en réalité s'unir que de façon imaginaire et impuissante.

Cette posture critique contre toute forme de « totalisation » de l'adversaire opérée par et pour une « politique totale » est précédée par une affirmation plus positive concernant les modalités d'efficacité de certaines luttes contemporaines.

> *Comme le dit Derrida à propos de la Palestine et du colonialisme de l'État d'Israël, il y a des moments dans l'histoire où des situations en viennent à incarner le « tout du monde » – où c'est le destin de l'humanité qui est en*

[4] LAGASNERIE (de), G., « Il faut assumer le chaos dans lequel nous vivons », *Le Nouveau Magazine Littéraire*, publié le 27 septembre 2018, URL : https://www.nouveau-magazine-litteraire.com/idees/geoffroy-de-lagasnerie-il-faut-assumer-le-chaos-dans-lequel-nous-vivons

jeu. Pour moi la mise à mort d'Adama Traoré par les gendarmes de Persan, c'est ça. La question de l'ordre policier, des comportements de la police et des gendarmes, du suivisme des politiques par rapport aux forces de l'ordre, c'est la question de la vie et de la mort, du droit de circuler dans l'espace public, de l'illégitimité à vivre là où on vit, du droit de courir, du racisme, de l'emprise de l'État sur les existences[5].

Il est ici question de l'existence paradoxale de situations particulières qui, depuis le cœur le plus intime de leur singularité, « en viennent à incarner le «tout du monde» ». S'il est ici fait mention, cette fois positivement, d'une forme de totalité, cela doit vouloir dire qu'il y a deux manières différentes de « totaliser » le monde des dominations, et donc sans doute deux manières pour les luttes de converger. La première consiste à additionner les luttes pour monter en généralité, celles-ci étant conçues dans un rapport d'extériorité, ne pouvant se rencontrer qu'en se limitant l'une l'autre, et ne pouvant converger qu'en se mettant d'accord sur un plus petit dénominateur commun abstrait et indéterminé ; la seconde passe au contraire par la conviction (reposant sur un jugement stratégique, on y reviendra) qu'une situation de domination particulière peut, dans sa singularité la plus propre, à tel moment précis de l'Histoire et dans telle configuration sociale et historique déterminée, constituer un nœud, un point de condensation où c'est le « destin de l'humanité » qui est immédiatement en jeu, ouvrant la possibilité d'alliances inédites. Selon G. de Lagasnerie, dans ce deuxième sens, l'action politique présuppose une forme de « choix » en faveur de telle ou telle lutte – ce qu'il n'hésite pas à qualifier positivement de « hiérarchie ».

Nous devons renoncer à toute politique totale, à ce fantasme de luttes partagées. Je sais que c'est dur. Parce que cela ouvre à la question du choix entre les luttes et de leur hiérarchie. Il est d'ailleurs possible que le thème de la convergence des luttes soit pour nous une manière de ne pas vouloir affronter la question de la hiérarchie des luttes – autrement dit le fait que, lorsque nous nous investissons dans une lutte, nous ne nous investissons pas dans d'autres et donc que, inconsciemment, nous établissons des hiérarchies[6].

Ce discours prend à revers certains lieux communs et renverse purement et simplement la manière dont j'ai posé le problème au début de ce texte : le problème de la convergence des luttes n'est pas qu'elle introduirait une hiérarchie entre les luttes, mais, au contraire, qu'elle est une stratégie d'*évitement* à l'égard de la nécessité de hiérarchiser les luttes. En poussant encore plus loin ce geste de renversement, on pourrait suggérer que le défaut de la convergence des luttes n'est pas d'être trop universaliste et totalisatrice, mais de ne pas l'être assez, de ne pas parvenir à l'être effectivement. Il s'agirait dès lors de distinguer entre l'universalité abstraite de la convergence additive

[5] *Ibid.*
[6] *Ibid.*

et extensive (additionner les luttes pour viser un ennemi commun abstrait, chaque lutte mettant de côté ses particularités), et l'universalité réelle et intensive qui est toujours incarnée et située (hiérarchiser les luttes et choisir celle qui occupe, à un moment donné et en vertu de sa singularité, le point nodal de l'antagonisme social où c'est le « tout du monde » qui est en jeu).

Cependant, il s'agit peut-être de prendre ses distances vis-à-vis du vocabulaire du « choix » ici proposé par G. de Lagasnerie, qui véhicule, sans doute malgré lui, l'idée d'une décision arbitraire en faveur de telle ou telle lutte. Si cette terminologie peut se justifier dans le cadre d'une analyse sociologique des motifs conscients et inconscients qui amènent telle ou telle personne, tel ou tel groupe social, à se mobiliser pour une lutte en particulier, je soutiendrais que dans le registre de l'action politique, il est essentiel de faire place au registre argumentatif de l'analyse de la situation concrète au service de l'action stratégique. Autrement dit, entre groupes alliés potentiels, nous avons à *rendre raison* des choix que nous posons, c'est-à-dire de la hiérarchie que nous établissons toujours déjà dans nos engagements. C'est pourquoi je propose maintenant de nous tourner vers l'un des concepts-clés, considéré par certain·e·s comme « la plus importante contribution des études féministes à ce jour »[7], permettant de penser l'articulation entre les différentes formes de dominations structurelles (race[8], classe, genre), fournissant un cadre théorique à partir duquel il est possible d'élaborer une telle analyse de la conjoncture et de dresser la cartographie d'alliances possibles : l'intersectionnalité.

[7]McCALL, L., « The Complexity of Intersectionality », cité dans DAVIS, K., « L'intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d'une théorie féministe », *Les cahiers du* CEDREF, 2015, URL : https://journals.openedition.org/cedref/827

[8]J'entends ici par « race » une catégorie sociale et historique, résultant d'un rapport de domination entre groupes sociaux, et non une réalité essentialiste, que ce soit en termes de « culture » ou de « biologie ». Le racisme est une réalité structurelle et multidimensionnelle, articulant dans un système un ensemble de pratiques (différentes formes de violences économiques, symboliques, verbales et physiques, des discriminations quotidiennes jusqu'aux exterminations ethniques, en passant par la surexploitation structurelle et les violences policières), de discours, de représentations et de formes de subjectivation (rapport à soi, aux autres, à l'État-nation, etc.) contribuant à l'exercice d'une domination (politique, économique, culturelle, etc.) sur un groupe social défini à partir de son origine (ethnique, nationale, culturelle, religieuse, etc.) supposée ou réelle (cf. BRUSCHI, F., MATTHYS, J., « Racisme et capitalisme. Réflexions dans un groupe ISCO », op. cit.). Parler de « race » en ce sens ne revient donc pas à avaliser et reproduire le discours raciste, mais permet au contraire de reconnaître l'existence d'un rapport social de domination structurelle, condition nécessaire pour pouvoir penser et œuvrer pour sa suppression. Le refus de parler de « race » peut être une manière de dénier l'existence bien réelle du racisme comme système de domination, par où l'on s'empêche d'avoir une prise politique effective sur lui. « Il n'y a pas de races, seulement des classes », lisais-je un jour sur un tract militant, révélateur du « réductionnisme de classe » courant dans une certaine gauche anticapitaliste. En réalité, il n'y a ni plus ni moins « réellement » des races qu'il n'y a des classes (ou des genres) : il n'y en a pas plus, au sens où les deux sont des constructions relevant de rapports sociaux, politiques et économiques qui sont historiques, mobiles et dépassables ; et inversement il n'y en a pas moins car, en tant que produits historiques de rapports structurels de domination, elles produisent toutes deux des effets bien réels, concrets et matériels.

7. Primaire populaire, labo des partis, réserve citoyenne à Marseille, quels retours d'expériences et quels objectifs ? Comment passer d'une mobilisation électorale à une démocratie continue ?

Le labo des Partis

NOTRE PROJET : Lancer un centre d'étude et de transformation des partis politiques.
La société a été capable d'imaginer de nouveaux modèles de gouvernance pour les entreprises, de nouvelles règles du jeu au sein des associations : il est urgent d'innover aussi au sein des partis politiques.
Au printemps 2024, nous avons publié plusieurs modèles du "parti du futur" pour inspirer les acteurs politiques actuels comme ceux qui se lanceront demain.
Nous avons travaillé sur six sujets au cœur du problème de nos partis :

1. Construction et vie des idées
2. Gouvernance et structure
3. Mobilisation des militants et formation interne
4. Diversification des financements
5. Rôle social et sociétal, bataille culturelle
6. Culture de l'organisation, et postures des dirigeants

Pour cela, nous travaillons avec des citoyennes et citoyens, des activistes, des chercheuses et des chercheurs, et des partis politiques.

NOTRE HORIZON : Faire gagner la justice sociale environnementale et la démocratie. Les partis politiques jouent un rôle clé dans ces victoires, mais sont au plus mal.
Nous souhaitons comprendre ce qui bloque et proposer des solutions pour ensemble, devenir une force inarrêtable en faveur de l'écologie et de la justice sociale.

NOTRE ACTION

1. ÉTUDES ET ENTRETIENS : Recherches documentaires et étude de l'existant – Questionnaires - Entretiens
2. LA GRANDE ENQUÊTE : Grande enquête auprès d'un public large
3. SÉMINAIRE DES EXPERT·ES : Étape de co-construction avec des expertes et experts indépendants pour dessiner un ou plusieurs modèles du "parti du futur"
4. NOS RÉSULTATS : Publication des résultats et préconisations

NOTRE MÉTHODOLOGIE : Nous travaillons sur six sujets au cœur du problème de nos partis :

- Construction et vie des idées
- Gouvernance et posture des représentants
- Mobilisation des militants et formation interne
- Diversification des financements
- Rôle social et sociétal des partis
- Pour cela, nous travaillons avec des citoyennes et citoyens, des activistes, des chercheuses et des chercheurs, et des partis politiques.

LES OUTILS

- Recherche documentaire et entretiens avec des expertes, experts et des responsables politiques (de tous bords politiques)
- Enquête auprès des militants dedans et dehors des partis
- Séminaire de design de plusieurs modèles du "parti du futur"
- Grande enquête auprès des citoyennes et des citoyens pour confronter ces modèles à leurs attentes

QUI SOMMES-NOUS ? Nous sommes engagé·es pour l'écologie, la démocratie et la justice sociale, mais nous ne retrouvons pas dans les partis politiques actuels.
Nous suivons les échéances électorales de près et nous sommes inquiet·es de la fracture entre les partis et les citoyen·nes. Pour tenter de les réconcilier nous ouvrons cet espace de recherche pour construire des modèles qui répondent aux attentes et aux envies des citoyen·nes.

Le Monde Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, auteur de Faut-il désespérer de la gauche ? (Textuel, 2022), analyse, dans un entretien au Monde, les blocages politiques d'un Nouveau Front populaire (NFP) arrivé en tête des élections législatives le 7 juillet, mais qui peine à s'entendre pour proposer un nom pour Matignon.

A l'issue des élections législatives, le NFP pouvait-il ne pas déclarer qu'il avait gagné même si c'était une victoire en demi-teinte ?
Non, c'était impossible. Idéologiquement, c'était important d'affirmer cette victoire, parce que le peuple de gauche la réclame, même s'il ne l'attendait pas. La gauche ne peut pas perdre la face et laisser le « point » à Emmanuel Macron. Préempter la victoire, c'est acter que la gauche progresse, qu'elle peut gagner à terme, qu'elle donne un espoir alors qu'un désespoir règne. La gauche sociale et électorale a essuyé tellement de défaites…
Mais la suite, on le constate, est très compliquée. D'un certain point de vue, on peut dire que Jean-Luc Mélenchon [le leader de La France insoumise, LFI] a « cornérisé » la gauche, même si c'était surtout une manière de mettre d'emblée la pression sur le Parti socialiste [PS]. Désormais, ce « on a gagné » est à prendre ou à laisser. Jean-Luc Mélenchon est le maître des horloges. Il dicte le tempo. Il a réagi très vite, à 20 h 03, au soir du second tour des législatives, mais il y a une forme d'irresponsabilité puisque les difficultés n'ont pas été anticipées.

Justement, était-ce la bonne méthode de revendiquer cette victoire ?
Il n'est pas évident de revendiquer une victoire dont on n'assume pas, par ailleurs, les conséquences et dont on n'a pas trouvé la méthode, non plus, pour assurer un débouché.
Les élections législatives ont été marquées par l'irruption salutaire de la société civile de gauche. Or, les négociations actuelles marquent un retour au jeu partisan et aux logiques d'appareil. Au risque de décevoir ce « peuple » de gauche, plus unitaire que les organisations, et qui ne comprend pas ces désaccords. La gauche a adopté la même stratégie qu'après la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin : annoncer vite l'union pour la rendre irréversible et se forcer à conclure. Mais là, ça coince, et la gauche a peut-être fauté par précipitation : mais avait-elle le choix, puisqu'il fallait accréditer la « victoire » de son camp ?

Pourquoi les négociations à gauche pour s'accorder sur le nom d'un premier ministre achoppent-elles ?
D'abord parce que le rapport de force à gauche a changé. Le PS est moins fragile. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a beaucoup progressé tandis que celui de LFI a stagné. Ensuite, parce qu'il n'y a qu'un seul poste de premier ministre alors qu'il y a 577 circonscriptions… C'est la même difficulté, au fond, que pour produire un candidat unique à la présidentielle.
Il y a, enfin, des doutes sur la méthode de désignation à adopter. Ne faut-il faire voter que les députés ? Ou associer les sénateurs, alors que les « insoumis » n'en ont pas ? Se fonder sur le poids des groupes à l'Assemblée nationale ? Sur le score aux européennes ? Sur les scores de la présidentielle de 2022 ? Il n'y a pas d'étalon de jugement et de négociation faisant consensus et autorité. Il est donc normal que le processus mette du temps à se décanter. Le plus étonnant eut été que ça aille vite.
La séquence révèle le cœur des désaccords stratégiques à gauche : avec qui gouverne-t-on ? Comment ? Pour quoi faire ? Ces questions ne sont pas tranchées car la perspective de l'exercice du pouvoir s'était de fait éloignée ces dernières années : d'où l'impréparation de la gauche sur ces questions.

Comment les forces de gauche peuvent-elles anticiper la suite ?
Chaque force ne joue pas de la même manière la prochaine étape. Le PS rejoue son statut de parti à l'éthique de responsabilité. Il n'imagine pas un gouvernement viable sans un profil de premier ministre « apaisé », ce qui, à mon avis, ne suffira même pas.

LFI joue le jeu de l'unité, mais à ses conditions, et le parti est d'autant plus enclin à ne rien lâcher qu'il sait, à juste titre, que ce gouvernement, s'il existe, aura une durée de vie limitée. Et qu'il faut, comme on le disait sous la IVe République, « tomber à gauche », c'est-à-dire perdre avec honneur. Jean-Luc Mélenchon veut créer une dramaturgie de l'échec à gauche : tomber sans sacrifier la pureté idéologique, afin de prendre date pour la suite.

On se demande si les « insoumis » veulent vraiment gouverner…
On a l'impression, effectivement, qu'ils attendent pour ce faire des conditions qui paraissent impossibles à réunir. C'est l'unité, mais à leurs conditions, ou bien le chaos, la crise de régime. Ils veulent pousser Emmanuel Macron à la démission. Pourquoi pas…
Mais la route pour y parvenir n'est pas très claire. Jean-Luc Mélenchon continue à penser à l'élection présidentielle de 2027. N'oublions pas que toute la construction politique de LFI est appuyée sur la présidentielle : c'est-à-dire tordre la main aux électeurs de gauche pour imposer le leader « insoumis » comme seule option et arriver au second tour face à Marine Le Pen. Jean-Luc Mélenchon continue de penser que la présidentielle est la matrice de la vie politique française.
C'est peut-être une erreur de jugement : une « reparlementarisation » est à l'œuvre. En tout cas, cette stratégie est fondée sur le maintien d'un leadership de LFI sur la gauche, sauf que celle-ci est en train de vaciller. Déjà, les « insoumis » insoumis [Clémentine Autain, François Ruffin, Alexis Corbière…] ont fait sécession. Jean-Luc Mélenchon veut aussi pousser le PS à la faute, d'autant qu'une partie des socialistes verraient d'un bon œil une recomposition au centre gauche. Pour l'instant, elle semble impossible. Les macronistes de gauche n'ont pas réussi à créer un groupe autour de Sacha Houlié [député de la Vienne ayant annoncé, le 10 juillet, qu'il ne siégerait pas avec le groupe de Renaissance à l'Assemblée nationale], mais « la poutre travaille encore », et le jeu parlementaire reste ouvert.

La « guerre des gauches » reste-t-elle d'actualité ?
Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, reste calé dans la roue de LFI, car Jean-Luc Mélenchon veut pousser le PS à la faute. Or ce parti a besoin de LFI pour s'ancrer à gauche. Le PS colle donc à LFI pour ne pas lui laisser un trop grand espace. Tout le monde veut garder le totem de la pureté. Le PS ne veut surtout pas susciter un procès en trahison alors même qu'il a restauré sa légitimité de gauche. Seule l'adoption du scrutin proportionnel peut libérer à terme le PS de LFI.
Les Ecologistes doivent beaucoup à LFI aussi : le maintien de leurs circonscriptions dépend d'eux. Ils auraient pu être une solution de compromis mais ils ont très peu de dirigeants crédibles. Conclusion : les écologistes et les socialistes apparaissent encore fortement attachés à une force, LFI, et à un leader, Jean-Luc Mélenchon, très disqualifiés dans l'opinion.

La perspective d'un gouvernement mort-né nécessite-t-elle qu'on sacrifie l'unité de la gauche ?
Si la gauche tient à son unité, elle ne peut pas gouverner. Mais cette unité est-elle une fin en soi ? Plus la gauche tarde à se mettre d'accord sur un dispositif gouvernemental, plus la victoire symbolique fragile du second tour va s'émousser. Et il faudra justifier cet échec.
Si on dézoome, on voit que l'alliance à gauche ne fonctionne que quand elle est défensive. La Nouvelle Union populaire, écologique et sociale et le NFP ont été conclus très rapidement, pour lutter contre le Rassemblement national et, surtout, sauver les circonscriptions et les groupes parlementaires. Parce qu'il ne faut jamais oublier que les quatre partis de l'alliance à gauche sont des organisations de professionnels de la politique. Au-delà, l'union achoppe, car ses contradictions deviennent insolubles.

Matignon s'éloigne-t-il pour la gauche ?
L'élection de Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale, jeudi, est un mauvais signe pour la gauche. Son incapacité à produire un premier ministre va alimenter le narratif du pouvoir sur « la gauche n'est pas majoritaire ».

Laurent Telo

8. Comment la biodiversité peut-elle inspirer un nouveau récit ?

Gilles Boeuf et Marc-André Selosse, biologistes : « Il y a une démagogie coupable à ignorer les alertes écologiques au nom du confort et du pouvoir d'achat des Français »

Tribune Le Monde, le 21 août 2024

L'écologie, souvent confondue avec un mouvement politique, est avant tout la science qui étudie les liens unissant les organismes vivants à leur milieu. La punition, c'est ce qui nous abîme quand nous agissons mal : l'écologie scientifique montre ce qui nous punit aujourd'hui.

Nos engrais phosphatés sont trop riches en cadmium, trois fois supérieurs aux recommandations de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et ce métal lourd toxique contamine nos aliments. La moitié des Français sont surcontaminés, avec des conséquences rénales, hépatiques, osseuses (un tiers des problèmes d'ostéoporose en France viendraient de là) et des cancers (dont celui du pancréas, qui progresse de 3 % par an). Les pesticides polluent les aliments et les eaux : meilleure est la détection des résidus, moins il reste de régions *« épargnées »*. On les retrouve aussi dans l'air qu'on commence à tester, même en ville : après les Pays de la Loire et l'Hérault, La Rochelle sonne l'alarme.

Car les pesticides nuisent : la santé des agriculteurs en est l'indicateur évident. Ils présentent 54 % de lymphomes plasmocytaires et 20 % de myélomes multiples de plus que la moyenne française, selon la cohorte Agrican ; à 55 ans, c'est 13 % de maladie de Parkinson en plus.

l'agriculture. Les polluants éternels (ou PFAS, des composés fluorés) s'échappent de nos ustensiles de cuisine, de nos textiles et des usines productrices. Cancérigènes, perturbateurs hormonaux, toxiques pour divers organes, leur coût annuel en santé publique atteindrait de 52 milliards à 83 milliards d'euros en Europe. Nos plastiques libèrent des perturbateurs endocriniens non moins nocifs.

Selon une étude de la Commission européenne, dévoilée par *Le Monde* en juillet 2023, interdire les substances chimiques les plus dangereuses économiserait entre 11 milliards et 31 milliards d'euros de santé publique par an en Europe – pour un manque à gagner, côté industriel, dix fois moindre.

Vies mutilées, coûts sanitaires : notre gestion de l'environnement nous punit. Notre santé a des fondements écologiques : comment croire que les atteintes répétées à notre environnement ne génèrent pas de désordres dans notre santé et notre bonheur ? Médecins et vétérinaires commencent à penser le concept de « santé unique », qui relie la santé humaine à celles des animaux, des plantes, des sols, de l'air… bref aux écosystèmes dont nous dépendons totalement. Un collectif de médecins a dénoncé, en mars, la suspension du plan national Ecophyto limitant l'usage des pesticides.

Démagogie coupable

Il y a une démagogie coupable et cruelle à ignorer ou à marginaliser les alertes écologiques au nom du confort et du pouvoir d'achat des Français. Soigner un cancer demain n'améliore ni le pouvoir d'achat ni le confort. Certes, notre longévité n'a jamais été aussi grande : mais c'est celle d'individus qui ont grandi avant les pollutions actuelles. En France, l'espérance de vie en bonne santé a reculé en 2022.

Renversons les choses : l'écologie suggère des solutions pour produire sans être puni. Revisitons les mauvaises nouvelles à cette aune.

Côté engrais, les urines et les fèces des Français contiennent environ 25 % des besoins en azote et en phosphate de l'agriculture du pays, mais… on les dilue (dans l'eau en tirant la chasse !) et les collecteurs les mêlent à des eaux de ruissellement contaminées. Nos impôts locaux traitent en station d'épuration ce qui devrait retourner aux champs. Le quintal d'ordures biologiques de cuisine que chacun produit annuellement pourrait aussi fertiliser ceux-ci. Oui, notre lien avec l'environnement est bidirectionnel, nous pouvons assister les écosystèmes agricoles.

Solutions agricoles

Quant aux pesticides, nous devons utiliser des plantes plus résistantes aux pathogènes pour réduire leur usage. Ainsi, de nouveaux cépages (les Resdur) sélectionnés par l'Inrae réduisent de sept à dix fois les applications de fongicides – et, donc, les coûts humains et énergétiques d'épandage. Semer des mélanges de variétés avec des résistances différentes aux maladies freine la propagation de celles-ci : mais cette méthode reste peu utilisée. Les haies, dont on arrache 25 000 kilomètres par an en France (malgré des subventions pour replanter 3 000 kilomètres dans le même temps), réduisent de 84 % l'arrivée des bioagresseurs. Elles sont, en effet, un obstacle à leur propagation et abritent des prédateurs des insectes nuisibles. De plus, elles limitent l'érosion et l'assèchement estival par le vent, tout en stockant 100 tonnes de carbone par kilomètre. Les solutions agricoles existent : l'agroécologie ne demande que des aides financières.

Dans le domaine industriel, le remplacement des produits toxiques (polluants éternels, plastiques, etc.) sera plus difficile. Mais ne nous leurrons pas : c'est préparer la demande et le marché de demain. Ne reproduisons pas cette procrastination qui, pour la voiture électrique, a miné la compétitivité de notre industrie automobile. Une réglementation et des aides appropriées feront la grandeur industrielle de demain. Il ne serait ni moral ni stratégique de sauver l'existant en sacrifiant l'avenir.

Finissons-en avec l'écologie punitive, celle qui tue et coûte. Développons, avec les données scientifiques disponibles, une écologie préventive : nous le devons à la santé et à l'avenir des Français.

Gilles Boeuf, professeur à Sorbonne-Université et professeur invité au Collège de France, a présidé le Muséum d'histoire naturelle (2009-2015), a publié « La Biodiversité, de l'océan à la cité » (Fayard, 2014) ; **Marc-André Selosse**, professeur au Muséum d'histoire naturelle et à l'Institut Universitaire de France, est l'auteur de « Nature et préjugés. Convier l'humanité dans l'histoire naturelle » (Actes Sud, 2024).

« La biodiversité est en nous »

Interviews de Gilles Bœuf, Décembre 2022, propos recueillis par Christophe Dubois et Sophie Lebrun, magazine Symbioses 133: Biodiversité, tous reliés

Qu'est-ce que la biodiversité, en quelques mots ?

La biodiversité, c'est l'ensemble de toutes les relations que toutes les espèces vivantes, y compris les micro-organismes, ont établies entre elles et avec leur environnement. C'est la fraction vivante de la nature. Et le vivant, partout, toujours, depuis les origines, c'est de l'eau liquide, des cellules et du sel. Tous les êtres vivants sont faits de liquide, de cellules et de sel. Y compris, bien sûr, l'humain. Ça a l'air simple, mais c'est en réalité effroyablement complexe.

La biodiversité, c'est donc une question de relations, bien plus qu'un inventaire d'espèces ?

En effet. Le vivant, dès le départ, est entré en relation. Au sein d'une même espèce, et avec d'autres espèces. Et ensemble, elles ont construit ce qu'on appelle les écosystèmes. Un écosystème, c'est une communauté d'espèces vivant sur un support géologique, chimique, physique antérieur.

Le vivant n'est jamais seul, du nom d'un livre de Marc-André Selosse (1). Un arbre, c'est infiniment plus de bactéries, de protistes associés à ses racines, à ses branches, à ses feuilles, que la partie végétale que l'on voit. Idem dans le corps humain. Nous avons plus de bactéries en nous et sur nous que de cellules humaines. Nous sommes une construction extrêmement complexe d'êtres vivants en interrelations. C'est absolument fondamental et souvent oublié.

C'est vrai aussi pour les virus. On en parle beaucoup pour le moment. Le virus ne sait pas se reproduire tout seul, il faut qu'il trouve une cellule qui va l'accepter, sinon il meurt. Tout est interrelations. Il y a 10% de génome viral dans le génome humain. La Covid-19, c'est un problème de maltraitance du vivant. Le virus n'a pas été inventé dans un laboratoire, il vient de chauves-souris qu'on a ramenées sur un marché ou dans un laboratoire où il y aurait été « bricolé ». Ce qui aurait dû rester discrètement dans une grotte a fait le tour du monde. Notre santé est reliée à celle des écosystèmes, des plantes, des animaux.

En parlant de la santé des écosystèmes, selon l'IPBES (2), sorte de « GIEC de la biodiversité », un million d'espèces sont menacées. Quelles sont les causes de cette perte massive de biodiversité ?

Il y en a cinq. La première, évidente, est la destruction des écosystèmes. Cela explique les deux tiers de l'effondrement du vivant. Chaque année, les forêts tropicales humides sont détruites sur une superficie équivalant au quart de la France. Or, elles abritent plus de la moitié des 2,4 millions d'espèces connues sur Terre.

La deuxième cause, ce sont les pollutions et contaminations, avec des métaux lourds, du plastique, des perturbateurs endocriniens, etc. La troisième raison, c'est la surexploitation. Nous puisons plus que ce que la nature peut produire chaque année. Les meilleurs exemples sont les surpêches maritimes et la déforestation de la forêt tropicale. La quatrième raison, moins connue, c'est la dissémination de tout, partout. Des espèces qu'on amène d'un autre continent dans son jardin, par exemple, et qui menacent les espèces indigènes.

Et la dernière cause de la chute de la biodiversité, c'est le climat qui change trop vite, certaines espèces n'ont pas le temps de s'adapter. Quelques chiffres. Il y 19 000 ans, la Belgique était recouverte de grands glaciers. La température de l'air était 4 degrés plus basse et la température de la mer du Nord aussi. En hiver, on allait à pied en Angleterre. La mer était 125 mètres plus bas. D'autres chiffres intéressants : en 1941, on est deux milliards d'humains sur la Terre. On est 8 milliards aujourd'hui. Le problème, en fait, c'est que les changements actuels sont trop rapides.

Et derrière tous ces dégâts, une seule espèce : l'humain…

L'humain a trois défauts, dont il doit se départir. D'abord l'imprévoyance. Je ne vais pas dire aujourd'hui qu'il ne fallait pas inventer la machine à vapeur ou l'avion, mais on ne s'est pas demandé les effets qu'aurait l'usage démesuré de la combustion du charbon et du pétrole. Prendre un avion à 5€ pour aller boire un verre à Malaga, c'est de la démesure. Deuxièmement, l'arrogance, surtout chez les garçons. Et enfin, la cupidité. L'humain n'est jamais satisfait. Parce qu'il a sa technologie. Ça a commencé il y a à peu près 3 millions d'années, quand le premier ingénieur polytechnicien a inventé le biface, le premier outil, la première arme. Ensuite, c'est l'invention de l'arme de jet. Je peux tuer à distance, ça change tout. Il n'y a plus de corps-à-corps. Les grands prédateurs ont commencé à avoir peur.

Le fonctionnement de la biodiversité peut-il nous inspirer, nous humains ?

Bien sûr, pour une raison très simple. La biodiversité, la partie vivante de la nature, est là depuis un peu moins de 4000 millions d'années. Comme entreprise, c'est quand même pas mal ! Pourtant, la Terre a subi les pires avatars. Un sol et un océan entièrement gelés, des éruptions incroyables, des impacts de météorites…

La vie, sans arrêt, a été confrontée à des changements extérieurs et s'est adaptée. Elle a accepté de changer. Or, en ce qui nous concerne, le vivant s'effondre autour de nous, et on ne change toujours pas. La première leçon, c'est de nous adapter en nous inspirant de la nature. C'est le biomimétisme. A cet égard, dans la nature, il y a infiniment plus de coopération, de symbiose, d'entraide, que de compétition. Aujourd'hui, face aux problèmes que sont le climat qui change trop vite d'un côté et la chute de biodiversité de l'autre, la seule solution, c'est l'entraide.

Vous avez des exemples d'adaptations inspirantes ?

J'aime beaucoup les libellules. Elles volent à presque 100 kilomètres / heure, avec deux watts, 9 techniques de vol, elles encaissent 30 G en accélération. Comment font-elles ? Il faut comprendre leur mécanisme d'économie d'énergie et s'en inspirer.

Il y a d'autres exemples au niveau agricole. En Wallonie et en France, on a d'énormes problèmes avec les biocides (les pesticides, insecticides et herbicides). On a créé 100 000 molécules de synthèse depuis les années 50, des molécules tueuses de vie qui nous empoisonnent, nous et l'environnement autour de nous. La nature, elle, ne crée pas de poisons qu'elle ne peut dégrader. Inspirons-nous. Pareil pour les déchets : le vivant produit des déchets, mais il y a toujours un être vivant pour les utiliser gratuitement. C'est ça la merveille de la vie par rapport aux systèmes industriels ou agricoles dominants.

Question provocatrice : qu'est-ce que ça change pour la vie humaine, finalement, qu'il y ait deux fois moins d'espèces?

L'humain ne peut pas se passer de la diversité biologique. Pour deux raisons évidentes. La première, c'est que toute notre alimentation dépend de cette diversité. Et deuxièmement, on ne coopère qu'avec la biodiversité. De nombreuses bactéries vivent en symbiose avec nos cellules humaines, dans notre estomac, dans notre intestin, dans les liquides biologiques de l'humain. Et on voit que quand le dialogue entre ces cellules et les nôtres ne va pas bien, cela provoque des maladies très graves : l'obésité, le diabète de type 2, l'hypertension artérielle, Alzheimer, parfois l'autisme. L'humain a oublié qu'il était vivant. On se rappelle qu'on est vivant quand on est malade, quand on souffre. C'est épouvantable !

On ne peut pas échapper à cette biodiversité, elle est en nous et nous sommes en elle. Ce matin, il y avait 2 millions d'acariens dans notre lit. Quand on regarde au microscope, ça fait peur. Mais c'est génial ! Ils nettoient notre lit en mangeant nos peaux mortes, nos poils, nos cheveux. Pourtant, on les considère comme nuisibles, à cause des allergies. Or les allergies sont souvent liées à des charges parasitaires insuffisantes, du fait d'un environnement trop stérilisé. C'est de nouveau une question de relations aux autres vivants.

Dans les stratégies politiques et de sensibilisation pour sauvegarder la biodiversité, on met souvent en évidence les services écosystémiques, tous ces services que la nature nous rend et qui font tourner notre société. Quels sont les avantages et les limites d'une telle notion ?

Les services écosystémiques, c'est une façon d'analyser la situation, de la mesurer. Ça peut être utile, à condition de ne pas faire qu'un catalogue ou un inventaire mais bien d'étudier les relations entre les êtres vivants pour voir s'ils sont capables de continuer à apporter ces « bienfaits », non pas à l'humanité, mais à l'environnement dans lequel ils se trouvent.

Par exemple, on s'est rendu compte que plus un écosystème est riche en espèces, plus il génère de biomasse, plus il est résilient et peut s'adapter aux changements. On parle aussi des espèces « clés de voûte », dont la disparition compromettrait la structure et le fonctionnement d'un écosystème. Le castor, par exemple, est extrêmement important parce qu'il organise très bien les écosystèmes. Là où il est présent, il y a beaucoup plus d'espèces. Or, certains le considèrent comme « espèce nuisible ». Je ne peux pas accepter ce terme. Cela n'a pas de sens. Le plus nuisible, c'est nous. Aujourd'hui, on ne pense qu'aux rendements financiers, qui nous font considérer une espèce comme nuisible à exterminer ou comme produit à développer. Le vivant, c'est 40% des grands mouvements financiers de la planète.

Il y a 23 milliards de poulets sur la Terre. La biomasse de poulets est supérieure à celle des 10 000 espèces d'oiseaux. C'est ahurissant ! Cette démesure est catastrophique. Derrière cette notion de services écosystémiques, on réduit trop souvent la nature à une ressource au service de l'humanité.

Faut-il que la nature serve à quelque chose ?

Un moustique, ça sert à quoi ? A nourrir de nombreuses autres espèces. Et une tique, ça sert à quoi? Il y en a de plus en plus, à cause des déséquilibres causés aux écosystèmes. Ça propage la maladie de Lyme, qui touche de plus en plus de personnes. Doit- on éliminer l'espèce pour autant ? Et l'humain, lui, il sert à quoi ? Des humains, il y a 37 000 ans, ont commencé à dessiner la diversité biologique dans la grotte Chauvet. Ça ne sert à rien, mais c'est merveilleux. Il nous faut montrer que la biodiversité est indispensable, merveilleuse, qu'on ne peut pas s'en passer. Émerveiller. Un poulpe, j'en pleure tellement c'est beau et intelligent ! Il faut éduquer, éduquer, éduquer.

9. Projection du film *Les Doléances*

De Hélène Desplanques – 63 min – France – 2023

Auteure et idée originale : Hélène Desplanques
Image : Nicolas Duchêne
Montage : Caroline Lefebvre

Souvenez-vous… Il y a 5 ans, pendant la crise des Gilets Jaunes, Emmanuel Macron lançait l'ouverture du Grand Débat National. Un exercice de démocratie directe qui n'avait pas été pratiqué depuis 1789 – plus de 200 000 contributions rédigées à la main. Un trésor national mais aussi une promesse démocratique non tenue. Ces textes éminemment politiques n'ont jamais été publiés par les gouvernements successifs. La réalisatrice, Hélène Desplanques, a enquêté pendant plus de deux ans dans les archives départementales pour consulter ces textes, retrouver leurs auteurs, et redonner une existence publique aux Doléances.

La réalisatrice

Depuis une quinzaine d'années, **Hélène Desplanques** réalise des films qui lui tiennent très à cœur, des films dictés par ses « urgences » : la crise économique, sociale et politique qui secoue régulièrement notre pays. Dans l'ordre: « Liquidation totale », « La cour d'honneur », « Martine Aubry, la dame de Lille », « Le Ministère », « Les Doléances ».

Partie 3 – Samedi 19 octobre

1. Monde, Europe : « L'étrange défaite » idéologique des gauches et de l'écologie. Comment construire des récits alternatifs désirables Quelles alliances ?

Face au RN, la lutte pour la démocratie a besoin de soutien

Alice Barbe

La poussée du Rassemblement national lors des législatives résulte de la stratégie de bataille culturelle mise en place par le parti depuis plusieurs années, analyse l'essayiste

Chemise rose rentrée dans un pantalon blanc, coucher de soleil sur la mer, Jordan Bardella pose sur TikTok accompagné de la chanson *Forever Young* pour montrer à ses deux millions d'abonnés qu'il est en vacances, tout comme son parti, sa cheffe, et ses 126 députés, sans compter ses collaborateurs parlementaires et ses militants. Des vacances très attendues, après deux campagnes épuisantes, et, surtout, une victoire discrète : celle d'avoir renforcé un statut de premier parti de France. Alors que nous avons les yeux rivés sur l'Elysée où le président s'apprête à décider des tempos de la rentrée, alors que les Jeux olympiques ont donné à la France et à Paris une bouffée d'air frais, c'est un peu comme si nous avions oublié ce que le Rassemblement national (RN) avait raflé il y a quelques semaines, grâce à une préparation minutieuse.

Depuis peu, l'expression « bataille culturelle » est devenue *mainstream*. Autrefois apanage marxiste hérité d'Antonio Gramsci *[1891-1937, philosophe et membre fondateur du Parti communiste italien]*, hier stratégie de Marion Maréchal racontée dans *Livre noir[média d'extrême droite fondé en 2021]* et autre *Valeurs actuelles*, aujourd'hui mise sous le feu des projecteurs grâce à des journalistes, des politiques et même des séries, telle *La Fièvre*, cette bataille culturelle censée précéder la victoire politique n'a jamais autant fait rage.

Elle a d'abord été mise en action par la création d'écoles, comme l'Institut des sciences sociales, économiques et politiques de Marion Maréchal, mais surtout l'Institut de formation politique d'Alexandre Pesey *[ancien militant de Renouveau étudiant, syndicat proche du Front national]*, qui se targue d'avoir formé plus de 3 200 jeunes *« au service de la France »*. Cet institut propose des formations en deux jours afin d'apprendre le métier de collaborateur parlementaire, invite des personnalités telles que Dora Moutot, égérie antitrans de l'extrême droite, Geoffroy Lejeune, directeur de la rédaction du *JDD*, Charles Gave, financeur de l'extrême droite. Il délivre également des prix à des influenceuses telles Alice Cordier, féminationaliste sur Instagram, et Thaïs d'Escufon, youtubeuse masculiniste. Tout cela sans compter sa filiale, l'Institut libre de journalisme, consacrée à former une nouvelle génération de journalistes pour un certain *« pluralisme »*.

Des moyens sans précédent

Mais la bataille culturelle passe aussi par la conquête de la Toile, entre désinformation, stratégies d'astroturfing *[tactique consistant à usurper et instrumentaliser des mouvements citoyens afin de soutenir des intérêts particuliers]* et parfaite maîtrise des codes des réseaux sociaux, comme l'ont démontré les communicants de Jordan Bardella et leurs deux millions d'abonnés TikTok. L'extrême droite recense ainsi environ quarante-cinq influenceurs dépassant le million de vues par mois, de Julien Rochedy à Le Raptor, tous les deux connus pour leurs contenus sexistes, racistes, voire monarchistes et autoritaires.

Si le Front national a été le premier parti à avoir sa page Minitel, puis sur Internet, le RN est aujourd'hui celui qui a le plus de capacité à recruter et à mobiliser en ligne. Une telle mobilisation est utile non seulement au parti, mais aussi à des associations qui, sous couvert d'intérêt général, diffusent des idées et des actions proprement racistes, sexistes ou rétrogrades comme le collectif Nemesis, la plate-forme anti-IVG ivg.net, ou encore Academia Christiana, menacée de dissolution.

Les révélations, dans *L'Humanité*, des plans d'investissement du premier *business angel* français au service du Rassemblement national, Pierre-Edouard Stérin – avec son projet Périclès de prise du pouvoir culturel et politique grâce à un déploiement de 150 millions d'euros sur dix ans en faveur du parti d'extrême droite –, ont fini de prouver que la lutte pour la démocratie et l'Etat de droit a besoin de soutien. Si, d'ordinaire, l'extrême droite pouvait être soutenue notamment par le biais des ingérences étrangères – comme celles provenant de Russie, avec la fondation Saint-Basile-le-Grand de l'homme d'affaires Konstantin Malofeev, ou encore américaines, avec le réseau Atlas issu du Tea Party, finançant entre autres des cercles de réflexion comme l'Ifrap (fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques) –, aujourd'hui, les ressources pleuvent. Subventionnement d'associations anti-IVG, investissements contre l'immigration, le socialisme, le wokisme,

formation de futurs leaders politiques, création de baromètres d'opinion orientés, rachat de médias… La théorie du changement est précise et chiffrée, et les moyens alloués pour la bataille politique sont sans précédent.

Le tout avec pour résultat net financier un RN qui s'assure environ 1,61 euro de subventions par voix recueillie et 126 députés rapportant chacun 37 000 euros au parti. Cette poussée vertigineuse n'est que l'aboutissement d'un long processus de séduction, de prise de contrôle médiatique et d'euros investis et récoltés. Traiter les dix millions d'électeurs du RN de fachos ou de fâchés ne réglera pas leurs problèmes. En revanche, faire connaître par la presse, la formation et les discours les malversations et les sommes utilisées pour acheter leur bulletin de vote pourra, en partie, changer la donne. C'est aux partis, aux syndicats, aux associations, aux fondations de se former et d'informer sur la partie immergée de l'iceberg dissimulée derrière le sourire de Jordan Bardella et consorts.

Pour maintenir les associations, protéger les lanceurs d'alerte, garantir la pluralité et l'indépendance des médias, ne rien céder face aux discriminations, aux violences, aux appels à la haine, il va falloir mobiliser nos forces citoyennes, miser massivement sur la société civile pour faire contrepoids et ne plus détourner le regard lorsqu'il s'agira d'investir dans la démocratie.

Alice Barbe est essayiste, directrice de l'Académie des futurs leaders et cofondatrice de l'ONG Singa

IDÉES ENTRETIEN

« Avec le RN, les gens s'entendent dire que les choses vont s'améliorer sans qu'ils n'aient rien à changer »

Le philosophe Michel Feher publie « Producteurs et parasites ». Il y décrit la façon dont l'extrême droite propose une version morale et racialisée de la lutte des classes, selon une vision du monde qualifiée de « producériste ». Il éclaire ainsi les difficultés stratégiques de la gauche.

Fabien Escalona et Youmni Kezzouf - 7 septembre 2024 à 18h52

Quel est l'imaginaire des 10,5 millions de personnes qui ont mis un bulletin du Rassemblement national (RN) dans l'urne au premier tour des élections législatives anticipées ? Pour dépasser les clichés réduisant cet électorat à des victimes de la mondialisation aveuglées par leur colère, le philosophe Michel Feher se penche, dans *Producteurs et parasites. L'imaginaire si désirable du Rassemblement national* (La Découverte), sur ce qui fait l'attractivité propre du discours du parti lepéniste.

Si la question du racisme a été affrontée par Félicien Faury dans un précédent ouvrage beaucoup commenté, Michel Feher l'intègre dans la description plus large d'un logiciel « producériste ».

Sous ce terme encore barbare en France, le chercheur désigne une dichotomie entre de bons producteurs méritants, qu'ils soient du côté salarial ou patronal, et des parasites qui viennent s'arroger indûment le fruit de leur travail. La gauche, défend-il dans cet entretien, s'illusionnerait à en offrir une version progressiste. Plus dérangeant : elle devrait ouvrir les yeux sur son caractère structurellement minoritaire.

Mediapart : Votre livre s'inscrit dans une suite de travaux qui insistent sur l'attractivité propre de l'offre politique du RN. Pensez-vous que la gauche et une partie de la recherche aient été naïves en la matière ?

Michel Feher : J'y vois moins de la naïveté qu'une forme de culpabilité. Les fabricants de sens commun se délectent depuis longtemps de l'idée qu'il y a un peuple qui vote pour l'extrême droite. Il y a eu deux moments à cet égard.

Dans un premier temps, à l'époque où on essayait encore de vendre la mondialisation heureuse, des analyses ont été produites sur le « gaucho-lepénisme », avec l'idée que les retardataires avaient changé de débouché politique, mais étaient restés les mêmes. La gauche répliquait alors qu'il ne s'agissait pas vraiment de son peuple à elle, mais de gens modestes qui votaient déjà à droite auparavant.

Dans un deuxième temps, lorsque la mondialisation est devenue moins vendable, les fabricants de sens commun ont affirmé qu'il fallait développer de l'empathie vis-à-vis des « oubliés » de cette mondialisation, victimes des délocalisations, mais aussi de l'immigration de masse, des minorités qui ne s'intègrent pas et du mépris des intellectuels qualifiés de communautaristes ou de wokistes. Cette fois, la gauche a réagi en concédant qu'il s'agissait bien d'un peuple populaire, mais qu'il se trompait de colère et qu'il devrait la diriger vers les classes dominantes plutôt que vers les immigrés ou les assistés.

Ceux qui étaient oubliés dans l'affaire, c'étaient les gens qui votaient pour le RN ! Parce que quand même, il faut des gens pour mettre ce bulletin dans l'urne. La pudeur de la gauche a longtemps consisté à ne pas en parler, en imputant toujours la faute à d'autres : la droite qui légitime ses thèses, les médias orientés, etc. Or il me semble qu'on vote moins pour des intérêts que pour aussi une vision du monde dans laquelle on se reconnaît, et surtout pour une vision de la place qu'on a soi-même dans ce monde.

Il y a déjà eu de remarquables enquêtes sociologiques sur la « demande » du RN, confirmant que son électorat adhère aux grands thèmes du programme. Moi qui ne

suis pas sociologue, j'ai effectué un travail du côté de l'offre, en me demandant d'où venait l'imaginaire du RN, comment il fonctionnait et pourquoi il pose des dilemmes difficilement surmontables, à la droite comme à la gauche.

« [Le producérisme] suppose l'existence de parasites d'en haut et de parasites d'en bas. »

Une des clés de l'attractivité du RN pour vous, c'est le « producérisme » au cœur de son imaginaire. En France, le mot est totalement inconnu. Comment le définissez-vous ?

C'est une autre forme de lutte des classes, qui n'est pas fondée sur l'opposition structurelle du capital et du travail comme chez Marx. Elle est conçue d'un point de vue essentiellement moral et oppose deux catégories.

D'un côté, vous trouvez les producteurs, qui peuvent être des salariés, des indépendants ou des patrons, mais qui se caractérisent par leur vertu, c'est-à-dire par le fait que ce sont des gens qui bossent dur et qui n'aspirent pas à autre chose que vivre du fruit de leur labeur. De l'autre, vous trouvez des parasites qui pompent indûment les fruits de ce travail. Ils sont représentés comme des fainéants, des oisifs, des gens qui ne produisent rien ou en tout cas rien d'utile.

L'autre dimension importante du producérisme, c'est qu'il suppose l'existence de parasites d'en haut et de parasites d'en bas. Les premiers ne produisent pas, mais ils vivent de la circulation des capitaux. Lorsqu'il s'agit du capital économique, ce sont des usuriers et des spéculateurs. Lorsqu'il s'agit du capital culturel, il s'agit de fabricants de théories spécieuses, accusés de faire main basse sur les médias et l'enseignement. Les parasites d'en bas, eux, sont dans la redistribution des revenus et des droits. Il s'agit des assistés, qui vivent de la charité publique ou privée.

La dernière caractéristique cruciale du producérisme, c'est l'idée, plus ou moins explicite, qu'au fond les producteurs sont « les gars de chez nous ». Leur vertu, leur volonté de ne vivre que du produit de leur labeur, viendrait de la culture native nationale. Alors que les parasites seraient toujours, sinon étrangers de fait, du moins toujours étrangers à la culture du pays. Ceux qui sont dans la spéculation financière ou intellectuelle évoluent dans le monde cosmopolite des intellectuels ou bien dans le monde occulte de la finance internationale ; quant aux assistés, ce sont souvent des immigrés, des étrangers ou des gens étiquetés d'origine allogène.

Le producérisme a eu plusieurs avatars, dont vous faites la généalogie dans la première partie de votre ouvrage. Quelle est donc l'originalité de la vision producériste propre au RN ?

En fait, elle n'est pas si originale que ça. Reprenons l'histoire du producérisme. Il commence quasiment à l'extrême gauche, puisqu'il est d'abord dirigé contre les privilèges de la société d'ordres, dans l'Angleterre et la France révolutionnaires au XVII^{e} puis au XVIII^{e} siècle. Les parasites par excellence sont les aristocrates. Remarquons d'emblée qu'il n'y a pas tout le monde dans le bon peuple, puisque les dépendants, les femmes et les vagabonds en sont exclus. Cette structure va rester à gauche aussi longtemps que le grief principal contre l'ordre établi, ce sont les rentes et pas le profit.

Puis Marx et le marxisme arrivent, qui transforment la gauche associée au mouvement ouvrier. Chez ce philosophe allemand, qui s'est durement affronté à Proudhon sur le sujet, la nostalgie d'une société de producteurs indépendants n'a plus de place. Face à la primauté du profit dans la société capitaliste, le cap est de socialiser les moyens de production pour parvenir au socialisme puis au communisme. Ceux qui restent fidèles à la vision producériste vont dès lors suivre un autre chemin, une troisième voie entre les libéraux et les communistes, qui cible le rentier aussi bien que l'État fiscal.

« Marine Le Pen a compris les faiblesses qui affectaient le producérisme du Front national fondé par son père. »

À partir de ce moment, le producérisme devient une pensée typique de l'extrême droite. La doctrine se fixe déjà à la fin du XIX^{e} siècle, chez les partisans du général Boulanger en France, ou encore dans les partis antisémites qui fleurissent en Allemagne.

À chaque fois, on retrouve l'idée d'une défense des bons producteurs nationaux, qui peuvent être des patrons ou des ouvriers, mais qui ont en commun de bosser et de vouloir bénéficier du fruit de leur travail. Il s'agit de

renforcer leur cohésion, par-delà le clivage de classe, en les dressant tous deux contre les supposés parasites d'en haut, essentiellement les juifs à cette époque, et les supposés parasites d'en bas, essentiellement les travailleurs immigrés.

La structure d'un producérisme assimilé par l'extrême droite n'est donc pas originale en ce qui concerne le RN, mais vous montrez tout de même que le contenu de cette structure a évolué et que ce n'est pas sans lien avec les succès électoraux du RN. En quel sens ?

Marine Le Pen a compris les faiblesses qui affectaient le producérisme du Front national, fondé par son père. Elle lui a fait subir deux mutations significatives.

Premièrement, elle a imposé l'abandon de l'antisémitisme – en tout cas de façon officielle, même si des clins d'œil sont toujours faits, par exemple autour de la figure de George Soros. Les juifs ont été remplacés par deux cibles : une espèce de finance « sans visage » mais avec des noms (BlackRock, la technocratie européenne, McKinsey…) et surtout l'internationale islamiste.

Au passage, il y a une vraie parenté dans la manière dont le « judéo-bolchevisme » d'antan et l'« islamo-gauchisme » d'aujourd'hui ont été construits : l'idée de coreligionnaires solidaires, corrodant l'unité du pays avec un objectif de soumission des populations autochtones, alliés à des forces internationales et à des « idiots utiles » dans le monde intellectuel.

Deuxièmement, Marine Le Pen a compris que le gros de l'électorat FN est un peu sceptique sur les réformes néolibérales. Dans les années 1980, Jean-Marie Le Pen avait su profiter de la conversion néolibérale un peu bâclée de la droite gaulliste. Celle-ci pointait, comme cela s'était fait au Royaume-Uni et aux États-Unis, les chômeurs volontaires, le corporatisme syndical, les fonctionnaires tire-au-flanc et les intellectuels à leurs côtés, mais se gardait encore d'y ajouter une dimension racialisée plus explicite, dont Le Pen s'arrogeait donc l'exclusivité.

Petit à petit, le programme du FN/RN a basculé. Il ne s'est plus agi de pester contre le socialisme et le totalitarisme rampant, mais au contraire contre l'ultralibéralisme débridé dont les dégâts sont apparus de manière éclatante à partir de la crise de 2008. Le grand avantage pour le RN, c'est que ce basculement a été accompli sans frais. Le diagnostic a beau avoir été changé, les remèdes sont restés identiques. C'est une épuration des parasites qui était censée permettre de lutter contre le socialisme dans les années 1980 et 1990, comme de lutter contre l'ultralibéralisme par la suite.

Pour mieux faire comprendre l'aspect « désirable » de l'imaginaire du RN, vous soulignez qu'il occupe une position centrale dans le champ politique et social. Expliquez-nous.

Oui, je pense que sa capacité à se présenter comme un « parti du milieu » permet de comprendre son attractivité. Contrairement à ce qu'affirment des grilles de lectures fondées sur la catégorie de « populisme », le RN ne voit pas le peuple comme la base d'une pyramide dont les élites seraient défaillantes.

Il le voit comme le milieu majoritaire d'une courbe de Gauss, menacé d'un côté par ceux qui font fuir les capitaux et de l'autre par les passagers clandestins de l'État social, volontiers racialisés. Sociologiquement, ce n'est pas un parti de classes moyennes, plutôt un parti transclasse de gens qui se pensent comme le « bon peuple » : ni des usurpateurs ni des feignants.

Ce positionnement se décline aussi sur l'axe droite/gauche. Comme d'autres, j'emploie le terme d'extrême droite pour qualifier le RN. Mais son cercle dirigeant et bon nombre de ses soutiens ne se voient sincèrement pas comme ça, ils considèrent qu'ils occupent un juste milieu entre le cynisme individualiste des libéraux et le collectivisme confiscatoire de la gauche. En termes de politique économique, en particulier, le parti prétend échapper au tout-marché comme au tout-État en appelant à « rendre l'argent aux Français ».

Lors des législatives anticipées, on a tout de même perçu la volonté du RN de rassurer les classes sociales dominantes, notamment les milieux d'affaires. N'y a-t-il pas une asymétrie dans le traitement des « parasites » supposés d'en haut et d'en bas ?

Ça dépend des moments. Le rapprochement du pouvoir incite à complaire davantage aux milieux patronaux. Cela

correspond en outre à la vision du RN de l'ennemi principal, qui est effectivement le parasite d'en bas.

Il reste que le producérisme du RN fonctionne bien sur deux volets, ce qui lui procure un avantage adaptatif non négligeable. Tant que Macron est la cible principale, il peut jouer la dénonciation de l'influence des cabinets de conseil et de la finance internationale. Lorsque la cible est plutôt la gauche, le RN joue alors davantage la corde de l'islamo-gauchisme.

L'autre avantage de la version producériste du lepénisme, c'est qu'il apparaît moins incertain ou exigeant que les idéologies portées par la droite libérale et la gauche écosocialiste.

La première promet la fortune aux méritants d'une compétition sans entraves entre individus, mais appelle à « se prendre en main » et à ne pas tout attendre de la puissance publique, ce qui peut s'avérer anxiogène. La seconde promet les avantages de la solidarité, mais implique de partager davantage, ce qui fait craindre d'être du côté des « spoliés ». Avec le RN, les gens s'entendent dire que les choses vont s'améliorer sans qu'ils n'aient rien à changer !

Le producérisme est né à gauche, nous avez-vous dit. Mais même après l'adoption du marxisme par les partis issus du mouvement ouvrier, il y a eu des versions de gauche du producérisme. Vous le reconnaissez dans le New Deal rooseveltien et de manière implicite pendant le boom économique de l'après-guerre. Pourquoi ce producérisme « progressiste » n'est-il plus possible ou ne fonctionne-t-il plus ?

Il y a une facilité dans la rhétorique producériste, qui en fait une tentation persistante pour la gauche. Il est plus commode de dire que les riches ne fichent rien et d'adopter un discours moralisateur à cet égard, que d'expliquer la notion d'exploitation dans le rapport salarial.

Ce discours est pratique et peu coûteux dans les époques où le producérisme racialisé est empêché, comme c'était le cas après la Seconde Guerre mondiale, pour des raisons évidentes. Mais à partir du moment où ce producérisme racialisé relève la tête, et qu'on lui emprunte sa rhétorique et son imaginaire, on ne fait que le légitimer sans récolter un seul électeur.

Les Trente Glorieuses ont été une exception dans l'histoire du capitalisme, comme l'a bien pointé Thomas Piketty dans son livre sur *Le Capital au XXIe siècle*. Eh bien je dis quelque chose de similaire : entre 1945 et 1980, il y a eu un tabou non durable sur le producérisme racialisé – même si le racisme colonial, lui, s'est bien porté. Maintenant que le tabou a été levé, cependant, il faut renoncer à tout flirt avec la rhétorique producériste.

« La gauche devrait assumer d'être minoritaire, pour apprendre à gagner de façon subreptice, occasionnelle et temporaire. »

Dans le même temps, vous soulignez que lorsque la gauche écosocialiste ne parle plus le langage producériste, le peuple qui adhère à sa vision du monde est minoritaire, en tout cas pas assez nombreux pour des victoires électorales nettes. Que doivent en comprendre les partis de gauche ? Qu'il faut fermer boutique ?

Non seulement j'affirme que le discours du RN marche, avec un socle important de gens qui y adhérent franchement, mais j'aggrave mon cas en considérant, en effet, que la gauche est minoritaire de façon structurelle. D'une part, le producérisme racialisé lui livre une concurrence redoutable. D'autre part, il y a aussi des raisons plus positives qui entrent en compte et que l'on pourrait résumer en disant qu'être de gauche, aujourd'hui, est plus exigeant qu'avant.

Je m'explique. Encore en 1981, être de gauche, c'était en gros être du côté des ouvriers et pas des patrons. Ça n'engageait pas à grand-chose en matière de féminisme, d'antiracisme ou d'écologie. Aujourd'hui, il faut « tenir tous les bouts ». C'est très bien, mais cela fait perdre des gens en route, en raison de la concurrence ou des contradictions inévitables entre les causes.

L'intersectionnalité est un bon concept descriptif de l'enchevêtrement des dominations et des luttes correspondantes, mais il n'est pas optimiste d'un point de vue stratégique. Si vous avez plusieurs ensembles de luttes, la superficie de leur intersection sera plus réduite que leur réunion. C'est ce qu'illustrent les diagrammes de Venn. Je n'en tire nulle nostalgie ni désespoir. La gauche

devrait assumer d'être minoritaire, pour apprendre à gagner de façon subreptice, occasionnelle et temporaire, comme des nomades faisant des razzias et se repliant en bon ordre.

À gauche, on a su mettre en question l'idée d'un progrès implacable vers l'émancipation, mais on a gardé la conviction que comme il y a beaucoup plus de gens qui subissent des inégalités que de gens qui en profitent, la base de soutien de la gauche est potentiellement très grande. L'optimisme à toute force risque cependant de générer des désillusions récurrentes.

De son côté, le politiste Vincent Tiberj vient de sortir un livre documenté pour contester l'idée d'une droitisation implacable de la société. Où est la différence entre vous ?

Je ne travaille pas sur le même matériau des enquêtes-valeurs, je me garderais donc bien d'aller sur son terrain. Il reste que nos deux approches ne sont pas incompatibles. Je veux bien admettre qu'il y a de plus en plus d'ensembles sociaux dont les opinions sont davantage progressistes ou tolérantes que par le passé. Il y a une remise en cause tendancielle du sexisme structurel, de l'homophobie et de la transphobie, et même de la logique néolibérale comme vérité économique.

Cela n'implique pas, cependant, que toutes ces attitudes sont appelées à converger en un mouvement politique unifié ou même cohérent, c'est même le contraire. Selon ma grille de lecture, les informations que nous donne Vincent Tiberj sur la société confirment qu'il y a de la « matière » pour des victoires politiques par surprise. Elles ne permettent pas, en revanche, de penser qu'il suffit d'attendre que les évolutions sociodémographiques fassent leur œuvre. Ni qu'il faille en profiter pour une stratégie léniniste d'avant-garde radicale, en se disant que la société suivra. Dans les deux cas, la gauche irait au-devant de grandes déceptions.

Fabien Escalona et Youmni Kezzouf

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau

2. Et Après ?...et maintenant ? Vers un alter gouvernement ?

MEDIAPART

GAUCHE(S) ENTRETIEN

Lucie Castets : « Michel Barnier, c'est la poursuite de la politique de Macron, voire pire »

La candidate à la primature du Nouveau Front populaire réagit à la nomination du premier ministre de droite. L'ancienne directrice des finances de la ville de Paris détaille comment elle va incarner l'alternative de gauche et espère consolider l'alliance.

Mathieu Dejean - 5 septembre 2024 à 15h58

Alors qu'Emmanuel Macron vient de nommer Michel Barnier à Matignon, Lucie Castets explique pourquoi le Nouveau Front populaire (NFP) s'apprête à le censurer. L'ancienne directrice des finances de la ville de Paris, dont le nom a été proposé par la coalition de gauche et écologiste le 23 juillet, a mis un terme à ses fonctions pour se consacrer pleinement à son rôle de candidate à la primature.

Elle annonce à Mediapart qu'elle ne sera pas dans une « *position d'attente* » dans les prochains mois : « *Il faut parler aux Français. Je quitte mes fonctions à la mairie de Paris, je vais essayer de prolonger l'élan* », déclare-t-elle, anticipant le fait que le NFP pourrait être appelé à gouverner « *après la censure ou en 2027* ».

Mediapart : Emmanuel Macron vient de nommer Michel Barnier à Matignon, un ancien ministre de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, membre du parti Les Républicains (LR), qui a fait environ 6 % des voix aux législatives. Comment réagissez-vous ?

Lucie Castets : C'est une décision qui va à rebours de la logique de nos institutions. Il est très problématique qu'Emmanuel Macron ait pris autant de temps pour arriver à cet aboutissement, qui s'explique très difficilement au regard du résultat des législatives. Je ne vois pas comment nos concitoyens le comprendraient davantage que moi.

Emmanuel Macron a semblé laisser le Rassemblement national (RN) jouer un rôle d'arbitre. C'est très délétère, alors que les Français ont dit vouloir tourner le dos à l'extrême droite et à son programme aux législatives anticipées.

Je ne vois pas dans quelle mesure Michel Barnier pourrait mettre en place des améliorations significatives de la vie des Français dans une telle configuration. Je ne sais pas quelle est la nature des discussions qu'il a eues avec le président de la République et les autres groupes politiques, mais ça n'augure rien de bon. Je suis très inquiète, à la fois sur le fond et sur la forme. Le message démocratique envoyé est très mauvais.

Est-ce que le NFP doit le censurer a priori ou attendre de connaître sa feuille de route ?

Nous allons réagir tous ensemble, mais tout indique que sa politique sera la poursuite de celle d'Emmanuel Macron. Voire pire : qu'il a fait des concessions *a priori* vis-à-vis du RN.

Ne regrettez-vous pas l'hypothèse Bernard Cazeneuve ?

La question n'est pas celle du nom, mais celle du programme et des marges de manœuvre d'un premier ministre pour s'écarter des politiques menées par Emmanuel Macron depuis sept ans, et *a fortiori* de ce que propose le RN. En l'occurrence, les ingrédients sont réunis pour que la politique du président soit poursuivie, voire qu'elle s'approprie davantage les grands marqueurs du RN.

Michel Barnier a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité en 1981. Pour vous qui êtes ciblée pour votre orientation sexuelle depuis que vous l'avez révélée, est-ce un choc ? Un symptôme de la droitisation d'Emmanuel Macron ?

Je ne sais pas si nous avions besoin d'un nouveau symptôme de sa droitisation. J'y vois un signal négatif pour toutes les personnes qui subissent ce type de discriminations. Et plus largement un signal de son

absence d'efforts en faveur du renouvellement politique. Michel Barnier, non seulement ce ne sont pas des idées neuves, mais ce sont des idées réactionnaires.

Après votre rendez-vous avec Emmanuel Macron le 23 août, vous pensiez qu'il avait entendu qu'un changement de cap politique était nécessaire. Avez-vous vraiment cru que ce président qui mène des politiques libérales depuis sept ans allait permettre à la gauche d'accéder au pouvoir ?

Je ne pouvais pas, en sortant de l'Élysée, ne pas retranscrire le message qu'on avait entendu d'Emmanuel Macron, et c'était celui-là. Comme il parlait beaucoup de *« stabilité »*, nous lui avons demandé ce qu'il entendait par là – nous ne savions pas alors quelle force aurait ce terme. Il a dit : *« J'ai bien compris que les gens attendent autre chose, qu'ils veulent un changement de ligne politique. »*

« Emmanuel Macron craignait que je détricote ce qu'il a fait. Mais ça, ça s'appelle la démocratie. »

Cela me semblait assez inattendu de la part du président de la République et je crois savoir que c'est quelqu'un qui contrôle ses propos. Je ne dis pas que je suis surprise, mais j'essaye d'être une interlocutrice de bonne foi et j'ai choisi de retranscrire ce qu'il m'avait dit dans cet état d'esprit. Néanmoins, il était extrêmement clair au moment de cette consultation qu'il voulait à la fois jouer le président, le premier ministre et le chef de parti. Je voyais bien qu'il entendait maintenir sa politique et composer son propre gouvernement.

On sait désormais que la *« stabilité institutionnelle »* n'était qu'un prétexte pour écarter la gauche du pouvoir. Il craignait que je détricote ce qu'il a fait. Mais ça, ça s'appelle la démocratie.

Pour mettre toutes les chances de gouverner de votre côté, ne fallait-il pas faire des concessions sur le programme du NFP, pour trouver un accord de non-censure avec les autres groupes à l'Assemblée nationale ?

Je pense que le président de la République et son camp sont de très mauvaise foi, là encore, quand ils véhiculent l'idée selon laquelle nous avons toujours dit : « Le programme, rien que le programme, tout le programme. » Ce n'est pas ce que j'ai défendu. J'ai dit que nous voulions « rompre avec la logique d'un camp contre un autre ». Nous voulions montrer que nous respections le travail transpartisan. Mais personne n'a voulu voir ça. Ce n'est pas que ça a échappé à Emmanuel Macron : il ne veut simplement pas qu'on gouverne, il ne veut pas qu'on change la vie des gens.

Par ailleurs, le format des consultations telles qu'il les a organisées a conduit à figer l'ensemble des participants dans leur positionnement. Il n'est pas possible dans un tel contexte de construire des accords sur certains textes.

Il aurait dû suivre la logique institutionnelle et désigner une première ministre du camp arrivé en tête des élections. La charge me serait revenue de construire des accords et si je n'y étais pas parvenue, je serais tombée. C'est ça, le jeu démocratique. Mais on ne nous a pas laissé notre chance. Quand je discute avec Charles de Courson, d'autres membres du groupe Liot *[Libertés, indépendants, outre-mer et territoires – ndlr]* ou même du MoDem, on arrive à se mettre d'accord, y compris sur des recettes fiscales nouvelles que le président de la République a rejetées.

Lesquelles ?

Par exemple, une augmentation de la taxe sur les transactions financières. On aurait pu avoir une majorité dessus. Ensuite, il y a une question de curseur. Le Smic à 1 600 euros, c'est l'objectif du NFP. Mais les modalités et le phasage se discutent. Or, on ne nous a laissé aucune chance. Emmanuel Macron ne veut pas qu'on change sa politique. Il parle maintenant d'une coalition qu'il souhaite créer, mais c'est totalement chimérique.

Si par miracle il parvenait à réunir l'ensemble des partenaires qu'il continue à recevoir hors NFP – le bloc central et le bloc de droite –, il aurait encore 335 députés contre lui. De quoi parle-t-on ? La coalition n'existe pas plus de son côté. On demande des comptes au Nouveau Front populaire, mais les autres ne sont pas davantage en mesure de les rendre.

Aviez-vous anticipé que certains points du programme du NFP – Smic à 1 600 euros et rétablissement de l'impôt sur la fortune – allaient

être clivants, que vous alliez devoir faire des concessions ?

Nous n'avons pas raisonné dans ce sens-là. On s'est plutôt demandé quelles premières mesures nous allions porter, celles qui auraient un sens très profond pour les Français et qui seraient susceptibles de créer du consensus. Je pense à la réforme des retraites. On nous dit que c'est un « totem », mais en réalité, c'est le totem du président de la République : c'est lui qui s'est acharné envers et contre tout à faire passer cette réforme.

« Emmanuel Macron était disposé à donner les clés d'un gouvernement sans majorité absolue à Jordan Bardella, ce qu'il refuse aujourd'hui à la gauche. »

Les sujets de services publics sont aussi très consensuels quand on s'adresse à la population. Pour peu qu'on arrive à dépasser nos clivages partisans, on peut donc parvenir à des accords. Les députés ont aussi des comptes à rendre à leurs électeurs.

Si le NFP réplique par la censure du nouveau gouvernement, le Rassemblement national (RN) aura un droit de vie ou de mort sur ce dernier. N'est-ce pas prendre le risque d'accorder énormément de pouvoir à l'extrême droite ?

Ce n'est pas le NFP qui lui accorde autant de pouvoir, c'est le résultat des élections. Je ne peux pas répondre autre chose. Il y a trois blocs à l'Assemblée nationale, nous en sommes conscients. Mais le Nouveau Front populaire censurera un nouveau gouvernement, quel qu'il soit, s'il considère que la politique qu'il mène est injuste et ne répond pas aux besoins des Français.

Avec ses 126 députés, le RN aura néanmoins un poids déterminant et son institutionnalisation ne va faire que s'accentuer…

C'est une source de préoccupation majeure pour moi et ça devrait l'être pour le président de la République. Mais ce qu'il est en train de faire, en bloquant la vie politique de notre pays, donne l'impression aux gens qu'ils votent pour rien. Je note qu'Emmanuel Macron était disposé à donner les clés d'un gouvernement sans majorité absolue à Jordan Bardella, ce qu'il refuse aujourd'hui à la gauche. Le président de la République joue donc un rôle majeur dans l'institutionnalisation du RN et il le fait de manière cynique. Je suis sincèrement effrayée pour notre pays. Les sorties du parti de Marine Le Pen sur les binationaux nous rappellent que nous n'avons pas affaire à une extrême droite policée, mais à une extrême droite prête à fracturer le pays et à trier nos concitoyens.

Toute poursuite de la politique menée depuis sept ans, même avec quelques atténuations de façade, donnera un boulevard au RN qui pourra dire : « La prochaine fois, choisissez une vraie alternance. » Mon espoir était que le NFP puisse incarner une alternance politique. Le président de la République a fait le lit du RN, car la politique qu'il est en train de conduire, prétendument au-dessus du clivage droite/gauche, ne prend pas en compte la vie des gens.

En matière économique, Emmanuel Macron diffuse toujours l'idée qu'une seule politique – la sienne – est possible, et qu'il s'agit d'une affaire d'experts…

C'est fascinant, alors qu'il n'y a pas plus politique que l'économie. Il y a malheureusement une hégémonie culturelle et intellectuelle de la droite sur la question économique – on le voit au traitement médiatique de ces sujets. On fait toujours un procès en irresponsabilité à la gauche sur la politique économique, alors que c'est le président de la République qui a fait exploser la dette. C'est lui qui a conduit à la procédure bruxelloise pour déficit excessif contre la France. Mais c'est encore nous qui sommes des dingos ?

On est loin de parvenir à renverser le stigmate et c'est un des combats qu'il nous faut mener dans les années à venir. Le Medef dit être soulagé que le NFP ne gouverne pas, mais les entreprises ont besoin de services publics qui fonctionnent. Il y a beaucoup de choses qui sont passées sous silence pour des raisons de dogme.

Le RN va tenter d'obtenir des contreparties du gouvernement en échange de son abstention sur la motion de censure. Craignez-vous les concessions que les macronistes seraient prêts à lui faire ?

Bien sûr. On a vu qu'ils avaient cédé sur la loi immigration. Emmanuel Macron et Gérald Darmanin se croient fins stratèges parce qu'ils pensent répondre à des

préoccupations des Français sur l'immigration et la sécurité, mais ils permettent au RN de revendiquer une grande victoire idéologique. Et ça fait boule de neige. Le fait que Macron semblait prêt à donner les clés de Matignon à Bardella me laisse penser qu'il sera bien plus prompt à faire des compromis avec le RN qu'avec la gauche.

Le peuple de gauche a vécu par alternance des moments de désespoir et de soulagement vis-à-vis des partis de gauche. On sait les difficultés qu'ils ont à s'unir. Pouvez-vous garantir que la stabilité du NFP est acquise ?

Il y a du travail pour que cette stabilité soit maintenue. Il sera nécessaire de s'appuyer de nouveau sur la société civile, sur les forces syndicales, les collectifs, les associations. Cela contribuera à nous tenir ensemble. C'est un travail qui ne s'arrête jamais. La longévité du NFP jusque-là n'était pas acquise. On a été nombreux à craindre sa dislocation au lendemain des élections.

« J'irai surtout là où les gens votent RN. Ce sera probablement assez désagréable, mais si on ne reste qu'entre nous, on ne risque pas d'élargir le socle électoral de la gauche. »

J'ai cru comprendre que si j'avais refusé d'être candidate à Matignon, il n'existerait plus. Je ferai tout pour qu'il perdure parce que c'est ce qu'attendent les militants – ce qui est intéressant –, mais aussi et surtout les électeurs qui ne se sentent pas représentés par un parti. C'est une mission difficile et enthousiasmante, et j'y mettrai tout mon cœur. Je ne serai pas dans une position d'attente. Il faut parler aux Français. Je quitte mes fonctions à la mairie de Paris, je vais essayer de prolonger l'élan.

Il y a aussi les directions de partis. Les sentez-vous prêtes à ne pas répéter les mêmes erreurs que par le passé ?

Je sens une sincère volonté de préserver cette union en respectant les différences de chacun. Pour l'instant c'est possible et j'espère que ça durera encore. Il n'y a pas de volonté d'uniformisation. Quand La France insoumise (LFI) a revendiqué la destitution, les autres partis, qui n'y étaient pas favorables, ont dit que ce n'était pas la meilleure option, mais ce n'est pas un drame. Détendons-nous.

Allez-vous construire un « shadow cabinet » ?

On pense plutôt à donner à voir comment nous gouvernerons. C'est ce que nous avons fait sur la rentrée scolaire, en présentant les mesures qu'on mettra en place. Je pense qu'il est très important que nous continuions à travailler sur le fond, pas forcément pour qu'on ait tous les mêmes propositions, mais le programme, s'il est une bonne base commune, peut être approfondi et précisé. Il faut aussi retourner parler aux gens pour les détourner d'un vote protestataire en faveur du RN et de la mise en concurrence des précarités. La gauche s'est éloignée des ouvriers, des classes populaires. Il faut renouer avec une forme de dialogue.

Vous irez dans des endroits où vous n'êtes pas en terrain conquis ?

J'irai surtout là où les gens votent RN. Ce sera probablement assez désagréable, mais si on ne reste qu'entre nous, on ne risque pas d'élargir le socle électoral de la gauche. Mon idée est d'incarner collectivement ce que serait une alternative de gauche, à échéance de quelques mois si on est appelés à gouverner après la censure ou en 2027.

On pose souvent un constat de droitisation de la France, mais vous dites que les propositions du NFP sont consensuelles dans le pays…

Parce que la droitisation se produit surtout par en haut, au niveau médiatique notamment. Il y a des intérêts très clairs de personnes qui ne veulent pas la répartition des richesses et qui sont pour le statu quo. Mais il y a des cycles dans l'histoire. On ne sait pas quand un basculement se produit. Il faut l'encourager à se retourner et c'est le choix que je fais.

Serez-vous à la mobilisation du 7 septembre ?

J'irais avec grand plaisir si les quatre chefs de partis du NFP y vont.

Mathieu Dejean

L'APRES - Association pour la république écologique et sociale

Pour faire vivre le Nouveau Front populaire, construisons l'APRES !

Nous vivons des temps inédits et porteurs de tous les possibles. Ils exigent la plus grande lucidité.
L'injustice sociale, le mal-travail et la destruction des services publics nourrissent la colère et le ressentiment. Le péril climatique et le productivisme produisent ses ravages sur notre santé, sur la biodiversité, sur l'habitabilité de la planète et ne peut supporter l'inaction. La France se fracture. Le racisme et l'antisémitisme sèment leur poison dans toute la société. Le sexisme, la violence contre les LGBT, les discriminations de toutes sortes continuent d'empêcher la liberté, d'abîmer les corps, de tuer. Et les entrepreneurs de haine ont antenne ouverte sur les ondes et sur nos écrans. La concentration dans les médias et la culture, les arts et la création malmenés participent d'une société qui dépérit.
Jour après jour, les guerres se multiplient. Partout l'extrême droite est aux portes du pouvoir quand elle n'y est pas déjà installée. Si nous ne prenons pas la mesure de tous ces dangers, nous serons, à brève échéance, submergés par la catastrophe.
Heureusement, d'immenses ressources existent dans notre peuple pour éviter le scénario du pire. Après la déflagration des résultats des élections européennes et de la dissolution de l'Assemblée nationale, la gauche et les écologistes ont su se rassembler. Les syndicats, le monde associatif, des activistes pour le climat, des féministes, des militant.es antiracistes, des intellectuel.les, le mouvement citoyen… se sont mis en mouvement, participant pleinement du barrage contre l'extrême droite. Le Nouveau Front Populaire est arrivé en tête des élections. Nous nous félicitons de ce succès auquel nous avons contribué.
Les partis politiques qui constituent le Nouveau Front Populaire ont pris leurs responsabilités. Ils se sont accordés sur un programme en mesure de changer la vie des gens.
L'unité doit être plus qu'un sursaut tactique en réaction à la dissolution. Elle doit être une ligne stratégique durable parce qu'elle est indispensable à la victoire contre l'extrême droite.
Pour être utiles à l'unité des forces de gauche et écologistes, pour faire vivre le magnifique élan du Nouveau Front Populaire, pour aider à éviter les obstacles qui pourraient surgir, nous prenons la décision de nous organiser pour mieux préparer l'après.
Parce qu'il est urgent de préparer l'après Macron et d'imposer un programme de partage des richesses, des pouvoirs et des savoirs afin que chacun.e puisse enfin vivre dignement et bénéficier de services publics de qualité.
Parce qu'il est temps de préparer l'après de la crise écologique en adoptant d'urgence la planification de la transition écologique.
Parce qu'il est temps de préparer l'après de la montée de l'extrême droite et de ses projets racistes et xénophobes qui ne cherchent qu'à jeter les uns contre les autres selon leur religion, leur couleur de peau, leur genre ou leur orientation sexuelle.
Parce qu'il est temps de préparer l'après Ve République, et d'œuvrer à la naissance d'une 6e République démocratique, sociale, féministe et écologique, qui rompe avec le présidentialisme et son autoritarisme.

Pour préparer l'après, il faut agir maintenant. Et pour agir, il faut nous organiser.
Contre notre volonté, de façon antidémocratique, nous avons été écartés de l'organisation politique que nous avons contribué à faire naitre. Oui, nous avions des désaccords stratégiques.
Pour autant, nous ne renonçons pas à l'action politique collective et à porter un projet de changement en profondeur de notre société.
Nous refusons de nous enfermer dans des règlements de comptes.
Nous voulons l'unité qui est la base de notre identité politique.
Nous voulons agir en visant pour nous-mêmes la démocratie, en considérant le pluralisme comme une richesse.

Interview Clémentine Autain : "nous avons besoin d'un outil nouveau"

Propos recueillis par Éric Thouzeau et publiés dans le numéro 317 (septembre 24) de Démocratie&Socialisme, la revue de la Gauche démocratique et sociale.

D&S : Peux-tu nous rappeler les raisons de la création de l'APRES ?

Écartés de la direction de LFI mise en place par cooptation fin 2022, Alexis Corbière, Danielle Simonnet, Hendrik Davi, Raquel Garrido et moi-même avons défendu des partis-pris communs sur un certain nombre de sujets. Nous nous étions déjà retrouvés pour défendre le besoin de cohérence entre nos principes et nos prises de position dans l'affaire Quatennens. Nous avons plaidé pour la démocratie interne et le pluralisme ainsi que pour le respect, le rôle et l'écoute des syndicats, notamment au moment de la réforme des retraites. Nous avons assumé de qualifier le Hamas d'organisation terroriste après le 7 octobre, et avons manifesté, avec François Ruffin, à Strasbourg contre l'antisémitisme. Nous avons inlassablement soutenu le rassemblement des gauches et des écologistes qui nous apparaît comme un impératif dans le cadre de la tripolarisation de la vie politique, pour faire face à l'extrême droite et gagner. Nous avons contesté le profil politique de LFI qui nous apparaissait parfois inutilement clivant et brutal. Et je note aujourd'hui avec tristesse que la récente enquête d'Ipsos sur la perception de LFI nous dit que 72 % des personnes interrogées estiment que le parti de Jean-Luc Mélenchon attise la violence (contre 60 % il y a un an) et 69 % qu'il représente un danger pour la démocratie (contre 57 % l'an passé). Le RN apparaît plus attaché à la démocratie que LFI ! La diabolisation orchestrée par les médias dominants pèse lourd dans cette perception, mais elle n'explique pas tout. Nous aurions pu faire mieux.

Sur toutes ces batailles avec la direction LFI, je vous renvoie à l'excellent texte de Danielle Simonnet dans *Regards**. À force de nous retrouver à défendre les mêmes points de vue et être mis à l'écart par la direction, nous avions décidé de mettre en commun nos forces dans une association pour discuter, élaborer, agir ensemble et fédérer. Il existe au sein de LFI des partis comme le POI, REV ou GES : rien de très original donc, même si j'ai vu que Jean-Luc Mélenchon et les siens ont ensuite prétexté la date de notre création formelle d'association, antérieure à la purge, pour raconter que nous voulions ainsi fomenter l'explosion de l'intérieur de LFI ! C'est tout bonnement ridicule.

On nous a souvent dit qu'il fallait laver notre linge sale en famille. Mais nous n'avons jamais trouvé la buanderie. Nous associer est apparu comme une évidence, le moyen d'être plus audibles et utiles. Mais la dissolution, puis la purge ont précipité les choses et modifié l'objet de notre association. Finalement, l'APRES est un mouvement en dehors de LFI, qui a pour ambition de garder la volonté de transformation sociale et écologiste portée par les Insoumis, tout en faisant vivre la culture de l'union et en se donnant pour objectif un fonctionnement démocratique.

Dans un entretien à Mediapart, tu as expliqué qu'il fallait* « entamer un processus de création d'une nouvelle force politique ».** ***Peux-tu nous en dire plus sur ce projet ? Sur les rythmes envisagés ? Sur son utilité dans la situation actuelle ? Sur son orientation politique ?

Je suis convaincue que nous avons besoin d'un outil organisationnel nouveau qui soit à la fois bien campé à gauche et déterminé à faire vivre l'union – et pas seulement au moment où il faut sauver les sièges des député.es. Beaucoup ont quitté LFI en colère contre son fonctionnement gazeux et clanique, et/ou contre certaines positions de Jean-Luc Mélenchon et de la direction, sans pour autant avoir pris leurs distances avec une gauche de rupture, ni avoir envie de prendre leur carte au PS ou chez les Écologistes. Certain.es d'entre eux/elles aimeraient trouver un espace pour militer de façon pérenne. D'autres, nouvellement engagé.es ou issu.es du mouvement social, se sont impliqué.es dans la campagne des législatives du NFP et espèrent la création d'une nouvelle force pour s'engager durablement. Des mouvements politiques comme Génération.s, Picardie debout !, la GDS ou encore Ensemble! s'interrogent sur l'opportunité de mutualiser leurs forces. La GES et Alternative communiste réfléchissent aussi à leur avenir.

Coopérer avec d'autres, c'est se donner les moyens de faire grandir la voix de l'union sur la base d'un projet de rupture, et d'être à la table de l'union avec les quatre grands partis. C'est se donner les moyens de peser pour que le NFP se structure, se transforme pour s'ouvrir au mouvement social et citoyen, et perdure.
Je suis convaincue que l'agrégation de toutes ces énergies nous permettrait de constituer une force ciment du NFP, ouverte sur la société, avec une capacité d'attraction de nouveaux profils militants. Mais attention : il ne s'agit pas dans mon esprit d'une addition de petites organisations déjà existantes, mais d'une dynamique politique nouvelle qui emporte, dès le départ, au-delà de nos rangs. Nous avons besoin de souffle, de bousculer nos formes, d'interroger notre langage. Ce travail suppose de penser contre nous-mêmes.

Même si plus d'une vingtaine de formations ont rejoint le Nouveau Front populaire, seuls quatre partis ont réellement voix au chapitre. Comment associer les autres forces ? Et quelle place pour la nouvelle force politique au cœur du NFP ?

Mutualiser dans un même espace, d'abord fédératif, de petites organisations qui ont les mêmes ambitions, c'est s'assurer d'avoir voix au chapitre. Mais la question de la place de plus petites forces reste entière. Je pense que le NFP ne peut pas rester un simple cartel. Il doit se doter de différents espaces d'échanges, d'action et de décision pour inclure, là où il reste aujourd'hui simplement animé par un petit nombre de dirigeants des quatre formations.

L'aspiration à l'unité est majoritaire à gauche. Celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, celles et ceux qui créent les richesses sans en recevoir la part qu'ils et elles méritent, ont besoin de cette unité. C'est vrai aussi pour les luttes écologistes, féministes, antiracistes…Comment faire émerger la parole de celles et ceux d'en bas pour que cette unité ne soit pas malmenée ou brisée comme trop souvent ?

Il faut favoriser leur implication. Cela suppose par exemple d'accepter les adhésions directes au NFP. Et de créer des collectifs NFP partout pour qu'ils fassent vivre concrètement l'union, qu'ils mènent des actions de proximité à même d'aller chercher celles et ceux qui sont à distance de la politique aujourd'hui. Cela suppose encore de mettre clairement en débat la parité sociale, c'est-à-dire la mesure radicale qui garantirait une diversité réelle des profils dans nos candidatures aux élections. Cela suppose de se donner les moyens de la formation des militant.es.
Oui, à gauche, l'aspiration à l'unité est majoritaire. Mais nous savons que le rassemblement est très fragile. La candidature visiblement décidée de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle menace l'union à court terme, parce qu'elle ne peut pas fédérer le NFP. La partie modérée du PS, minoritaire aujourd'hui mais agissante, rêve d'une union de la gauche qui n'en est pas une, c'est-à-dire sans LFI et sans grande clarté vis-à-vis de la macronie. Elle contribue à fragiliser le NFP.

Si le NFP ne se dote pas de cadres de dialogue et de décision, si les forces déterminées à le faire vivre restent éclatées, si nous n'arrivons pas à mettre en place de nouveaux lieux d'implication des militant.es et sympathisant.es qui ne sont pas membres d'un des quatre grands partis, alors nous risquons d'échouer. Or, avec le RN en embuscade, et l'urgence tant sociale qu'écologique, nous n'avons pas le droit de reproduire l'échec de la NUPES.

Comment conçois-tu les relations entre les partis de gauche et les mouvements sociaux, et en particulier les relations partis-syndicats ? Et plus largement comment envisages-tu la question démocratique aussi bien dans la société que dans les partis ?

Initialement, je viens du mouvement social. J'ai démarré mon engagement en créant avec d'autres Mix-Cité, une association féministe, et en co-animant la Fondation Copernic. C'était dans les années 1990. J'ai été marquée par le mouvement de novembre-décembre 1995 et les discours de Pierre Bourdieu. La tonalité ambiante était au primat du social sur le politique. Je suis formatée par le respect du mouvement syndical et associatif, sa non-instrumentalisation par le politique. Je suis donc attachée à l'indépendance des syndicats et à leur rôle spécifique

dans la défense du monde du travail. Et si nous arrivons à gouverner, il faut des forces qui poussent à la mobilisation dans la rue et ailleurs, de façon autonome par rapport au pouvoir en place. C'est la condition de changements profonds.
Notre période est marquée structurellement par le déclin numérique à la fois des partis et des syndicats – même s'il y a conjoncturellement un regain aujourd'hui –, par les dégâts du néolibéralisme sur l'engagement de masse, et par l'affrontement avec l'extrême droite. C'est pourquoi la coopération entre partis et syndicats doit être repensée. L'idée de Front populaire porte en elle ce besoin d'agir ensemble, dans le respect du rôle de chacun. Je suis donc favorable à ce que l'on cherche davantage de liens et d'actions communes entre le NFP et le mouvement social. Je vois bien les réticences, mais je pense qu'il faut travailler à les surmonter. Il en va de l'intérêt de celles et ceux qui nous défendons.

Si nous n'arrivons pas à prendre le pouvoir, la lutte syndicale va devenir de plus en plus difficile, voire quasiment impossible. Si nous y arrivons, nous aurons besoin d'un mouvement social fort et actif. Nos intérêts convergent.

Quant à la question démocratique, elle me paraît essentielle. D'abord nous ne pouvons pas ambitionner une société plus démocratique, avec une VI^{e} République, sans chercher à la faire vivre pour nous-mêmes. Ensuite, elle est vertueuse. Ce n'est pas simplement par principe que je suis démocrate. C'est aussi parce que je crois plus efficace cette méthode. Je vous renvoie aux développements lumineux à ce sujet de mon ami Hendrik Davi dans son essai *Le capital, c'est nous*. La démocratie reste une utopie. Il faut donc tendre vers elle. Et ce n'est pas qu'une question institutionnelle, de cadre formel. C'est une culture, un état d'esprit, une veille permanente. Nous crevons aujourd'hui de l'autoritarisme des puissants. La gauche doit être crédible sur cet enjeu majeur. En finir avec une forme de virilisme du pouvoir fait partie de l'équation.

3. École et pédagogies actives : moyens et finalités

TRIBUNE / Education : les fausses notes de la méritocratie

par **Guillaume Durieux,** professeur agrégé de philosophie et formateur à l'INSPE de Créteil, 2021

La question de l'éducation est un des lieux classiques où se joue le clivage droite-gauche. La renaissance d'une gauche audible et plausible passe aussi par sa capacité à contrer l'hégémonie conservatrice qui s'est imposée dans les discours sur l'éducation. Pour cela, il faut savoir contester les termes mêmes du débat, surtout lorsque ce dernier porte sur le mérite et la note. La bataille des idées est perdue quand on a accepté le lexique de son adversaire. Il ne va pas de soi en effet d'accepter de parler de méritocratie et il n'y a pas à tergiverser sur les effets pervers, largement documentés, de la notation à outrance. La gauche a trop naïvement accepté ce lexique sans s'apercevoir que défendre la méritocratie, c'est défendre un système qui privilégie nécessairement la sélection de quelques-uns au détriment de l'élévation du niveau de tous.

Dans une tribune récente publiée par *le Figaro,* le magistrat Raphaël Doan propose ainsi *«l'instauration d'un système d'examens nationaux, réguliers et uniformes»,* examens qui auraient lieu chaque année à partir du milieu du collège. Ces examens permettraient de restaurer une authentique méritocratie en réparant cette injustice *«qui fait qu'en fonction des régions et des établissements, les notes et les appréciations ne se valent pas».* Sous son apparente simplicité, cette proposition renvoie en fait à tous les lieux communs sans cesse mobilisés pour repousser toute réforme authentiquement démocratique et égalitaire. Ce sont ces idées reçues fausses qu'il faut combattre.

Une invention récente

Pourquoi est-il important que les mêmes notes aient la même valeur partout ? Le présupposé est qu'une note, pour autant que certaines conditions sont remplies (anonymat de la copie, secret de la provenance géographique, etc.), peut refléter le niveau objectif de l'élève. Or, ce présupposé a été réfuté par de nombreuses études. *«Lorsqu'une copie est soumise à plusieurs dizaines de correcteurs, les notes de ceux-ci sont distribuées selon une courbe en cloche, avec des notes allant de 5 à 15 et un regroupement plus ou moins fort autour de la moyenne»,* rappelle ainsi Pierre Merle (*Polémiques et fake news scolaires*, le Bord de l'eau, 2019). Plus largement, toutes les études docimologiques montrent que la notation classique, de 0 à 20, échoue à être objective.

A défaut d'être parfaitement précise, la note ne pourrait-elle pas permettre au moins à l'élève de se situer approximativement par rapport à un niveau de maîtrise attendu ? Là encore, il est largement documenté que la notation induit surtout des comparaisons forcées entre pairs qui ont des effets négatifs sur la motivation des élèves, sur leur estime de soi et sur leur progression. Rappelons enfin que les notes sont une invention récente dont la visée n'est pas de permettre des progrès dans les apprentissages, mais de classer les candidats lors de concours sélectifs.

Elitisme inégalitaire

On a droit de défendre l'importance de la notation. Mais alors il faut jouer cartes sur table : ce qu'on défend ce n'est pas un idéal de justice et d'égalité. Ce qu'on défend, c'est un dispositif qui privilégie la sélection à la formation.

C'est dire que la défense de la note ne va pas sans l'adhésion à un idéal méritocratique. Sur cette question, là aussi la littérature est abondante. Rappelons quelques banalités. Le concept de mérite est flou. C'est «ce que l'on ne doit qu'à soi-même». Mais il est impossible de faire la part entre ce qu'on ne doit qu'à soi-même et ce qu'on doit aux autres. Un système méritocratique devrait égaliser parfaitement les conditions initiales des uns et des autres et s'assurer qu'aucune interférence extérieure n'intervient à chaque moment du parcours. Alors seulement, le résultat final pourrait refléter le mérite et les talents de chacun. Or, ces conditions sont bien évidemment irréalisables.

Aussi, la méritocratie revendiquée se révèle, à l'examen, n'être qu'un élitisme inégalitaire ordonné à la sélection des plus talentueux. Un système éducatif réellement juste se doit de poursuivre d'autres objectifs : l'élévation du niveau scolaire de toutes et tous ne requiert ni une telle centralité de la note (d'autres systèmes d'évaluation plus pertinents existent), ni une telle importance de la sélection.

Le renoncement à tout projet progressiste

Défendre que la note, une note objective, qui a la même valeur partout en France, est une exigence de justice, c'est défendre que la justice impose que le système éducatif fonctionne comme un concours. Or, outre les effets délétères déjà relevés d'une telle pression à la notation, il est très discutable d'imposer un tel modèle à des élèves qui n'ont pas choisi de passer un concours sélectif, mais sont soumis à l'obligation scolaire.

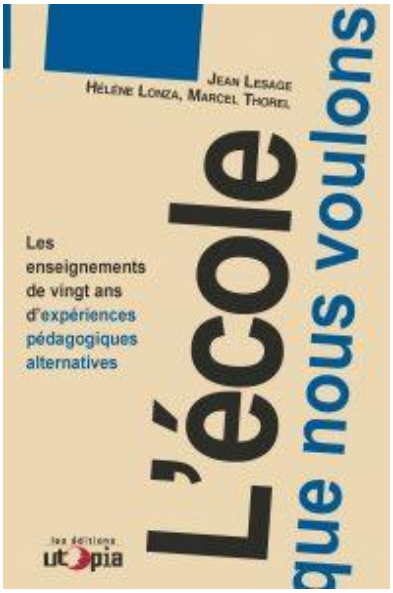
Il est essentiel de clarifier les termes du débat. Affirmer que la justice scolaire implique la méritocratie et la centralité de la note, c'est affirmer que la justice scolaire implique le renoncement à tout projet progressiste d'élévation du niveau de tous au profit de la sélection d'une élite. C'est une thèse qui peut être défendue, mais il faut la reconnaître pour ce qu'elle est. Car elle a vite fait de se présenter comme simple expression du bon sens.

Clarifier les termes du débat, c'est se rendre compte qu'une réforme de l'éducation progressiste ne doit pas être menée au nom du mérite et de la sélection, mais de l'égalité et de la démocratisation. Et les chantiers sont nombreux : la lutte contre la ségrégation scolaire renforcée par les assouplissements successifs de la carte scolaire, la réduction des écarts de niveau entre les élèves les plus faibles et les élèves les meilleurs, particulièrement marqués en France, l'instauration d'une meilleure articulation entre le secondaire et le supérieur, la revalorisation des voies d'enseignement technologique et professionnel, etc.

L'ÉCOLE QUE NOUS VOULONS

Les enseignements de vingt ans d'expériences pédagogiques alternatives

Par Jean Lesage, Hélène Lonza et Marcel Thorel



Si l'on en croit les résultats des évaluations internationales, notre école républicaine ne tient pas ses promesses. Pire, **elle accentue des écarts insupportables entre nos enfants selon leurs origines sociales.** Mais les difficultés de notre école ne tiennent pas seulement à des choix pédagogiques trop éloignés des besoins naturels des enfants :elles tiennent aussi au fait que ses visées sociale et politique sont trop souvent négligées.

« Cette école qui éduque le désir de prendre part au monde et d'en prendre soin par la puissance créatrice du travail, cette école qui lie ses enseignements à la vie dans toute sa complexité, **cette école qui fait faire l'expérience de la coopération, c'est celle que nous voulons.** *C'est celle que nous tentons de mettre en œuvre par nos choix pédagogiques.* » déclarent les auteurs de ce livre.

En s'appuyant sur leur expérience d'enseignants, ils exposent leurs pratiques et dessinent le profil d'une école innovante, audacieuse et ambitieuse, permettant la réussite de tous.

- Innovante parce qu'elle prend en compte les représentations, les propositions et les créations des élèves pour construire et organiser avec eux l'acquisition des savoirs de manière coopérative.

- **Audacieuse** parce qu'elle prend en compte la vie des élèves, leurs expériences, leur curiosité naturelle. Elle nourrit leur motivation par un milieu éducatif propice aux recherches et aux tâtonnements indispensables à l'acquisition des savoirs.

- **Ambitieuse** parce qu'elle veut la réussite de tous les élèves tout en reconnaissant leur individualité.

L'expérience décrite dans cet ouvrage a montré que cette réussite de tous ne peut exister que dans un groupe où chacun est reconnu par ses pairs tout en ayant le sentiment de voir augmenter ses compétences.

Il est temps pour l'école d'effectuer sa mutation. En se basant sur des expériences malheureusement encore trop peu connues, les auteurs démontrent que cette noble institution peut être à la hauteur des nouveaux défis à relever, qu'ils soient écologique, démocratique ou socio-économique. Qu'elle peut être à la fois efficace dans ses missions et offrir toute la joie qu'elle est en capacité de procurer à ses élèves.

En finir avec l'école : Un projet de société émancipateur

Résumé

Comment l'école pourrait-elle nuire aux enfants et à la société ? En quoi en finir avec l'école (telle qu'elle est actuellement) est-il émancipateur ?

Citant de nombreux auteurs, Prune Helfter-Noah nous propose un traité magistral sur ces questions qui interrogent toute la société.
En quoi la méritocratie est-elle un outil de reproduction de l'élite ? Comment les dominés socialement deviennent-ils des vaincus scolairement ?
Quels sont les objectifs sociaux de l'école obligatoire ? Contrôler les enfants, servir la machine économique, inculquer la valeur travail, apprendre l'obéissance ?
Pourquoi notre école est-elle si désastreuse ?

Prune Helfter-Noah montre combien elle est éloignée des besoins de l'enfant, comment elle fait perdre la confiance en soi, tue l'envie d'apprendre, valorise la compétition, stigmatise l'erreur...

L'école propose une instruction artificielle coupée de la vie réelle, enferme de longues heures les enfants, leur refuse l'autonomie.
Et maintenant, que faire pour promouvoir une école du bien-être personnel et de l'émancipation sociale ?

4. Quels processus instituants à initier pour une démocratie continue, ouverte et éco-convivialiste ?

Le Monde , 20 FEVRIER 2022

Dominique Rousseau : « Nous sommes au bout d'un cycle, celui d'une démocratie représentative pensée à la fin du XVIIIe siècle »

Dans son nouvel ouvrage, le juriste détaille les réformes constitutionnelles qu'il juge nécessaires pour répondre au malaise démocratique. **Propos recueillis par Claire Legros**

Professeur de droit constitutionnel, Dominique Rousseau, auteur de *Six thèses pour la démocratie continue* (Odile Jacob, 176 pages, 14,90 euros) propose notamment que les députés fassent délibérer les citoyens sur les propositions et projets de loi avant leur discussion au Parlement.

Alors qu'on s'apprête à élire nos représentants au suffrage universel, vous écrivez que le citoyen est le grand absent des formes politiques contemporaines. N'est-ce pas paradoxal ?

Cette idée peut paraître paradoxale si l'on pense que le citoyen se réalise dans la figure de l'électeur. Or, l'électeur ne définit pas la démocratie mais la forme électorale. Nous sommes au bout d'un cycle, celui d'une démocratie représentative pensée à la fin du XVIIIe siècle, qui ne reconnaît au citoyen que la compétence d'élire des représentants qui vont vouloir pour lui. Un autre cycle s'ouvre. Il a pour principe la compétence normative des citoyens, c'est-à-dire leur capacité d'intervenir personnellement dans la fabrication des lois et politiques publiques. Nuit debout, les « gilets jaunes », les zadistes, tous ces mouvements sociaux expriment cette nouvelle revendication.

Vous écrivez que la tension entre deux formes de démocratie, représentative et continue, existe depuis la révolution de 1789. De quelle façon ?

Historiquement cette tension s'est traduite par deux conceptions de la représentation : la « représentation fusion », héritage direct de la monarchie, associe le corps de la nation à celui de ses élus. *« Le peuple* (…) *ne peut parler, ne peut agir, que par ses représentants »*, affirme l'abbé Sieyès en 1789. Mais une autre forme de représentation – que j'appelle la « représentation écart » – est déjà inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : *« Les citoyens concourent personnellement ou par leurs représentants à la fabrication des lois. »* Avec l'adverbe « personnellement », la compétence normative est inscrite en toutes lettres. En outre, on peut lire dans le préambule que la Déclaration vise à permettre au citoyen de *« comparer »* l'action du pouvoir politique avec ses droits, afin d'en *« réclamer »* le respect. Les fondements constitutionnels d'une démocratie continue sont présents dans cette reconnaissance d'une autonomie politique du citoyen.

Vous appelez le futur président de la République à changer la Constitution au cours d'un processus délibératif. Pourquoi ne pas recourir à une assemblée constituante ?

L'histoire montre qu'une assemblée constituante n'est convoquée qu'après une révolution – en 1789 et en 1848 –, la chute d'une dictature – au Portugal en 1974 –, une crise politique grave – au Chili en 2019 –, ou une défaite militaire – en 1870. Je propose la création d'un comité de réflexion sur la Constitution, composé pour moitié de citoyens tirés au sort et pour moitié d'experts, avec mission d'engager dans le pays une délibération décentralisée sur la réécriture totale ou partielle du texte. Ce grand débat constituant, indépendant du gouvernement, devrait

durer deux ans, dans les quartiers, les entreprises, les écoles, et déboucher sur un texte soumis à référendum.

Comment les citoyens peuvent-ils « concourir personnellement » à la fabrication des lois ?

Aujourd'hui, le mandat représentatif confère au député le pouvoir de vouloir à la place du citoyen. Avec un autre mandat, délibératif celui-là, il aurait pour mission de réunir les électeurs de sa circonscription au sein d'assemblées primaires de citoyens, et de les faire délibérer sur les propositions et projets de loi, avant qu'ils ne viennent en discussion au Parlement.

Qui aurait le dernier mot entre les citoyens et les élus ?

Les élus garderaient le dernier mot, mais avec une possibilité d'appel pour les citoyens. Il y aurait trois temps : la délibération citoyenne ; le vote des députés sur la base des résultats de cette délibération décentralisée ; et enfin la possibilité pour les assemblées primaires de demander, à partir d'un seuil à définir, l'organisation d'un référendum si le vote des députés s'éloignait trop des résultats des délibérations qui l'ont précédé.

Ne craignez-vous pas des dérives dans un espace public miné par les fausses informations et les bulles des réseaux sociaux ? Ces problèmes, bien réels, sont déjà présents dans le cadre électoral et des pressions s'exercent sur les candidats. Le fait que les assemblées primaires soient publiques et transparentes, et qu'elles réunissent des opinions différentes, peut permettre, au contraire, une délibération plus raisonnée que sur les réseaux sociaux où l'on se conforte dans ses propres idées.

Votre réflexion a évolué sur ces questions démocratiques depuis vingt ans. De quelle façon ? J'ai pris conscience que, pour s'inscrire dans la durée, les mouvements sociaux doivent se prolonger dans l'institution. Sinon, l'énergie citoyenne retombe, l'inventivité se perd. Il ne peut y avoir de démocratie sans institutions. Mais les institutions peuvent aussi étouffer la démocratie. D'où l'inscription dans la Constitution du statut de lanceur d'alerte qui, en dénonçant les dysfonctionnements, permet aux institutions de rester connectées à l'énergie sociale qui les a produites.

« Six thèses pour la démocratie continue » Depuis trente ans, Dominique Rousseau explore l'architecture institutionnelle de notre démocratie avec un objectif affiché : combler le fossé entre l'idéal d'une société des égaux et la mécanique imparfaite de sa mise en œuvre. A une cinquantaine de jours de l'élection présidentielle, la parution de cet ouvrage ne doit évidemment rien au hasard. Le professeur de droit constitutionnel y renouvelle, en les actualisant, ses propositions pour fonder une *« démocratie continue »* où se verrait reconnue *« la compétence aujourd'hui revendiquée par les citoyens à fabriquer les lois et politiques publiques ».*

Pour y parvenir, le juriste propose d'instituer notamment un « mandat délibératif » du député, des assemblées primaires de citoyens au sein de chaque circonscription, une refondation juridictionnelle du Conseil d'Etat, un statut de lanceur d'alerte pour dénoncer les dysfonctionnements des institutions… Précis et parfois technique, l'ouvrage a l'intérêt de penser la délicate articulation d'une pluralité d'outils démocratiques, tirage au sort, référendum, rôle de la justice… Et de rappeler, dans le contexte de défiance et d'abstention que l'on connaît, le caractère vivant d'une démocratie et l'urgence à ouvrir un débat qui conditionne tous les autres.

« Six thèses pour la démocratie continue », Odile Jacob, 176 pages, 14,90 euros.

Delphine Dulong, politiste: Le MONDE 10.09.24
« Jusqu'où ira la prochaine présidence ? Il est temps de stopper cette dérive politique et institutionnelle » TRIBUNE

La politiste estime, dans une tribune au « Monde », que l'actuelle confusion démocratique est le dernier avatar d'une Ve République depuis longtemps dysfonctionnelle. Régime parlementaire sur le papier, elle a été, dès Charles de Gaulle, biaisée par la présidentialisation et la prééminence donnée à la technocratie.
La crise politique que la France traverse ne surgit pas de nulle part. Elle ne fait que révéler au grand jour les problèmes et dangers propres à la Ve République. Dès l'origine, celle-ci a dénigré la délibération parlementaire qui fondait jusque-là toutes les décisions politiques au nom d'une conception technocratique du pouvoir qui considère les données chiffrées comme plus neutres et plus efficaces que le débat d'idées.

La décision politique a été réduite à une technique de gestion rationnelle des ressources et contraintes économiques et sociales. Les gouvernements se sont remplis d'experts (et plus tard de communicants) tandis que les députés des groupes majoritaires à l'Assemblée nationale étaient incités à voter sans discuter ni amender leurs projets.

La politique du « en même temps » s'inscrit pleinement dans cette conception prétendument apolitique du pouvoir. Libre de toute attache partisane, Emmanuel Macron n'a fait que la pousser jusqu'à l'absurde en formant des gouvernements sans colonne vertébrale autre que la volonté présidentielle, composés de ministres de tous bords ou sans affiliation partisane.

Lorsque ces ensembles hétéroclites penchaient à gauche, comme en 2017, M. Macron a placé à leur tête un élu de droite ; lorsqu'ils penchaient à droite, comme en 2022, il y a placé une haute fonctionnaire issue des rangs de la gauche.

Quand l'arbitre se fait Commandeur
Le gouvernement de la France y a-t-il gagné en efficacité et en rationalité ? Rien n'est moins sûr. La vie politique y a perdu en transparence, puisque beaucoup de mesures et projets sont fabriqués dans le secret des cabinets ministériels.
La République y a perdu en adhésion puisque aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité s'est substitué celui de réalité. La crise des « gilets jaunes » et la polarisation des électeurs en attestent : cette approche technocratique du pouvoir qui prétend dépasser les clivages politiques, en oubliant qu'ils sont aussi sociaux, engendre du désespoir, de la confusion et parfois, comme aujourd'hui, le plus grand désordre.

Elle n'explique toutefois pas à elle seule la crise politique ouverte par la dissolution de juin. Celle-ci est aussi le produit d'une lente dérive, celle de la présidentialisation du régime qui a vu celui que l'article 5 de notre Constitution qualifie « d'arbitre » revêtir les habits du Commandeur. Beaucoup l'ignorent mais la Ve République est un régime parlementaire, c'est-à-dire un régime dans lequel la loi est l'œuvre d'une étroite collaboration entre le gouvernement et le Parlement, qui dépendent l'un de l'autre. Pour que cela fonctionne, le premier ministre est le chef du gouvernement et simultanément de la majorité parlementaire, qu'elle soit relative ou absolue. Dans un tel régime, donc, le président ne gouverne pas ; il incarne l'unité de la nation et la continuité de l'Etat. Et à ce titre, il peut se voir confier certains pouvoirs en vue d'assurer le bon fonctionnement des institutions ou pour arbitrer d'éventuels conflits entre le gouvernement et le Parlement. C'est le sens normalement de la dissolution.

Mais le général de Gaulle ne l'entendait pas ainsi. Dès 1962, il impose une tout autre pratique du régime en plaçant à Matignon son homme de confiance, Georges Pompidou, qui n'est même pas

membre du parti gaulliste. Ce changement de personne est en fait un changement de régime : à partir de là, exception faite des cohabitations, le président gouverne et « son » premier ministre exécute. Ce transfert de rôle ne serait pas si grave s'il ne s'arrêtait en chemin car le premier demeure intouchable quand le second endosse à sa place toute la responsabilité.

Prérogatives rognées

L'élection du président de la République au suffrage universel direct à partir de 1965 accélère cette dérive. Elus sur des programmes politiques qu'ils se doivent d'appliquer, alors que l'Elysée n'a jamais été conçu pour gouverner, les présidents vont successivement déployer un dispositif pour contrôler Matignon. Ils vont y nommer des fidèles compagnons ou des personnalités n'ayant pas l'envergure politique suffisante pour contester leur autorité. Ils vont rogner leurs prérogatives, à commencer par celle de composer le gouvernement, où ils vont placer des hommes à eux – ministres, directeurs de cabinets, conseillers. Ils vont interdire les réunions du gouvernement en dehors du conseil des ministres, qu'ils président, et réduire ce dernier en une instance de validation des projets gouvernementaux, étrangère à tout débat. Simultanément, ils vont multiplier les conseils restreints à l'Elysée qui leur donnent une prise directe sur des dossiers qui relèvent de la compétence du gouvernement.

Non contents d'endosser le rôle de leur premier ministre, les présidents vont aussi utiliser leurs propres pouvoirs d'arbitrage à des fins différentes. La dissolution en est le meilleur exemple : alors que cette procédure permet au peuple de trancher par les élections une crise politique, elle est devenue un moyen pour les présidents de se fabriquer une majorité à l'Assemblée nationale et, dernièrement, de provoquer une crise politique majeure.

Là encore, Emmanuel Macron n'a eu qu'à se mettre dans les pas de ses prédécesseurs. Il est toutefois le premier à considérer qu'il est seul à pouvoir décréter qui a gagné les élections législatives anticipées, alors même que son parti les a perdues. Pire, au mépris de la coutume et de la règle majoritaire, il est le premier à nommer, avec Michel Barnier, un nouvel hôte à Matignon dont le parti minoritaire ne dispose à l'Assemblée nationale que de 47 sièges (en comptant les apparentés) et guère plus d'alliés déclarés.

Jusqu'où ira le ou la prochaine présidente de la République ? L'histoire montre qu'aucun chef de l'Etat n'a renoncé à cette pratique présidentialiste du pouvoir, bien au contraire. Parce qu'il n'y a guère de garde-fous, pas même le Conseil constitutionnel (sauf le cas des pleins pouvoirs), il est donc grand temps de stopper cette dérive politique et institutionnelle, indigne d'une des plus vieilles démocraties, pour replacer au cœur de l'exercice du pouvoir la délibération collective. Le débat politique, lorsqu'il est impératif et bien organisé, n'est pas une vaine perte de temps. Sans lui, les grandes lois qui fondent le socle de notre République n'existeraient pas.

Delphine Dulong est professeure de science politique à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et membre du Centre européen de sociologie et de science politique.

Médiapart Fabien Escalona 24 juillet 2024

La proportionnelle comme sortie de crise ? oui, mais pas n'importe laquelle

Des sénateurs écologistes à Jean-Luc Mélenchon, plusieurs responsables de gauche ont mis sur la table des propositions concrètes pour changer le mode de scrutin qui attribue le pouvoir de gouverner la France. Il est temps que le débat s'engage à ce sujet.

Et si la nouvelle Assemblée utilisait les mois qui viennent pour adopter la proportionnelle ? Éditorialistes, universitaires et responsables politiques sont de plus en plus nombreux à évoquer cette hypothèse comme un souhait, après des décennies de promesses non tenues en la matière. Certaines propositions, mises sur la table depuis la gauche ces derniers jours, permettent d'ouvrir la discussion sur les modalités de ce mode de scrutin, qui s'avèrent cruciales selon l'effet recherché.

L'urgence d'une telle réforme pourrait être contestée, en faisant remarquer que l'Assemblée fragmentée de 2024 ressemble déjà un peu à ce qu'elle serait avec une proportionnelle, tandis que grâce à l'actuel mode de scrutin uninominal à deux tours, un « barrage républicain » a mis un coup d'arrêt aux prétentions majoritaires du Rassemblement national (RN). Mais comme on va le voir, l'argument ne tient guère. Des résultats conjoncturels ne répondent pas aux problèmes de fond soulevés par la situation.

Si la revendication de la proportionnelle revient avec force, c'est qu'elle répond en même temps à trois préoccupations distinctes.

La première est ancienne : représenter plus fidèlement les préférences premières des électeurs et des électrices. Avec un mode de scrutin comme le nôtre – ou pire, comme celui des Britanniques –, la candidature gagnante « prend tout ». Cela signifie que les suffrages s'étant portés sur les candidatures malheureuses perdent toute valeur, ce qui peut être source de grandes distorsions entre les voix exprimées et les sièges attribués. En 2017, le camp macroniste a ainsi obtenu 32 % des suffrages au premier tour des législatives mais a fait élire 61 % des député·es de l'Assemblée.

La deuxième préoccupation ne concerne pas tant l'expression du pluralisme que sa préservation, en faisant de la proportionnelle un outil contre le RN. Cela peut sembler contre-intuitif, car le parti lepéniste a longtemps été victime de notre mode de scrutin. Mais son niveau électoral a augmenté, et sa capacité à gagner des seconds tours s'est accrue, si bien que les règles actuelles peuvent lui laisser espérer conquérir seul le pouvoir, même en étant éloigné de la majorité absolue en voix. Avec la proportionnelle, il serait contraint, a minima, de partager le pouvoir.

La troisième préoccupation consiste à encourager des stratégies moins contraintes et moins polarisantes de la part des forces politiques, qui savent que des négociations auront de toute façon lieu pour former un gouvernement. Des campagnes moins négatives seraient à espérer. En raison des compromis à nouer pour bâtir une majorité viable, une bonne moitié de l'électorat peut en outre s'attendre à être représentée dans l'exécutif. La chose est associée, dans des pays comparables à la France, à une satisfaction plus grande envers les institutions.

Version écolo et version insoumise

Une fois le principe acté, reste à savoir comment le mettre en musique. Or, les modalités de la proportionnelle n'ont rien de purement technique. Le premier tour de passe-passe à éviter est celui de la « dose » de proportionnelle, qui ne viendrait quasiment pas corriger la distorsion entre voix et sièges qui est visée. Tout projet sérieux concerne donc une proportionnelle intégrale. À cet égard, deux propositions viennent d'être relancées depuis la gauche.

Du côté de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon a lancé l'idée d'une proportionnelle départementale, au cours d'une conférence donnée le 12 juillet. Déjà au mois d'avril, Bastien Lachaud, député LFI de Seine-Saint-Denis, avait déposé une proposition de loi en ce sens. Elle consiste à reprendre

la formule qui avait été employée pour les élections législatives de 1986, avant que la droite revenue au pouvoir ne rétablisse le mode de scrutin uninominal.

Cette année-là, « une majorité absolue s'est dessinée », avait rappelé Lachaud pour rassurer, négligeant que l'union des droites avait remporté près de 45 % des suffrages, un étiage difficilement atteignable pour les trois pôles en compétition aujourd'hui. La remarque du député indiquait toutefois bien que les Insoumis se méfient d'une proportionnelle aux effets maximisés. Mélenchon lui-même désire qu'elle soit « maîtrisée », pour éviter une « explosion du champ politique » qui donne un poids de négociation excessif aux « plus dingues ».

Pour éviter que des forces très minoritaires ne concourent à une fragmentation excessive de l'arène parlementaire, il suffit pourtant de fixer un seuil de représentativité au niveau national. Celui-ci est de 2 % au Danemark, 4 % en Suède et 5 % en Allemagne. C'est ce dernier chiffre qui vaut pour les élections européennes en France.

Un grand nombre de petites circonscriptions désavantage les formations modestes qui n'ont pas d'ancrage local fort, et globalement l'effet proportionnel se voit atténué.

Les Insoumis veulent néanmoins jouer sur le niveau départemental. « C'est un échelon qui s'inscrit dans l'histoire républicaine, qui a du sens en termes de proximité, et qui permet un ancrage territorial représentatif de la diversité du pays », fait valoir le député de Brest Pierre-Yves Cadalen, coordinateur des travaux du parti sur la VIe République. Or, des circonscriptions départementales atténueraient fortement l'effet… proportionnel du mode de scrutin.

La raison tient à une trop faible magnitude. Ce vocable technique désigne le nombre moyen de sièges en jeu par circonscription. Plus ce nombre est faible, plus des voix sont « perdues » dans le calcul de la répartition des sièges, et plus la distorsion entre voix et sièges est probable. Le cas espagnol l'illustre bien. Un grand nombre de petites circonscriptions désavantage les formations modestes qui n'ont pas d'ancrage local fort, et globalement l'effet proportionnel se voit atténué.

C'est la raison pour laquelle les élu·es écologistes du Sénat ont déposé, le 10 juillet, une proposition de loi complète pour une proportionnelle intégrale sur la base de circonscriptions régionales, avec un seuil d'accès à l'Assemblée fixé à 5 %. « Il s'agit d'un combat historique des écolos, que nous réactivons dans un contexte favorable, explique la sénatrice Mélanie Vogel. Nous n'avons plus que les inconvénients et les risques du mode de scrutin actuel, sans ses avantages qui étaient la stabilité et la barrière à l'extrême droite. »

Les paramètres choisis répondent à l'impératif de reprendre des éléments déjà connus du grand public, pour éviter que le débat se fixe sur des aspects périphériques de la proposition. « Le plus important, c'est que la proportionnelle soit intégrale et que les circonscriptions soient assez grandes pour que l'effet proportionnel existe bien », explique Mélanie Vogel. La proposition reste cependant « une contribution au débat », sans que la porte soit fermée à des ajustements.

S'agissant de l'ancrage local, il est par exemple possible de maintenir le calcul du nombre de sièges à l'échelle régionale, mais en aménageant des sections départementales pour qu'aucune de ces collectivités « à taille humaine » ne soit lésée dans sa représentation à l'Assemblée. « Sans obligation de résidence, cela reste assez symbolique », remarque toutefois la sénatrice écologiste. Pour éviter que les partis n'aient totalement la main sur les listes, des aménagements sont aussi possibles afin que l'électorat puisse peser sur l'ordre des personnes élues.

En particulier, le sort des circonscriptions de Corse et d'outre-mer pourrait faire l'objet d'une discussion plus serrée. Dans l'actuelle proposition écolo, le scrutin uninominal à deux tours serait conservé sur ces territoires, en raison de leur trop petite taille pour faire de la proportionnelle et de trop « grandes différences [pour] les regrouper en une seule circonscription ».

Une solution plus originale consisterait à mettre en place un vote unique transférable. Dans ce système, électrices et électeurs classent les candidatures par ordre de préférence. La dernière est éliminée, les secondes préférences de ses soutiens sont réaffectées, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les sièges soient pourvus. Il s'agit d'un substitut à la proportionnelle pour des circonscriptions où l'on ne souhaite pas proposer de listes bloquées.

Au vu de l'épuisement de notre régime, la proportionnelle serait une respiration bienvenue. Historiquement, elle a été adoptée dans les pays où la culture du pluralisme était à construire. Nous y sommes. Pour que cette réforme institutionnelle advienne, il faut non seulement faire campagne en sa faveur, mais en préciser les contours. Au moins deux propositions ont été mises sur la table par Les Écologistes et les Insoumis. À gauche et sur tout le spectre politique « républicain », le débat doit se poursuivre. Pour enfin aboutir ?

ENTRETIEN« Les entretiens de Chaleur humaine ». Dans cet épisode de notre podcast consacré au défi climatique, la politiste Hélène Landemore propose de mieux intégrer les citoyens à la prise de décision face aux enjeux du changement.

Pour faire face à la crise climatique, gouvernements et élus font face à une avalanche de décisions à prendre. Adapter les territoires aux températures qui augmentent, financer des politiques climatiques, renoncer à certaines pratiques, transformer le marché du travail ; dans cette transition, la trajectoire est semée d'embûches. Quand les décisions prises paraissent injustes ou mal comprises par une partie de la population, cela provoque des réactions fortes, comme le montre la mobilisation des « gilets jaunes » contre l'augmentation de la taxe carbone à l'hiver 2018, ou plus récemment les réticences face au « zéro artificialisation nette ». La France a bénéficié d'une expérience rare en matière démocratique, avec la mise en place en 2020 d'une convention citoyenne pour le climat qui a rendu 149 propositions au président de la République. Mais cette aventure est restée inachevée, les idées défendues par la convention ayant été largement amoindries par le Parlement.

Notre système démocratique est-il compatible avec l'urgence climatique ? Est-ce que l'expérience de la convention citoyenne pour le climat doit être considérée comme un modèle à suivre ou comme un échec cuisant ? De quels exemples peut-on s'inspirer pour faire progresser de front la démocratie et le climat ?

La professeure de sciences politiques à l'université Yale (Etats-Unis) Hélène Landemore apporte des éléments de réponse dans cet épisode du podcast « Chaleur humaine », diffusé le 28 mars 2023 sur le site du Monde.

En France, dans les enquêtes d'opinion, on voit que le climat est très haut dans les préoccupations. Pour autant, ça ne se traduit pas nécessairement ni dans les programmes des candidats aux élections, ni dans le résultat des votes. Pourquoi ?
Ce que m'a révélé l'expérience de la convention climat, c'est qu'elle était soutenue par une majorité dans l'opinion publique, quelles que soient ses propositions structurantes, même pour celles qui me paraissaient les plus coercitives, comme la rénovation globale obligatoire de toutes les habitations, bâtiments publics et privés, d'ici à 2040. il y avait un soutien de la part de 75 % de la population ! Or, on voit bien que ce n'est pas du tout reflété dans la loi Climat et résilience, qui est pourtant la loi qui est sortie sur la base des recommandations de la convention. Je pense qu'il y a vraiment un décalage entre ce que les gens veulent fondamentalement et ce qu'ils obtiennent par le biais de la démocratie électorale.

Que vous voulez-vous dire, que les politiques n'appliquent pas ce que veulent les citoyens ?
Oui. Je pense que notre conception de la démocratie comme étant « les responsables politiques sont censés répondre à la demande des majorités » ne correspond pas à la réalité. Martin Gilens et Benjamin Page, des politologues américains, ont fait une étude de la correspondance entre ce que veulent les majorités aux Etats-Unis et ce qu'elles obtiennent dans le domaine des politiques publiques. Ce qu'ils observent sur plusieurs décennies, c'est qu'il n'y a pas de corrélation entre ce que les majorités veulent et ce qu'elles obtiennent, une fois qu'on a pris en compte les préférences des 10 % les plus riches. Cela suggère que les majorités n'ont pas d'influence causale. Que ce qui détermine les politiques publiques et les lois aux Etats-Unis, ce sont les préférences des 10 % les plus riches.

Mais ce raisonnement a-t-il du sens dans un contexte européen ?
J'ai longtemps pensé que non, que c'était une aberration américaine, mais il y a des chercheurs européens qui ont utilisé la même méthodologie en Allemagne, et ils ont trouvé le même résultat. Là encore, les classes moyennes et populaires ne semblent pas avoir d'influence causale sur les politiques publiques. C'est vraiment effrayant. Un travail assez proche a été conduit en Norvège, et là, il s'avère que ce ne sont pas les plus riches qui décident, ce sont surtout les classes les plus éduquées. C'est sans doute un peu mieux, mais, ici encore, est-ce qu'il s'agit de démocratie quand ce sont des minorités économiques ou éduquées qui décident ?

Cette vision ne risque-t-elle pas d'amener à une critique caricaturale du système représentatif, et donc à un désintérêt pour les élections ?
C'est vrai que cette vision peut avoir une implication un peu populiste, c'est le danger. Mais en même temps, s'il est démontré qu'un système électoral a des conséquences ploutocratiques systématiques, il va falloir qu'on se pose la question : vit-on vraiment dans des démocraties ? Je défends maintenant la thèse

un peu radicale – et peut-être même un petit peu populiste, selon certains – qu'au fond c'est le système électoral qui conduit à ces conséquences, que ce n'est pas un accident. Aristote, Montesquieu, Rousseau, et récemment Bernard Manin en France, l'évoquaient déjà, sans forcément en tirer les mêmes conclusions. Ils disent que l'élection est un mode de sélection oligarchique qui permet d'identifier les notables, et qu'on envoie au pouvoir toujours les mêmes, c'est-à-dire les membres des classes supérieures.

En soi, ce n'est pas forcément mauvais, les gens qui sont sélectionnés sont souvent très compétents, mais c'est juste que l'homogénéité de leur groupe fait qu'ils ne voient, comprennent et ne s'intéressent qu'aux problèmes des gens qui leur ressemblent. Et même quand ils s'intéressent aux problèmes des classes populaires, ils ne comprennent pas forcément ce dont elles ont besoin. Le risque, c'est une déperdition d'intelligence collective.

Mais on pourrait aussi penser qu'il y a des gens qui sont mieux informés sur les sujets. Par exemple, pour le climat, pour arriver à nos objectifs, n'est-ce pas une bonne chose de confier cette mission à des élus qui sont capables de comprendre ces enjeux complexes ?
C'est une intuition qu'on partage tous, nous sommes tous un peu élitistes en quelque sorte. Sauf qu'en pratique ce n'est pas ce qu'on observe ! Ce qui me frappe, c'est que la convention climat, qui était composée de gens tirés au sort, a fait des propositions bien plus radicales que ce que n'a jamais fait le Parlement français. Il y a deux explications possibles. On peut dire que c'est une question cognitive, mais ce serait surprenant que le Parlement, avec tous ces élus éduqués, ne voie pas le problème. Ou alors, il y a une explication plausible, celle des conflits d'intérêts. Les citoyens tirés au sort ne sont pas financés par qui que ce soit, ils n'ont finalement de comptes à rendre qu'à leurs pairs et à leur conscience, alors que pour les élus ce n'est pas facile de s'aliéner les lobbys.

Et puis ce n'est pas forcément en étant très éduqué que l'on trouve les bonnes réponses. Par exemple, en 2018, le gouvernement a pensé qu'un geste technique allait répondre aux problèmes écologiques en se disant qu'il allait financer la transition écologique avec une taxe carbone. Résultat, le mouvement des « gilets jaunes » a fait surface. Le gouvernement n'avait pas du tout anticipé l'impact sur les classes moyennes et populaires périurbaines de cette augmentation des coûts à la pompe tous les mois.

Cette critique du système représentatif ne risque-t-elle pas d'alimenter l'idée que seul un régime autoritaire peut résoudre les enjeux climatiques ?
Je ne nie pas que les idées sont dangereuses et que la critique du système peut être dangereuse, mais je ne me contente pas de la critique, j'offre des solutions qui me paraissent plus démocratiques. Il ne faut pas s'arrêter à la vision de la démocratie électorale, qui, en fait, n'est pas si ancienne que ça. Je pense qu'on peut essayer d'envisager des réformes qui donneraient plus de poids aux citoyens ordinaires, qui ont une expertise d'usage qui n'est pas prise en compte au niveau des politiques publiques. Ce que j'essaie de faire, c'est de nous inviter à reprendre ce terme de démocratie et de se demander si vraiment on a trouvé le cadre idéal – et je pense que ce n'est pas le cas.

Mais les plus fortunés ne seront pas forcément les plus perdants de la transition, on peut penser aux emplois menacés dans plusieurs secteurs, aussi divers que le ski ou la pétrochimie…
Absolument, mais la convention climat a aussi montré que les gens sont capables de penser au-delà de leur intérêt économique étroit. Si on leur donnait les moyens de participer à la transition, avec un système juste dans lequel ils seraient en partie compensés pour la perte de salaire ou la formation, beaucoup de citoyens seraient partants ! Une minorité serait peut-être réfractaire mais, quand on leur donne l'occasion de s'exprimer, ils en ont plutôt envie. D'ailleurs, c'est intéressant de voir que, parmi les participants à la convention climat, beaucoup ont radicalement changé leur mode de vie, certains ont quitté leur métier, d'autres sont partis faire autre chose de plus compatible avec leurs convictions écologiques. Si on pense la démocratie sur un mode plus diversifié, notamment sur la base du tirage au sort, sur la base de la délibération et de l'intelligence collective, cela ouvre de nouvelles possibilités. Je ne dis pas que c'est la panacée ou que c'est simple, mais il faut bien commencer quelque part !

La convention citoyenne pour le climat avait pour mission de trouver des solutions pour faire baisser les émissions de la France dans un esprit de justice sociale. Finalement, de nombreuses propositions n'ont pas été reprises ou ont été amoindries dans la loi. Vous trouvez pourtant que cette expérience était un succès démocratique. Pourquoi ?
C'est une avancée historique parce que c'est la première fois qu'on a donné aux citoyens le rôle de quasi-législateurs. Ce que le président Macron leur demandait était énorme. Au début, j'étais même sceptique, je

ne pensais pas qu'ils étaient capables de le faire. Il leur a demandé, sur un sujet technique avec des dimensions très complexes, de faire des propositions de loi, en coconstruction avec des experts, des juristes, et il a promis de les appliquer soit directement, soit en passant par le Parlement, soit par référendum. Par conséquent, le Parlement a vécu cette situation comme une compétition. D'une certaine manière, cette convention citoyenne est l'assemblée à qui on a donné le plus de pouvoir jusqu'ici.

Alors, évidemment, les promesses n'ont pas été tenues, malheureusement. Il n'y a pas eu de référendum, les propositions ont été très amoindries à l'Assemblée nationale, mais malgré tout cela reste un précédent. Même moi qui suis ces débats de près, je n'envisageais pas avant la possibilité de citoyens-législateurs en tant que tels. J'imaginais plutôt les assemblées citoyennes comme des lieux dans lesquels on définit un agenda général. Avec cette expérience, on a eu l'occasion de vérifier que les citoyens sont capables de fournir le travail nécessaire. Le pari d'Emmanuel Macron, c'était de se dire : « Ils vont faire ça avec des experts, ça va aller. » Mais, en réalité, les experts ou les juristes n'étaient pas toujours présents, et ce sont donc les citoyens qui ont formulé des solutions, qui se les sont appropriées, qui ont voté sur les reformulations juridiques ou techniques. De ce point de vue, c'est un beau succès.

En quoi est-ce que des citoyens tirés au sort sont plus légitimes qu'un député qui a été élu par les habitants de sa circonscription ?
La raison pour laquelle on fait appel à des assemblées tirées au sort et à tous ces processus délibératifs et participatifs nouveaux, c'est que la représentation électorale est en crise de légitimité profonde. Depuis des années, le taux d'approbation des élus dans l'ensemble des démocraties occidentales est extrêmement bas. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a, d'une part, des mouvements sociaux, des contestations permanentes et, de l'autre, une tentation autoritaire. D'ailleurs, si on n'ouvre pas ces questions de représentation à un public plus large, on risque de se retrouver avec le basculement vers des solutions autoritaires, voire fascistes. La question de la légitimité n'est pas réglée par le fait de dire « Ils sont élus ! » ; l'élection est un début, après il faut continuer à mériter d'avoir été élu. Or, il n'est pas clair que la performance des élus maintienne cette légitimité, je crois plutôt qu'elle la diminue.

A l'inverse, on peut penser la légitimité des citoyens tirés au sort sur une autre base – notamment sur le fait qu'il s'agit d'assemblées plus représentatives de l'ensemble du peuple. D'ailleurs, les enquêtes d'opinion menées au moment de la convention citoyenne pour le climat montraient bien qu'une majorité de Français se reconnaissaient dans cette expérience et étaient d'accord pour qu'une assemblée tirée au sort fasse des propositions en leurs noms. Tout cela montre bien que la notion de légitimité est en train d'évoluer.

Aurait-il fallu organiser un référendum à l'issue de la convention, comme cela avait été évoqué à un moment ?
C'était une très bonne idée, mais il y avait des obstacles politiques et juridiques qui, à mon sens, auraient pu être résolus. Sur le plan politique, cela tient à l'histoire du référendum en France, qui est plutôt perçu comme plébiscitaire, qui sert souvent à valider des décisions déjà prises. Et puis il n'y a pas forcément des précédents très glorieux, par exemple avec les traités européens, pour lesquels on demande l'avis du peuple et ensuite on l'ignore. Cela crée un risque : que les gens ne votent pas sur la question, mais pour ou contre le président en exercice.

Sur le plan juridique, du point de vue de la Constitution, on ne peut pas faire de référendums à choix multiples. Mais on aurait certainement pu trouver une solution, comme organiser plusieurs référendums le même jour, par exemple. C'est ce qui a été fait en Irlande sur des sujets comme le mariage pour tous et l'avortement, qui sont pourtant des sujets très clivants dans le pays. Des assemblées citoyennes ont débouché sur des référendums avec des choix multiples, ce qui permet d'avoir des formulations précises. Nous aurions pu faire la même chose, ce qui aurait évité par la même occasion la personnalisation pour ou contre le président de la République.
Mais, au-delà de ces difficultés, ce qui a refroidi les citoyens, c'est notamment le rôle des réseaux sociaux. Ceux qui siégeaient à la convention étaient dans une sorte de bulle au Palais d'Iéna et se sont vus accusés d'être des « Khmers verts », ou alors, au contraire, d'être aux mains des lobbys ou des experts. Pourtant, il y avait à l'époque des sondages – qui n'ont pas été révélés aux citoyens de la convention – qui montraient que, sur l'essentiel des propositions, toute la France était d'accord. A l'exception de la volonté de réduire la vitesse sur l'autoroute à 110 kilomètres-heure.

Quels enseignements tirer de cette expérience ? Faut-il multiplier ce type d'assemblées citoyennes au niveau local ?
Absolument. Il est possible de le faire à tous les niveaux et de déléguer du pouvoir à des citoyens tirés au sort. C'est une excellente manière d'infuser nos institutions avec de l'intelligence collective de citoyens ordinaires. Une première étape serait, par exemple, d'institutionnaliser une assemblée permanente sur le climat, avec des citoyens tirés au sort qui seraient remplacés tous les ans – ce qui permettrait de projeter sur un agenda à long terme.

Comment faire pour suivre la mise en œuvre de ces politiques et évaluer si on avance dans la bonne ou la mauvaise direction ?
On en revient à cette question de légitimité. Il faut qu'on arrive à donner une légitimité institutionnelle à ces assemblées pour qu'elles puissent prendre des décisions et les voir appliquées. Concrètement, cela veut dire qu'il faut une modification constitutionnelle ou que le Parlement accepte de perdre du pouvoir au profit de ces assemblées sur des questions climatiques afin que le système fonctionne mieux et qu'on arrive à des solutions. C'est radical comme perspective ! Un bon exemple pourrait être la région de Bruxelles, en Belgique, qui a créé une assemblée permanente tirée au sort sur le climat et qui travaille ces questions sur le long terme. Le problème, c'est qu'elle n'a pas de pouvoir décisionnaire. Or, tant que cela reste des instances consultatives, je ne vois pas comment les choses peuvent changer.

Quels sont les autres pays à avoir mis en place des conventions citoyennes ? En Irlande, par exemple, le procédé a été utilisé sur l'avortement ou le mariage pour tous…
La première convention irlandaise a été hybride, avec deux tiers de citoyens et un tiers de parlementaires. La suivante, celle sur l'avortement, s'est faite uniquement avec des citoyens tirés au sort. Elle a fait des recommandations de décriminalisation de l'avortement, pour enlever l'article 8 de la Constitution irlandaise qui rendait criminel l'acte d'avorter. Cela a été transmis au Parlement, qui a soumis la question à un référendum, qui a récolté l'approbation des citoyens. C'était une espèce de cercle vertueux, avec une assemblée citoyenne consultative, des parlementaires qui ont pris au sérieux cette recommandation, qui l'ont immédiatement mise entre les mains des majorités, qui a abouti à un vote majoritaire confirmant le fondement de ce raisonnement. C'est vraiment un scénario idéal.

Mais c'est une situation assez différente : la question climatique regroupe des sujets très divers, le logement, les transports, le rapport au travail, l'aménagement du territoire, l'agriculture, etc. On ne parle pas d'une seule mesure phare, mais d'une dimension systémique…
Justement, je ne vois pas comment on peut y arriver autrement. Il serait d'ailleurs essentiel de connecter cette assemblée à l'échelle nationale à des assemblées similaires à l'échelle régionale. J'aimais bien le modèle du grand débat national, il y avait eu vingt et une assemblées régionales différentes. C'est plutôt dans ce sens-là qu'il faudrait aller : on commence par des assemblées régionales qui font remonter du contenu, qui est ensuite synthétisé et utilisé par une assemblée au niveau national. Il y a plein de modèles possibles, en réalité ; il faudrait qu'on expérimente plus, et aussi à plus grande échelle.

La seule expérimentation que je connaisse sur le climat au niveau global a été menée par des activistes et des universitaires qui ont créé une assemblée mondiale de citoyens pour le climat. C'était un prototype, ils avaient 100 personnes – un berger afghan illettré, une couseuse brésilienne, des Chinois… –, rassemblées par un tirage au sort un peu spécifique, sur la base de coordonnées géographiques. Une des recommandations qui est sortie de cette petite assemblée qui a duré quelques semaines, c'était d'instituer un crime d'écocide au niveau mondial. C'est intéressant parce que c'était exactement l'une des recommandations de la convention française – mais le Parlement français a transformé cela en délit, ce qui est beaucoup moins puissant. C'est vrai que si on ne le fait pas au niveau mondial, cela ne fonctionne pas, on saborde des entreprises françaises qui vont se retrouver attaquées en justice partout dans le monde, alors que leurs concurrents sont complètement libres de polluer les mers et détruire la faune et la flore. Donc, effectivement, il y a quand même un problème d'échelle, et certaines questions doivent se résoudre au niveau mondial.

Une Assemblée citoyenne constituante pour transformer la démocratie

Médiapart Blog

Comment sortir de la crise politique ? Réformer la Constitution apparaît nécessaire pour résoudre les problèmes structurels et faire advenir une démocratie plus forte. A cette fin, une assemblée citoyenne constituante tirée au sort, articulée à un référendum national, apparaît comme une voie prometteuse. Elle dispose d'expérimentations précédentes robustes et bénéficie de soutiens grandissants.

Dimitri Courant Chercheur postdoctoral à l'université Harvard. Docteur en science politique

La Vème République a montré ses limites depuis longtemps. En cet été 2024, elle s'est éteinte. Plus que jamais dans notre histoire récente, il est temps de restructurer les institutions en profondeur. La division en trois blocs et le blocage des partis nous imposent d'explorer une autre voie. Il est temps de mettre en place une assemblée citoyenne constituante pour renouveler la démocratie, et la rendre plus forte. Pour comprendre cette proposition, il faut analyser ses raisons, ses modalités, et ses soutiens.

Problèmes de Constitution

Les problèmes du système politique français sont nombreux : hyper-présidentialisme, réformes impopulaires, 49.3 à répétitions, non-respect des promesses électorales, etc. Mais plus largement, les autres systèmes de nos voisins, bien que fort différents et souvent parlementaires, sont également frappés de violents maux, malgré des scrutins à la proportionnelle : défiance élevée, abstention massive, partis sans militants, voire montée de l'autoritarisme.

Des questions de nature constitutionnelle se posent alors. Faut-il passer d'un régime présidentiel à une république parlementaire ? Faut-il rénover la sélection du Sénat ? Faut-il instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC), à l'instar de la Suisse ? Faut-il changer le mode de vote en faveur d'un scrutin proportionnel à un tour, et sous quelles modalités ? Ou, de façon bien plus ambitieuse, adopter le "jugement majoritaire" dit aussi "vote de valeur" ? Ce modèle de vote permet à chaque électeur non seulement de se prononcer sur toutes les options et non une seule, mais aussi d'exprimer l'intensité de ses préférences à chaque fois. Les français pourraient donc "noter" toutes les propositions ou candidats sur une échelle allant de –2 "à rejeter" à +2 "très bien" (voire +3 "excellent"), et donc garantir une véritable représentation politique fidèle. Beaucoup d'autres interrogations constitutionnelles, dont il est impossible de dresser la liste ici, sont débattues depuis des années.

Assemblée citoyenne tirée au sort et référendum

Pour y répondre, il faut faire preuve d'humilité, aucun acteur ne dispose seul de la légitimité nécessaire ; ni les partis, ni les experts. Il est donc temps de redonner le pouvoir au peuple, sens littéral du mot "démocratie". Étant donné que délibérer à 60 millions est difficile, il convient de recourir dans un premier à une assemblée citoyenne constituante. Composée de citoyens ordinaires sélectionnés par un tirage au sort stratifié, elle sera réellement représentative de la société française en rassemblant ses différentes composantes de façon proportionnelle ; notamment en termes d'âge, de sexe, de classe sociale, de lieu de résidence, de niveau de diplôme, etc. Ce panel diversifié fonctionnera de manière délibérative et collégiale avec le soutien de facilitateurs professionnels. Elle étudiera les enjeux de réforme constitutionnelle et auditionnera des experts, des responsables politiques et associatifs. Le peuple français pourra observer ses débats en direct, discuter en réunions locales, faire des propositions via une plateforme participative en ligne, et surtout il votera directement par référendum pour approuver ou rejeter la nouvelle Constitution. En démocratie, la souveraineté appartient au peuple, et à personne d'autre.

Cette aventure politique ambitieuse ne sortirait pas de nulle part, mais s'appuie sur des décennies d'innovations démocratiques partout dans le monde. Issus de la théorie de la démocratie délibérative, les "mini-publics" tirés au sort sont apparus dès les années 70 et comptent des cas majeurs. Au Canada, en 2004 et 2006 des assemblées citoyennes ont proposé des réformes électorales dans deux provinces. En Islande, un processus délibératif constituant a contribué à la rédaction d'une Constitution plus ambitieuse et juste, bien que bloquée ensuite par la classe politique. En Irlande, en 2012 et 2017, deux assemblées tirées au sort ont délibéré sur des enjeux tels que le mariage homosexuel ou le droit à l'avortement, avant de voir leurs recommandations constitutionnelles validées par référendum. En France, depuis 2019, nous avons désormais pratiqué la délibération au niveau national avec les

Conventions citoyennes pour le climat et sur la fin de vie, regroupant respectivement 150 et 184 participants tirés au sort au Conseil Economique Social et Environnemental (CESE). Ces innovations démocratiques et bien d'autres ont été étudiées par des chercheurs en science politique, qui reconnaissent leur capacité à proposer des solutions informées et nuancées.

Des soutiens nombreux

Écrite au lendemain du second tour, puis retardée dans sa publication, cette tribune rejoint les nombreuses voix qui appellent depuis des années, y compris lors du mouvement des Gilets Jaunes, à la tenue d'assemblées citoyennes sur des enjeux cruciaux, y compris constitutionnels. Personnellement, j'ai commencé mes réflexions sur le tirage au sort en politique au début de mes études de science politique, en 2009. A l'époque, l'idée semblait risible à la plupart de mes professeurs et camarades de promo. Deux masters, puis un double doctorat, tous consacré à cette question, et 15 ans plus tard, force est de constater que la situation à radicalement changée. Les mini-publics tirés au sort sont non seulement réclamés par de multiples acteurs mais aussi mis en place un peu partout dans le monde, bien que leur institutionnalisation reste inachevée. En France, la proposition d'une assemblée citoyenne constituante est en forte progression.

En termes de soutien de la société civile, les appels allant dans ce sens se sont multipliés depuis les législatives, à l'instar de celui d'un large collectif pour une Convention Citoyenne sur la Démocratie publié le 18 juillet, comptant un grand nombre de chercheurs, dont les politistes Loïc Blondiaux, Hélène Landemore et Bastien François. Avant cela, on peut noter, dans l'ordre chronologique, d'autres déclarations qui poussent pour cette même audace démocratique : l'association A Nous La Démocratie, le célèbre streamer Clément Viktorovitch, le collectif Démocratie Ouverte, la Fondation Jean Jaurès, et un article dans le média en ligne Quartier Général. (Si d'autres appels ont échappé à ma recherche, merci de me le signaler en commentaire).

En termes de soutien institutionnel, constate que le CESE semble ouvert à cette idée et pourrait donc fournir un appui organisationnel. En plus d'avoir accueilli et co-organiser les deux Convention citoyennes, il intègre occasionnellement entre 15 et 30 citoyens tirés au sort dans certaines de ses commissions. Par ailleurs, le Président Macron avait annoncé en avril dernier son intention de lancer une troisième convention citoyenne d'ici à la fin de l'année. Du côté des partis, des propositions de 6ème République et de d'assemblée constituante tirée au sort circulent depuis des années.

En termes de soutien dans l'opinion publique, une pétition lancée le 9 juillet 2024 demandant une assemblée constituante tirée au sort, par un collectif du même nom, a déjà récoltée près 58.000 signatures. Cette nouvelle tentative est plus fructueuse que la précédente pétition déposée sur le site du CESE en mai 2023, et qui n'avait récolté que 679 soutiens, loin des 150 000 requises, malgré la promesse d'une prise en compte par la 3ème chambre de la République. De plus, un sondage OpinionWay pour AgoraLab montrait en janvier 2023 que 82% des sondés, jugent important "d'associer les citoyens aux initiatives visant à transformer le fonctionnement de nos institutions politiques". Cette tendance est vraie à travers toutes les composantes de la population, peu importe leurs sympathies partisanes ou leurs tendances abstentionnistes, De même, la grande majorité des interrogés sont en faveur des innovations démocratiques que sont le RIC constituant et la Conventions citoyenne. Plus récemment, en juillet 2024, un sondage IFOP publié dans Politis révèle que 63 % des Français sont favorables à une nouvelle Constitution. Diverses propositions pour une VIème République ont été débattues depuis des décennies, y compris pour une république écologique ou un Sénat tiré au sort ; les options ne manquent donc pas.

Le futur de la démocratie

Certes, la nouvelle étape envisagée ici gagnerait encore davantage en ampleur, en importance, mais aussi en complexité. Certes, l'organisation d'un tel processus suscite des questions, notamment sur sa durée, la sélection des organisateurs et des personnes auditionnées, la taille de l'assemblée, les critères de représentativité, les méthodes pour permettre une délibération impartiale, ou encore l'articulation avec la participation du peuple et la campagne référendaire pour un niveau d'information optimal. Mais à situation exceptionnelle, remède exceptionnel. La France et son peuple ont permis l'avènement mondial du modèle républicain moderne avec la Révolution. Il est temps d'éclairer de nouveau la voie pour le futur de la démocratie.

5. La démesure nous amène-t-elle à l'effondrement ?

LE BORD DE L'EAU

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – OCTOBRE 2024

www.editionsbdl.com – www.lamuette.be

PETIT TRAITÉ DE LA DÉMESURE

Alain Coulombel

FORMAT 16,5x23 cm – 226 pp. – 18 €
ISBN 9782385190743
COLLECTION « BIBLIOTHÈQUE DU MAUSS » DIRIGÉE PAR ALAIN CAILLÉ & PHILIPPE CHANIAL

EN LIBRAIRIE LE 4 OCTOBRE 2024

Notre époque se caractérise par sa démesure.

Sous la forme d'un abécédaire, cet essai a pour objet de présenter quelques expressions de cette démesure : d'accumulation du capital à zone critique en passant par barbarie, catastrophe, post-vérité, extractivisme, feux et mégafeux, guerre sans fin, surveillance totale ou homme augmenté. Toutes ces figures sont profondément liées entre elles, non seulement parce qu'elles s'interpénètrent (comme le réchauffement climatique et la perte de biodiversité, la désertification et les mégafeux, les villes intelligentes et l'intelligence artificielle), mais aussi parce qu'elles relèvent d'un même processus global - l'Anthropocène ? - liant des dimensions (géo)politiques, sociales, biophysiques, économiques…

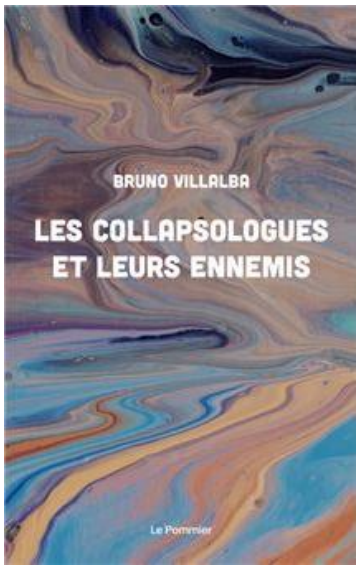
Malgré tout, le pire n'est pas toujours sûr. L'inquiétude s'accompagne d'un bouillonnement de pratiques et d'expériences de pensée qui cherchent à rendre compte de l'état présent du monde. De nouvelles controverses et de nouvelles problématiques voient le jour qui expriment un bouleversement de nos cadres intellectuels, existentiels et politiques. Le vivant, sous toutes ses formes, fait irruption dans nos manières de voir et de penser. De nouveaux possibles se dessinent sans qu'ils aient pour l'heure crevé le mur des constructions matérielles et immatérielles héritées de l'ancien régime climatique. À mesure que le siècle avance, les sciences humaines et les sciences de la nature s'écoutent et se complètent. L'anthropologie, la biologie, la théologie, la littérature, les sciences naturelles, l'éthologie, la pédologie, la géologie, la philosophie… rivalisent d'ingéniosité et de questionnements.

Agrégé d'économie et gestion, **Alain Coulombel** a publié notamment *De nouveaux défis pour l'écologie politique* (Utopia), *Chronique d'un emballement planétaire* (Ed Libre&Solidaire). Il est membre de la FEP et de la direction des ÉCOLOGISTES (EELV).

UN SERVICE DE PRESSE ? INFOS contact@editionsbdl.com - FRANCE +33.5.56 69 72 46 - BELGIQUE +32.497 57 48 59

Bruno Villalba – Les collapsologues et leurs ennemis

Date de parution : 24/02/2021



Tous collapsologues : Très médiatisée depuis la fin de l'année 2019, la collapsologie vise à produire une réponse politique face à l'ampleur des crises écologiques cumulées. Ce courant militant disparate et encore peu stabilisé, qui puise ses justifications dans le registre scientifique et rencontre un succès éditorial et militant certain, suscite des réactions intellectuelles vives et composites. Parmi elles, conservateurs et progressistes s'accordent sur une dizaine d'arguments qui révéleraient l'inconséquence de la collapsologie : irrationalité, illégitimité de ses acteurs, psychologisation puérile, religiosité sectaire, dimension réactionnaire ou apolitique, perspective incapacitante... En décryptant ces accusations-clés, Bruno Villalba propose une contre-argumentation, révélant que de nombreuses objections sont en réalité sans fondements en raison de leur faiblesse démonstrative. L'originalité de son approche : Une confrontation honnête et étayée qui permet tout à la fois de répondre aux limites de la critique, de clarifier les propositions de la collapsologie, mais aussi de mettre au jour certaines de ses lacunes théoriques et militantes.

Bruno Villalba – Politiques de sobriété

Date de parution : 26/04/2023

Face à l'ampleur des crises écologique et énergétique, de la montée des inégalités sociales, la sobriété est désormais inévitable. L'idée, pourtant, n'est pas neuve : de l'éthique personnelle promue par les philosophes antiques à la tempérance comme vertu théologale chrétienne, l'histoire de la sobriété plonge loin ses racines dans les sociétés de subsistance. Mais qu'en est-il dans nos sociétés d'abondance récente désormais sous contrainte écologique ? Pour Bruno Villalba, il manque encore à la sobriété de devenir politique. Loin de consister simplement en l'élargissement d'une éthique personnelle, les politiques de sobriété impliquent de réviser en profondeur les conditions de bien-être de notre société matérialiste et hédoniste. Faire le choix de la sobriété, c'est aussi assumer ses conséquences. Mais sommes-nous réellement prêts à renoncer à un imaginaire de l'abondance, de la consommation généralisée, de l'extension du pouvoir d'achat, et à adapter notre liberté aux limites planétaires ?

ITW Alain Damasio

Reporterre, Patrice Normand

« Les technocapitalistes visent la libération individuelle, ils vivent dans un élitisme absolu »,
Alain Damasio, écrivain, publie Vallée du silicium (Seuil), des chroniques et une nouvelle science-fiction inspirées de son séjour dans la Silicon Valley, aux États-Unis.
« La matérialité du monde est une mélancolie désormais », annonce le bandeau du livre.

Reporterre — Quelle conception de l'avenir les technocapitalistes de la Silicon Valley ont-ils ?

Alain Damasio — Un avenir où l'innovation technologique continuera à constituer la norme, quel que soit son impact sur nos ressources terrestres. Un avenir où le désirable pour l'humain serait son augmentation (cognitive, physique) au sens du transhumanisme. Un avenir où l'épanouissement individuel par la technologie doit primer sur les liens aux autres et aux vivants.

Ton livre se présente comme une démarche anthropologique. Pourquoi ?

À l'origine, je ne l'ai pas intentionnellement construit comme ça mais dès que tu t'interroges sur ce que la technologie fait à l'homme, tu déploies nécessairement des réflexions sur l'espèce humaine et son évolution, sur la manière dont le numérique nous transforme et dont la Silicon Valley nous façonne. Un champ crucial reste celui du corps. Les transhumanistes ont ce mot terrible pour le désigner : meat. La viande. C'est une chair morte, non irriguée. Seul le système nerveux central compte. Le reste, la chair frissonnante, les muscles, toutes nos sensations, notre sensualité fine, ne les intéressent pas, parce que cela ne véhicule pas d'information exploitable dans le régime de la trace. Ce corps est maintenu en forme par le fitness ou la course dans le seul but que le cerveau et le système d'informations puissent fonctionner.

« Le corps est désaffecté, désinvesti »

Le corps est conçu et vécu comme une machine. La nourriture est énergie. Le sport est une hygiène. Le cerveau s'optimise. Le bien-être s'algorithme. Ce corps est désaffecté, désinvesti. C'est un corps qu'on ne sent plus, qui n'a plus d'existence et qui ne te sollicite plus parce qu'il est maintenu dans un environnement climatisé, souvent assis, et dans une absence de mobilisation émotionnelle et affective.

Cette vision machinique du corps peut être reliée à celle de la planète. Quelle conception les gens de la Silicon Valley ont-ils de la planète Terre ?

La façon dont ils traitent les corps fait écho à la façon dont ils traitent la planète. Dans les deux cas, ils se vivent comme maître et possesseur de la nature — de ma nature pour le corps. Leur degré de conscience écologique très faible m'a frappé : le peu de magasins bios par rapport à la France, par exemple. L'alimentation reste un sujet dépolitisé chez eux. La prise de conscience de l'élevage, de ce qu'il faut pour produire la malbouffe m'a semblé inexistante. Les Californiens vivent sous une climatisation constante, et ne supportent plus que le corps sorte d'une fourchette entre 20 et 25 °C, ce qui devient aussi la norme en Europe. Maintenir un corps humain à ces températures en permanence représente une dépense énergétique énorme. Pour que ce corps n'ait plus besoin de faire le moindre effort, le climat a été domestiqué. Autant, en France, nous sommes en retard de dix ans sur leurs usages quotidiens de la technologie, autant, dans cette Californie techie [passionnée de technologie], la prise de conscience écologique m'a paru très « arriérée ».

Dans « Homo deus », Yuval Noah Harari parle de « surhommes » et de « castes inférieures », à propos de la société future créée par le développement des technologies. Penses-tu que cela décrit la vision des technocapitalistes ?

Ils vivent effectivement dans un élitisme « naturel ». Les leaders de la Tech n'ont pas la naïveté de croire que les apports transhumanistes puissent être universalisés. Ce n'est pas leur problème. Ils sont structurés autour de la libération individuelle, l'évidence de s'extraire des régulations étatiques, l'inégalité sociale comme une conséquence inévitable de l'accumulation du capital. Donc le transhumain est conçu pour une petite élite. Et peu importe que cette augmentation soit souvent strictement quantitative, oublie toute intelligence relationnelle ou émotionnelle et qu'elle trahisse une vision de sociopathe.

Le technocapitalisme se militarise, nous fait-il la guerre ?

Je ne pense pas qu'il fait la guerre au sens où il aurait une volonté politique d'exercer un pouvoir sur les populations. C'est un système très pragmatique, fondé sur l'action et dont le seul objectif reste la maximisation du profit. Ce qui implique bien sûr un large spectre de manipulations comportementales pour opérer. La Silicon Valley exerce des effets de pouvoir colossaux, qui sont d'abord un pouvoir sur les usages et les pratiques, le rapport concret à son environnement, aux autres, un impact induit sur la gestuelle et le corps. Bien sûr, les pouvoirs établis, les gouvernements, les médias mainstream, les armées et les polices, récupèrent ces outils pour leurs propres besoins et renforcer leur contrôle, leur influence ou leur maîtrise sur nos vies. Mais selon moi, l'impact de la Tech est d'abord anthropologique et « souple » avant d'être militaire ou sécuritaire.

Dans ton livre, tu soulignes la tension entre peur et liberté. Est-ce une des tensions les plus fortes du monde actuel ?

Oui. Il y a vingt ans, on se demandait où l'on se situait sur une ligne entre liberté et sécurité, et dans quelle mesure des pratiques libres et émancipatrices étaient favorisées par rapport à des pratiques sécuritaires et identitaires. Cette tension a été enfouie tellement les logiques sécuritaires l'ont emporté, ce qui explique ce grave décalage du spectre politique vers la droite, en Europe et ailleurs. Selon moi, ce phénomène a aussi une origine anthropotechnique : la logique immunitaire hygiéniste appliquée au corps aboutit à la sensation que tout devient dangereux. Plus tu es protégé et plus tu te protèges, plus le technococon devient épais et plus tu filtres tes rapports aux autres, si bien que la moindre intrusion, agression, harcèlement ou confrontation à l'altérité te paraît problématique et difficile. Et donc, tu vas demander encore plus de sécurité et de protection. Ce cercle vicieux tend vers quelque chose qu'il faut appeler l'immunité. Mais immunité partout, humanité nulle part !

Et cette logique du tout sécuritaire conduit à un repli sur soi…

Oui, alors que pour être libre, il faut accepter que les liens que tu vas tisser avec les autres te libèrent et ne sont ni des chaînes, ni des dangers, ni des menaces. Il faut sortir de la peur de l'autre : se confronter à l'altérité entraîne forcément de se confronter à l'inattendu, à l'imprévisible, à ce qui peut te déstabiliser. La principale critique que je forme envers nos technologies quotidiennes est qu'elles conjurent l'altérité. Elles sont construites pour fabriquer de l'identique. Home est son biotope : le petit chez-moi, familier, le cocooné, le confortable, le cajolé. Sauf que cette vision, et les pratiques de rejet qui l'accompagnent nécessairement, sont d'une grande violence pour les gens qui n'ont pas la possibilité de bénéficier de ce technococon égocentré.

Dans Le ministère du futur, Kim Stanley Robinson décrit la situation écologique et inégalitaire actuelle et imagine des écologistes tuer, prendre des milliardaires en otage, faire exploser des avions. Qu'en penses-tu ?

C'est la bonne solution aussi, à mes yeux. Je suis un partisan de l'action directe. On subit de façon trop molle et complaisante des actes d'une violence et d'une agressivité absolues. Les technocapitalistes ne se posent pas la question de ce que leur vision du monde produit sur nos vies ordinaires. Les actions directes, comme le sabotage, le brouillage, le piratage des chaînes de production, le boycott des produits, me semblent très souhaitables. Lorsqu'on dit ça, on donne l'impression d'être radical et hystérique alors qu'on énonce une banalité lucide. Ce qui est radical est ce que la Tech fait : ne pas s'interroger sur l'impact de la production d'une voiture électrique sur le travail des enfants en Afrique, par exemple, ou le pillage minier. Il faut stopper, invalider et inverser cette violence, la retourner. Et utiliser tous les moyens dont on dispose : le hacking [pénétrer illégalement dans un système informatique], les blocages, les occupations, la lutte des imaginaires, l'artivisme, les zad, etc. Il y a toujours des failles et il faut les utiliser. Mais aujourd'hui, très peu de militants sont prêts à prendre des risques parce que…

Parce qu'en face, il y a des appareils de répression de plus en plus élaborés et sophistiqués…

Complétement. C'est très intéressant de revoir l'histoire du mouvement Action directe dans les années 1970-1980. Ils pouvaient faire dix ou quinze actions avant que la police se mobilise ou qu'ils soient mis en prison. Aujourd'hui, des gens taguent une usine Lafarge et ils subissent une surveillance colossale, des peines de prison disproportionnées, quatre-vingt-seize heures de garde à vue. Le système répressif est d'autant plus féroce que les actions sont rares et modestes, c'est un paradoxe qui traduit un étouffement dans l'œuf de toute contestation. À nous d'être fins.
Cette surveillance est permise par l'intelligence artificielle et les instruments numériques.

On ne parle pas assez du couplage entre le régime de contrôle et le régime numérique. À partir du moment où le régime de contrôle, qui apparaît dans les années 1990, s'est couplé avec les possibilités du numérique, une puissance de feu colossale est apparue. Les degrés de surveillance et de finesse de contrôle n'ont jamais été aussi importants qu'à l'heure actuelle.

Quelle serait la résistance au système que tu décris et que nous subissons ?

Je n'aime pas le terme de résistance parce qu'il revient à considérer que malgré tout, le système va continuer à opérer, qu'il sera toujours dominant et que notre capacité est seulement d'en limiter les effets négatifs. Je pense qu'il faut construire des alternatives, proposer d'autres façons d'exister, de s'alimenter, d'habiter. Puis de montrer que ça marche et surtout que ça nous rend heureux et libre. Il faut battre le capitalisme sur le terrain du désir.
C'est extrêmement difficile parce que le technocapitalisme est fondé sur l'accomplissement de désirs individuels et immédiats. Je détaille dans mes chroniques ces quatre machineries de désir très puissantes que le technocapital active : la paresse plaisante, le pouvoir octroyé, la conjuration des peurs et des incertitudes et l'imaginaire du transhumain, cet antique désir « d'être dieu », d'échapper à notre finitude. Il faut ressusciter un désir qui fasse pièce à cette économie de désir qu'accomplit magistralement la consommation numérique. C'est un sacré défi, c'est un sacré combat.

Où se déploient aujourd'hui ces formes de résistance ?

De ce que j'observe, les nouvelles formes de libération se jouent désormais plutôt dans les zones rurales : campagnes, montagnes. Il y a un vrai retour à la terre, à l'image des années 1970. Beaucoup de communautés, d'oasis, de tiers lieux, de quarts lieux, de zones d'expérimentation, de zad se développent. Ça se passe sous les radars des médias urbains qui constituent la majorité des médias. Mais ça existe et ça résonne très au-delà des sites où ça naît, comme la zad de Notre-Dame l'a fait. Pour moi, l'espoir et les avancées concrètes se forment dans ces zones rurales et par ces expériences : maraîchage de montagne, économie du gratuit, intelligence collective, renouement aux forces du vivant, techniques de subsistance, fluidité de genres.

Je trouve l'idée de « zone » très forte. Il ne s'agit ni d'un domaine clos, ni d'une communauté autarcique, ni seulement d'un habitat partagé. C'est plus ouvert, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de frontières, ça rayonne et s'étend. On ne changera pas ce monde fondé sur les désirs individualisés et les échanges immatériels sans expérimenter en collectif, éprouver d'autres modes de vie qui destituent les effets de pouvoir, s'alimenter en bio, local et frais, trouver une autonomie énergétique, pratiquer le low-tech qui t'empuissante dans ton rapport à la techno, etc. Et surtout sans réactiver des liens au monde, au vivant et aux autres, qui te rendent plus vaste, plus joyeux et plus vif. On a besoin de lieux, d'espaces concrets pour ça et de pratiques incarnées, on a besoin de créer aussi, sans cesse, pour déjouer les machines de pouvoir qui nous pilotent.

6. Objectif 2026-2027 ! Entre municipales, municipalisme et activisme, quelles stratégies pour mobiliser la société civique et transformer nos territoires ?

Le coup de gueule des maires ruraux de France

Les maires ruraux dénoncent les propos scandaleux de Bruno Le Maire sur les collectivités locales qui seraient, selon le ministre de l'Economie, à l'origine du dérapage des comptes publics de la France.

Maires ruraux de France (AMRF)
L'Association des Maires Ruraux de France que préside le Vosgien Michel Fournier se dit scandalisée par les propos tenus par Bruno Le Maire, ministre démissionnaire des Finances, et par Thomas Cazenave, ministre délégué démissionnaire aux Comptes publics, prétendant excessive **la dette des collectivités locales** en s'appuyant sur des chiffres non étayés, tel un magicien sortant un lapin d'un chapeau. Ces ministres « tapent » à bras raccourcis sur l'un des socles de cette même République issue du 4 septembre 1870 : la place centrale des collectivités locales dans notre vie démocratique et le principe de leur libre administration tels qu'ils ont été institués par la loi dite municipale du 5 avril 1884. Bel anniversaire en vérité !

Les Maires ruraux rappellent quelques réalités économiques et comptables
Fait n°1 :
Le déficit de l'État en 2023 se monte à **155,3 milliards d'euros contre 9,9 milliards d'euros** pour toutes les collectivités locales (Communes et intercommunalités, Départements, Régions). [Source : INSEE, Informations Rapides, 26 mars 2024 · n° 74]

Fait n°2:
Une partie du déficit des collectivités est la conséquence directe des décisions prises par l'État et ayant un impact immédiat sur les dépenses de fonctionnement des collectivités sans que ces dernières n'aient leur mot à dire ou sans que les décisions gouvernementales ne soient compensées ou suffisamment compensées.
Exemple : L'augmentation de la masse salariale sans embauche supplémentaire par le simple fait des mesures de revalorisation du traitement des agents de la fonction publique [NB : il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur le fond et l'opportunité politiques de telles mesures, mais uniquement de rappeler des faits qui pèsent objectivement sur les finances des collectivités].

Des besoins de financement
Fait n° 3
• L'État a réduit la dotation générale de fonctionnement de beaucoup de communes : **de 13 % en moyenne en 6 ans en euros constants**

Fait n°4
Ce que le langage courant appelle « déficit » est aussi appelé « besoin de financement » en comptabilité publique.

- Or il est important de rappeler que les communes rurales et leurs outils intercommunaux ont l'obligation de présenter des budgets en équilibre
- L'affirmation sur le prétendu déficit des collectivités est donc mensongère dans la mesure où il s'agit d'écritures techniques

- les communes rurales ne peuvent pas financer leurs dépenses de fonctionnement par l'emprunt. Ce qui n'est pas le cas de l'État.
- Dit autrement, les 9,9 milliards de besoins de financement des collectivités concernent des dépenses d'investissement, c'est-à-dire celles qui préparent l'avenir – alors que les 155,3 milliards de l'État sont trop souvent le fruit de fins de mois difficiles.

Fait n°5

- l'ensemble des collectivités et outils intercommunaux (35 000 communes,101 départements et 13 régions) et les groupements (1200 EPCI) et syndicats qu'elles dirigent (exemple : Île-de-France mobilité, Société du Grand Paris), c'est-à-dire bien souvent des organismes dédiés à de grosses infrastructures de transport ou d'équipement qui supportent de lourds programmes d'investissement utiles à la population et à l'économie) empruntent donc à eux tous « uniquement » **9,9 milliards d'euros** pour financer les dépenses d'avenir.
- Cette somme s'ajoute aux fonds propres des collectivités dédiés aux investissements, le total étant directement injecté dans l'économie du pays au travers des travaux et aménagements qui sont ainsi financés par les collectivités.

Fait n° 6

- Les collectivités territoriales et leurs groupements et syndicats sont le premier investisseur public en France : les 45 200 acteurs publics locaux ont ainsi consacré 54 milliards d'euros aux dépenses d'équipement en 2022.
- L'État ne les cofinançant qu'à hauteur de 10 milliards (soit quasiment l'équivalent de la somme empruntée par les collectivités…). [Source : IGF, Rapport sur l'Investissement des collectivités territoriales, octobre 2023].

Fait n° 7

- Les différentes mesures prises unilatéralement comme la suppression de la TH, de la CVAE, de la diminution du foncier des entreprises, l'État s'est privé de 50 milliards annuels de recettes.
- En comptabilisant les réformes précédentes, c'est quasiment la moitié des recettes de TVA qui lui échappent, soit plus de 100 milliards. Faut-il en rire ?

Les choses sont trop sérieuses

Aussi, les maires ruraux dénoncent une approche

- subjective
- volontairement confuse en mélangeant communes et autres collectivités
- Culottée de la part de responsables politiques nationaux pour justifier des décisions qui n'ont aucune légitimité démocratique.

Acteurs sobres du fait des inégalités de dotations défavorables aux communes rurales, les élus rappellent que le pouvoir sur le Budget de l'État est au Parlement.

Les maires ruraux de France feront de nouveau les propositions concrètes comme l'indispensable création d'une Dotation aux aménités rurales.

Malgré un risque d'épuisement, être maire, c'est aussi des satisfactions

Une étude inédite sur la santé mentale des maires révèle qu'un tiers d'entre eux font face à un début d'épuisement. Pour autant, les auteurs de l'étude ne sont pas alarmistes. Michel Fournier, le président de l'AMRF, continue de réclamer un véritable statut de l'élu local. - Le 30/08/2024

31 % des maires font face à un début d'épuisement et 3,5 % sont en risque sévère de burn-out. C'est l'un des principaux enseignements de l'étude menée par l'Observatoire Amarok et le laboratoire Entreprendre de l'université de Montpellier, en lien avec l'Association des maires ruraux de France (AMRF), et communiquée vendredi 30 août 2024.

Ce résultat a été obtenu après avoir recueilli les réponses détaillées d'un peu plus de 1 700 édiles. *« Cet épuisement est en grande partie lié à de la frustration. Etre maire, c'est s'exposer à de la déception, ressentir parfois de l'impuissance »,* note le professeur Olivier Torres, l'un des chercheurs qui a mené l'étude.

Sur les trente-quatre situations qui génèrent une telle fatigue mentale, la lourdeur administrative arrive en tête. *« L'état a voulu des collectivités toujours plus grandes. Beaucoup de maires ne s'y retrouvent plus. Ils sont noyés dans une succession de réunions sans avoir le sentiment de participer aux décisions »,* confirme Michel Fournier, le président de l'AMRF. *« La loi Notre, avec le transfert de compétences aux intercommunalités, a rendu les démarches plus complexes. Il faut désormais être présent dans quantité de commissions pour ne pas être oublié* », se désespère Isabelle Dugelet, maire de La Gresle (Loire), commune de 860 habitants.

Davantage de démissions à l'avenir ?

Nadine Kersaudy, maire de Cléden-Cap-Sizun (Finistère), cite l'exemple du clocher de l'église endommagé par une tempête, en novembre 2023. Depuis, avant toute réparation, « *c'est un imbroglio d'assurances et d'expertises »,* soupire-t-elle. La charge de travail, les difficultés à obtenir des subventions… constituent également des sources de stress importantes.

De manière plus surprenante, les agressions verbales ou physiques n'arrivent qu'en huitième position des situations les plus stressantes.
Êtes-vous favorable à l'instauration de la proportionnelle aux élections législatives ?

Autre tendance : les femmes élues souffrent davantage d'épuisement que les hommes élus. Celles-ci continuant souvent à assurer l'essentiel de la vie familiale, *« la conciliation avec leur vie de maire et leur vie professionnelle peut s'avérer difficile »,* note Olivier Torres. Un constat que nuance toutefois Nadine Kersaudy : dans le Finistère, *« des hommes maires ont démissionné. Et ils ont été remplacés par des femmes ».*

Pour autant, Michel Fournier ne redoute pas que ce sentiment d'épuisement, qui touche près d'un maire sur trois, génère une crise des vocations en vue des prochaines élections municipales, en 2026. *« Ma crainte concerne plutôt les élus une fois en poste. Devant les obligations liées à la fonction, on peut redouter des démissions »,* au nombre de 450 par an depuis 2020.
Mais si le président de l'AMRF demeure relativement serein, c'est que l'étude montre aussi que 69 % des élus locaux *« sont satisfaits de leurs conditions d'exercice ».* Parmi les principaux motifs de satisfaction figurent ainsi les cérémonies et célébrations : *« La fonction de représentation du maire est une source de plaisir, de joie partagée et vraisemblablement de fierté de la part du maire »*, écrivent les auteurs de l'étude.
A l'occasion de cette étude, l'AMRF continue de revendiquer un meilleur statut de l'élu, facilitant par exemple l'accès aux formations. Les chercheurs, eux, espèrent que les critères de satisfaction et de stress qu'ils ont identifiés, permettront bientôt d'élaborer *« un dispositif inédit de prévention contre le burn-out des maires ».*

Grenoble est la ville avec la meilleure qualité de vie au monde, selon ce classement

Un classement établi par Oxford Economics place Grenoble en tête des villes avec la meilleure qualité de vie, dans le monde entier. Voici les critères, par ***Ugo Maillard****, le 21 août 2024*

Oxford Economics, site britannique spécialisé dans les prévisions économiques, a publié un classement des villes avec la **meilleure qualité de vie**, selon leurs critères.

Fait surprenant pour certains, évident pour d'autres, c'est la ville de Grenoble qui décroche la première position devant des communes comme Canberra (Australie) ou Berne (Suisse).

Cinq critères pour le classement

Pour appuyer le classement, Oxford Economics a dévoilé les critères qui ont permis d'établir la sélection. Voici la liste :

- L'égalité des revenus : Le coefficient de Gini pour le revenu total des ménages dans la ville (une mesure de l'égalité des revenus des ménages).
- Revenu par personne : Le revenu disponible total des ménages de la ville divisé par sa population, ajusté en fonction de la parité de pouvoir d'achat (PPA) entre les pays.
- Dépenses de logement : Part du revenu disponible des ménages consacrée au logement et aux services publics dans la ville.
- Espérance de vie : L'espérance de vie à la naissance des résidents de la ville.
- Sites récréatifs et culturels : Le nombre de sites récréatifs et culturels dans la ville divisé par sa population.
- Vitesse de l'internet : La vitesse moyenne de téléchargement de l'internet à haut débit dans la ville.

« Grenoble obtient le meilleur score dans cette catégorie, grâce à son égalité de revenus élevée et à la multitude de sites récréatifs et culturels par personne. Comme d'autres villes de cette liste, la proximité des Alpes offre un cadre idéal pour les activités de loisirs en plein air, qu'elle associe à une variété de musées, de festivals et d'autres offres culturelles », commente le site britannique.

Une autre ville française dans le top 10
Toujours selon les critères d'Oxford Economics, une autre ville française fait son apparition dans le top 10 des villes avec la meilleure qualité de vie. Il s'agit de Nantes (Loire-Atlantique).

Le top 10 :

1. Grenoble
2. Canberra (Australie)
3. Berne (Suisse)
4. Bergen (Norvège)
5. Bâle (Suisse)
6. Luxembourg (Luxembourg)
7. Reykjavik (Islande)
8. Zurich (Suisse)
9. Gent (Belgique)
10. Nantes

Dossier LIBERATION

par François Carrel, le 2 octobre 2024

Grenoble - Adapter la ville, vert l'infini et au-delà

Végétalisation des cours de récré, mise en place d'îlots de verdure, réhabilitation des immeubles… La métropole de Grenoble, pionnière en matière de transition écologique, développe de nombreux dispositifs face au réchauffement climatique.

En 2024, *Libé* explore la thématique de la transition écologique lors d'une série de rendez-vous gratuits et grand public. Objectif : trouver des solutions au plus près des territoires. Troisième étape de notre seconde édition : Grenoble, les 4 et 5 octobre. Un événement réalisé en partenariat avec la métropole de Grenoble et avec le soutien du Crédit coopératif, le groupe Vyv, l'Agence de la transition écologique (Ademe), la Fondation Jean-Jaurès, Oxfam, Greenpeace, le magazine *Pioche !* et *Vert le média*.

«L'adaptation au réchauffement est au centre de toutes nos politiques», tranche Christophe Ferrari, président divers gauche de Grenoble-Alpes Métropole. En 2050, la cuvette grenobloise, cernée de montagnes, devrait subir quarante-trois jours de canicule par an, deux à trois fois plus qu'aujourd'hui… *«L'urgence est là,* renchérit Margot Belair, adjointe écologiste à l'urbanisme de la ville de Grenoble. *Les habitants ont conscience que les étés vont être de plus en plus durs à vivre. Il commence à y avoir des souffrances mais c'est sans commune mesure par rapport à ce qui nous est prédit.» «L'accroissement prévu des épisodes caniculaires, en durée mais aussi en amplitude, est tel que si rien n'est fait, notre agglomération deviendra difficilement vivable*, confirme Christophe Ferrari. *La question estivale est devenue essentielle.»*

L'enjeu ? Eviter que ne restent en ville que ceux qui n'auront pas le choix, faute de moyens financiers. Pour les édiles, il ne s'agit pas simplement de maintenir le nombre d'habitants, coûte que coûte, mais bien dans des conditions permettant d'être heureux et en bonne santé. Les collectivités sont déjà à pied d'œuvre sur la dimension de santé publique d'urgence. Dès 2005, la «métro», avec ses 450 000 habitants, a été la première collectivité à se doter d'un plan climat. En 2022, une convention citoyenne a réuni 100 citoyens des 49 communes de la métropole qui ont formulé près de 200 propositions pour infléchir les politiques publiques. D'ailleurs, après l'été 2023, ses seize jours de canicule et son record de température historique à 42,6 °C, Grenoble a encore musclé son «plan fortes chaleurs». Formation des personnels travaillant avec les enfants, réseaux d'alerte des personnes âgées, fragiles ou précaires, diffusion large auprès de la population d'infos de prévention et d'une carte des lieux de fraîcheur – piscines, parcs, douches municipales, lieux refuges climatisés comme les musées et bibliothèques… Ces mesures sont salutaires mais l'essentiel est aussi du côté des politiques menées pour transformer la ville et en premier lieu ses espaces et équipements publics.

Ilot de verdure

Au quartier Berriat, ex-faubourg ouvrier de Grenoble, dense et pauvre en espaces verts, un petit morceau de ville, autour du groupe scolaire Diderot, termine sa mutation, spectaculaire. Il a bénéficié d'une bonne partie des dispositifs phare de la ville et de la métro. L'école a été agrandie de cinq à huit classes, avec deux nouveaux bâtiments aux murs à ossature bois, toitures végétalisées, ventilations double flux. L'ancienne cour de récré a été débitumée, végétalisée, réaménagée et la nouvelle accueille un jardin pédagogique : c'est le programme Coqueli'cours (sept écoles grenobloises traitées). La rue donnant accès à l'école, autrefois entièrement bitumée, est devenue un large et bel espace quasi piétonnier, au dallage de béton clair entrecoupé d'îlots de verdure, certains vallonnés et arborés, doté d'une borne-fontaine et de mobilier urbain : c'est le programme Place(s) aux enfants, (onze parvis d'écoles grenobloises déjà traités). Plus de grille d'égout : la totalité des eaux pluviales ruisselle vers les îlots de verdure, allant nourrir arbres et buissons. Cette rue-place a été connectée au petit square voisin, dont la superficie a doublé en absorbant d'anciens terrains de sport végétalisés.

Les bâtiments scolaires sont ainsi encerclés d'espaces majoritairement perméables et arborés. Sur l'ensemble, on ne dénombre pas moins de 72 jeunes arbres récemment plantés aux côtés de la vingtaine d'arbres adultes déjà présents. La densité est impressionnante : dans dix ans, cette parcelle située en zone classée «îlot de chaleur urbain intense» sera une oasis de verdure, d'ombre et donc de fraîcheur. *«Une petite forêt !»* espère l'une des enseignantes, qui regrette la disparition de cinq platanes et d'un marronnier, malades ou situés sur l'emplacement des extensions, et de leur ombre… Si elle est séduite par les aménagements des cours et de la rue, elle avoue n'être *«pas du tout convaincue pour l'heure»* par la ventilation à double flux, d'usage *«pas facile»* : *«Les enfants ont eu très chaud.»* Un travers classique : le rapport à l'aération et à la chaleur est bouleversé par ces nouvelles constructions, l'évolution des usages doit être accompagnée. L'institutrice se veut confiante : *«Il y a une volonté de bien faire… Mais on aimerait bien sûr que ça aille plus vite !»* Les riverains se réjouissent, à l'image d'Emilie qui attend sa fille devant l'école : *«La place, ce sera très agréable, et le parc, c'est déjà super, on y est souvent après l'école et le week-end. Il n'y a pas d'arbre dans notre rue : ici c'est notre espace vert !»*

«Créer une ville parc»

A quelques kilomètres au sud, le quartier Flaubert, ancienne zone industrielle située en face de l'emblématique Maison de la culture datant de 1968, est la vitrine de l'urbanisme défendu par les élus grenoblois. Sur 90 hectares, le nouveau quartier accueillera à terme 1 400 logements. Il est encore en chantier : îlot après îlot, entrepôts, usines, parkings et voiries bitumées disparaissent et de nouveaux bâtiments, à la pointe d'une architecture résiliente, sortent de terre. *«Nous utilisons toute la palette des outils innovants permettant de rafraîchir la ville La santé et le bien-être des habitants, et donc la lutte contre l'îlot de chaleur urbain, sont devenus le socle de référence de notre projet urbain»,* insiste Margot Belair.

Face aux nouveaux immeubles parsemés au cœur du quartier, dont l'étonnant Haut-bois, HLM à structure bois, Benoît Ravier, directeur opérationnel de Grinnters, le groupement d'aménageurs publics missionnés par la ville et la métro, résume : *«A Flaubert, sur la notion de résilience, nous allons au-delà de la notion d'écoquartier classique. Au-delà de l'isolation, essentielle, nous avons aussi beaucoup travaillé sur l'inertie thermique, avec l'usage de matériaux qui restituent la chaleur l'hiver et la fraîcheur l'été.»* Les premiers habitants se disent satisfaits, à l'image de Mohamed, propriétaire d'un appartement de l'immeuble Urban Square : *«L'été, on est bien : il suffit de bien baisser les volets, les murs restent frais, on ne sent pas la chaleur extérieure.»*

L'autre axe de travail est la conception des îlots et l'aménagement de l'espace public, afin de *«créer une ville parc»,* insiste Margot Belair. La place de la voiture et donc du bitume est réduite au strict minimum : 70 % des espaces publics du nouveau quartier seront désimperméabilisés, contre 7 % autrefois, pour éviter l'accumulation de chaleur par les sols et permettre l'infiltration des eaux pluviales. *«C'est un paysagiste, associé à un urbaniste, qui est à la coordination du projet,* souligne Benoît Ravier. *Nous avons pensé les espaces verts avant de définir les emplacements des constructions. Le plan d'urbanisme a été adapté aux arbres existants, préservés.»* Les habitants doivent avoir un accès direct à un milieu végétalisé et ombragé en bas de chez eux, poursuit-il : *«Nous allons passer de plus en plus de temps dehors, devenir plus méditerranéens.»* Ces aménagements, comme les plantations d'arbres, ont à peine commencé à Flaubert : *«On les attend, on en a vraiment besoin !»* confie Manel, jeune propriétaire d'un appartement de l'immeuble Aromatik. Ici aussi, le travail mené ne démontrera toute son efficacité que dans quelques années…

Rendre la ville plus résiliente

Le défi climatique le plus ardu et stratégique reste pourtant d'adapter le bâti existant : *«80 % des logements que comptera l'agglomération en 2050 existent déjà,* insiste Christophe Ferrari. *Le niveau d'urgence est tel qu'il faut massifier la réponse en termes de rénovation et d'isolation.»* Face à *«l'appétit inédit»* des propriétaires, TPE et PME pour la rénovation thermique (d'abord motivé par la

réduction des factures d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi par la multiplication des canicules), il souligne l'importance de l'aide financière et technique apportée par sa collectivité et tacle au passage : *«L'effort de la métro n'est pas soutenu à la hauteur des enjeux par l'Etat, ni en moyens financiers, ni en stabilité des dispositifs d'aide, ni en adaptabilité géographique des normes !»* Il salue le travail déjà abattu sur le logement social, ce que confirme Stéphane Duport-Rosand, directeur général d'Actis, l'un des principaux bailleurs sociaux grenoblois : *«20 % de notre patrimoine a été rénové en thermique, soit 2 200 logements locatifs sur 11 000. Grâce à cette vaste campagne, engagée dès 2010, la part de logements classés F et G dans notre parc est aujourd'hui marginale. Nous allons néanmoins poursuivre.»*

A la Villeneuve, quartier populaire grenoblois, l'effet est frappant. Galerie de l'Arlequin, ensemble d'immeubles monumental datant des années 70, les montées 54, 56, 58 et 60 ont été réhabilitées par Actis entre 2018 et 2022 pour 21 millions d'euros (soutenu au quart par l'Etat via l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et au dixième par les collectivités locales). L'aspect extérieur est immanquable, par contraste avec les montées voisines encore crasseuses et vétustes. Le 90 voisin, également propriété d'Actis, est d'ailleurs en chantier : la réhabilitation vient de débuter. Ces travaux d'ampleur visent la réduction des consommations d'énergie, la réfection des réseaux, l'amélioration de l'accessibilité avec de nouveaux ascenseurs, des montées segmentées pour desservir chacune moins d'appartements, mais aussi le confort intérieur des appartements, notamment pour faire face aux grandes chaleurs.

Marie-Jo, habitante du 58 depuis quarante ans, confirme : *«C'est bien mieux qu'avant ! Il fait meilleur hiver comme été, même quand c'est la canicule !»* Enrick l'envie : son appartement au 100, immeuble en copropriété encore non rénové, n'est *«pas isolé, simple vitrage : il fait très, très chaud»*. Les travaux sont prévus alors il patiente : *«Ça reste moins dur à supporter ici qu'en centre-ville, il y a plus d'arbres.»* L'immense parc de la Villeneuve est déjà un atout majeur. Ville et métro ont décidé de mettre le paquet pour l'agrandir et refondre les espaces publics en pied d'immeubles, dans l'esprit du travail à Flaubert et dans le cadre du projet GrandAlpe, destiné à *«mettre au cœur de l'agglomération»* les quartiers populaires de Grenoble, Echirolles et Eybens.

Pour rendre la ville plus résiliente, les collectivités avancent donc mais le processus demandera beaucoup de temps et d'énergie, en particulier pour le centre-ville de Grenoble, le plus dense, le plus contraint par sa dimension patrimoniale, et de loin, le point le plus intense de l'îlot de chaleur urbain. Il faudra aussi changer les modes d'organisation du quotidien : modes de travail, horaires, lieux refuge. Adapter la ville ne suffira pas : nos modes de vie aussi devront changer.

Partie 4 – Dimanche 20 octobre

1. Pacte de Sète 2023

L'urgence des effondrements climatiques, sociaux, démocratiques à l'œuvre nous impose de reconnaitre un échec collectif et de repenser nos stratégies d'alliances et d'actions.

Trop longtemps, nous avons segmenté nos engagements, morcelé nos actions, et si chacun.e – comme organisation, comme citoyen.ne - a fait ce qu'il pouvait, nous constatons que nous n'avons collectivement pas su être à la hauteur des enjeux.

Le Pacte de Sète propose que nos universités deviennent l'un des lieux de la mise en place d'alliances, de stratégies et d'actions coordonnées entre les acteurs de la société civile, acteurs privés et institutionnels, acteurs du monde politique, syndical, universitaire et académique, ceux des mouvements activistes et des personnalités et citoyen.nes engagé.es.

Ces alliances supposent la reconnaissance de la légitimité d'action des différents acteurs :

- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs des acteurs de la société civile traditionnelle (associations, think thank, ONG, etc…) qui pourront par exemple mobiliser les citoyen.nes et s'appuyer sur leurs expériences pour proposer la coordination des projets ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des activistes et des actions de désobéissance civile afin notamment d'attirer une attention populaire décisive dans le cadre d'un principe de non-violence absolu ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des universitaires et personnalités du monde académique afin par exemple que les projets puissent s'appuyer sur des discours scientifiques ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs institutionnels notamment au niveau international comme l'UNESCO ou le HRC pour potentiellement s'inscrire dans le cadre d'actions de certaines orientations ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs politiques nationaux pour relayer par exemple des projets de loi, des amendements ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des collectivités locales qui pourront mettre en œuvre des mesures innovantes ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs du monde syndical pour notamment intégrer les projets au sein des revendications de certains secteurs d'activité ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs privés engagés et responsables pour apporter par exemple un soutien financier aux projets pour contribuer à leur réussite dans le cadre de leur objet social ;
- La reconnaissance de la légitimité d'actions des acteurs du monde culturel afin d'agir sur les imaginaires et pour aborder les thématiques de manière différente ;

Il s'agit donc d'appeler à la constitution d'alliances qui pourront réunir tout ou partie de ces acteurs. Ces alliances pourront être thématiques, souples, éphémères et évolutives.

Chaque alliance devra mettre en place des objectifs, une stratégie et un calendrier d'actions coordonnés.

2. Archipel des confluences : présentation générale

Une organisation en « Archipel » ?

Expérimenté entre 2017 et 2022 en France par plusieurs organismes de la société civique, ce mode d'organisation s'inspire, entre autres, de la pensée du poète et philosophe Edouard Glissant sur la créolisation.

Un **Archipel** relie des organisations et des groupes de personnes (les "îles") pour faire vivre et créer ensemble un projet commun en coopération.

Ce mode de reliance est fondé sur un principe-ferment nourrissant douze principes-racines (voir : https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?Fondamentaux).

Les "**îles**" de l'archipel sont des entités (des organisations, des groupes de personnes) qui ont chacune leur propre culture, leurs propres intentions, leurs propres méthodes d'action. Autrement dit, leur **identité-racine**.
Mais elles ne veulent pas vivre en autarcie, et entrent dans un système d'échange avec les autres îles de l'archipel par échange matériel ou symbolique, don et contre-don, contributions à des groupes-projet communs, participation aux assemblées et rencontres, actions communes ... Elles développent ainsi leur **identité-relation**.

Chaque île de l'Archipel est représentée au sein d'une instance communautaire, nommé **Lagon**, qui acte la politique et la stratégie de l'Archipel ainsi que la feuille de route de ses actions. Le pouvoir du Lagon d'agir, de services et de création, est non appropriable par l'une des îles ou par les personnes participantes : les décisions sont prises prioritairement par consentement.

Au sein de l'Archipel, une "**pirogue**" (= groupe-projet) est une communauté d'usage dans lequel vont "embarquer" des personnes membres des îles mais aussi des personnes extérieures. Ensemble, elles décident de s'investir et de mener à bien un projet collectivement identifié et à durée déterminée.

L'Archipel confie les fonctions d'animation et de coordination à un groupe opérationnel, nommé **voilier-atelier**, qui est au service de toutes les "îles" de l'Archipel. Ce groupe est chargé de mettre en œuvre la feuille de route que lui fixe régulièrement l'Archipel et lui en rend compte. Il prend soin de la qualité et de la convivialité des relations, ainsi que de l'accueil des nouveaux participants.

L'Archipel des Confluences (AdC)

Durant cinq années, entre 2017 et 2022, en France, plusieurs organismes de la société civique ont expérimenté un tel fonctionnement relationnel en Archipel. Conscientes que leur diversité est richesse mais aussi faiblesse, ces organismes ont décidé lors de l'Université Utopia en octobre 2022 à Sète de **s'allier dans un Archipel des Confluences** afin de mettre en pratique ce nouveau modèle de d'organisation, de relations et de gouvernance.

Leur objectif est de s'allier non pour construire ou imposer une méta-structure de plus, mais soutenir les actions portées par ses membres et créer des synergies autour de projets communs afin de pallier à la dispersion des moyens et à l'éparpillement des ressources.

Pour faire vivre et croître en qualité des liens cet archipel, trois formes d'attitudes et d'actions sont mises à contribution :

• **être des tisserands**, créant et entretenant des liens entre les îles, entre l'Archipel des Confluences et les autres organisations tant associatives que politiques et syndicales,

• **être des explorateurs** de la transition en cours, tant sur le plan des idées que celui de leurs mises en œuvres concrètes,

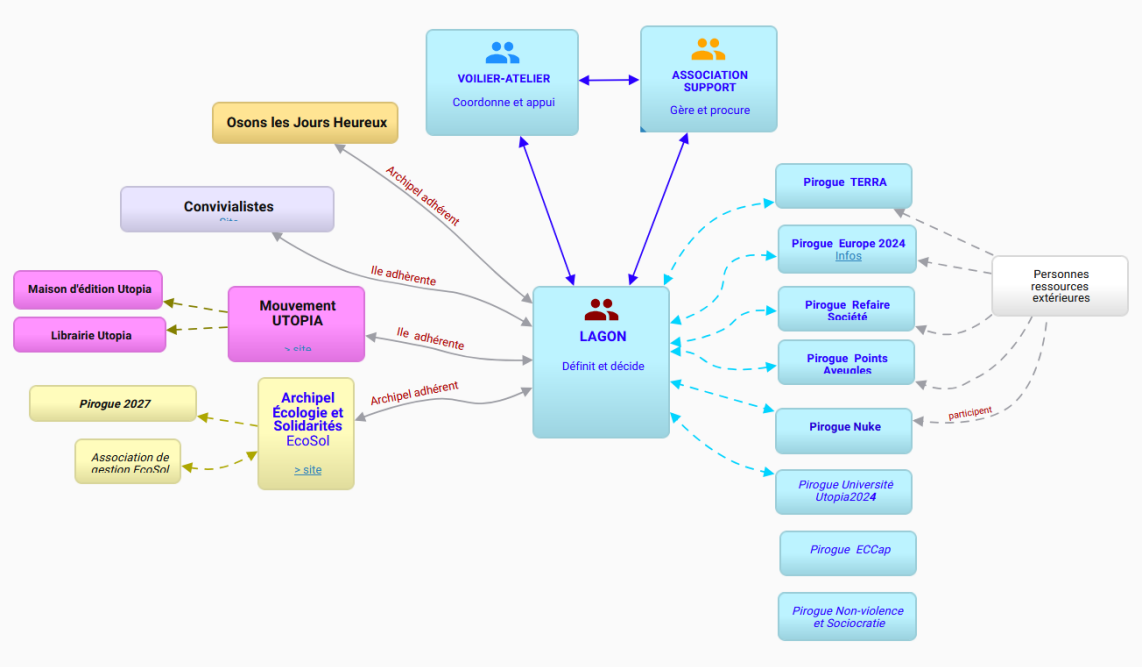
• **être des catalyseurs** favorisant ou provoquant une (ré)action par notre présence, même discrète.

L'Archipel des Confluences souhaitant rester une communauté sans structuration interne hiérarchique, il a été décidé de lui adjoindre une association déclarée, au service de l'Archipel et dédiée à la gestion mutuelle des moyens et ressources de celui-ci.

Cette association "**Support Archipel Confluences**" (Support-AdC) a été créé au printemps 2024 et a pour mission de favoriser entre composantes et membres de l'Archipel le co-usage des équipements et des outils de gestion et de communication, le partage du temps (y compris bénévole) et sa valorisation. Elle gère la collecte et la gestion de ressources financières et tous moyens et ressources permettant de capitaliser les actions engagées et de créer ainsi un Commun mieux partagé.

Cartographie de l'archipel des Confluences

Quatre organisations participent à ce jour à l'Archipel des Confluences : le mouvement Utopia, les Convivialistes, les archipels « Écologie et solidarité » et « Osons les Jours Heureux ».



Cartographie de l'Archipel des Confluences à octobre 2024
Version numérique actualisée : https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?AdCCarto

Sites en activités à oct 2024 : https://mouvementutopia.org/site/ + https://convivialisme.org/ + http://osonslesjoursheureux.net/

Les pirogues de l'Archipel des Confluences

	TERRA	Associer à l'ambition radicale d'une république Terrienne une approche pragmatique visant à mutualiser les luttes et expérimentations.	*En navigation*
	Europe 2024	Répondre au questionnement « Quelle Europe avec les européens pour un monde solidaire ? »	*En navigation*
	Refaire société	Comment « refaire société » pour plus de citoyenneté	*En navigation*
	Points aveugles	Explorer les « points aveugles » des programmes et manifestes	*Lancée début octobre 2024*
	Utopia2024	Groupe de préparation de l'Université Utopia 2024	*Fin après l'Université Utopia 2024*
	Risques nucléaires	Comprendre et échanger sur les risques nucléaires civils et militaires	*En navigation*
	NVS	Non-violence et sociocratie	*En chantier*
	ECCap	Encyclopédie du Changement de Cap en Commun	*En chantier*

Un site wiki

Afin, au sein de l'Archipel des Confluences, de « fabriquer du Commun », un site de type wiki réunit de nombreux textes, un agenda, un blog, des notes de lectures, des infos internes, etc.

Chaque pirogue y dispose d'un espace numérique et d'une liste de discussion spécifique.

Accès direct à la page d'accueil > https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?PagePrincipale

Contact et lettre d'infos

L'Archipel envoie environ une fois par mois des informations sur ses activités, rencontres et réunions via une liste de diffusion (26 envois depuis novembre 2022).

Pour s'y inscrire, envoyer un mail à l'adresse de contact : contact (at) archipel-confluences.org

Adhérer et soutenir

Bien que reposant aujourd'hui essentiellement sur du bénévolat, l'Archipel des Confluences a besoin d'un minimum de ressources pour développer son action : nous vous invitons à soutenir l'Archipel via l'Association-Support-AdC par votre adhésion ou par un don sur la plate-forme AssoConnect !

Pour adhérer > https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?Support-AdC-Adhesion2024
Pour faire un don > https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?Support-AdC-Dons2024

3. Archipel des confluences : refaire société

REFAIRE SOCIETE AVEC LES CITOYENS

PROJET situé au sein de la démarche « résister et créer » de l'Archipel des Confluences[5]

Présentation synthétique de l'avancement du projet (septembre 2024)

NOS BASES DE TRAVAIL

Exposé des motifs

Nous devons faire face à des défis majeurs que sont le réchauffement climatique, la perte de la biodiversité, une situation géopolitique très dégradée et la montée des extrêmes-droites nationalistes. Face à ces défis les réponses politiques traditionnelles d'amélioration des conditions de vie et de davantage de justice sociale formulées à l'occasion des échéances électorales, pour essentielles qu'elles soient, ne suffisent pas. Pour engager un programme adapté, les ruptures à apporter se heurtent au poids des mécanismes de la société marchande et financière. Du côté des citoyens, on assiste à l'émergence d'une « forme paradoxale de déni conscient ». Il y a une évidence de l'aggravation des dégradations écologiques cette évidence de la dégradation et de ses conséquences, relayée en permanence par les grands médias. En revanche le sentiment de gravité s'accompagne d'un sentiment d'impuissance et le déni devient alors une protection contre le caractère vécu comme inéluctablement catastrophique de cette dégradation. L'idée est que l'on court à l'abîme, que l'on n'y peut plus rien et, qu'en attendant, mieux vaut arrêter d'y penser. D'autant qu'aux yeux des citoyens, aucun modèle de changement de société n'est actuellement crédible, et qu'un climat de défiance envers les pratiques politiques actuelles s'est instauré. On ne conduit souvent à un sentiment général de découragement et de repli sur la sphère intime. On ne peut négliger les contributions multiples des scientifiques, des intellectuels, des artistes pour proposer des solutions et tracer des scénarios de changements de caps. Mais cela n'a que peu de prises sur les responsables politiques et économiques. Et cela accroit encore le scepticisme des citoyens. D'où la nécessité prioritaire, à notre sens, de dessiner avec tous les citoyens les contours d'une société nouvelle qui réponde à tous les défis, ceux du quotidien comme ceux de l'avenir de l'humanité, ainsi qu'aux attentes du plus grand nombre. C'est une ambition énorme. Mais nous ne devons pas tenter d'y répondre, même modestement.

Objectif

Parvenir à créer, sur les prochaines années, une dynamique convergente de mobilisation des forces citoyennes créatrices dans nos territoires, dans leur diversité d'interventions et d'actions, afin qu'elles dessinent peu à peu les bases d'un nouveau projet politique tourné vers le bien commun. Ce projet de société pourrait être fondé sur une citoyenneté renouvelée, considérée comme une réponse vitale à la crise systémique planétaire et se montrer suffisamment attractif et socialement pertinent pour que tout un chacun puisse se l'approprier individuellement et collectivement. Il permet de formuler et de mettre en pratique les fondements d'une démocratie nouvelle, plus continue et plus délibérative. Ce projet est d'abord situé en France, mais s'inscrit d'ores et déjà dans un contexte européen et international.

[5] Les personnes souhaitant en savoir davantage sur l'Archipel des Confluences, la démarche « résister et créer » , …, peuvent consulter le site-wiki https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?PagePrincipale. Pour nous contacter et obtenir davantage d'information et organiser un échange, on peut écrire à contact@archipel-confluences.org

Quelques attendus de la démarche

- Redonner confiance au pouvoir d'agir de chacune et de chacun
- Sortir chaque organisation œuvrant déjà pour le bien commun de son « couloir de nage ». Intégrer sans cesse les axes de travail et en valoriser les interactions
- S'ouvrir en permanence à d'autres champs de réflexions d'actions et à d'autres échelles de temps et d'espaces ; se confronter à l'expérimentation, ses forces, ses faiblesses, ses capacités d'extension
- Redonner toute sa place et l'éducation populaire et à la promotion de dispositifs d'auto-formation
- Repenser le financement des initiatives citoyennes en faveur des biens communs dans des termes collaboratifs et non concurrentiels, en prenant des distances avec des logiques marchandes
- Interpeller avec force la sphère politique à tous les échelons sur les impacts d'une réelle promotion de la citoyenneté, y compris dans le travail ainsi que sur le renouveau des pratiques démocratiques.

Notre projet est d'une ambition qui dépasse largement nos capacités actuelles. Il n'a des chances d'aboutir que si d'autres organisations de la société civile et des personnalités politiques scientifiques, culturelles viennent peu à peu le conforter en y apportant leurs propres contributions et la force de leurs réseaux. Nous avons néanmoins souhaité démarrer au sein de l'Archipel des Confluences. C'est ce qui sera résumé ci-après. Mais nous avons aussi jeté les bases de ce que pourrait être un processus stratégique d'élaboration citoyenne d'un projet de société. Ceci reste à mettre au point, et ne prendra corps que si d'autres capacités viennent rejoindre les nôtres.

NOS TRAVAUX ACTUELS /5 axes dont les référents sont cités ci-dessous

- Autour des multiples propositions contenues dans les « Cahiers de Doléance » dont la diffusion est empêchée par le gouvernement Macron, initier une pratique citoyenne qui consiste, à mettre en œuvre, avec leurs rédacteurs, les multiples propositions qui s'y expriment et qui permettent de dessiner un avenir vivable dans la société. Cette démarche vise à renouveler la pratique la politique pour y associer le plus grand nombre. **(Sylvie Alphandery et appuis ponctuels)**
- Faire une analyse de divers types d'initiatives locales et de leurs apports aux changements sociétaux **(Antoine Valabrègue et Robert Spizzichino)**
- Analyser plusieurs modes de paroles citoyennes au sein de la société française (y compris chez les « sans-voix » et en dégager les changements sociétaux dont elles sont porteuses. Préciser le sens pratique la citoyenneté dans le monde du travail **(Robert Spizzichino)**
- Mettre en évidence les nouveaux espaces d'actions citoyennes fondés sur les synergies entre initiatives et la reconnaissance des biens communs et préciser les valeurs qui les sous-tendent **(Gilda Farrell)**
- Construire un référentiel méthodologique transversal. (**Samuel Thirion , Groupe de Clamart**)

L'équipe actuelle qui comprend une quinzaine de membres a dès à présent vocation à s'élargir à d'autres personnes, réseaux et organisations. On trouvera en annexe un résumé de la problématique de chacun des axes évoqués ci-dessus

LE PROCESSUS STRATEGIQUE PROPOSÉ (ILLUSTRATION À DÉBATTRE AVEC LES PERSONNES ET ORGANISATIONS SE JOIGNANT AU PILOTAGE DU PROJET)

Le processus proposé consisterait à développer en parallèle et en interaction cinq types d'activités :

1- ***Faire l'état des lieux*** de ce qui a déjà été réalisé et ce qui fait défaut en termes de consultations citoyennes– paroles quartiers populaires et personnes en difficulté sociale, expérimentations déjà réalisées, sondages d'opinion, recherches universitaires, ...).

2- ***Formaliser*** les idées issues des initiatives et des expressions citoyennes et les intégrer progressivement dans un projet politique d'ensemble.

3**- *Expérimenter*** *les idées puis le projet au, fur et à mesure de leur formalisation, en partenariat* avec les mouvements citoyens et sociaux, à des collectifs locaux, des collectifs de travailleurs, à des artistes, à des créateurs d'entreprises travaillant sur les défis contemporains, à des chercheurs, …, pour nouvelles formalisations de leur part, recherches de convergences et résolution des conflits

4- Se ***confronter et Interpeller*** sur les premiers résultats vis-à-vis d'autres partenaires clés potentiels des processus de décision de politiques publiques, notamment des responsables politiques élus.
5-***Monter progressivement en échelle*** depuis le niveau local jusqu'au niveau national, puis européen et mondial. Proposer pour ceci des outils. Par exemple**,** tenter de définir au niveau européen les contours d'une initiative pour la citoyenneté étendue et l'expérimentation territoriale reprenant certains principes des programmes communautaires comme ceux concernant LEADER

Cette avancée progressive en puissance de ces cinq types d'activités en interaction peut donner lieu pour chacune d'elles à quatre phases successives qui peuvent fonctionner comme des objectifs à atteindre :

1. Première phase en cours : **Lancement** du processus en interne de l'Archipel des Confluences. Elle devrait s'achever en mars 2025

2. Deuxième phase : **Élargissemen**t à d'autres partenaires partageant les mêmes objectifs et constitution d'un comité de pilotage élargi du projet.

3. Troisième phase : **Intégration sociale et politique :** le projet s'insère concrètement dans les politiques publiques, au minimum au niveau communal ou intercommunal.

4. Quatrième phase : **Extension** du projet à l'échelle nationale, voire au-delà.

Un tel processus stratégique qui, par ses itérations, se déroule sur du temps long, repose sur des variables difficiles à cerner : importance des moyens techniques et financiers que l'on peut réunir, évènements politiques imprévus qui peuvent être des accélérateurs ou des freins, adhésion à la démarche de personnalités médiatiques, etc. Néanmoins, il est important de se fixer au moins une limite dans le temps pour évaluer les chances de succès d'un tel processus. Évoquer pour cela la fin de l'année 2027 semble raisonnable.

SCHEMA INDICATIF DU PROCESSUS STRATEGIQUE REPRESENTANT LES ARTICULATIONS ENTRE COMPOSANTES ET ETAPES

		1- Au sein de l'archipel des confluences	2- Avec d'autres partenaires de la société civique	3- Obtention d'un Soutien politique local et régional	4- Soutien politique global
Dates indicatives		**T4 2024 + T1 2025**	**T2,3 et 4 2025**	**2026**	**2027**
COMPOSANTES DU PROCESSUS	**État des lieux**	Voir les axes de travail engagés		Enseignements des nouvelles expérimentations, enrichis par la diversité de leurs contextes locaux, régionaux et nationaux	
	Formalisation	Mise en commun des activités et renforcement des complémentarités	Idem avec autres partenaires partageant des objectifs similaires	Formalisation d'un projet politique d'ensemble approprié par les autorités publiques aux niveaux local, puis régional, puis national et international	
	Expérimentations	Mobilisation des citoyens et expérimentations à l'échelle locale sur des territoires pilotes		Expérimentations à l'échelle régionale	Expérimentations à l'échelle de pays
	Interpellations, Confrontations	Proposition d'un projet d'initiative de l'UE	Confrontation avec autres partenaires	Confrontation avec décideurs (partis, gouvernements, UE)	Confrontation à l'échelle internationale
	Montée en échelles (« Upgrading »)	Priorité à l'échelle locale		Passage à l'échelle intercommunale, voire régionale	Passage à l'échelle d'au moins un pays

REMARQUES TERMINALES

Les contacts que nous avons commencés d'engager montrent qu'un élargissement progressif de la démarche est à notre portée, et que celle-ci peut s'inscrire dans les programmes déjà engagés par plusieurs organisations économiques et citoyennes. Dans ce cas, le pilotage du projet sera évidemment recomposé.

Même si le projet entend se baser avant tout sur les attentes sociétales déjà présentes chez les citoyens, nous serons attentifs aux passerelles pouvant exister avec des apports en provenance de cercles intellectuels, scientifiques et culturels.

Archipel des confluences
Démarche « REFAIRE SOCIETE AVEC LES CITOYENS »

Les Axes des travaux en cours en septembre 2024

A- Les Cahiers d'espoir et de solidarité (Sylvie Alphandéry)
B- Transformer la parole citoyenne en projet de société (Robert Spizzichino)
C- Les initiatives locales porteuses de nouvelles visions sociétales (Antoine Valabregue et Robert Spizzichino)
D- Méthodes (Samuel Thirion/ groupe de Clamart)
E- Les valeurs (Gilda Farrell)

A- Les Cahiers d'espoir et de solidarité

Les Gilets jaunes, en se mobilisant contre les injustices fiscales, le coût de la vie et, entre autres, l'augmentation du prix de l'essence, ont contribué à redonner du sens à l'action collective, ce qui dans la France du XXIème siècle ne s'était pas produit avec une telle ampleur, depuis le mouvement de décembre 1995. Pour neutraliser ce mouvement, Emmanuel Macron annonce en décembre 2018, l'organisation d'un grand débat, structuré autour de 5 thématiques. Les Gilets jaunes organisent alors « Le Vrai débat », à partir de questions ouvertes et d'expression libre.
Macron devait rendre compte du contenu des Cahiers le 15 avril 2019 qui est le jour de l'incendie de Notre Dame. S'il est légitime d'avoir annulé cette restitution, vues les circonstances, ce qui l'est moins, c'est de l'avoir purement et simplement ajournée définitivement en ordonnant à l'entreprise mandatée pour analyser le contenu des Cahiers d'en détruire les conclusions.

Une association « Rendez les doléances » se constitue au printemps 2020 pour exiger que les Cahiers soient mis à la disposition de tous. Numérisés par la Bibliothèque nationale de France, et déposés aux Archives nationales, seules 3 équipes de chercheurs ont en effet, le droit d'y accéder.
Heureusement, les archives départementales ont recueilli pour leur part les cahiers écrits dans les mairies et plusieurs équipes de chercheurs, ont travaillés sur ceux-ci, des thèses sur ce sujet sont en cours d'écriture. À bas bruit, se poursuit jusqu'à aujourd'hui dans de nombreuses régions, un travail d'analyse des Cahiers.

Mais à ce jour, seule a vu le jour l'exigence de mettre les Cahiers à disposition de tous, ce qui est bien sûr un préalable à leur exploitation.
Notre projet souhaite associer les rédacteurs de cahiers à la mise en œuvre effective des propositions transformatrices contenues dans de nombreux Cahiers. Ce projet sera porté dans un premier temps par l'association des Cahiers du bicentenaire*, mais a vocation à s'élargir. Nous y reviendrons… Au moment où le Rassemblement national frappe à la porte, il est plus que jamais urgent de ré-enchanter la politique en y associant les premiers concernés que sont les habitants des villes et des campagnes qui massivement ont participé à l'écriture de ces cahiers.

* L'association des Cahiers du bicentenaire a porté, en 1988, un projet d'écriture de cahiers de propositions. Il a été enterré par la gauche alors au pouvoir. Cf l'article « Pas de doléances pour le bicentenaire », Sylvie Dreyfus-Alphandéry, revue du Mauss n° 8, 2ème trimestre 1990

B- Axe « Transformer la parole citoyenne en projet de société »

Il s'agit de partir de données quantitatives et qualitatives dont on dispose (enquêtes psycho-sociologiques, sondage d'opinions, études statistiques, ….) sur la parole citoyenne concernant les modes de vie, les aspirations et les attentes de mutations de type sociétale, et les valeurs privilégiées dans la vie collective. Ceci concerne aussi bien la population française en général que certains de ses sous-ensembles : les habitants des quartiers populaires, les jeunes, les habitants de tel ou tel territoire, les « sans-voix », …Naturellement, il y a une forte complémentarité avec l'axe concernant les « cahiers de

doléances ». On attachera une attention particulière à la manière dont la citoyenneté peut s'exprimer dans le travail.

On tentera de dégager quels changements sociétaux sont privilégiés, les strates éventuelles qui se manifestent à ce propos au sein de la société française, quels freins sont perçus, et quelles modalités sont requises. On tentera de cerner l'impact de diverses méthodes d'éducation à la citoyenneté, notamment dans le champ de « l'éducation populaire ».

La perspective de ce travail n'est pas académique ; il sa propose avant tout de pouvoir renvoyer quelques résultats marquants à des associations, à des collectifs et à des mouvements citoyens afin qu'ils s'en saisissent dans le but d'un passage à l'acte pour refaire société.

C- Les initiatives locales porteuses de nouvelles visions sociétales

Dans les territoires existent des initiatives innovantes, souvent expérimentales qui visent à apporter des solutions nouvelles aux problématiques et besoins identifiés collectivement sur le territoire concerné. Le concept d'initiative territoriale englobe à la fois une méthode, un état d'esprit et une action collective qui rassemble tous les acteurs locaux tels que les institutions, les associations, les groupes d'habitants ou les collectifs de citoyens. Le but est de trouver des réponses innovantes dans des domaines tels que la mobilité, le développement économique, l'habitat, l'environnement et la démocratie participative. Beaucoup d'entre elles sont attachées à l'intérêt général et à la recherche du bien commun. La même chose existe dans le champ économique où, en matière d'emploi, de démocratie sociale, de formation professionnelle, des acteurs ancrés dans un territoire recherchent des solutions innovantes. Plusieurs réseaux se sont constitués pour établir des échanges entre ces divers types d'initiatives, aider à leur promotion et à leur développement sur des champs élargis.

Se manifestent souvent au travers de ces initiatives une vision générale d'une société en mouvement et des grandes tendances d'évolutions. Est-ce que celles-ci sont les soupapes de notre société corsetée, productiviste et marchande, ou bien est-ce une avant-garde de mouvements plus profonds en émergence ? De même, quels sont les acteurs réellement concernés ? Y a-t-il des différences de classes sociales, de niveaux culturels, de revenus, de caractéristiques territoriales, … ?
L'analyse des processus pour concevoir et mettre en œuvre ces initiatives est également intéressante : réactions et luttes, mise en pratique de théories, procédures bureaucratiques détournées, pragmatisme, imitation de ce qui se fait ailleurs, … ?

Actions en cours

- Identification des principaux réseaux existants
- Travail approfondi avec certains d'entre eux afin de revisiter ces expériences pour en apprécier toutes les dimensions. Il s'agit aussi d'identifier les raisons de leurs succès ou de leurs échecs et plus généralement de leurs difficultés à se diffuser. Puis de faire en sorte que ces informations soient plus largement connues et qu'elles mettent en évidence les mutations politiques nécessaires à leurs prises en compte.
- Recherche de convergences entre des réseaux couvrant des domaines analogues
- Expérimentation d'un « café du possible » permettant à tout un chacun développant un projet d'intérêt général d'être aidé par un groupe lui facilitant la découverte de coopérations pouvant faciliter le succès du projet. Éventuellement, mise au point d'un canevas d'auto-formation pouvant permettre de surmonter les difficultés rencontrées

D- Axe « méthodes »

Objectif

Produire un cadre méthodologique pertinent au service des autres axes de la pirogue et en interaction avec ces derniers.

Raison d'être

Que l'on se réfère à l'humanisme, au convivialisme, à la justice sociale, à la solidarité, à l'écologie, à la citoyenneté, etc., pour penser la société de demain, tout ceci relève en fin de compte d'une seule et même préoccupation et aspiration : Promouvoir une société qui permette à tous les citoyens de se construire individuellement et collectivement, du niveau local au niveau global, comme co-sujets vivant ensemble dans une même maison, notre planète et donc indissociablement coresponsables du bien-être de tous et de nos cadres de vie communs dans l'immédiat et dans le long terme.

Si nous sommes d'accord sur cet objectif général, quelle que soit la façon dont on l'exprime, alors la question qui se pose est : Avec quelles méthodes ? : Comment faire émerger de tels processus de construction individuelle et collective ? Comment assurer le passage des paroles à l'action ? Comment faire en sorte que cela devienne l'objet d'apprentissage et de progrès quant à la manière de le faire ? Comment cela peut se propager et devenir des références communes ? Quel serait le rôle et la posture souhaitables des autorités publiques pour y parvenir ? Comment les amener à évoluer dans ce sens ? Etc.

Ce que cela implique

Répondre à ces questions soulève des problèmes de fond dont il faut pouvoir prendre la mesure des enjeux que cela implique. Notamment en termes de : modes individuels et collectifs de production et validation de connaissances, de passage des connaissances à l'action, de compétences psychosociales à promouvoir, et, au-delà, de fonctionnement de la démocratie, de l'économie de la gouvernance, ainsi que d'autres thèmes essentiels qui pourront apparaître essentiels par la suite.

Actions envisagées

A cette fin un groupe de travail s'est constitué, dénommé « Groupe de Clamart » (la première réunion physique s'étant réalisée à Clamart en juin 2024) avec les objectifs spécifiques suivants

1- Produire des textes de clarification des enjeux sur les thèmes clés ci-avant référés. Un texte est déjà disponible dans sa première version sur la démocratie. Est également disponible une présentation de l'équation de Gaia.

2- Élaborer, expérimenter et valider, en interaction avec les autres axes de la pirogue des méthodes concrètes répondant aux objectifs de chaque axe et construire ainsi progressivement un cadre méthodologique commun.

3- Promouvoir et affiner des outils de facilitation de la citoyenneté mettant en avant les valeurs qui la sous-tendent. Un jeu dit de la « coresponsabilité glocale » a déjà été produit dans le cadre des activités du réseau TOGETHER avec d'autres partenaires (notamment Renoveco) et est en cours de test dans différentes contextes locaux et internationaux.

E- Axe « Valeurs »

Objectif
Au sein de la pirogue, l'axe valeur vise à mettre en exergue les valeurs qui sous-tendent les paroles et les actions citoyennes.
Comment se pose le problème
Paroles et actions sont l'expression de tout processus humain de communication et d'interaction. Si nous voulons qualifier les *paroles et les actions citoyennes*, on doit faire appel aux éléments qui les distinguent. Ce sont notamment les capacités d'autonomie créative, de critique, d'indignation, d'empathie, permettant ainsi la « reconnaissance de la totalité » lorsque on reçoit une partie. Il s'agit donc d'identifier ces « capacités immatérielles » en tant que valeurs, catalysant toute transformation non-périssable, alors que nous nous trouvons dans un monde où de plus en plus tout est apprivoisé comme marchandise sur la base d'une seule valeur : le prix.
Explorer la diversité des valeurs portées par les processus citoyens
La conscience de la multiplicité de valeurs est donc, pour reprendre une idée d'Annie Le Brun, indispensable pour décoloniser les esprits. Les valeurs -au pluriel- sont par nature interactives et leur prolifération dépend de la liberté de partager et revendiquer des espaces communs, d'où l'importance de la citoyenneté démocratique. Celle-ci n'est pas un acquis individuel, mais un trajet à parcourir avec les autres pour donner forme à la transformation personnelle et collective qui empêcherait le monde de couler sous les poids des excès générés par l'idéologie de la valeur unique.
Actions de l'axe « valeurs »
Concrètement, l'axe « valeurs » de la pirogue se focalisera sur l'analyse des valeurs que l'on retrouve dans les paroles et les actions citoyennes lorsqu'elles s'expriment dans l'espace public.

4. Archipel des confluences : pirogue « Europe »

Archipel des confluences

Pirogue « Europe »

Présentation dans ses grandes lignes du texte

Quelle Europe avec les Européens pour un monde solidaire ?

Teste intégral > https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?PirogueEuropeContributions

Ce texte est le fruit des réflexions du groupe de travail « Pirogue Europe 2024 » de l'Archipel des Confluences sur la question fondamentale que nous nous sommes posée dans la perspective des Élections Européennes du 9 juin 2024 : **Quelle Europe avec les Européens pour un monde solidaire ?**

Autrement dit, quelle Europe les Européens devraient-ils coconstruire à un moment où plus de solidarité entre humains semble être la seule réponse réaliste aux dérèglements du monde ? Ce questionnement rejoint l'interpellation de l'écrivain et essayiste autrichien Robert Menasse.

Évitant de nous limiter, à l'approche des élections européennes, à de vaines considérations franco-françaises, nous avons voulu nous appuyer sur la notion quasi existentielle de défense et promotion de l'Humanité dont la formulation la plus claire à ce jour est celle de la Déclaration Universelle des Droits Humains de 1948 (DUDH)

Face à la triple menace du dérèglement climatique, de l'explosion des inégalités et de l'érosion des valeurs humanistes et démocratiques engendrant un processus de dé-civilisation, notre questionnement initial s'est donc élargi ainsi :

Que voulons-nous défendre et promouvoir ? Comment l'Europe peut-elle y contribuer ?

Or les meilleures intentions, les catalogues de mesures ne suffisent pas face à la complexité des problèmes et à la gravité des enjeux. Sur chaque sujet, il convient d'expliciter la problématique, de repérer les failles et les désaccords afin de coconstruire des chemins d'avenir qui soient à la fois désirables, justes … mais aussi possibles.

Notre texte, qui exprime des positions et propositions communes à toutes les personnes qui ont participé à la réflexion, ne doit pas pour autant être considéré comme figé. Il exprime avant tout des propositions facilitant la mise en débat des réflexions. Et il nous est apparu que certains questionnements restaient à préciser, à débattre, à approfondir. Nous les signalons dans le texte en tant que POINTS à DÉBATTRE et nous choisissons dans cette présentation de mettre en évidence particulièrement les premiers *points à débattre* identifiés.

En complément du texte commun, vous trouverez, sur le site de l'Archipel des Confluences,

- les contributions personnelles de plusieurs participants du groupe.
- et différents textes d'auteurs et essayistes sur l'Europe et son avenir.

Le monde fait face à de brusques dérèglements systémiques…

Bouleversement du climat, augmentation de la malnutrition, soudaine pandémie mondiale, disparition des espèces, montée des intolérances et des idéologies d'exclusion, retour de l'inflation, dérégulations spéculatives, creusement des écarts de richesse, guerres en Ukraine et au Proche-Orient entraînant un réarmement mondial…

Les "crises" s'enchaînent à un rythme inquiétant. Mais peut-on encore utiliser le terme de "crise", plus adapté à un accès de fièvre passager ? Ces crises-ci perdurent, s'étendent et surtout s'entretiennent les unes les autres, chacune étant le pervers carburant de cercles vicieux potentiellement irréversibles, comme risque de l'être le dérèglement climatique.

Face à ces dérèglements durables et systémiques, l'humanité, pour échapper à la régression, doit :

- inventer des formes radicalement nouvelles de consommation, de production et de mise sur le marché ;
- rompre avec la prédation sans scrupule, l'égoïsme et la concurrence effrénée pour leur substituer une logique de partage, d'entraide et de coopération ;
- pour y parvenir, revoir la gouvernance internationale et obtenir que, dans les faits, les grandes puissances cessent d'outrepasser impunément le droit international.

Il nous faut sans cesse réaffirmer avec force les valeurs d'humanisme et d'universalité des droits humains de la Déclaration des Nations-Unies de 1948 : celle-ci reste le socle de valeurs qui a permis à l'Humanité d'amorcer une gouvernance mondiale au sortir d'un terrible conflit planétaire.

Ce socle ne doit cependant pas rester figé, il doit être réinventé et enrichi sur des points essentiels tels que les équilibres écologiques, le respect de la biodiversité, la place des femmes et des minorités, etc.

Mais il faut faire vite : les individualismes déboussolés prospèrent, les limites biophysiques sont atteintes, voire dépassées pour certaines, et les idées régressives progressent, de plus en plus conquérantes. Faire vite, tout en respectant le temps long de la démocratie. Faire vite, mais sans occulter l'importance du diagnostic, de la délibération et de la décision impliquant les citoyens, et de l'évaluation des résultats qui permet de rectifier si nécessaire et de redonner confiance aux citoyens.

Pour dépasser cette redoutable contradiction, l'Europe doit être un terreau d'initiatives et d'actions pour, « avant de refaire le monde, au moins éviter qu'il ne se défasse ».

Il lui faut pour cela agir en cohérence et en continuité sur sept exigences :

1. Le monde a besoin d'une Europe au service d'une mondialité positive.
   […]

   ➔ *point à débattre* :

   Cette vision se heurte cependant à la faiblesse de l'Organisation des Nations-Unies, de plus en plus menacée par le non-respect de ses principes fondateurs et de ses résolutions, y compris par les grandes puissances.

   Dès lors, quelle pourrait être la place de l'Union Européenne dans une réforme de l'ONU ? Faudrait-il que la France cède à l'Union Européenne sa place au Conseil de Sécurité, marquant ainsi par ce geste fort sa volonté de renforcer le poids politique de l'Union ?

2. Le monde a besoin d'une Europe consolidée et créative (en trois points)
   - Une Communauté Européenne plus démocratique

   […]

   ➔ *points à débattre* :

   Neuf États frappent à la porte de l'Europe. Faut-il intégrer ces nouveaux membres sachant que des écarts considérables entre leurs économies risquent d'engendrer de fortes tensions pour la cohésion de l'UE27 ? Si oui, quand et comment ?

Faut-il que l'UE27 place dans ses plus fortes priorités une politique de coopération avec les pays méditerranéens et avec les pays africains ? Si oui, doit-elle refondre toute son aide publique au développement vers des échanges plus solidaires ?

- Un groupe-moteur dans la perspective d'une République Européenne Démocratique postnationale

[…]

- L'Europe géographique formant une communauté politique et culturelle

[…]

3. Une Europe en harmonie soutenable avec les limites et les ressources de notre Planète,
   […]
4. Une Europe à l'économie soutenable, inclusive et solidaire,
   […]
5. Une Europe ayant une réelle capacité fiscale et budgétaire, éthique et éco-responsable,
   […]

   ➔ *points à débattre* :

   Quel statut pour la BCE ? Aujourd'hui, son obligation de rendre compte au Conseil et au Parlement Européen est purement formelle. Faut-il envisager que la BCE dépende de l'autorité politique européenne et ne soit plus indépendante ?

   La BCE ne devrait-elle pas étendre l'usage de sa puissance financière considérable à d'autres Biens Communs que la stabilité financière, notamment la lutte contre le dérèglement climatique et la réduction des inégalités ?

   Enfin, quels seraient la nature et le niveau des taxes sur les transactions financières contribuant à l'augmentation des ressources du budget européen ?

6. Une Europe mieux sécurisée et plus résiliente,
   […]

   ➔ *points à débattre* :

   Les modes de défense fondés sur la résistance civile non-violente ou sur une limitation maximale de la violence (telles l'approche de Jaurès hier ou celle de la Suisse aujourd'hui) sont-ils complémentaires ou exclusifs de ceux fondés sur la dissuasion nucléaire ou même sur des systèmes de défense conventionnels comme on le voit en Ukraine ? Ne faut-il pas aussi créer un corps européen de sécurité civile face à la montée des risques industriels et climatiques ?

   Croire que posséder l'arme nucléaire nous protège, est-ce une illusion ? En dehors même d'un conflit armé, le déploiement d'armes nucléaires nous expose-t-il à des risques considérables de dysfonctionnement technique ou d'erreurs humaines ? Faut-il que l'Europe refuse ces risques aux conséquences terrifiantes ? Serait-ce un pas significatif vers un désarmement global que de refuser sur son sol tout déploiement d'armes atomiques ?

   Quel avenir pour la place de l'Europe au sein de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN ? Faut-il quitter le commandement intégré de l'OTAN comme la France l'a déjà fait entre 1966 et 2009 ? Faut-il au contraire rester mais rééquilibrer les relations avec les USA au sein de l'OTAN ? A terme la montée en puissance de la défense commune européenne ne remet-elle pas l'OTAN en cause ?

7. Une Europe plus humaine, sociale et culturelle.
   […]

   ➔ *points à débattre :*

   Michel Rocard écrivait en septembre 2009 : "Permettez-moi, dans l'espoir, cette fois-ci, d'être bien entendu, de le répéter : la France et l'Europe peuvent et doivent accueillir toute la part qui leur revient de la misère du monde."

   Mais quelles sont nos réelles capacités d'accueil digne et d'acceptation par la société ? Comment trouver le bon équilibre entre le respect par les migrants de la culture des pays d'accueil et la prise en considération de leur propre culture ?

   Par ailleurs la DUDH stipule que « toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État ; que toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ; que devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. ». Peut-on faire de la Déclaration Universelle des Droits Humains de 1948 un droit opposable ?

   Comment faciliter l'interaction positive entre l'identité-racine européenne (son histoire, ses cultures, ses langues) et celles des autres civilisations du monde ? Quelle pourrait être la dynamique permettant de s'enrichir mutuellement de ces diversités, progressivement et avec respect ?

Face au brutalisme inhumain, pour un humanisme et un convivialisme européens

Une Europe avec les Européens pour un monde solidaire.

C'est de cette Europe-là que le monde a besoin, et il faut en débattre.

Contact : europe@archipel-confluences.org

5. Archipel des confluences : pirogue Points aveugles

Archipel des confluences

Pirogue « points aveugles et inexplorés »

Cette pirogue (groupe de travail) vient juste de se mettre en place début octobre 2024, et, pour l'instant délimite le périmètre, les objectifs, les outils et les publics ciblés par son action.

Les « points aveugles » peuvent être définis comme ceux qu'on met trop souvent « sous le tapis » dans les programmes, les manifestes … parce qu'on les sait sensibles, susceptibles de conflits et de désunion. Par exemple l'intégration des migrants, le rôle de la police, l'élargissement de l'Union Européenne …

D'autres sont des points inexplorés ou très peu traités, mais qui peuvent s'avérer cruciaux voire redoutables même à court terme : les zoonoses d'avant le Covid, par exemple.

D'autres, les points *Yakafokon*, se contentent d'afficher une intention sans aller plus loin sur l'opérationnalité et les questions qu'il faut résoudre.

D'autres participants ont évoqué également l'importance des idées reçues et des fausses évidences. Par exemple la « vague migratoire », le pouvoir d'achat versus pouvoir de vivre, l'écologie dite « punitive » …

Il a également été évoqué les confusions et dérives dans le débat public, les amalgames, les mots-valises, l'ignorance des contenus. Par exemple la confusion entre les dettes d'une personne, la dette d'un état et la dette écologique : un même mot pour trois notions très différentes.

Tout cela renvoie à des publics différents, des outils différents, tels l'interpellation du champ politique institutionnel, le partenariat avec des médias, l'élaboration d'un glossaire (*) complétant celui déjà entrepris sur « les mots de la coopération et de la transition », etc.

Le chantier est bien sûr immense, et il ne faut que la pirogue s'y noie …

Nous sommes donc, pour les prochaines semaines, dans une phase de décantation afin de déterminer le périmètre, les objectifs, les outils de nos travaux et ce que chacun et chacune peut et désire y faire.

N'hésitez pas à nous rejoindre !

contact@archipel-confluences.org

Sur le site-wiki de l'Archipel : https://www.archipelconfluences.org/WikiAdC/?PiroguePtsAvPresentation

(*) https://www.archipel-confluences.org/WikiAdC/?Glossaire

6. Société civique et société civile

"Société civique", plus que "Société civile, mais laquelle ?

Par Patrick Viveret

La « société civile » est un ensemble très large et composite qui inclut l'ensemble des acteurs distincts de la « société militaire » et de la « société politique » entendue au sens restreint du terme (partis politiques, élus, Etat). Elle comprend aussi bien les entreprises que des associations qui n'ont ni objectifs transformateurs, ni intégration des enjeux politiques (au sens global du terme dans leurs projets. Dans l'ordre politique (entendu au sens de l'organisation de la délibération et des choix d'orientation et de gouvernance des sociétés), il est donc vain d'opposer société civile et société politique. En revanche il est essentiel de caractériser ce que l'on peut appeler une «société civique» qui allie potentiellement trois composantes :

a) la société civile transformatrice (exemple la partie du mouvement syndical, des associations, des entreprises, des mouvements culturels et éducatif qui inscrivent leur projet et leur action dans une perspective transformatrice (de mutation écologique, de justice sociale, de développement démocratique) et prend en compte les enjeux politiques dans cette perspective mais dans un rapport au pouvoir qui est en "pouvoir de" création démultiplié par la coopération plutôt qu'un « Pouvoir sur» de conquête et de domination qui génère de la dépression.
A ce titre une bonne partie des ONG de type Cimalde, Singa, GreenPeace, Attac ,Oxfam etc.font partie de cette société civique ainsi que des grandes plate-forme collaboratives telles que le Pacte pouvoir de vivre initié par la CFDT et la Fondation pour la Nature et l'Homme ou l'allance écologique et sociale (suite de « Plus jamais çà » initié à l'origine par la CGT et Greenpeace) ou le « Collectif des Transitions citoyennes », initié à l'origine par Colibris et Attac. On peut aussi y inclure la partie transformatrice de l'économie et des entreprises (ex l'économie sociale et solidaire, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération, l'économie régénératrice). Les Archipels tels que hier « osons les Jours heureux", ou aujourd'hui l'archipel des Confluences (avec en leur sein Utopia, le mouvement des convivialistes, Ecosol) en font bien sûr partie.
Il est clair que cette « société civique » est traversée par des divergences tout comme la société politique classique mais son rapport différent au pouvoir peut lui permettre de dépasser un certain nombre de contradictions liées à la société politique organisée autour de la compétition et d'un pouvoir à prendre lors de temps discontinus (élections le plus souvent, parfois révolutions ou coups d'état.)

b) au sein de la société politique traditionnelle (partis, élus, Etat) il existe un nombre croissant d'acteurs qui comprennent que le politique ne peut plus répondre aux grands défis de la période s'il s'organise principalement en vue de la compétition pour le Pouvoir entendu comme Pouvoir de domination générant des comportements de soumission (ou de dépression) chez les autres acteurs. Cette approche d'un « Pouvoir sur » génère une « démocratie discontinue » (le plus souvent réduit aux temps de compétition électoraux, délégative et non représentative (car la représentation exige un haut niveau de participation) et faible en participation citoyenne et en qualité de délibération (celle-ci étant le plus souvent réduite à l'argumentaire appuyant les compétitions électorales).
C'est avec les actrices et acteurs de la société politique qui comprennent cet enjeu et sont prêts à s'inscrire dans une vision d'exigence écologique et de justice sociale mais aussi de transformation démocratique telle qu'une démocratie continue, à haut niveau de participation et de délibération qu'une alliance privilégiée est possible et souhaitable.

c) un troisième acteur clef est celui de « la société médiatique » où se joue un conflit majeur non seulement d'opinions et de projets (aujourd'hui par exemple les médias soutenus par les courants d'extrême droite) mais aussi de statuts (public en recul face aux privatisations croissantes) et de comportements (appui à l'information et la délibération ou réduction à la communication -marchandise voire à la manipulation comme ce peut être le cas par exemple dans nombre de réseaux sociaux).

Cette alliance ne recouvre que partiellement celle des partis politiques de la gauche et de l'écologie. D'abord parce que ces partis, en tant que tels, peuvent avoir un rapport d'indifférence ou, pire, d'instrumentation à l'égard de cette société civique confondue avec une société civile considérée comme un simple vivier. Ensuite parce que nombre de leurs dirigeants ou élus restent centrés sur un rapport de pouvoir à prendre et à conserver et non un pouvoir de création. Cette contradiction s'exprime par la faible qualité démocratique d'organisations politiques qui se prétendent par ailleurs transformatrices. Il est donc important de mettre en évidence d'autres concepts et distinctions pour approfondir la nature de cette alliance.

Brutalisme et convivialisme

C'est le cas d'un dépassement de la seule critique du capitalisme (dans les courants socialistes ou communistes) ou de l'Etat (par exemple dans les courants libéraux ou anarchistes) ou du productivisme (par exemple dans les courants écologistes). En fait on peut caractériser un élément commun à ces systèmes fondés sur la domination et la discrimination. Cet élément c'est la brutalité sociale dans le cas du capitalisme, la brutalité politique dans le cas des formes autoritaires ou totalitaires du pouvoir, la brutalité à l'égard de la nature et du Vivant dans le cas du productivisme. Cette brutalité se constate aussi dans d'autres domaines tels bien sûr le racisme et l'antisémitisme qui récuse autrui du fait de son origine ou de sa couleur de peau ou les dominations et de discrimination liées à la sexualité (patriarcat, masculinisme mais aussi féminisme sectaire) , aux croyances (religieuses, animistes, athées, agnostiques) et dans les comportements mêmes (sectarisme, dogmatisme, arrogance…).
Le terme de « brutalisme » né en architecture mais repris et élargi par Achille Membe (cf « le Brutalisme ») puis par Julie Chabaud et Patrick Viveret (cf « la Traversée ») permet de rassembler ces différentes formes de domination, d'exploitation ou de brutalité et d'éviter de ne se focaliser que sur l'une d'entre elles. C'est ainsi que nombre de mouvements anticapitalistes et anti-impérialistes ont pu se montrer complaisants à l'égard de pouvoirs despotiques (ou le devenir eux-mêmes lors de révolutions) ; que des luttes anti coloniales ont pu être menées par des hommes masculins défendant le patriarcat ou que des courants communistes ou socialistes ont pu être aussi productivistes que le capitalisme qu'ils combattaient.

L'alternative au brutalisme peut être celle portée par le convivialisme et ses principes de commune naturalté, commune humanité, commune socialité, légitime individuation et d'opposition maîtrisée face aux logiques de démesure. Elle recoupe en grande partie la notion défendue par Edgar Morin d'un « humanisme régénéré » et peut être précisée, afin d'en montrer l'importance écologique, par le terme **d'éco-convivialime** proposé par Julie Chabaud et Patrick Viveret.

PS : dans cette perspective une autre distinction importante que je n'ai pas le temps de préciser ici c'est celui de la « Douceur » qu'il faut cesser de confondre avec « la Molesse ». Cela permettra d'autant plus de Ceser de confondre Radicalité et Brutalité.

Métamorphose plus que Transition (voir aussi Révolution, Bifurcation, Reforme …)

La perspective transformatrice portée par l'alliance que constitue « la société civique » est loin d'être linéaire comme peut le laisser supposer le terme de Transition (ou de simple réforme graduelle). Elle relève d'une mutation beaucoup plus profonde et ne se résume pas non plus à un changement brusque (de type révolution). On peut dire qu'elle inclut une « bifurcation » c'est à dire un changement profond d'orientation mais ne s'y réduit pas. Un terme plus complet et inspiré du Vivant est celui de « métamorphose » qui a également l'avantage de prendre en compte trois temps essentiels et en interaction que l'on repère facilement si l'on prend par exemple la métaphore chenille-papillon :

a) celui des « chenilles » dont les anticorps s'opposent aux « cellules imaginales » du futur papillon. Cette prise en compte permet également de mieux comprendre les processus de rétractation et de voracité qu'une approche en termes de Transition a tendance à sous-estimer au point de conduire à une attitude défaitiste ou dépréssive quand on doit constater, ce qui est le cas aujourd'hui, des phénomènes de réaction ou de régression.

b) celui des "forces de vie" exprimées par la métaphore des « cellules imaginales » présentes dès le stade de la chenille, mais encore insuffisantes quantitativement ou qualitativement dans cette séquence. En revanche leur repérage et leur coopération en vue, le moment venu, d'entamer la métamorphose proprement dite est essentiel. Rien ne serait pire en effet, qu'alors que le temps des chenilles en vient inéluctablement à s'épuiser, que la mutation soit bloquée faute d'anticipations et de coopération de ces forces de vie (si elles ont été saisies entretemps par le découragement ou le manque de capacité anticipatrice). Que l'on pense par exemple à ce que serait devenue la France après sa défaite de Dien Bien Peu si des acteurs anticipateurs comme Pierre Mendes France n'advient pas été prêts le chaos qu'il annonçait étant survenu pour proposer une sortie positive de la crise coloniale.

c) celui du bon usage de la période chaotique du temps de « chrysalide » afin que ce temps débouche vers une « chaosmose » (cf Felix Guattri et Alain Damasio) c'est à dire un chaos créateur porteur de la métamorphose et non d'un chaos destructeur (cf la question des projets et des formes d'alliance des forces de vie).

Démocratie continue, démocratie convivialiste

La forme actuelle de démocratie est largement inachevée et insatisfaisante même si elle est évidemment supérieure à des formes despotiques, autoritaires, voire théocratiques. Cette forme est en effet inapte à traiter de manière satisfaisante les grands défis de notre époque. Elle est en effet discontinue et centrée sur l'attente du résultat de grandes compétitions électorales (ou de moments rupture eux-mêmes discontinus tels des révolutions ou des coups d'état).
Or les problèmes auxquels nous sommes confrontés -doivent être traités sans attendre et c'est l'enjeu d'une "démocratie continue ».
Cette démocratie doit-elle même s'assurer de la réunion de toutes les énergies, compétences, points de vue (y compris divergents) ce qui suppose une forte capacité participative et une haute qualité délibérative que ne possède pas une démocratie délégative (et non représentative car la représentation effective n'est possible qu'avec un haut niveau de participation). L'ensemble de ces éléments qui intègrent aussi des méthodologies plus riches (conventions citoyennes, utilisation du tirage au sort, élections sans candidat, votes préférentiels, gestions par consentement, construction de désaccords, conflits non violents...) peut être aussi caractérisée globalement par le terme de « démocratie convivialiste ».

Archipels (au sens d'E Glisssant et non de J Fourquet)
L'approche archipélique (ou archipélagique ») d'Edouard Glissant peut s'avérer particulièrement féconde. Elle permet en effet de prendre en compte trois éléments :

a) « les identités racines » (des peuples, des cultures, des traditions...) qui, si elles sont dominées, exploitées, niées..., finissent par se replier sur des intégrismes identitaires voire entrer en confrontation violente avec d'autres identités.

b) « les identités-relations » rendues possibles dès lors que la peur de voir sa propre identité (individuelle ou collective) niée. C'est alors que nombre de coopérations créatrices peuvent se nouer et s'enrichir mutuellement.

c) un « commun » qui rassemble les éléments partagés et les défis communs(par exemple le défi écologique pour l'Humanité). Ce commun peut alors être co-construit par l'ensemble des parties concernées dès lors qu'il n'est sous l'hégémonie (politique, culturelle, économique) d'aucun acteur. Si tel est en effet le cas, le commun est fracturé et les identités-racines ont tendance à se réfracter ou à recourir à la violence. Ce commun s'exprime potentiellement chez Glisssant à travers le concept de « mondialité » qu'il oppose à celui de mondialisation ou de globalisation sous l'hégémonie actuelle des puissances occidentales.

A noter qu'à l'échelle mondiale cette approche serait infiniment plus satisfaisante que les formes actuelles de domination politiques ou économiques issues de la seconde guerre mondiale ou les formes potentielles à venir de domination de régimes autoritaires (de type chinois) ou mêlant facteurs nationalistes et facteurs religieux (tels l'Inde de Modi par exemple).
Si l'on veut éviter que la fin de la domination occidentale (en soi non seulement inéluctable mais en partie souhaitable) ne se traduise pas par une régression des droits humains (à commencer par celui des femmes) ce n'est pas dans un affrontement entre « un Sud global « hétérogène et souvent peu démocratique et un « Nord global » arquebouté sur ses anciens privilèges économiques et politiques que l'humanité pourra entrer dans l'ère de ce que Glisssant nomme « la mondialité ». Dans la nouvelle ère géopolitique qu'il s'agit de construire pour éviter les guerres et les régressions barbares et construire une capacité de l'humanité, comme « peuple de la terre » à vivre en paix sur une planète demeurant habitable il ne suffit pas de prolonger le système actuel des Nations unies qui se réduit pour l'essentiel à des états et non à des sociétés. Et, dans cette perspective, des formes de démocratie continues seront nécessaires et devront inclure, pour permettre le bien vivre en paix d'identités culturelles et nationales différentes, une forme de séparation radicale entre formes politiques et religieuses que l'on nomme cette séparation « laïcité » ou « sécularisme ».
Notons enfin que dans un archipel le centre, vide de pouvoir de domination, est celui de l'eau (on peut le dire aussi de l'espace) et que le cœur de notre Archipel mondial serait alors le grand océan qui couvre les deux tiers de notre Planète.

Dans cette perspective, et contrairement à la vision décliniste de Jérôme Fourquet , pour qui la notion d'archipel exprime une fragmentation croissante d'un corps collectif qu'il décrit dans son livre « l'Archipel français », on peut considérer qu'un archipel français serait particulièrement anticipateur et porteur de "puissance créatrice" à l'image de ce que les cérémonies d'ouverture des jeux olympiques et paralympiques ont pu donner au monde (cf

selon la presse internationale la France d'Edith Piaf et de "l'hymne à l'amour" plutôt que celle de Napoléon). Le fait d'être un « pays-monde" porteur d'une pluralité de cultures, d'origines, de couleurs... est alors un atout et non un boulet comme le pensent les déclinistes et les forces d'extrême droite. De même, dans cette perspective, il faudrait cesser de parler de territoires ou de départements d'outre-mer-. Dans l'archipel français il n'ya aurait pas de métropole et de territoires « ultra-marins » puisque c'est l'océan qui serait alors le coeur de cet Archipel.

A noter que l'Europe, elle aussi, qui n'a plus les moyens d'une puissance dominatrice, et serait menacée d'éclatement par un repli sur ses multiples identités nationales et culturelles, aurait également tout intérêt à construire son avenir politique sur une approche de type Archipel.

Nouveau front populaire, Front Républicain, Alliance humaniste des forces de vie

Ces différents éléments permettraient également de penser l'articulation entre trois formes d'alliances qui seraient complémentaires alors qu'elles sont aujourd'hui présentées comme divergentes voire contradictoires.

Ainsi le nouveau Front populaire n'a d'avenir que s'll se construit, très au-delà d'un accord électoral entre partis aux intérêts divergents, comme le vecteur privilégié de la démocratie continue et de la société civique capable de construire une articulation positive sous forme d'archipel. A l'inverse, s'il est le théâtre d'une confrontation entre des forces qui cherchent à imposer leur domination aux autres composantes, il ira inévitablement vers l'éclatement et ne résistera pas aux risques de fracture que porte en elle la compétition présidentielle.

Dans sa potentialité positive le NFP peut alors être devenir le vecteur d'une alliance plus large qui, défensive dans un premier temps face à l'extrême droite, pourrait préfigurer au-delà de la notion assez pauvre de « front républicain », le projet très riche de ce que notre ami Claude Alphandery nommait, dans son ultime appel, « une alliance humaniste des forces de vie"

Partie 5 – Utopia au travail

1. La vie du mouvement : Editions et Expositions

les éditions utopia

FRB FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LA BIODIVERSITÉ

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Biodiversité, no(s) futur(es)

Une odyssée spatio-temporelle pour un futur durable

Par un collectif de douze scientifiques

Préface d'Hélène Soubelet, Allain Bougrain-Dubourg et Denis Couvet

En librairie le 22 mai

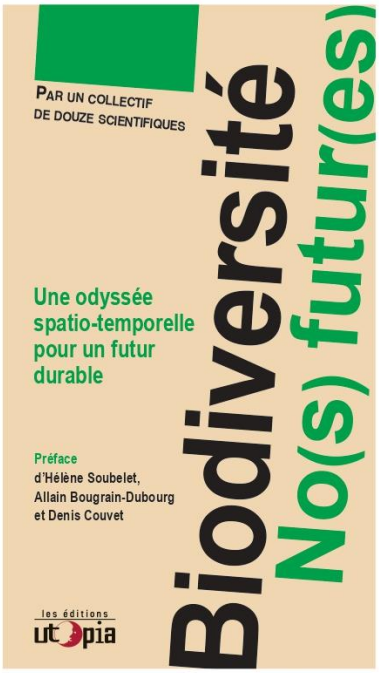
À l'occasion de la journée internationale de la biodiversité, les éditions Utopia, en partenariat avec la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) présentent le livre *Biodiversité, no(s) futur(es).*

À travers douze nouvelles et une narration atypique qui permet une lecture à plusieurs niveaux, cet ouvrage nous invite à retracer l'incroyable trajectoire du vivant et à enrichir nos imaginaires sur la Nature ainsi que sur notre manière d'habiter le monde.

Fondées sur des constats scientifiques authentiques, les auteur·es, travaillant dans le domaine de la recherche sur la biodiversité, y mêlent la fiction pour les ancrer dans le réel nous incitant ainsi à questionner nos visions du monde. Ces nouvelles sont autant d'alertes pour une prise de conscience collective et massive et pour un changement transformateur de nos habitudes de vie afin de renouer des liens avec l'ensemble du vivant, dont nous faisons partie, et cesser de détruire notre maison commune.

Le lecteur suit Sécotine Fluet de sa naissance à 2050, en explorant les relations entre l'humanité et la biodiversité. Des sauts dans le temps, à rebours et dans le futur, retracent ces trajectoires utopiques ou dystopiques.

Ce livre est la première œuvre collective portée par la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) ; les auteur.es de ce livre, travaillent, ou ont travaillé auprès de cette Fondation: Hélène Soubelet, Agnès Hallosserie, Bernard Commère, Marilda Dhaskali, Morgane Flégeau, Didier Bazile, Cécile Albert, Jean-Louis Morel, Charlotte Navarro, Cécile Jacques, Robin Goffaux, Philippe Billet.



Format 11 X 18 cm,
208 pages, 10 euros.
Version numérique: 5,99 euros.
ISBN 9782494498099
Diffusion: CED Cedif
Distribution: DOD & Cie

Les éditions Utopia, créées en 2010, ont pour vocation d'éditer des analyses et des propositions issues du Mouvement UTOPIA, ainsi que celles de collectifs, mouvements et associations proches de ses réflexions.
La FRB, créée en 2008, est une fondation de coopération scientifique qui a pour mission d'accroître et de transférer les connaissances sur la biodiversité.

Pour renseignements, toute demande de livre, d'interview, de visuels :
robin.almansa@fondationbiodiversite.fr - www.fondationbiodiversite.fr
contact@editions-utopia.org - 01 43 57 32 14 - www.editions-utopia.org

les éditions utopia

présentent

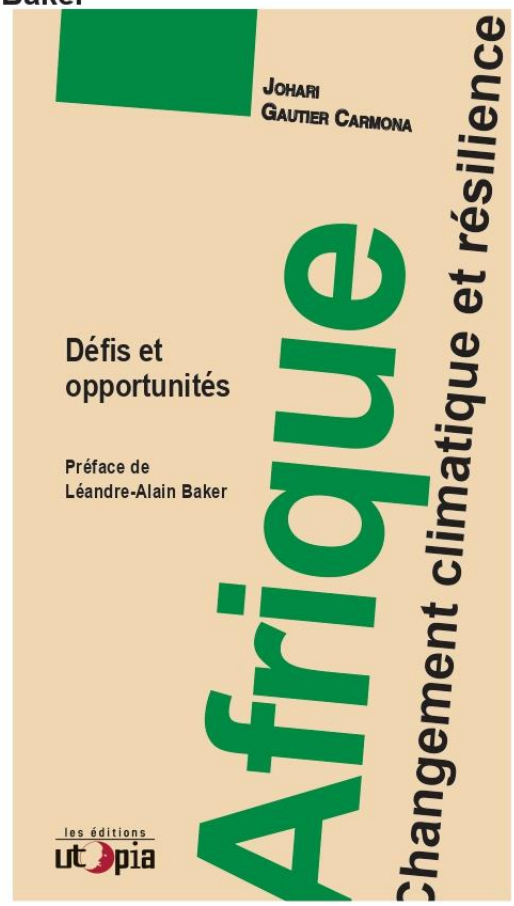
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Afrique, changement climatique et résilience

Défis et opportunités

par Johari Gautier Carmona

Préface Léandre-Alain Baker



En librairie fin novembre 2023

« La météo ne répond plus. Elle ne prédit plus rien. L'eau n'arrive pas quand elle doit arriver, et pourtant les crues se succèdent à un rythme vertigineux. Ce n'est plus un secret: bien qu'étant le continent qui contribue le moins au réchauffement climatique, dans l'absolu et par personne, l'Afrique est le territoire le plus affecté par celui-ci.»

L'Europe et plus particulièrement la France, notamment en raison de son passé colonial dans ce continent, ne peuvent rester indifférentes devant de tels risques.

Ce livre décrit et analyse l´énorme impact de ce changement climatique dans l´ensemble du continent africain, des famines aux migrations jusqu´aux conflits.

Il expose également les opportunités qui s´ouvrent aux pays de la région, ainsi que l´**importance de ces bouleversements pour le reste du monde.** Dans ce contexte, l'Afrique pourrait exploiter ses difficultés en investissant massivement dans les énergies rrenouvelables et ainsi **renforcer un nouveau « leadership vert »**.

Johari Gautier Carmona *est journaliste et écrivain franco-espagnol. Il a collaboré avec Casa Africa (en Espagne), le Centre d'Études Africaines de Barcelone, le journal El País, le magazine Afribuku. Lauréat en 2014 du Prix national de journalisme de l'Université Sergio Arboleda (Colombie), il a publié en Espagne en 2010 «Contes historiques du peuple africain» et en 2015 le roman «Au sujet du rêve et de ses cauchemars».*
Cet essai "Afrique: changement climatique et résilience" est la version réactualisée de celle publié en 2022 en espagnol par l'Univ. Autonome de Barcelone, sous le titre « África: cambio climático y resiliencia».

Format 12X 18 cm,
144 pages, 12 euros.
Version numérique: 7,99 euros.
ISBN 9782494498075
Diffusion: CED Cedif
Distribution: DOD & Cie

LES ÉDITIONS UTOPIA, créées en 2010, ont pour vocation d'éditer des analyses et des propositions issues du Mouvement UTOPIA ainsi que celles de collectifs, mouvements, associations proches des réflexions d'UTOPIA. La ligne éditoriale est ancrée dans l'écologie politique et l'altermondialisme.

Pour toute demande d'interview, de visuels : contact@editions-utopia.org
- 01 43 57 32 14 - www.editions-utopia.org

Ouvrages publiés récemment (depuis 2023)
par des personnes qui se reconnaissent dans les idées du mouvement convivialiste
(liste non exhaustive)

Alain Caillé (2023) *Extrême-droite et autoritarisme partout, pourquoi ? La démocratie au risque de ses contradictions*, Paris, Le Bord de l'eau.
Eric Dacheux, Daniel Goujon (2024) *Théorie délibérative de la valeur. De la valeur travail au travail des valeurs*, Aix, Presses Universitaires de Provence.
Eric Dacheux (Dir.) (2023) *Transition et alternatives économiques - Recherches sur l'ESS et le développement durable*, Paris CNRS éditions.
Eric Dacheux (2023) *Comprendre pourquoi on ne se comprend pas*, Paris, CNRS éditions, collection biblis, 2023.
Eric Dacheux (2023) *Comprendre pourquoi on ne se comprend pas*, Paris, CNRS éditions, collection biblis, 2023.
Francis Danvers (2023) *S'orienter dans la vie : quel accompagnement à l'ère des transitions ? Pour des sciences pédagogiques de l'orientation* in Dictionnaire de sciences humaines et sociales. Tome 5. De la 801° à la 900° Considération. Presses universitaires du Septentrion. Université de Lille. (Préface : Edith CRESSON. Postface : Richard Wittorski) 2611 p. ("Convivialisme" article : 817 pp.2263-2265).
Jean-Claude Devèze (2024) *Coconstruire un devenir commun, vers des renouveaux humanistes, convivialistes et civiques*, Lyon, Chronique sociale
François Dubet (2024) (avec Najat Vallad Belkacem) *Le ghetto scolaire*, Paris, Le Seuil.
François Dubet (2024) (avec Marie Duru-Bellat) *L'emprise scolaire. Quand trop d'école tue l'éducation*, Paris, Presses de Sciences Po.
Francesco Fistetti, Roberto Finelli, (2023) *Cultura antropologica e società post-neoliberale*, Pisa, ETS.
Francesco Fistetti (2024) *La svolta culturale dell'Occidente. Dall'etica del riconoscimento al paradigma del dono*, Perugia, Morlacchi Editore.
Christophe Fourel (2023) *Lettre à G. André Gorz En Héritage,* Paris Le Bord de l'eau, 2023
Christophe Fourel (sous la dir.) (2023) *André Gorz. Un penseur pour le XXI^e siècle,* Paris, La Découverte, nouvelle édition.
Christophe Fourel (avec Céline Marty et Clara Ruault) (2024), *Ce que la gauche doit à l'écologie*, Paris, PUF.
Pascal Glémain (2023) *L'ESS au service du développement local.* Paris, Le Bord de l'Eau.
Jean-Marc Ghitti (2023) *Avec et par-delà l'écologie, la Camargue,* Paris, Kimé.
Jean-Marc Ghitti (2024) *A travers le judaïsme, Buber, Levinas, Simone Weil*, Paris, Kimé
Roland Gori (2023) *La fabrique de nos servitudes*, Paris, Les Liens qui Libèrent, (2022) édition poche.
Erwan Lecoeur, Claire Monod (ed.) (2024) *Ecologie ou Barbarie*, La Revue *Propos,* Paris, Les petits matins.
Farhad Khosrokhavar (2023) *L'Iran : la jeunesse démocratique contre l'Etat prédateur*, Paris, Editions Fauves.
Farhad Khosrokhavar (2024) *Revolt Against Theocracy, The Mahsa Movement and the Feminist Uprising in Iran*, Polity Press, 2024.
Pierre-Olivier Monteil (2023) *La Fabrique des mondes communs. Réconcilier le travail, le management et la démocratie*, Toulouse, Erès.
Pierre-Olivier Monteil (2024) *Penser l'imagination avec Paul Ricœur. Raviver la société pétrifiée*, Paris, Hermann.
Thierry Paquot (2023) *Poésies urbaines. De Baudelaire à Grand Corps Malade*, Paris, Eterotopia.
Thierry Paquot (2024) *L'Espace public*, Paris, La Découverte, troisième édition revue et augmentée. La Découverte, 2024 ;
Thierry Paquot (2024) *Le Voyage contre le tourisme*, troisième édition revue et augmentée, Paris, Eterotopia.
Thierry Paquot (2024) *Mesure et démesure des villes*, deuxième édition, Préface inédite, CNRS-éditions.

Bernard Perret (2023) *Violence des dieux, violence de l'homme. René Girard, notre contemporain*. Paris, Seuil.
Geoffrey Pleyers (2024) *El cambio nunca es lineal. Movimientos sociales en tiempos polarizados*, Buenos Aires, CLACSO.
Geoffrey Pleyers (avec Henríquez K.) (eds) (2023) *Chile en movimientos*, Buenos Aires, CLACSO.
Bastien Sibille & Hugues Sibille (2022) *Être radical ? Dialogue entre deux générations pour transformer l'économie*, Paris, Edition des Petits Matins, Prix 2022 du Livre ESS[1].
Robert Spizzichino (2024) - publié sous pseudonyme Collectif ESPERANCE- *Mémoires d'Outre-Monde pour un alter-avenir*, TheBookEditions (autoédit)
Roger Sue (2024) *Pourquoi sommes-nous si mal représentés ? Le Réveil citoyen"*, Paris, Les Liens qui libèrent.
Frédéric Vandenberghe, avec A. Camargo (2023) *Teoria social contemporânea: Um laboratório,* Rio de Janeiro, FGV.
Frédéric Vandenberghe (2024) *Teoria social construtiva. Vol. 1: A sociologia como filosofia moral*, Rio de Janeiro, Ateliê de humanidades.
Patrick Viveret (2023) *La traversée - Du temps des chenilles à celui des métamorphoses,* Paris, Les Liens qui Libèrent.

[1] Ouvrage qui avait échappé à la recension de l'an dernier, c'est pourquoi il se trouve ici bien que publié en 2022.

PRESENTATION DES EXPOSITIONS UTOPIA

En Vie

Cette exposition sur le thème des migrations propose une sélection de planches de la BD « En Vie » de Nicoby et Joub, qui retrace le parcours d'enfants migrants qui décident de fuir une vie devenue trop dure dans leur pays. La BD « En Vie » est sans paroles, ce sont uniquement les dessins qui nous communiquent les destins muets des cinq protagonistes présentés. Ainsi, cet ouvrage didactique est accessible à tous, il représente une réelle invitation à la réflexion, seul.e ou à plusieurs, pour se demander: **« Et moi que ferais-je si j'étais à leur place ? ».**

L'ouvrage rend compte du travail des sauveteurs, qui affrontent les dangers de la mer pour venir en aide aux personnes en détresse qui ont traversé la Mer Méditerranée sur des embarcations de fortune. Une mission assurée par **SOS MEDITERRANEE** qui patrouille en mer à bord de leur bateau **l'Ocean Viking**. Seulement, ces opérations de sauvetage coûtent beaucoup d'argent. Ce sont la location du bateau et l'achat du carburant qui sont les plus grosses dépenses.

Ainsi dans le cadre de cette exposition au sein de la **librairie Utopia** sachez que **vous pouvez retrouver l'ouvrage à la librairie, au prix de 15€ dont 2,5€** sont reversés directement à **SOS MEDITERRANNEE** pour les aider à continuer de sauver des vies.
Une exposition qui a vu le jour grâce au soutien du **CCFD Terre-solidaire**, organisme avec lequel le **Mouvement Utopia** s'engage sur les questions migratoires.

À la rencontre des premiers réfugiés climatiques

Le mouvement Utopia, avec le soutien du **CCFD Terre solidaire** et de la **MGEN IDF** propose, depuis le **8 mars 2023** et jusqu'en **novembre 2023** au sein de sa librairie, située 1 rue Frédéric Sauton, Paris 5e, l'exposition itinérante du **collectif Argos** « A la rencontre des premiers réfugiés climatiques » qui raconte dans un style journalistique et avec de magnifiques photos, l'histoire des peuples touchés par le réchauffement climatique, en insistant sur l'importance de leurs liens à l'environnement.
A travers huit destinations (Alaska, Tuvalu, Maldives, Tchad, Bangladesh, Népal, Allemagne et Chine) l'exposition rend compte d'une réalité déjà en marche, et entend susciter une prise de conscience de l'amplification inéluctable du phénomène.

Tous migrants !

de l'association Cartooning for peace https://www.cartooningforpeace.org avec le soutien du **CCFD Terre solidaire**
du 1er mars 2024 au 30 novembre 2024
Inauguration 3 avril 2024 - 50 personnes
L'exposition est composée de 10 panneaux qui présentent des dessins de presse et racontent le phénomène migratoire d'un point de vue international.
L'ensemble des panneaux explique les étapes du parcours complexe des migrants : des raisons du départ au processus d'intégration dans un nouveau pays, en passant par les obstacles rencontrés durant leur périple.
Les dessinateurs de presse du monde entier expriment en quelques traits cet enjeu majeur pour nos sociétés.
Au fil des panneaux thématiques, leurs coups de crayon cassent les préjugés, dénoncent le rejet de l'étranger et montrent l'apport et la richesse de la diversité.
Plusieurs sujets sont abordés lors de la découverte de l'exposition par les élèves. Comme intérêt pédagogique, ils découvrent les causes de la migration, apprennent à lire un dessin de presse, mesurent l'impact de la communication visuelle et échangent autour de la tolérance, de la liberté d'expression et du respect des droits de l'homme.

Visites de classes à la librairie – Tous Migrants !

2 avril 2024 - Institut supérieur Cloriviere (75012) 3 classes de BTS -75 élèves
11 avril 2024 - Lycée américain (75005)1 classe - 10 élèves
27 juin 2024 - Collège Camille Claudel 1 classe de 4e Option Média - 20 élèves
18 octobre 2024 - Collège Camille Claudel 1 classe option Média 20 élèves
7 novembre 2024 - Collège Françoise Seligmann 1 classe option média 20 élèves
22 novembre 2024 - Ecole primaire Fraternité de Romainville- 1 classe 25 élèves de CM2
Novembre 2024 - Institut supérieur Cloriviere (75012) 2 classes de BTS - 50 élèves Dates à confirmer
A Toulouse – Espace Job (MJC)
Janvier 2025 Collège - 2 classes - 50 élèves

Visites de classes à la librairie - À la rencontre des premiers réfugiés climatiques du 8 mars au 30 novembre 2023

1er juin 2023 École Jeanne d'arc (75013) - 1 classe de CE2 - 25 élèves
15 juin 2023 École Jeanne d'arc (75013) -1 classe de CE2 - 23 élèves
22 septembre 2023 Institut supérieur Cloriviere (75012) / BTS -1 classe - 20 élèves
13 novembre 2023 École de la Sibelle (75014) - / CM1_CM2 1 classe - 20 élèves
16 novembre 2023 École Hippolyte Maindron (75014) / CM1_CM2 1 classe - 22 élèves
23 novembre 2023 École de la Sibelle (75014) - / CM1_CM2 1 classe- 20 élèves

A Toulouse – Espace Job (MJC)
janvier 2024 - Collège - 2 classes - 50 élèves

Itinérance

Chacune des expositions après son passage à la librairie Utopia, est envoyée dans nos groupes locaux. Pour chacune d'elles sont organisées des visites de classes et des conférences autour de l'exposition. Les visites de classes s'appuient sur un livret pédagogique, réalisé par les bénévoles du mouvement Utopia, distribué aux élèves.

- En vie (exposée à la librairie en 2021-22)
Tours Juin - Juillet 22 Librairie à St Pierre des corps
Lyon 16 octobre - 22 octobre 2023 Bateau tiers lieu culturel « Le Maquis »
M**arseille** 03 mars - 20 avril 2024 Tiers lieu Massalia vox avec la participation de SOS Méditerranée
Bastia (Corse) avec la participation de SOS Méditerranée septembre 2024
Martinique octobre 2024 Bibliothèque Schoecher Fort-de-France 97200, Martinique
Toulouse – Espace Job (MJC) 1er trimestre 2025
Clermont ferrand (tiers lieu) 2025

-À la rencontre des premiers réfugiés climatiques exposée en 2023 à la librairie Utopia

Toulouse – Espace Job (MJC) 15 janvier – 9 février 2024
Lyon - Espace 6 (MJC) Lyon 6eme 22 mars -avril 2024
Marseille - Lycée La calade - Juillet 2024 à décembre 2024
Corse 2025 à confirmer
Clermont ferrand (tiers lieu) 2025

-Tous migrants Librairie Utopia du 1er Mars 2024 au 30 novembre 2024

Ittinérance prévue : Toulouse, Rennes, Clermont Ferrand, ...
Un podcast est en cours de réalisation avec Catherine Wihtold de Wenden, marraine de l'exposition, directrice de recherche émérite au CNRS.

Exposition intermédiaire **du 11 janvier 2024 au 28 mars 2024**

Nous avons organisé trois expositions pour illustrer le thème Utopia monde
1-Utopia Ayiti présente les actions menées par les 380 membres d'Utopia Ayiti qui constituent un mouvement de paysans
2- elle est accompagnée d'une exposition photo réalisée par Dickens Lundi qui a photographié les madames Sara, commerçantes piliers à Haïti.
3- La librairie accueille aussi un documentaire photo réalisé par Laetitia Clouzet qui propose d'aller à la rencontre des femmes engagées pour l'écologie.

2. Le projet européen

Financé par l'Union européenne

Pourquoi ce projet

L'objectif général du projet

Par ce projet, nous souhaitons démocratiser l'utilisation des pédagogies actives dans l'école publique afin de développer la **motivation intrinsèque** des enfants, réduire les **disparités de performance** entre les élèves et former ainsi des **citoyens** apaisés dans leur rapport au monde, conscients de l'importance de la préservation de la planète et capables de contribuer à une société fondée sur le respect mutuel et la coopération.

Le contexte

Le système éducatif montre des signes alarmants : un niveau moyen en déclin, de fortes inégalités de réussite selon l'origine sociale, une pénurie de candidats enseignants, et un mal-être croissant parmi les professionnels, entraînant une perte de confiance des usagers.

Toutefois, certaines écoles et enseignants expérimentent d'autres méthodes qui impliquent les élèves et donnent du sens aux apprentissages.

En s'éloignant du schéma classique {leçon du professeur – exercices – contrôles – correction} pour privilégier une approche centrée sur la problématisation, la recherche et l'interaction, les pédagogies actives (PA) stimulent le désir d'apprendre, la créativité, la coopération, et réduisent les disparités de performance sans diminuer les exigences intellectuelles.

Ces écoles partagent des principes et parfois des techniques pédagogiques similaires et structurent le temps de classe autour de certains axes majeurs, notamment l'expression libre, la recherche, la communication et l'opportunité d'interagir avec la nature environnante. L'interaction entre pairs est au cœur des apprentissages.

Leur succès réside dans la synergie de ces activités, favorisant la motivation et suscitant un intérêt pour l'apprentissage chez les élèves. L'origine du travail dans lequel ils s'investissent, la manière dont il est organisé et valorisé développent chez eux une **motivation intrinsèque** qui n'est pas conditionnée par les notes ou les promesses de réussite sociale. Les enseignants instaurent ainsi un environnement serein propice à l'autonomie, à l'acquisition de compétences et à la reconnaissance mutuelle.

Ainsi organisées, ces écoles relèvent habilement trois défis majeurs :

- **Écologique** : en renforçant le lien entre l'humain et la nature en intégrant la coopération dans l'apprentissage et en faisant faire aux enfants l'expérience sensible de leur environnement. Elles sensibilisent ainsi les enfants à leur “environnement classe” et à leur environnement au sens large, les amenant à en prendre soin et à devenir des citoyens apaisés dans leur rapport au vivant et conscients des enjeux écologiques.
- **Démocratique** : en supprimant la compétition nocive et en encourageant la discussion et la prise de décision collective, elles préparent des élèves prémunis contre le ressentiment et capables de contribuer à une société fondée sur le respect mutuel et la compréhension.
- **Socio-économique** : en redéfinissant le travail comme une activité émancipatrice. En Pédagogie Active, le travail est d’abord perçu comme l’activité permettant de résoudre les problèmes qu’en tant qu’enfant et élève on se pose.

Malheureusement, même si quelques écoles publiques ont réussi à développer ces pédagogies actives, celles-ci s’épanouissent surtout dans le privé.

Nous souhaitons par ce projet développer leur leur **accessibilité dans le public**, pour tous, et notamment les plus défavorisés car nous sommes persuadés que le projet d’une école républicaine pour tous mérite d’être consolidé.

Nous sommes convaincus que cela passera par la **formation**. Les enseignants de ces écoles s'organisent aujourd’hui sur la base du volontariat pour bénéficier d'une formation continue croisant leurs pratiques et renforçant ainsi leur motivation et leurs compétences. Nous souhaitons contribuer à rendre ces formations plus accessibles via la formation initiale et continue de l’ensemble de ses enseignants pour ancrer ces pratiques dans toutes les écoles publiques.

Investir dans cette vision, c'est investir dans un futur meilleur où chacun s'épanouit, remet en question les inégalités, s’attache à résoudre les enjeux environnementaux et contribue positivement à la société.

Planning, objectifs, résultats

Etapes

Ce projet vise à développer de nouvelles compétences pédagogiques (connaissances, aptitudes, attitudes) permettant aux acteurs de l’enseignement de mettre en œuvre des pédagogies actives dans l’école publique.

Il sera mené par 3 organisations partenaires sur 3 pays, pendant 2 ans, d’octobre 2024 à septembre 2026.

Dans un premier temps, nous réaliserons un travail de recherche et des visites de 30 classes dans 3 pays afin de rassembler le matériel nécessaire à la réalisation d’un MOOC (massive open online course - cours en ligne ouvert et interactif). Celui-ci sera testé par 36 enseignants puis ajusté.

Ensuite, une expérimentation sera menée dans 36 classes. Nous sélectionnerons 36 enseignants volontaires pour suivre le MOOC puis mettre en pratique les PA dans leurs classes pendant un an.

Enfin, 36 formateurs volontaires seront formés afin de pouvoir à leur tour accompagner des enseignants dans la mise en pratique des PA. Par ailleurs, une large campagne d'information sera déployée dans les 3 pays afin de populariser ces pratiques et les rendre plus accessible aux enseignants, si possible en les inscrivant dans les programmes de formation initiale et continue.

Résultats attendus

Pour cela, nous avons défini les objectifs spécifiques (OS) et résultats (R) suivants :

Oct.2024 - Avril 2025	Mai 2025 - Juillet 2026	Janvier - Sept. 2025
OS1 : CONSTRUIRE un outil pédagogique rassemblant des apports théoriques sur les PA, des témoignages, des interviews d'experts, des vidéos de pratiques de classes, etc mis à disposition des enseignants sous forme de REL (ressource éducative libre)	*OS2 : EXPÉRIMENTER dans 36 classes la mise en pratique des PA après formation via le MOOC*	*OS3 : INTÉGRER le MOOC de formation aux PA dans l'offre de formation des enseignants (via la formation de formateurs et une campagne de promotion du projet)*
☐ R1 : un MOOC permettant la formation aux PA des enseignants du primaire et du secondaire	☐ R2 : 36 enseignants en capacité de mettre en pratique les PA en toute autonomie et un réseau de pairs qui se soutiennent dans la mise en œuvre des PA au quotidien	☐ R3 : 36 animateurs en capacité de promouvoir le MOOC et d'accompagner des enseignants ☐ Une meilleure connaissance des PA par les parties prenantes de l'enseignement

Cibles du projet

La volonté de diffuser la portée et donc l'intérêt des pédagogies actives à l'ensemble des parties prenantes de l'éducation s'inscrit dans une perspective de populariser ces pratiques et atteindre ainsi notre objectif général.

Les groupes ciblés par ce projet incluent:

- au niveau local: les enseignants testant et expérimentant ainsi que l'ensemble de leur écosystème (parents, enfants, communauté, etc.).
- aux niveaux national et européen : les fournisseurs de formation professionnelle qui peuvent intégrer le MOOC dans leur offre de formation, et de manière générale, l'ensemble des parties prenantes de l'enseignement (directeurs d'académies, recteurs, syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves, etc.)
- les enseignants dans leur ensemble;
- les gouvernants et les politiciens de tous les niveaux responsables des politiques d'éducation.

Un projet innovant

L'innovation de notre projet réside dans la création d'un outil pédagogique de formation aux pédagogiques actives gratuit, complet et accessible à tous les enseignants. En effet, il existe quelques outils et informations sur ce sujet mais rien qui ne propose à la fois des apports théoriques, des techniques concrètes, des témoignages, des pratiques de classes, des interviews d'experts, le tout via un format facilement accessible à des enseignants qui travaillent toute la journée et n'ont pas la possibilité de partir en formation sur plusieurs semaines.

L'innovation réside également dans l'envergure et l'ambition du projet. En effet, nous prévoyons en fin de projet une campagne de promotion large et bien définie des outils créés (MOOC, réseau de pairs, formateurs) afin de faire évoluer l'offre de formation des enseignants pour que chaque enseignant ait la possibilité de monter en compétences et puisse s'il le souhaite mettre en pratique les PA dans sa classe.

Les porteurs de projet

Poser le sujet des pédagogies actives à l'échelle européenne nous semble pertinent pour le faire advenir dans le débat public. Pour cela, nous avons constitué un partenariat rassemblant 3 organisations complémentaires :

Le **Mouvement Utopia** est un laboratoire d'idées, une association d'éducation populaire à but non lucratif, qui a pour objectif de construire un projet de société solidaire, écologiquement soutenable et conviviale. Elle est un trait d'union entre le monde intellectuel, politique et associatif et dispose d'un réseau très ouvert et conséquent, ce qui est une clé importante pour la réussite du projet.

REPER21 (Réseau Européen pour la Promotion d'une Économie Responsable au 21ème siècle) est une association roumaine avec une vaste expérience dans la promotion et l'opérationnalisation du développement durable, la responsabilité sociétale des organisations et les changements climatiques.

Le **CCRF** est le "Centre Coopératif de Recherche et de Formation à la Pédagogie Freinet " (CCRF-PF). Basé à Liège en Belgique, il rassemble enseignants, éducateurs, parents et amis de l'école autour d'une vision commune de la pédagogie Freinet.

Contacts

Pour en savoir plus sur ce projet et/ou postuler à l'expérimentation :

Hélène Lion
+33 6 59 35 04 85
helene@ecosysteme-canopee.org

Karine Porte
+33 6 76 63 58 66
porte.karine@wanadoo.fr

Projet livre collectif Utopia

« Culture de la Paix »

Soumis à amendements

Rappel du processus engagé :

En 2021, l'Université d'Été du Mouvement Utopia, sur proposition de la commission Culture de la Paix, a adopté la perspective d'un nouveau livre collectif intitulé « Culture de la Paix, idées reçues et propositions ».

La commission « Culture de la Paix », après de nombreuses séances de travail, a présenté l'avancée de ses travaux lors des différents bureaux de 2022 et lors de la dernière université. Il a été lancé un processus d'amendements dont beaucoup ont été adoptés lors du Conseil 2023, de l'Université 2023 et enfin du Conseil 2024.

Au total nous avons reçu plus de 700 amendements !

- La plupart ont été intégrés directement dans le texte car ils l'enrichissaient sans nécessairement nécessiter de vote.
- D'autres amendements ont été retenus pour être débattus et votés.

<u>Ce qu'il reste à débattre lors de cette Université les amendements concernant</u>

L'idée reçue 5 : Si davantage de femmes occupaient des postes de pouvoir, il y aurait moins de violence

L'encadré : Que faire face à l'agression russe en Ukraine ?

L'ensemble des propositions à partir de la proposition 2 (+ l'introduction)

L'encadré sur Israël-Palestine

L'objectif (trèsss ambitieux) de cette université :

Dans la mesure du possible (…), terminer l'ouvrage !!

Introduction

Le préambule de l'acte constitutif de l'UNESCO, adopté à Londres par les gouvernements le 16 novembre 1945 précise :*« (…) Que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ; Que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre ; (…) Qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité. Pour ces motifs, les États signataires de cette Convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives.*

En conséquence, ils créent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité en vue desquels l'Organisation des Nations Unies a été constituée »

Le mouvement Utopia défend une position de principe en se revendiquant comme «pacifiste et non violent » aux deux acceptions du terme : nous sommes partisans de la paix et nous défendons une doctrine d'actions non violente. Cette position de principe ne nous empêche pas d'être partisans de la désobéissance civile comme réponse qui peut être légitime et efficace face aux oppressions.

Tout d'abord, nous défendons et soutenons l'ensemble des initiatives mondiales en faveur de la paix et nous reprenons à notre compte cette définition portée par les Artistes pour la paix[1] :

« Être pacifiste, c'est refuser de considérer la guerre comme inévitable. C'est croire, au contraire, que l'élimination de la guerre est possible et qu'elle sera la plus grande conquête de l'humanité. C'est penser que l'on qualifiera un jour de temps barbares cette époque où l'humanité considérait la guerre comme un moyen de régler les conflits entre les humains. […] Être pacifiste, c'est comprendre que la guerre, en plus d'être cruelle, dévastatrice et polluante, est inefficace comme solution à long terme des problèmes qu'elle prétend régler. »

Nous revendiquons une stratégie d'action politique proactive et non violente qui délégitime la violence et qui promeut le respect de l'autre dans le conflit.

Idées reçues

Introduction première partie à écrire

IR 01 – L’homme est un loup pour l’homme.

IR 02 – Vivre en paix, cela dépend de chacun d’entre nous.

IR 03 – La non-violence ne permet pas de résoudre tous les conflits

IR 04 – La paix, c'est une affaire de faibles

IR 05 – Si davantage de femmes occupaient des postes de pouvoir, il y aurait moins de violence

IR 06 – La démocratie est suffisante pour garantir la paix

IR 07 – La neutralité ne garantit pas la paix

IR 08 – Si tu veux la paix, prépare la guerre

Encadré : Que faire face à l’agression russe en Ukraine ?

IR 09 : L’ONU est là pour garantir la paix grâce notamment au droit d’ingérence

IR 10 – L’humanité est incapable d’inscrire la paix dans la durée.

IR 01 – L'HOMME EST UN LOUP POUR L'HOMME

Cette idée reçue, formalisée par Plaute dans « La Comédie des Ânes », vers 195 av. J-C, puis reprise par le philosophe T. Hobbes dans sa théorie du Léviathan (1651), semble relever de l'évidence. Elle exprime l'idée que les humains sont incapables d'entretenir des relations sans agressivité les uns envers les autres. L'Histoire donne de si nombreux exemples de conflits sociaux, économiques et militaires, que remettre en perspective ce postulat semble une gageure.

Toutefois, il convient de différencier l'agressivité de la violence. L'agressivité peut en effet être considérée comme inhérente aux humains car elle est du ressort des émotions tandis que la violence est une construction sociale.

La violence serait historiquement datée et intrinsèquement liée à certains types de rapports économiques et sociaux.

Selon la préhistorienne française Marylène Patou-Mathis, « la violence « primordiale » n'est pas consubstantielle au genre humain mais plutôt à la construction des société modernes. » Selon elle, les découvertes archéologiques et scientifiques remettent en question le fait que la violence soit inscrite dans les gènes. Même si les récits actuels font passer les hommes et les femmes préhistoriques pour des êtres violents toutes les recherches montrent qu'au contraire, au Paléolithique, il existe très peu de marques de violence. Par exemple, dans l'art pariétal ou dans les sépultures on ne trouve quasiment aucune représentation de la guerre.

La guerre, comme forme particulière de violence apparaît à partir du la sédentarisation de certains groupes humains vers – 6000 ans qui entrent ~~alors~~ à cette époque dans une économie de production alors qu'ils étaient jusqu'ici des chasseurs cueilleurs. Cette nouvelle « économie » qui implique notamment des nécessités de stockage et de main d'œuvre, amènera également de nouvelles questions comme celles de la propriété et de la transmission, et de nouvelles pratiques comme ~~celle de~~ l'apparition de l'esclavage ou ~~de~~ la montée en puissance d'une société ~~plus~~ pyramidale avec des castes, des élites et la diminution des sociétés matriarcales.

La violence entre groupe humain s'est en effet accrue après l'apparition de l'agriculture et de l'élevage avec la possibilité de s'approprier le fruit du travail d'autrui par la mise en place d'un système de domination. Pour James C. Scott la « domestication » des céréales a par exemple été privilégiée car celles-ci offraient un triple avantage (du point de vue de la domination) : abondance du surplus, récolte à une période prévisible pour collecter « la part du prince » et très bonne capacité à être conservées et stockées. À partir de là, apparaissent certaines petites cités où s'accumulait à la fois le pouvoir et le surplus avec la tentation permanente d'aller asservir les cités voisines.

Des études démontrent qu'il n'y a pas de fatalité à notre recours à la violence. Nous pouvons citer en exemple certains peuples non violents comme les Bochimans, les plus anciens habitants de l'Afrique australe dans le désert du Kalahari qui ont mis en avant des valeurs de coopération, de don et de contre-don au sein d'une société très peu hiérarchisée.
Citons Pierre Clastres, « La société contre l'Etat », et David Graeber, « 5 000 ans d'histoire », qui dénoncent l'ethnocentrisme ambiant de « nos sociétés » et montrent que des territoires et des périodes ont échappé à « l'aliénation politique ». Autrement dit des sociétés policées sans Etat (et sans guerre) ont pu exister en régulant toute violence

L’histoire et la sociologie ne donnent raison ni à Rousseau, pour qui l’humain, naturellement bon, est perverti par la société, ni à Hobbes, selon qui seule l’instauration du Léviathan - d’une certaine façon l’État - permettra de cadrer et de réguler la violence inhérente aux humains.

Ainsi, l'homme n'est pas nécessairement un loup pour l'homme. La violence est bien un phénomène historiquement daté et socialement construit. Elle se nourrit d'une part de rapports sociaux et économiques inégalitaires, de structures de domination dans la famille et dans la société, et d'autre part d'une agressivité naturelle que d’autres prédispositions innées - à l’attachement, à l’empathie… - exprimées socialement sous les formes de la coopération, l’amitié, la médiation, peuvent nous aider à réguler.

IR 02 - VIVRE EN PAIX, CELA NE DÉPEND QUE DE NOUS

Au niveau individuel, il est communément admis qu'il est possible de vivre en paix avec les autres, en contrôlant sa propre agressivité. Dans la mouvance du « développement personnel », la gestion non violente des conflits est apparue comme un outil de pacification des relations interpersonnelles. En ce sens, « La Paix, ça s'apprend ! », comme l'écrivent Thomas d'Ansembourg et David Van Reybrouck.

Mais parce que guerre et paix, conflit et harmonie, sont une question d'interactions et ne répondent pas à une approche unilatérale de l'agressivité, vivre en paix ne dépend pas seulement de la maîtrise de soi. Si cette dimension personnelle est importante, elle est loin d'être suffisante et malheureusement « la paix ne dépend pas que de nous ».

Le rapport à la construction d'une culture de paix renvoie aux valeurs et aux organisations des différentes sociétés humaines : les systèmes productivistes nous éloignent des « égards ajustés »6 que nous devons entretenir avec la Nature ; les imaginaires marchands nous enferment dans une logique de compétition . Par exemple, la sacralisation du sport professionnel de compétition sert encore à des stratégies de démonstration de présence, de force, de domination. Pour nous, il en va de même des activités artistiques qui font l'objet de concours comme la musique, le cinéma ou encore les arts plastiques. Les démocraties actuelles nous dépossèdent d'une part de notre liberté ; les politiques éducatives, culturelles et sociales contribuent à restreindre notre rapport à l'autre ; les États nations rétrécissent notre rapport au monde et aux autres, etc. On le voit, construire une culture de paix est loin d'être le fruit d'une simple volonté individuelle, et « vivre en paix » nécessite la mise en place d'un nouveau récit.

Par ailleurs, le citoyen fait partie d'une collectivité qui le dépasse et, même en démocratie, l'individu n'exerce qu'une influence très faible sur les questions de guerre ou de paix. Ces sujets majeurs sont si sensibles qu'ils demeurent très difficiles d'accès dans leur globalité, souvent cachés sous le sceau du « Secret Défense » et se concentrent alors dans les mains du seul exécutif. Échappent ainsi quasiment à tout contrôle citoyen les questions des interventions militaires ~~hors de nos frontières~~, les stratégies de ventes d'armes ou la gestion du nucléaire aussi bien civil que militaire. On peut citer en exemple l'augmentation du budget de la défense en France : ce sont 115 Milliards d'euros supplémentaires sur la période 2025-2030 qui n'a fait l'objet d'aucun débat public.

Au-delà de ces formes « traditionnelles » de guerres, il y a une guerre économique, de moins en moins larvée, dans laquelle le citoyen se sent également dépassé : l'économie joue un rôle aussi bien en temps de « paix » qu'en temps de guerre traditionnelle identifiée.

La guerre faite au vivant est sans doute la plus importante, puisqu'elle a pour conséquence le dépassement de plusieurs limites planétaires[7] avec par exemple l'effondrement de la biodiversité à laquelle la survie de l'humanité est directement liée. Guerre chimique et guerre bactériologique

6 Pour reprendre les mots du philosophe Baptiste Morizot

[7] Ajouter note de bas de page sur les limites planétaires

de l’agro industrie, guerre extractiviste de la techno et petro-industrie, guerre marine et sous marine de tout ce qui exploite ressource et fonds marins, la liste de ce qui est à l’origine de l’anthropocène est faite de massacres et de destructions. Directement issue d’une transformation des technologies de la guerre (agents orange, chars devenus tracteurs), puis des néo technologies, la guerre entre les humains ne fait que se poursuivre par cette guerre contre les hommes et plus largement contre le vivant et toute la biodiversité.

Si vivre en paix dépend de nous (individuellement et collectivement), c’est tout d’abord notre rapport au vivant qui doit changer, en prenant en compte de façon prioritaire cette guerre contre nous-même en désarmant les acteurs politiques et économiques de cette destruction.

IR 03 LA NON-VIOLENCE NE PERMET PAS DE RÉSOUDRE TOUS LES CONFLITS

La non-violence, prônée par des leaders comme Martin Luther King aux USA ou Gandhi en Inde, a joué un rôle majeur dans le succès des mouvements de lutte contre la ségrégation et pour l'indépendance.

Dans les années 1970 et 80, sur le territoire français, on peut évoquer la lutte à Plogoff qui a abouti à l'abandon du projet de centrale nucléaire en Bretagne, ou la lutte victorieuse des paysans du Larzac contre un projet européen de vaste camp militaire d'entraînement à la guerre, comme un bon exemple de non-violence active ou d'action non-violente. Dans le même ordre d'idée et à la même époque, les ouvriers de Lip avaient occupé leur usine et remis en marche la production des montres, en respectant scrupuleusement les principes de l'action non-violente. Enfin citons l'exemple d'une lutte victorieuse en Roumanie à Rosia Montana en 2013 où les citoyens ont obtenu l'arrêt d'un projet massif d'exploitation minière.

Plus récemment en Iran, le courage des femmes qui se dévoilent et la résistance pacifique de la population forcent le respect et l'admiration. Les femmes iraniennes restant à ce jour toujours soumises à la violence religieuse et patriarcale.

Nous n'appelons pas « violence » les actes de résistances légitimes envers les biens qui contribuent à détruire la planète.

Dans le cas de sabotage de ces « biens », on parle plutôt de « désarmement », car certains de ces « biens » sont des armes contre notre planète..

Ainsi, crever la bâche d'une mégabassine ou les pneus du bulldozer ayant servi à réaliser cette excavation ou ayant permis l'abattage d'une forêt pour le passage d'une autoroute est à mettre en regard de la violence subit par l'écosystème par essence non-violent détruit par ces infrastructures.

Le tour de force sémantique de la classe dominante est d'utiliser le terme de « violence » pour ces actes de résistance en entretenant sciemment la proximité linguistique avec les violences envers les personnes. Ainsi, l'occupation d'une usine ou le blocage d'un train ou d'un chantier peut ainsi être dénoncé comme un acte violent pour les non-grévistes ou pour les victimes de la grève alors que nous considérons qu'il s'agit d'actes de résistances légitimes.

Ces actions peuvent être légitimes et ne doivent pas être assimilées à des violences faites sur les personnes. C'est ainsi qu'en ce qui concerne par exemple les conflits « écologistes » la terminologie d'éco terrorisme utilisée par le pouvoir et associant écologie et terrorisme est non seulement une manière de rendre impossible un débat pourtant fondamental, mais c'est également une manière de justifier une dérive autoritaire.

Cette lutte sémantique est importante afin de démontrer qu'une bombe lancée par un terroriste n'est pas comparable avec le fauchage d'un champs OGM ou l'intrusion dans un poulailler

industriel. La criminalisation des mouvements écologistes avec la création de la cellule DEMETER[8] faisant suite à la demande de la FNSEA est une parfaite illustration de cette dérive.

De plus, on observe en France depuis quelques décennies une dérive des pratiques policières au-delà de la fonction de gardien de la paix : une escalade catastrophique de la violence des forces de l'ordre, se manifeste dans les harnachements effrayants, couteux et grotesques, les armes de guerre, les non sommations, etc. Les policiers, gendarmes et militaires sont pourtant supposés protéger le citoyen. Dans la rue, dans les gares dans les aéroports (...), ils font peur plus qu'ils ne rassurent, et incitent certains futurs manifestants à préparer des protections plus « efficaces » pour se protéger justement des dérives policières.

Par ailleurs, si nous sommes solidaires des actions de désobéissance civile organisées notamment dans le cadre des luttes écologiques, nous refusons la violence envers les personnes comme forme d'actions militantes légitimes. Même dans l'hypothèse où cette violence permettrait de faire avancer de façon plus efficace les causes et les revendications portées, nous refusons par principe et par éthique de nous engager dans un tel processus. S'il est possible que la non-violence ne permette pas, à court terme, de résoudre tous les conflits, le recours à la violence ne fait pas partie de la palette acceptable des modes de militantisme.

Le recours à la violence – ou la complaisance envers de telles actions - y compris pour dénoncer d'autres violences ou des injustices est inacceptable et il convient de sortir du cycle infernal du recours à la force comme mode de résolution des conflits. Par ailleurs, la violence de quelques-uns sert souvent l'intérêt des gouvernants qui s'appuient sur ces exemples pour restreindre encore les libertés individuelles et pour discréditer les mouvements de contestation pourtant légitimes.

8 La **Cellule Déméter** est une cellule de renseignement de la gendarmerie nationale française créée en 2019. Elle se donne pour objectif d'identifier et poursuivre les agressions, intrusions et dégradations sur les exploitations agricoles. Le dispositif est critiqué par plusieurs associations, ainsi que par le syndicat agricole, la Confédération paysanne.

Le tribunal administratif de Paris demande au ministère de l'Intérieur de mettre un terme à la prévention des « actions de nature idéologique » de la cellule le er février 2022. (Wikipedia)

IR 04 - LA PAIX, C'EST UNE AFFAIRE DE FAIBLES

Cette idée reçue associe la paix à la faiblesse et donc la guerre à la force. Les faibles sont ceux qui ne savent pas se défendre ; la naïveté se définit comme excès de crédulité, vision exagérément positive et optimiste de la nature humaine[9] et est bien souvent attribuée aux « faibles », à ceux qui ne perçoivent pas les mécanismes du monde tel qu'il est. Par ailleurs, le faible désigne aussi souvent l'homme qui manque de virilité (« L'homme faible n'est pas un homme »).

Pour ce qu'elle représente, la virilité est la qualité maximale du masculin. La notion naît sous l'Antiquité grecque et se définit comme telle : l'homme est un être combattant qui sait supporter la douleur.

A travers les siècles, cette représentation perdure, mais des changements apparaissent. La chrétienté introduit la question de l'amour, le Moyen-Age invente la courtoisie. L'homme courtois dévoile sa fragilité, mais n'en reste pasmoins un combattant. La virilité s'accorde alors à la coquetterie, au plaisir de la délicatesse.

A partir du XIXe s., l'idéal masculin est incarné par la force physique, morale et sexuelle.

Jusqu'à la fin du XXe, culturellement, ce modèle est prédominant. Devenir viril est un processus d'intériorisation de normes qui génère le rejet du faible, développe un sentiment de supériorité qui s'exerce par la force. L'idéal masculin au XIXe s. est celui du guerrier qui meurt au combat. Ne pas posséder les marques de la virilité est jugé par la société :un homme ne doit jamais faiblir, il est toujours vaillant1. Glorifier la guerre s'inscrit dans ce registre.

La représentation de la force comme belle et héroïque en masque des aspects beaucoup moins glorieux. Dans l'écrasante majorité des cas dans l'espace et dans le temps, le fort, comme dans la fable du loup et de l'agneau, est celui qui profite de sa position dominante pour s'imposer par la violence. Nul effort, nulle vertu dans le fait d'abuser sans risque de plus faible que soi : l'homme qui maltraite sa compagne, l'élève de 3ème qui raquette un petit de 6ème, les soldats qui volent, violent et tuent des paysans désarmés.

Les nations européennes qui a partir du XVI siècle envahissent le monde se sentent obligées de justifier leur action violente et prédatrice par des raisons plus nobles que l'exhibition guerrière et l'appétit de gloire et de richesses : elles apportent aux « primitifs », aux « barbares », aux « sous-développés », les lumières de la Religion, de la Civilisation, du « développement » et du « progrès ».

La représentation de la paix comme essentiellement une affaire de faiblesse néglige qu'elle ne se limite pas à une absence de guerre mais implique au contraire de nombreuse et délicates

9 Il serait plus juste de parler de « caractéristiques du genre humain » plutôt que de « nature humaine »

analyses et propositions puis négociations et compromis pour construire des équilibres durables.

Vouloir la paix, c'est sans aucun doute avoir une autre idée des rapports sociaux, différente du rapport binairedominant / dominé.
Les premiers mouvements pour la paix, promus par les hommes, sont nés au lendemain d'états de guerre. Différents types de manifestations humaines expriment le refus du recours à la guerre. Le déserteur, l'objecteur de conscience s'opposent à l'injonction faite aux hommes d'aller au combat.
La non-violence, doctrine qui préconise de ne pas recourir à la violence pour résoudre les conflits, instaure un rapport de force différent, à travers la mise en œuvre de moyens de pression de nature politique, économique ou culturelle. Si les figures majeures en sont Mohandas Gandhi (1869-1948) pour la libération de l'Inde et Martin Luther King (1929- 1968), pour la défense des droits civiques des Noirs Américains, cette approche a évolué tout au long du XXe s. et se révèle en ce début du XXIe comme recours essentiel face aux injustices. La résolution du 15 juin 2007 (A/RES/61/271)de l'Assemblée générale des Nations Unies affirme la pertinence universelle du principe de non-violence dans son objectif de favoriser une culture de paix, de tolérance, de compréhension et de non-violence.

Et pourtant, dans le même temps, on fait l'éloge de personnages comme Napoléon, malgré les massacres qu'ils ont provoqués et perpétrés, ou, au contraire, on déboulonne des statues de personnes comme Colbert pour ses positions d'esclavagiste, en ignorant celles d'un Voltaire … La mémoire est manipulée au travers de monuments, châteaux, expositions, cérémonies, … au mépris de la recherche d'une connaissance critique de l'Histoire.

Compte-tenu de la dimension politique du recours à la non-violence et de la volonté de privilégier la paix à la guerre, il est difficile de continuer à penser que vouloir la paix est angélique et naïf.

En outre, qui oserait qualifier de faibles de grandes figures pacifistes comme Bertha von Suttner, écrivaine, journaliste de guerre, militante féministe, prix Nobel de la paix 1905, Simone Weil *, philosophe présente en 1936 sur le terrain de la guerre d'Espagne, ou Nelson Mandela, prix Nobel de la paix 1993 ? Quant à Bernard Clavel, selon qui "le pacifisme sans l'antimilitarisme est aussi stupide qu'un escalier sans marches", il nous rappelle que la volonté de paix demande de l'action et du courage, comme chez ces objecteurs de conscience qui furent en France condamnés et emprisonnés pour insoumission.

Non, la paix n'est pas une affaire de faibles et de naïfs. C'est l'affaire d'une société qui refuse la culture de la guerre, et qui enseigne la non-violence, la solidarité, le respect de l'autre comme des valeurs fondamentales.

IR 05 – SI DAVANTAGE DE FEMMES OCCUPAIENT DES POSTES DE POUVOIR, IL Y AURAIT MOINS DE VIOLENCE

Aujourd'hui dans le monde, le pouvoir reste en grande partie exercé par les hommes : au 1er janvier 2023, 11,3 % des pays ont une femme chef d'État (17 sur 151 pays, hors systèmes monarchiques)10. En parallèle, les hommes sont plus auteurs de violence que les femmes : en France, en 2019, les hommes sont les auteurs de 93% des vols ou tentatives de vol avec violence, de 97% des infractions à caractère sexuel, de 88% des destructions ou dégradations (INSEE11). L'enjeu consiste à examiner le lien entre ces deux constats : si les hommes sont plus enclins à la violence et plus fréquemment présents aux postes de pouvoir, est-ce qu'une plus grande présence des femmes dans ces positions rendrait l'exercice du pouvoir moins violent.

Si un tel écart dans l'utilisation de la violence existe entre hommes et femmes, c'est en grande partie en raison de l'éducation genrée qui demeure la norme : les garçons sont éduqués à être forts et dominants, tandis que les filles sont encouragées à être douces et obéissantes. Dès lors, on peut envisager que les femmes, socialisées à prendre soin des autres et à éviter les conflits, seraient plus susceptibles d'adopter des approches non violentes en politique : il ne s'agit pas d'ontologiser la différence des sexes, mais bien de voir ce que l'éducation genrée fait à la pratique du pouvoir. Certaines femmes à des positions de pouvoir revendiquent ainsi exercer le pouvoir de façon moins violente que les hommes : c'est le cas de Maria Teresa Fernandez de La Vega, vice-présidente gouvernement espagnol de 2004 à 2010. Elle reconnaît le poids de son éducation dans la faculté d'être à l'écoute, d'avoir le sens du partage et une habileté plus fine dans la résolution des conflits. Une étude menée par Sanam Naraghi Anderlini (Women Building Peace: What They Do, Why It Matters, 2007) va dans ce sens en insistant sur le rôle des femmes dans consolidation et le rétablissement de la paix, ainsi que dans la reconstruction post-conflit.

Pour autant les femmes, quelles que soient leur personnalité et leurs aspirations, sont conduites à adopter un comportement compatible avec les valeurs associées à l'exercice du pouvoir dans nos sociétés si elles veulent accéder au pouvoir. Elles ont appris à adopter des comportements associés à la masculinité pour se conformer aux attentes du pouvoir et sont tout autant enclines à un mode de gouvernance autoritaire, comme c'était le cas de Margaret Thatcher, Première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. Cependant, cette rigueur et cette fermeté ne sont pas perçues de la même manière lorsqu'elles sont exercées par une femme que par un homme. Ainsi, la Première ministre britannique fut surnommée « dame de fer », un qualificatif rarement attribué à ses homologues masculins, chez qui l'usage du rapport de force est considéré comme plus naturel.

Ainsi s'il y a des différences dans le rapport au pouvoir entre les hommes et les femmes, ces différences sont liées aux socialisations genrées reçues par les individus et non par une distinction qui serait ontologique et liée à un caractère biologique. L'exercice du pouvoir exige des qualités dont les femmes ne sont naturellement ni mieux, ni moins bien pourvues que les hommes. Pour autant, si les valeurs qui sont aujourd'hui transmises aux femmes (notamment l'écoute, le sens du compromis, la patience) étaient transmise de la même manière aux hommes, cela pourrait engendrer un nouveau rapport au pouvoir et ainsi limiter l'utilisation de la violence qui y est actuellement la norme.

---

[10] https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/communique-de-presse/2023/03/les-femmes-au-pouvoir-en-2023-les-nouvelles-donnees-montrent-des-progres-mais-aussi-de-grandes-disparites-regionales

[11] https://www.insee.fr/fr/statistiques/5763581?sommaire=5763633

IR 06 – LA DEMOCRATIE EST SUFFISANTE POUR GARANTIR LA PAIX

Si les pays occidentaux s'enorgueillissent d'être facteur de paix , c'est sans aucun doute parce que ces « démocraties » contemporaines se sont construites sur l'idée de la perpétuer. C'est une forme de pacte et un acte politique : les « démocraties » ne se font pas la guerre entre elles. Mais cela ne garantit pas la paix.

Tout d'abord, il convient de constater que la démocratie recule dans le monde. Tous les ans, The Economist publie son classement des pays selon leur indice de démocratie (qui mesure l'état global de la démocratie, pays par pays), le Democracy Index. L'édition 2022 précise que « moins de la moitié de la population mondiale vit dans une démocratie ». Les pays démocratiques sont au nombre de 72 et représentent 45% de la population mondiale contre 59 pays autoritaires représentants 36,9% de la population mondiale. Les régimes « hybrides » représentent 48 pays et 17,9% de la population. Depuis le début de la mise en place de cet indice en 2006, la note globale mondiale a baissé significativement.

Si l'on ne constate aucun conflit « direct » entre les pays dits démocratiques, il nous semble important de nuancer le propos car les pays démocratiques ont pour beaucoup une forte responsabilité dans les autres conflits en cours, qu'il s'agisse des conflits liés aux questions de frontières, aux questions de ressources ou aux questions climatiques. En effet, la plupart des pays du Nord (qui certes ne représentent pas toutes les démocraties) ont une responsabilité historique claire liée à l'histoire coloniale, une responsabilité environnementale en étant directement responsables du dérèglement climatique, une responsabilité économique en maintenant le Sud dans une forme de dépendance néocoloniale (à travers une dette insoutenable et une politique agricole qui empêche toute véritable souveraineté alimentaire).

Par ailleurs si l'on analyse les régimes dits démocratiques, on peut considérer ceux-ci comme peu pacifiques en leur sein à bien des égards : violences environnementales et sociales, inégalités, injustices, s'additionnent bien souvent avec violences policières.

Si les dictatures et les régimes autoritaires sont par nature générateurs de violence et de conflits, nous ne pouvons pas affirmer qu'un régime démocratique serait, lui, un facteur favorisant la paix dans le monde. Au contraire, en raison de leur nature capitaliste, nos démocraties modernes favorisent de multiples formes de violence sociale, économique, et même militaire. Pis encore, un système capitaliste, fondé sur la compétition, les relations de domination, l'exploitation des humains, des animaux, de la terre elle-même..., est par essence porteur de cette violence et ne peut donc pas être propice au développement d'une culture de la paix.

L'éducation et la culture, associées à la démocratie contemporaine, sont souvent présentées comme des vecteurs de paix. Mais, en pratique, lorsque l'éducation reflète la culture de la violence, fait la part belle aux conquêtes et à l'anéantissement des populations, justifie et valorise les pires crimes au nom d'une présentation « objective » de l'Histoire refusant toute forme d'anachronisme, cette forme d'éducation est le meilleur moyen de s'opposer à l'instauration d'une culture de la paix.

Si la démocratie est une condition nécessaire pour construire une culture de paix, elle est loin d'être suffisante. La paix se construit, elle ne se décrète pas.

IR 07 LA NEUTRALITE NE GARANTIT PAS LA PAIX

La neutralité définit un État qui reste à l'écart d'une guerre affectant deux ou plusieurs autres États en s'abstenant d'y participer, que ce soit directement en prenant part aux hostilités ou indirectement en assistant l'un ou l'autre des belligérants. Il est interdit à un État neutre d'adhérer à un pacte militaire ou de mettre, de quelque manière que ce soit, son territoire à disposition d'une puissance belligérante. En revanche, il a le droit de se défendre avec des moyens militaires contre les violations de sa neutralité, d'offrir une protection humanitaire et d'entretenir des relations diplomatiques avec tout autre État.

Selon Tomas Ries, la neutralité est un équilibre entre promesse et demande : il s'agit de « l'effort, pour un État, de se tenir à l'écart des conflits impliquant d'autres puissances. C'est un échange de bons procédés entre une promesse de ne soutenir aucune partie en conflit et une demande de ne pas être attaqué, avec l'espoir que cette demande sera respectée ».

Notons tout d'abord que les efforts de paix des États sont contrecarrés par la culture historique de l'ennemi, fruit de « La fabrication de l'ennemi » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre Conesa. La guerre est sacralisée dans une majorité de sociétés ; elle est fêtée et on en entretient le souvenir, que l'on ait été vainqueur ou vaincu. C'est un des dangers du « devoir de mémoire », manipulable et manipulée, et que donc on a tendance à privilégier, souvent de façon populiste, par rapport à un « devoir de connaissance critique », qui impose un exercice bien plus exigeant et rigoureux d'analyse en profondeur de l'Histoire.

Le sentiment d'hostilité est entretenu soit pour des raisons géopolitiques (désir d'expansionnisme, défense d'intérêts stratégiques, militaires ou économiques), soit dans un contexte de politique intérieure (leader malmené souhaitant reconquérir l'opinion par une politique extérieure agressive, etc.). Le cadre conflictuel est en effet ainsi posé et il ne s'agit alors plus que de construire la légitimation de l'usage de la force armée.

Pourtant conscients de cet état de fait, rares sont les pays qui ont délibérément choisi de renoncer à la guerre en affichant leur neutralité.

Aujourd'hui, seuls quelques pays sont reconnus comme pays neutres : Suisse, Vatican, Mexique, Irlande, Japon, Costa Rica, Autriche, Malte, Panama, Moldavie, Turkménistan, Serbie, Rwanda, Ghana, Ouzbékistan, Mongolie, Haïti, Oman.

La neutralité d'un État est-elle l'expression d'une véritable politique de non-violence, voire d'une culture plus globale de la paix ou est-elle teintée d'un certain opportunisme politique ou économique ? Entre neutralité de droit, de fait, perpétuelle ou occasionnelle, la notion a toujours été à géométrie variable, et l'entrée dans la neutralité s'est écrit pour chaque pays concerné en fonction de son histoire et d'un contexte géopolitique donné. La Suisse et le Costa Rica semblent aujourd'hui pour certains assez représentatifs de ce que pourrait être une démarche globale de non-violence militaire et environnementale. Pour d'autres, il s'agirait surtout de ne pas risquer une partition Ouest-Est (Autriche) ou de subir les foudres de la Russie en cas d'un rapprochement risqué avec le bloc libéral occidental (Moldavie, Turkmenistan). Par ailleurs, la neutralité des pays scandinaves (Finlande, Suède) a disparu de fait avec leurs demandes d'adhésion à l'OTAN.
Malgré ces éléments, force est de constater que depuis leur neutralité, aucun des 13 pays neutres n'est à l'origine d'une guerre directe avec ses voisins et chacun essaie de se positionner en médiateur. La question de savoir si la France devrait adopter le statut de « pays neutre » doit se poser et pourrait faire l'objet d'un grand débat démocratique.

IR 08 - SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE

Si vis pacem, para bellum : Si tu veux la paix, prépare la guerre est une locution latine, tirée du livre de stratégie militaire du romain Végèce datant de fin du IV e / début Ve. Elle souligne l'importance de préparer ses actions militaires pour ne rien laisser au hasard. Il faudrait donc disposer en permanence d'une force de dissuasion de façon à être toujours prêt à se défendre. C'est la base du concept de paix armée.
Or, la dissuasion n'empêche pas les guerres mais enrichit les industries d'armement en poussant sans cesse chaque pays à posséder les armes les plus performantes et les plus destructrices.

Le surarmement n'empêche pas les guerres. Sur les trente dernières années, on observe une nette hausse liée notamment au nombre de victimes des conflits au Moyen-Orient et en Asie centrale, notamment en Syrie, en Irak et en Afghanistan. Avec la survenue de nouveaux conflits armés particulièrement sanglants dont la guerre russo-ukrainienne, les combats en RD du Congo et le conflit arméno-azéri, il est malheureusement certain que le seuil des 100 000 victimes annuelles a été de nouveau dépassé en 2022.

Par ailleurs, les dépenses militaires mondiales ont atteint en 2022 2 040 milliards d'euros soit 2,2 % du PIB mondial, selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) publié le 24 avril 2023. Notons que selon le PNUD des investissements de 600 milliards de dollars par an seraient nécessaires pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. D'autre part, le Forum économique mondial (Davos) estime un « marché » potentiel de 2000 milliards de dollars pour l'adaptation au dérèglement climatique : de quoi réorienter les industries de l'armement (par exemple un sous-marin coûte jusqu'à 4, 5 milliards d'euros alors qu'un hôpital ne coûte que 1 milliard d'euros).

A l'échelle planétaire, il s'agit de la huitième année consécutive de hausse pour les investissements dans les armées. Les Etats-Unis ont représenté 39 % des dépenses mondiales en 2022, la Chine 13 %, la Russie 3,9 %, l'Inde 3,6 %, l'Arabie saoudite 3,3 % et la France, avec 2,4 %, se situe en 9e position. Quant aux exportations d'armes, la France se situe en 3e proposition en exportant 11% de la totalité des armes vendues dans le monde. Sur les 10 dernières années, les pays qui ont commandé le plus d'armes auprès de l'industrie française sont l'Égypte (12,3 milliards d'euros), l'Inde (11,8 milliards), le Qatar (11,1 milliards) et l'Arabie saoudite (10,0 milliards). Ensemble, ces quatre pays ont représenté près de la moitié de la valeur de l'armement français expédié à l'étranger.

La France arme donc directement et indirectement des belligérants de conflits en cours ce qui sert avant tout les intérêts de l'industrie de l'armement.

Quant à la dissuasion nucléaire, elle n'a aucun sens en premier lieu car elle reste un danger majeur et permanent pour la survie même de l'humanité. Ensuite parce qu'elle incite les autres pays à vouloir eux-mêmes se doter de l'arme nucléaire et enfin puisqu'elle n'est pas efficace : elle n'a pas dissuadé Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine par exemple. Enfin, les pays ne possédant pas d'armée ne font l'objet d'aucun conflit armé depuis des décennies.

Il s'agit donc d'adopter un point de vue politique qui a pour objectif de mettre en place une culture de la paix et de porter une nouvelle parole universelle « Si tu veux la paix, prépare la paix ».

Encadré - Que faire face à l'agression russe en Ukraine ?

En plus des nombreuses victimes de cette guerre, cette agression illustre le mépris de la Russie pour les conventions internationales ainsi que l'impuissance de la « communauté internationale ». Certes cet État n'est pas le seul à le faire, mais cela concerne deux pays situés à nos frontières, signataires de ces conventions et dont l'un est doté de l'arme nucléaire et l'autre de centrales nucléaires sur son sol.

Alors, que le reste du monde peut-il faire lorsqu'une nation en envahit une autre par les armes, au risque d'entraîner une catastrophe sur tout un continent ou une région, comme c'est le cas aujourd'hui avec la es guerre s en Ukraine.

Une première option, pour les pays qui, comme la France, respecte ces conventions et le droit international et en raison des probables risques d'escalade et des morts qui inévitablement s'en suivront, est de se résigner à ne pas intervenir, en considérant que l'occupation d'un pays par un autre est un moindre mal qui éviterait les nombreuses victimes de cette guerre tout en éliminant les dangers de son extension. Certes, c'est accepter la loi du plus fort, le règne de la puissance et aussi donner un dangereux signal aux autres états qui rêvent de faire la même chose à leur voisin. Et ils sont hélas assez nombreux, que ce soit pour des raisons économiques, historiques, territoriales, identitaires ou religieuses. Il convient aussi de noter que la position de non intervention est une position de beaucoup de mouvements pacifistes, instrumentalisée et relayée bien sûr par ceux qui sont complices de la Russie ou s'en accommodent, de Trump aux nombreuses dictatures ou mouvements d'extrême-droite. « Le pacifisme est à l'Ouest et les euromissiles à l'Est » disait déjà Mitterrand en 1983.

Mais finalement ne vaut-il pas mieux l'occupation que la guerre ? Car, il sera toujours temps ensuite pour le peuple occupé de combattre cette occupation par des moyens pacifiques ou diplomatiques, ou encore par la désobéissance civique. Et d'espérer ensuite un arbitrage international.

Une seconde option, à l'opposé, est de considérer que si le reste du monde se contente de protestations et de condamnations verbales, ou de boycotts économiques presque toujours inefficaces, c'est donner un blanc-seing à l'agresseur. Face à une invasion qui martyrise un peuple et viole les nombreuses déclarations internationales - et notamment celles qui font suite et en réponse à la tragédie de la deuxième guerre mondiale - il n'y pas d'autres issue que d'aider militairement à se défendre le pays victime de cette agression. Car l'accepter signifierait la fin de toutes les avancées du XX siècle en faveur de la paix dans le monde et la fin du droit international. Certes cela provoquera inévitablement la perte de très nombreuses vies humaines et des peuples déchirés et irréconciliables pour plusieurs générations. C'est aussi le cas sans intervention internationale, mais dans une moindre mesure. Mais ne pas intervenir serait reconnaitre qu'il n'y a pas d'autre loi humaine que celle de la force et un recul considérable dans le respect des droits humains.

Mais, au-delà des questions de principes et des postures morales de ces deux options, toutes deux défendables, il importe surtout de contribuer à stopper destructions et victimes de cette

guerre ainsi que d'éviter son extension, la fameuse « montée aux extrêmes », trop bien documentée et vérifiée dans le passé. Dans la mesure ou actuellement le Conseil de Sécurité de l'ONU rend celle-ci impuissante, (voir IR...), nous préconisons une aide militaire internationale réelle, mais exclusivement défensive.

Cette aide militaire, aujourd'hui largement insuffisante provient des bonnes volontés d'États soutenant l'Ukraine[12], à peine coordonnées par l'OTAN et pas du tout par l'ONU. Avec les éternelles débats au sein de ces États sur : que livrer et comment ne pas aller trop loin vis-à-vis de la Russie pour éviter une extension du conflit ?

Cette aide militaire défensive, qui ne peut provenir que des États possédant cet armement, devrait être coordonnée et pilotée par une instance internationale.

Elle consisterait essentiellement en une défense antiaérienne et antimissile active par destruction de missiles durant leur vol[13]. On peut dire qu'elle a fait ses preuves en Israël[14] car la quasi-totalité des missiles ennemis sont interceptés. Certes, le territoire d'Israël est bien plus petit que celui de l'Ukraine, les missiles du Hezbollah ou du Hamas n'ont pas les performances de celles des Russes et l'installation de cette défense demande en principe du temps.

Nous ne sous-estimons pas les difficultés que représenterait la mise en œuvre de cette défense, mais elle est selon nous la seule qui permettrait de sortir d'une guerre sans fin ainsi qu'aux belligérants de négocier diplomatiquement une paix durable. On peut par ailleurs pressentir que le déploiement accéléré et coordonné de ce type de défense en Ukraine pourrait faire consensus

[12] L'Ukraine quant à elle ne disposait que de systèmes antiaériens de courte et moyenne portées datant de l'ère soviétique.

[13] Elle englobe un ensemble de stratégies, de plans et de moyens : la destruction préventive des systèmes de missiles offensifs, la mise hors d'état d'opérer de ces systèmes par la neutralisation de leurs moyens de détection et de commandement, et la défense passive pour limiter les dégâts causés par les attaques de missiles. Elle s'appuie sur un ensemble sophistiqué de capteurs d'alerte avancés qui permettent la détection des cibles et de missiles qui permettent leur interception.

[14] Avec les États-Unis, Israël est le seul État à avoir mis en place à partir du début des années 2000 un système multicouches de défense antimissile, « Dôme de fer » puis « Fronde de David » dont les dernières composantes sont devenues opérationnelles en 2017.

IR 09 - L'ONU EST LA POUR GARANTIR LA PAIX GRÂCE NOTAMMENT AU DROIT D'INGERENCE

La création de L'ONU, après la 2ème guerre mondiale, a été ressentie par l'opinion publique internationale avec un grand soulagement et comme un immense progrès. Créée par les Alliés vainqueurs, elle était dotée d'une Charte lui offrant les moyens d'agir, avec un double exécutif en la personne d'un Secrétaire Général doté de pouvoirs propres et d'un Conseil de sécurité à même d'adopter des résolutions contraignantes et disposant de la capacité d'intervenir directement par la voie militaire pour rétablir la paix dans le cadre du chapitre VII de la Charte.

Il était légitime alors de croire que l'ONU ne serait pas une nouvelle SDN, impuissante à garantir la paix.

Avec plus de 60 opérations de maintien de la paix depuis 1948, le bilan n'est pas négligeable. L'augmentation du nombre de Casques bleus au tournant de la fin de la guerre froide - 11 000 à 75 000 entre 1989 et 1994 – est symptomatique des tensions de l'époque et les interventions sont devenues par ailleurs beaucoup plus complexes voire ambitieuses. Il s'est en effet agi d'imposer la paix dans le cas de l'ex-Yougoslavie, de la Somalie ou du Rwanda et même pour l'Organisation d'administrer des pays aspirant à l'indépendance après des guerres très dures et des structures étatiques (au Kosovo et au Timor Oriental par exemple).

Néanmoins, bien souvent l'ONU a été impuissant à dénoncer ou à intervenir dans certains conflits : on peut citer par exemple les déclarations très discrètes de l'ONU en 1973 lors du coup d'Etat de Pinochet soutenu par les États-Unis et la répression au Chili ou bien en 1999 en Russie, alors qu'une guerre terrible frappe la population tchétchène.

Même lorsque se jouent des événements majeurs, le droit de véto des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU empêche souvent l'institution de prendre des initiatives qui éviteraient des guerres.

L'apparition d'un droit d'ingérence humanitaire qui sera très vite instrumentalisé

Par ailleurs sur la base de deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies en 1988 et 1990, et d'une du Conseil de sécurité en 1991, la communauté internationale, au tout début des années 1990, proclame la naissance d'un nouveau droit, le droit d'ingérence dont la justification est d'abord humanitaire.

Ce droit d'ingérence humanitaire armé fait son apparition, selon les observateurs, au Kurdistan irakien, en avril 1991, ou lors de l'opération " Restore Hope" menée en Somalie à partir de la fin 1992. L'intervention armée permet alors la mise en œuvre « sécurisée » de l'aide humanitaire.Quant à l'Opération Turquoise menée par l'armée française au Rwanda en 1994, si elle procède du même esprit, elle est considérée comme pour le moins ambiguë : trop tardive et trop limitée dans son mandat pour être vraiment efficace à l'égard des populations en danger, trop utile au camp des agresseurs pour apparaître uniquement comme une réaction de la communauté internationale au déroulement du génocide.

Progressivement, on assiste à une instrumentalisation de ce droit d'ingérence – initialement imaginé exclusivement à des fins humanitaires – qui devient le prétexte pour des interventions militaires armées à des fins politiques.

L’astuce souvent utilisée par les pays qui pratiquent ce « droit d’ingérence » au nom de la démocratie est de spécifier qu’ils ne font pas la guerre au peuple pris dans son ensemble, mais aux dirigeants de ces pays. Le droit d’ingérence est donc utilisé comme un faux nez pour justifier les interventions militaires.

On le sait, la mise en œuvre du droit d’ingérence, même sous mandat de l’ONU, a très souvent eu des conséquences catastrophiques pour les populations des régions concernées. L'intervention militaire de 2011 en Libye en est malheureusement une illustration frappante. Cette intervention menée par l’OTAN s'est déroulée sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU), à l’initiative de la France qui défendait en réalité ses intérêts économiques et politiques. Les conséquences s’avèreront catastrophiques. L’arsenal militaire de Kadhafi était l’un des plus importants d’Afrique et les armes sans surveillance et sans contrôle se sont dispersées sur tout le continent, alimentant des attaques menées du lac Tchad jusqu’en Centrafrique, faisant vivre des entités terroristes telles qu’AQMI ou Ansar Dine et contribuant à déstabiliser profondément l'ensemble de la région du Sahara.

De plus en plus d’interventions « unilatérales » recherchent la caution de l’ONU

Par ailleurs, on constate que les interventions armées se déploient moins sous mandat de l’ONU mais la plupart du temps de façon unilatérale en cherchant une validation de l’ONU a postériori. C’est par exemple le cas des bombardements initiés au Kosovo par l’OTAN en 1999 ou de l’intervention de la coalition en Irak le 20 mars 2004.

On le voit, si l’ONU constitue indéniablement un pas supplémentaire dans la prévention et la résolution des conflits par rapport à la Société des Nations, elle représente un organe peu puissant et peu efficace sous l’emprise de quelques Nations.

Pourtant, de nombreux endroits dans le monde nécessiteraient une intervention massive de maintien de paix pour des questions humanitaires : c’est le cas du Yémen dont la guerre aura causé la mort de près de 400 000 personnes depuis 7 ans. Des millions de personnes sont au bord de la famine, les deux tiers des Yéménites dépendant de l’aide humanitaire, selon l’ONU « Le Yémen est la pire et la plus grande catastrophe humanitaire au monde, et cette catastrophe continue de s’aggraver ».

Comme indiqué dans la proposition XX, nous proposons donc une réforme profonde de l’ONU pour en faire une véritable instance de régulation mondiale au service de paix. Seule la dimension mondiale peut permettre de faire face aux défis en cours et une nouvelle ONU (avec une nouvelle gouvernance et de nouvelles prérogatives) pourrait être une voie heureuse pour l’humanité.

IR 10 - L'Humanité est incapable d'inscrire la paix dans la durée

Plutôt qu'une idée reçue, c'est un constat. « Plus jamais ça ! » a-t-on entendu dire à la fin de la Première Guerre Mondiale. Et pourtant vingt ans après, autant dire dès le lendemain, on « remettait ça », tant le Traité de Versailles contenait en son sein tous les germes du futur conflit.

John Horne12 interroge les modalités de réconciliation entre anciens ennemis, à l'échelle de l'Europe de l'après-1918, l'après-1945 et l'après-1989. Les enjeux de la réconciliation ont toujours des logiques inscrites dans un contexte historique. Les traités de paix intègrent le rapport de force que les vainqueurs souhaitent conserver sur les vaincus, mais également les rapports de forces envisagés entre vainqueurs. C'est toujours aux vainqueurs qu'il revient de jeter les bases de la paix future et le retour à la paix s'inscrit donc bien souvent dans une logique de domination dans laquelle la paix ne peut perdurer.

La constitution de grands empires fait partie de l'histoire de l'humanité. Mais, à la soif de découvrir de nouveaux territoires et aux stratégies de conquêtes, à l'établissement de comptoirs commerciaux, à l'occupation militaire et à l'installation d'un pouvoir administratif ont pu succéder les défaites, et les humiliations. Puis, la conjonction d'événements et l'émergence de « sauveurs providentiels » peuvent autoriser certains d'entre eux à tenter de réécrire le cours de l'histoire passée. La Russie de Vladimir Poutine en est actuellement le meilleur exemple. La guerre déclarée à l'Ukraine le 24 février 2022 est la suite logique de l'accaparement politique de la Crimée et de la réinstallation de la « Grande Russie » dans ses frontières historiques « La Russie est par nature un empire dont les frontières respirent »13.

L'approche de R.T. Erdogan est peut-être potentiellement moins ambitieuse, mais toute aussi agressive. Fragilisé politiquement à l'intérieur de la Turquie, M. Erdogan active inconsciemment auprès de ses concitoyens la nostalgie de l'empire ottoman.

Il a pourtant été envisagé de penser la paix par la voie de la réconciliation. Dans le cadre des négociations des traités de paix de la Première Guerre Mondiale, Woodrow Wilson, alors Président des Etats-Unis, propose la création de la Société Des Nations, dans le but « d'assurer au monde une paix perpétuelle ». Cette initiative est un échec, l'intérêt de chaque nation l'emportant sur l'intérêt collectif. Pour autant, la naissance de la SDN représente bien un tournant révolutionnaire dans le domaine international,puisqu'elle postule que l'intérêt des puissants ne saurait être la règle unique de fonctionnement des rapports interétatiques. »14

Par ailleurs, John Horne définit les logiques qui permettraient une véritable réconciliation, dont celle qui est de « surmonter les animosités héritées des conflits passés ». Au cœur de la problématique de réconciliation, engageant le présent et un avenir « en paix », se trouve la question du rapport aux blessures du passé. Le devoir de mémoire participe de la réconciliation.

À cet égard, l'Europe est reconnue pour sa capacité de réconciliation dans son histoire, au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale et de l'après-guerre froide, mais également pendant l'entre-deux-guerres. La paix et la réconciliation seraient devenues des « valeurs européennes. » 16 En 2012, l'Union Européenne a reçu le prix Nobel pour sa contribution à la paix, à la réconciliation et à la démocratie sur le continent.

Par ailleurs, John Horne définit les logiques qui permettraient une véritable réconciliation, dont celle qui est de « surmonter les animosités héritées des conflits passés ». Au cœur de la problématique de réconciliation, engageant le présent et un avenir « en paix », se trouve la question du rapport aux blessures du passé. Le devoir de mémoire participe de la réconciliation.

L'adoption en France de loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, la création du Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines en 2003 à Washington, pour ne citer que ces deux exemples, sont de véritables avancées culturelles qui vont dans le sens du développement d'un monde qui souhaiterait profondément la paix, même si ces luttes sont douloureuses et menées uniquement par les personnes concernées.

Faire perdurer la paix est l'objectif que se donne l'Organisation des Nations Unies. Cette dernière a consacré l'année 2009 « Année internationale de la réconciliation ». Cette consécration a donné un élan à de nombreux travaux de recherche scientifique sur le processus de rapprochement et de réconciliation17.

Pourtant, si ces grandes orientations sont importantes, elles ne suffisent pas à construire une culture de paix. Les Nations Unies ont même missionné l'UNESCO pour mettre en œuvre cette grande ambition en proposant de rapprocher les peuples grâce à la science, à la culture et à l'éducation.

Vouloir inscrire la paix dans la durée, est donc avant tout une question de volonté et de choix politique.

Partie propositions

Proposition 1 : **Construire la paix en dépassant le concept d'État Nation**

Proposition 2 : **En France, instituer le renoncement à la guerre**

Proposition 3 : **Lancer le processus de désarmement de la France**

Proposition 4 : **Programmer le désarmement nucléaire militaire de la France**

Encadré : **L'exemple du conflit au Moyen-Orient**

Proposition 5 : **Assurer la paix avec le vivant et avec la planète**

Proposition 6 : **Repenser les organisations internationales pour une nouvelle gouvernance mondiale**

Proposition 7 : **Promouvoir une éducation facteur de paix et protéger les enfants de la violence**

Proposition 8 : **L'art et la culture deviennent des armes de construction massive de la paix**

Proposition 9 : **L'économie au service de la paix**

Proposition 10 : **Réaffirmer la priorité à la prévention des conflits**

Introduction

Savoir penser la paix autrement, c'est défendre la paix de façon absolue. C'est une morale, un principe, une volonté de vouloir changer individuellement et collectivement son rapport à l'autre à tous les niveaux de l'organisation sociale. Vouloir vivre en paix, ce n'est pas refuser le conflit mais c'est savoir vivre avec et savoir le résoudre ou le réguler sans engendrer une situation de violence, de haine ayant pour conséquence des états de guerre.

L'histoire humaine notamment occidentale est pour partie bâtie sur le culte de la guerre. Il s'agit de démystifier ce qu'il incarne : la puissance et la supériorité. La remise en question d'une culture de la domination (d'un être sur un autre, de l'humain sur la nature) est l'une des voies pour progresser vers des sociétés plus égalitaires et par conséquent moins violentes.

Pour atteindre la paix, nous proposons de penser la paix autrement, en la définissant pour ce qu'elle est en elle-même, et non comme simple absence de guerre : la paix en tant que justice. Cela implique une approche plus globale de la violence ; il est nécessaire de questionner la violence structurelle qui maintient une inégalité des chances et des formes de domination qui s'opposent à l'intégration égale de tous dans la société humaine. Dans une telle perspective, les politiques sociales d'éducation et de santé sont par exemple tout aussi, voire plus importantes, pour la réalisation de la paix que les politiques militaires.

Amendement 1
Supprimer le passage « la paix en tant que justice ». Compliqué à comprendre

Le 13 septembre 1999, la 53ème Assemblée générale des Nations unies a adopté une « Déclaration et un programme d'action sur une culture de la paix » (A/53/243) dont l'article premier donne la dernière et la plus complète définition de la culture de la paix « comme l'ensemble des valeurs, des attitudes, des traditions, des comportements et des modes de vie fondés sur :
a) Le respect de la vie, le rejet de la violence et la promotion et la pratique de la non- violence par l'éducation, le dialogue et la coopération ;
b) Le respect des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États et de la non-intervention dans les questions qui relèvent essentiellement de la juridiction nationale de tout État quel qu'il soit, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international ;
c) Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et leur promotion ;
d) L'engagement de régler pacifiquement les conflits ;
e) Les efforts déployés pour répondre aux besoins des générations/actuelles et futures en ce qui concerne le développement et l'environnement ;
f) Le respect et la promotion du droit au développement ;
g) Le respect et la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes ;
h) Le respect et la promotion des droits de chacun à la liberté d'expression, d'opinion et d'information ;
i) L'adhésion aux principes de liberté, de justice, de démocratie, de tolérance, de solidarité, de coopération, du pluralisme, de la diversité culturelle, du dialogue et de la compréhension à tous les niveaux de la société et entre les nations; et encouragés par un environnement

national et international favorisant la paix et dont l'instauration dépend d'un environnement national et international propice ».20

---

18 Congrès international sur la paix dans l'esprit des hommes, Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, septembre1989, sousl'égide de l'UNESCO et sur l'initiative de la Fondation du Président Houphouët Boigny.

19 Manifeste de Seville diffusé par décision de la Conférence générale de l'UNESCO à sa vingt-cinquième session, Paris, France, 16 novembre 1989

20 Nations Unis, Assemblée générale, Résolutions adoptées par l'assemblée générale - 53/243. Déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix, 6 octobre 1999

Proposition 1 – Construire la paix en dépassant le concept d'état nation

Pour construire une culture de paix, il est vital pour l'Humanité d'ouvrir une nouvelle page de son histoire en dépassant le concept d'État Nation.

Historiquement, l'Etat Nation a rempli un rôle majeur dans la construction de notre civilisation : les 195 pays du monde se sont constitués en autant de cadres de régulation politiques, économiques et sociaux et chaque citoyen sur la planète a donc accès aux droits en fonction de son pays de naissance ou de résidence. Les Etats se sont même parfois regroupés par « plaque géographique » (l'Union des nations sud-américaines, l'Union Européenne, l'Union Africaine, l'association des nations de l'Asie du Sud-Est, ect…) pour constituer des alliances et construire des rapports de forces. Nous avons imaginé un système de régulation « inter-national » avec l'ONU et l'UNESCO qui s'est avéré précieux pour mettre en commun et tempérer les ardeurs.

Mais les Etats ont toujours construit et entretenu une culture de guerre. Ils développent et entretiennent des sentiments patriotiques où les citoyens se sentent prêts à « mourir pour un drapeau ». Pire, la prolifération de la menace atomique aboutira nécessairement à son utilisation au nom des intérêts vitaux d'une nation. De la même manière, face à la menace du dérèglement climatique, l'Etat Nation se révèle un outil inopérant et dépassé qui pourrait entrainer jusqu'à la disparition même de l'humanité.

Le concept d'Etat, apparu il y a 500 ans avec Machiavel et plus tard Jean Bodin, est recroquevillé sur le concept de frontière comme caractéristique indépassable, et intrinsèquement incapable de prendre la véritable mesure des enjeux du monde. Son égoïsme ontologique le conduit à ne pas prendre la mesure des dangers.

Pour faire face à ces enjeux, il est plus que temps d'appeler à un changement de civilisation et de substituer une civilisation fondée sur exclusivement les Etats Nations à une civilisation fondée sur une citoyenneté plurielle : mondiale, nationale et locale. Concrètement les politiques économiques, sociales, environnementales se répartiront entre ces nouveaux horizons de citoyenneté qu'il faudra repenser comme les nouveaux espaces fondamentaux de démocratie.

La dimension mondiale permettra de conserver l'habitabilité de la planète et garantira à chacun la paix et une égalité d'accès effectif aux droits. Elle devra permettre à chacun de se représenter prioritairement comme citoyen du monde appartenant à la « terre patrie » et se matérialisera par l'élection d'un gouvernement mondial avec des compétences et des moyens associés.

La dimension nationale – dont un certain nombre de compétences auront été transférées au niveau mondial et local – restera néanmoins un échelon essentiel afin notamment de mettre en œuvre les différentes politiques publiques et afin de préserver la richesse de la diversité culturelle des peuples.

La dimension locale de son côté facilitera la construction permanente d'une citoyenneté concrète grâce au développement des « communs », c'est-à-dire grâce à l'engagement de chacun dans la gouvernance des biens communs qui nous entourent comme l'énergie, la culture, l'éducation, la santé ou l'environnement.
Cette nouvelle civilisation combinant ces trois dimensions pourrait progressivement permettre de faire reculer les conflits et les guerres en instaurant un processus de désacralisation des notions de frontière et de territoire, en encourageant la prise de conscience d'une identité terrienne commune.

Proposition 2 - en France, instituer le renoncement à la guerre

« Aucun des maux que l'on veut éviter par la guerre n'est un mal plus grand que la guerre elle-même », Bertrand Russel

Amendement 2
Supprimer cette proposition
Explication : renoncer à faire la guerre est-ce aussi renoncer à se défendre ?

Nous proposons que la France suive l'exemple du Japon et proclame un renoncement à la guerre.
En effet, même si depuis quelques années, le Japon semble avoir oublié ses bonnes résolutions – contraintes et forcées - de l'après-guerre, les dispositions de l'article 9 de la constitution japonaise, votée le 3 novembre 1946, fait partie de ces décisions qui montrent la voie à suivre vers la Culture de la Paix. Le texte se suffit à lui-même pour exprimer catégoriquement la volonté d'en finir avec les compromis.

« *Chapitre II. Renonciation à la guerre*
Article 9. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.
Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu. »

Dans le même esprit, il est à noter qu'à ce jour vingt-deux pays dépourvus d'armée de métier22 n'ont eu à subir aucune attaque à partir du moment où ils ont renoncé à posséder une force militaire (cf. : Panama : dissolution de l'armée en 1990). Chacun d'eux s'inscrit dans un contexte régional constitué d'accords bi ou multipartites et participent ainsi tousà la pacification d'un territoire.

A l'instar du Japon et des pays évoqués plus haut, nous proposons que la France intègre par référendum dans sa Constitution un « renoncement à la guerre ».

Encadré - Liste des États qui ne possèdent pas d'armée

Andorre, Îles Cook , Costa Rica, Dominique, Grenade, Islande, Kiribati, Liechtenstein, Îles Marshall, Maurice, États fédérés de Micronésie, Nauru , Palaos, Panama, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Niue, Saint-Vincent-et-les- Grenadines, Samoa , Salomon, Tuvalu , Vanuatu

En 2010, une trentaine d'États souverains peuvent être considérés comme ne possédant pas d'armée. La plupart de ces pays sont de petite taille et ont des populations n'excédant pas les 500 000 habitants. De fait, ils disposent soit d'un accord de défense avec un pays tiers qui précise que c'est l'armée d'un autre pays qui doit assurer sa défense en cas de nécessité (l', membre de l'OTAN, les Palaos ou les États fédérés de Micronésie ont des accords de défense avec les États-Unis), soit de petites forces paramilitaires (Maurice possède une force spéciale de 1 500 hommes). Tous ces pays possèdent en revanche des forces de police ou des forces paramilitaires comme des garde-côtes. Le Costa-Rica et le Panama sont les deux pays les plus peuplés de cette liste, avec chacun plus de 4 millions d'habitants.

Proposition 3 - Lancer le processus de désarmement de la France

L'histoire des peuples et des nations nous montre combien peuvent peser les États impérialistes – aux plans militaire, économique, culturel… - dans l'organisation politique ou géopolitique régionale ou internationale. Se poser la question du poids militaire de ces États et donc du désarmement est essentiel si l'on souhaite voir évoluer toutes les sociétés quelles qu'elles soient vers une culture de la paix.

Notons que la France compte 205 000 militaires, soit la plus importante armée en Europe.

Nous proposons donc que :

Le budget des armées soit diminué progressivement de 50%. Actuellement, le budget de la Défense s'élève à 69,8 milliards d'euros15, soit une augmentation de +46% entre 2017 et 2024. Le gouvernement souhaite le doubler d'ici 2030. A titre de comparaison, le budget de la Culture en France est de 4, 9 milliards d'euros, celui de la Santé 2,7 milliards d'euros.

La France se retire de tous les conflits en cours à l'étranger en dehors d'un mandat des Nations-Unies. Par exemple, l'opération « chammal » en Irak mobilise depuis 10 ans plus de 600 militaires français sans mandat de l'ONU.

Elle doit concomitamment s'engager massivement et activement dans les processus de paix de médiations afin de renouer les dialogues et contribuer à la paix ;

La France quitte progressivement les 6 bases militaires où elle a une permanence à l'étranger. Cela concerne des militaires répartis en Allemagne (2 300 militaire), à Djibouti (1 500 militaires), Côté d'Ivoire (900 militaires), aux Emirats Arabes Unis (700 militaires), au Gabon (400 militaires) et au Sénégal (400 militaires). Le retrait pourrait débuter sur les bases qui sont situées dans des pays soit en guerre (comme les Émirats Arabes Unis), soit peu démocratiques comme le Gabon.

La France stoppe toute vente d'armes à d'autres pays. Précisons que la France est le 2e exportateur d'armes dans le monde et représente 11% du marché mondial pour un total de près de 30 milliards. La France vend des armes à 64 pays et les ventes d'armes françaises à l'étranger ont augmenté de 47% entre 2019 et 2023. Enfin, notons que les ventes d'armes représentent plus d' 1/3 des ventes de l'industrie d'armement française. Cette nouvelle voie nécessitera une réorientation de cette industrie vers d'autres secteurs de production.

La France refuse la recherche, la fabrication ou l'achat de drones tueurs autonomes. Les systèmes d'armes létales autonomes (SALA) ou drones tueurs autonomes (ciblage sans intervention humaine) existent déjà et ont déjà été « expérimenté » (en Lybie dès 2020). L'ONU avait tenté de proposé un texte les interdisant mais plusieurs pays (dont la Russie et les Etats-Unis) ont refusé l'interdiction.

Amendement 3

Ajouter les paragraphes suivants

Développer une armée défensive

Du fait que la France aura la volonté de ne plus participer à des opérations militaires à l'étranger (sauf rares exceptions en accord avec l'ONU), seule une armée défensive sera nécessaire.

La France contribuera à persuader les représentants de l'Union européenne que les vingt-sept pays bâtissent ensemble cette structure qu'il reste cependant à configurer qualitativement – quel type d'armement - et quantitativement - ressources humaines, niveau de financement... A ce sujet, développer une armée européenne permettra de diminuer le budget de la Défense de chaque pays dans de grandes proportions.

Cela sera aussi une manière de donner davantage de cohérence d'objectifs et d'unité à l'Union européenne entre ses membres et vis-à-vis des autres pays du monde.

L'ensemble de l'Union européenne serait à même de défendre solidairement les vingt-sept pays la composant, àl'exclusion de toute incursion en dehors de l'UE.

A titre d'exemple, un pays de taille modeste comme l'Irlande peut actuellement faire appel à +/- 8 500 hommes etfemmes en service actif, 1 000 dans les forces aériennes et 10.000 dans l'Armée de réserve.

Les fonctions des Forces irlandaises de Défense sont :

Préparation de la défense de l'État contre une agression armée

Assistance à la Police et la protection de la sécurité intérieure de l'État

Maintien de la paix, de la gestion des crises et les opérations de secours humanitaire à l'appui de l'ONU.

Surveillance de la pêche, conformément aux accords de l'Union européenne.

Diverses missions de droit civil : la recherche et le sauvetage, la fourniture d'ambulance aérienne, garantie du transport aérien pour les ministres, l'assistance en cas de catastrophes naturelles et autres, maintien des services essentiels, et aide dans le traitement de la pollution par les hydrocarbures à mer.

L'Europe pourrait ainsi, à l'initiative de la France, devenir précurseure dans la promotion de la paix en établissant une armée défensive à l'échelle d'un continent.

Encadré / A mettre à jour

Liste des bases militaires françaises dans le monde et Effectif de militaires français à l'étranger en 2020

Liste des bases militaires françaises dans le monde

Allemagne - État-major de la brigade franco-allemande, bataillon de commandement et de soutien, détachements de soutien à Müllheim ; Centre de formation franco-allemand du personnel technico-logistique du Tigre à Fassberg, Djibouti, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis - Forces françaises aux Émirats arabes unis à Abou Dabi, Gabon, Sénégal

Effectif de militaires français à l'étranger en 2020TOTAL GLOBAL = 11 190 HOMMES ET FEMMES

Forces temporaires - 5 700 hommes

- Sahel : opération Barkhane : 5 100 hommes
- Irak et Syrie : opération Chammal : 600 hommes

Forces sous mandat international - 1 240 hommes

- ONU (Liban, dont opération Daman : 700 hommes / autres)
- OTAN (Pays baltes : 400 hommes)
- UE (140 hommes)

Forces de présence - 4 250 hommes

- Allemagne : 500 hommes
- Côte d'Ivoire : 950 hommes
- Djibouti : 1 450 hommes
- Émirats arabes unis : 650 hommes
- Gabon : 350 hommes
- Sénégal : 350 hommes

Proposition 4 - Programmer le désarmement nucléaire militaire de la France

Les 6 et 9 août 1945, il y a 75 ans, les bombes nucléaires américaines étaient lancées à Hiroshima et Nagasaki au Japon. 75 ans plus tard, il semble que l'humanité n'a toujours pas pris conscience de l'absurdité suicidaire que constituent l'utilisation, puis le déploiement d'un arsenal nucléaire menaçant l'ensemble de la planète.

Cependant, à la suite du Traité de Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP/1968), mais seulement 50 ans plus tard, le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) a été négocié au sein de l'Assemblée générales des Nations-Unies, adopté et enfin ratifié par plus de 50 États membres de l'ONU, ce qui lui a donné force de loi le 22 janvier 2021.

Les 9 « puissances » nucléaires ne sont évidemment pas signataires de ce traité. Qui plus est, la France ne reconnait pas dans son « bloc de constitutionnalité » les traités internationaux. Autrement dit, les lois nationales peuvent prévaloir sur les traités.

« La dissuasion nucléaire fait partie de notre histoire » avait dit haut et fort Emmanuel Macron, mais notre histoire doit-elle aujourd'hui s'écrire sur un plan d'égalité avec des régimes tels que la Corée du Nord, le Pakistan, l'Inde, pour ne citer qu'eux ?

La France ne peut se permettre à ce point d'être en porte-à-faux avec la communauté internationale et se doit désormais de montrer l'exemple en programmant le désarmement de son arsenal nucléaire.

Notre pays doit ratifier le TIAN et en accepter à la fois les contraintes – interdiction de possession, fabrication, menace, financement… - et les obligations positives – élimination, vérification, coopération et assistance internationales …

Pour cela, nous proposons de soutenir l'initiative citoyenne d'ICAN France pour obtenir l'abolition de l'arme nucléaire La session du Traité de Non Prolifération des armes nucléaires (TNP).

Le traité offre la possibilité aux États nucléaires de procéder par étapes, a fortiori si une ONU réformée, dotée de pouvoirs nouveaux et d'une volonté politique n'étant plus bridée grâce à la suppression du droit de veto des membres permanents (qui s'identifient aux principaux États nucléaires), s'engageait fortement dans la démarche.

Rappelons que l'arme nucléaire représente elle aussi un coût astronomique pour notre pays. « La France en 2020 va dépenser la somme de 4,7 milliards d'euros pour… armer des sous-marins et des bombardiers avec des armes nucléaires. Les dépenses liées à la politique de dissuasion nucléaire n'ont cessé d'augmenter de manière substantielle depuis 2003. La Loi de Programmation Militaire (LPM) de 2019-2025, va percevoir, pour la fabrication et l'entretien des armes nucléaires, 20 milliards d'euros de plus que lors de la LPM de 2003-2008 ; soit une augmentation de 60 %. Ainsi, chaque année, une augmentation de plus ou moins un demi-milliard d'euro est prévue, ce qui permettra d'arriver à une dépense annuelle de 6 milliards vers 2023 » (ICAN France 30-04-2020).

Il est temps, non seulement d'assurer la sécurité d'un monde sans la menace de l'arme nucléaire, mais aussi de mettre fin à ce gaspillage insensé.

Dans la situation de tensions extrêmes où se trouve le monde, la menace du nucléaire n'a jamais été aussi crédible et amène l'humanité au bord du précipice.

Nous appelons à soutenir et à participer à la construction d'un mouvement mondial des peuples pour engager le processus de ratification des pays réfractaires.

Encadré – L'exemple du conflit au Moyen-Orient

Il ne manque pas d'idées ni de discours sur « LA » solution pour le résoudre : deux États,

un État fédéré ou confédéré, trois États (un État palestinien, un État juif religieux et un

État laïc ouvert ...). Philippe Roth a même imaginé, dans son roman « Opération Shylock[16] », un « diasporisme », sorte de sionisme à l'envers, où, pour éviter un second holocauste, les juifs israéliens de tradition européenne devraient retourner en masse dans leurs pays d'origine.

On le voit, le désarroi est immense, les tentatives d'imposer un arrêt des hostilités ont été vaines, et l'on peut se demander si, même en cas d'unanimité, le Conseil de Sécurité de l'Onu pourrait imposer ses décisions.

Il est temps de chercher ailleurs des solutions et remplacer les orientations ou choix politiques, souvent polluées par des points de vue dogmatiques, intégristes,

ultra-religieux, par des propositions ‑humanistes, en donnant la priorité à des préoccupations humanitaires. Les victimes de ce conflit sont en effet d'abord les populations civiles.

Trois voies nous semblent donc à privilégier même si bien-entendu nous devons rester humble devant l'immensité et la complexité du défi auquel le monde entier est confronté. Ces propositions reposent sur l'idée que seuls les peuples concernés peuvent devenir les artisans de la paix.

1. Soutenir les décisions du CPI et les demandes de mandats d'arrêt contre
   - ⇒ Netanyahou, son ministre de la Défense
   - ⇒ Les dirigeants du Hamas responsables des attaques terroristes du 7 octobre 2023.

Ces mandats d'arrêt ne visent ni les israéliens, ni les palestiniens. Elle ne vise pas des États ni des peuples, mais des personnes responsables d'actes criminels. Nous proposons donc de soutenir les saisies de la CPI.

2. Lancer des initiatives populaires :

⇒ Créer un mouvement de coopération entre les peuples, en s'appuyant sur des associations d'amitié, existantes ou à créer, entre Europe et Moyen-Orient

⇒ S'appuyer sur les initiatives de jumelage de villes (par exemple une municipalité européenne, une municipalité palestinienne et une israélienne) pour organiser des rencontres, des séminaires, des festivités...

16 Gallimard, 1995

3. Lancer de multiples coopérations sous l'égide si possible d'organismes de l'ONU comme l'UNESCO et l'UNICEF

L'une des meilleures illustrations de cette proposition est un orchestre symphonique fondé en 1999 par Daniel Barenboim, qui a la particularité de réunir chaque année environ 80 jeunes instrumentistes d'Israël et des États arabes voisins (Syrie, Liban, Égypte, Jordanie) , qui viennent en Europe se former et jouer ensemble.

Nous pourrions élargir l'initiative au pourtour méditerranéen, en fondant des écoles méditerranéennes d'instituteurs, d'ingénieurs, de juristes, de médecins, d'écologues, de théologiens, etc..

L'objectif est ici de faire progresser la culture de paix à partir des peuples en s'appuyant sur la jeunesse

Amendement 4

Ajout

Il ne paraît pas raisonnable de s'accrocher à la solution des deux États, proposée par les accords d'Oslo, alors que les conditions ont radicalement changé du fait de la politique menée par Israël à Jérusalem et dans les Territoires occupés, ainsi que par les actions terroristes du Hamas. Les gouvernements israéliens ont étouffé Jérusalem-Est, la partie peuplée majoritairement par les Palestiniens. Ils en ont en effet délogé ses habitants et ceinturé la ville d'immenses colonies qui rendent de moins en moins réaliste l'érection de cette fraction de la ville en capitale d'un État palestinien.

Et ce qui vaut pour Jérusalem est tout aussi manifeste pour la Cisjordanie. La Cisjordanie est une sorte d'archipel de terres palestiniennes, rongé par les colonies, les routes, entouré d'un mure façon pragmatique et réaliste, il semble donc impossible de revenir maintenant aux frontières de 1967 et de créer un État à partir de ces lambeaux de terres.

Nous proposons pour tous les habitants de ce territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain, la création d'État laïc, démocratique, neutre, de type fédéré ou confédéré. A l'heure actuelle, les résistances seront probablement très vives d'un côté comme de l'autre, mais, dans un État démocratique, il est indispensable de traiter de façon égalitaire les habitants d'un même territoire.

Proposition 5 - Faire la paix avec le vivant

Amendement 5

Remplacer le titre par : Ne plus faire la guerre au vivant pour être en paix entre vivants

Les risques majeurs que fait courir pour le vivant (animal et végétal et au delà l'eau l'air, les sols) un modèle de civilisation s'appuyant sur le développement des technologies et la consommation des ressources de toutes natures permettant de répondre à une vision essentiellement matérialiste de l'activité humaine, rendent impératif de prendre des mesures pour mettre fin à l'effondrement de la biodiversité et de ses écosystèmes qui font vie sur terre et qui conditionnent celle de l'humanité.

Les domaines qui menacent le vivant sont clairement identifiés : le changement climatique global, la pollution des eaux, des terres et de l'air, l'érosion, la surpêche, certaines formes de chasse, l'élevage intensif, la déforestation, l'artificialisation des sols, la réduction des espaces naturels et la rupture de leur continuité.

Il nous revient donc de reconsidérer ce rapport au vivant que nous avons « dénaturé ». C'est en élargissant le champ de notre sensibilité, en essayant d'accéder à toutes les manières d'être vivant, c'est en comprenant la dimension politique émancipatrice que cet élargissement porte qu'il semble possible de mener ce combat vital.

C'est également en considérant que cette exploitation au seul bénéfice d'un éphémère bien être matériel dont une partie privilégiée de l'humanité est bénéficiaire, est avant tout l'expression d'une domination dont est non seulement victime le vivant non humain mais également l'humanité « déclassifiée » le plus souvent racisée mais également gentrifiée, la femme étant l'une des première victime de cette domination opposant Nature et Culture.

C'est parce que cette domination souvent traduite par une infériorisation d'autres humains allant jusqu'à leur animalisation, concrétisant ainsi la domination humaine sur tout le reste du vivant, que les guerres ou l'asservissement des peuples ont bien souvent pu mobiliser des populations ainsi séduite par la valorisation de leur prétendue supériorité.

Amendement 6

Supprimer les 2 derniers paragraphes

C'est à ce titre qu'il est essentiel d'associer culture de la paix et culture du vivant.

<u>Quelques propositions d'évolutions culturelles en capacité d'œuvrer à cette évolution</u>

. Développer dès le plus jeune âge la mise en place d'une éducation du vivant, notamment par des classes « en nature » permettant de plonger l'enfant au plus tôt dans un milieu ouvert aux découvertes et au développement de ses sens. Valoriser davantage dans le cursus scolaire les sciences et les cycles du vivant (eau, air, sol, monde animal, végétal et minéral).

. Développer à l'école et plus largement en société, la critique des concepts de domination et de supériorité humaine, en favorisant les réflexions culturelles autour de l'anticolonialisme et du féminisme, mais également autour de l'extractivisme et de la destruction du vivant afin de permettre une décolonisation des imaginaires de dominations entre humain, entre espèces et entre milieux.

Amendement 7

Supprimer le dernier paragraphe

Permettre la cohabitation avec le monde sauvage: préserver les « braises du vivant » tel que les qualifie Baptiste Morizot, c'est donner sa chance à la biodiversité afin qu'elle puisse mener le plus efficacement possible le combat de sa survie sans pour autant exclure les sociétés humaines qui ont su respecter ces milieux, et dont les cultures ont intégré dans leur fondement même la durabilité de leurs relations. C'est ainsi permettre à la fois que perdure ces cultures du vivant mais permettre également que cohabite espace sauvage et espace paysagé/urbanisé afin que des interactions bénéfiques aux deux milieux soient possible en profits partagés (espaces cultivés « ouverts » au sauvage, espaces urbains respectueux du sauvage (sans pollution lumineuse ou sonore, traversables ou même cohabitables à certaines heures,...).

Proposer un projet de traité international protégeant les forêts primaires d'Amazonie, d'Indonésie et du Congo, à l'instar de ceux protégeant les pôles, instaurant le crime d'écocide au sein de la Cour pénale internationale. Délimiter internationalement des périmètres forestiers et naturels où toute activité économique de prélèvement des ressources serait interdite.

Se nourrir « avec » le vivant : mettre fin à l'élevage industriel et hors sol mais également au traitement chimique des sols en soutenant les actions de sensibilisations à l'impérative préservation de la biodiversité dans toute sa diversité sans hiérarchisation (c'est-à-dire sans privilégier la sentience) préjudiciable à la défense du vivant dans sa globalité (du verres de terre au chimpanzé... de la ronce au chêne).

Les propositions sont multiples : agroforesterie et restauration des boccages, élevage et agriculture paysanne, développement des zones humides, ouverture et rehausse des lits de l'eau pour améliorer les milieux et supprimer les crues « agressives », interdiction des mode de pêche détruisant les milieux autant de propositions fruits du développement des connaissances des milieux, pour se nourrir avec le vivant de façon durable et désirable.

.

.

Proposition 6 - Repenser les organisations internationales pour une nouvelle gouvernance mondiale

Malgré de nombreuses tentatives, les projets successifs de réforme de l'ONU ont tous échoué23. Son Conseil de sécurité, où quelques cinq grands États disposent du droit de veto, reste bien évidemment la principale source de cette impuissance à empêcher les conflits, mais également toute tentative de réforme de l'institution.

Dans cet espace désormais « mondialisé » l'avenir d'une telle organisation ne peut se concevoir sans un consensus universel à définir autour d'un intérêt commun à l'Humanité, et en priorité le respect des droits humains. Plus encore, nous devons reconnaitre une véritable citoyenneté universelle pour l'ensemble des habitants de la planète qui prime sur toutes les citoyennetés nationales.

C'est sur ces bases que nous devons proposer une profonde refonte des institutions internationales et notamment de l'ONU.

Amendement 8
Ajouter la proposition suivante :

Proposer une nouvelle ONU qui garantisse la citoyenneté universelle

Nous proposons une nouvelle ONU sans Conseil de Sécurité, dont l'Assemblée Générale sera composée de façon plurielle avec des représentants des ONG, de la société civile, des représentants des États et des citoyens et citoyennes du monde tirés au sort.

Cette nouvelle ONU, financé par un impôt mondial, garantira certains cadres ou certains droits qui étaient jusque-là du ressort des Nations. La lutte contre le dérèglement climatique et les normes environnementales ou sociales seront par exemple érigées au niveau mondial avec force de droit sans devoir être votés par les assemblées des différents pays. Cette nouvelle ONU sera également garante de la liberté de circulation et d'installation comme le proclame la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Engager en priorité une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU

Le Conseil de Sécurité (avec le Secrétaire général), est l'un des deux organes exécutifs de l'Organisation des Nations Unies mais il s'est retrouvé progressivement paralysé avec l'exercice du droit de veto. Il est donc urgent de supprimer ce droit de veto réservé aux cinq membres permanents. La nécessité de l'unanimité a conduit à paralyser toutes les tentatives de paix. Cette situation est d'autant plus condamnable que les États actuellement membres du Conseil de sécurité sont par ailleurs les premiers producteurs d'armes, se refusant à ratifier les divers traités adoptés sur la limitation du commerce des armes de toute nature.
Il y a donc lieu de procéder aux évolutions suivantes du fonctionnement du Conseil de sécurité de l'ONU :

- Supprimer le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité
- Élargir le Conseil de sécurité à de nouveaux membres, sans privilège d'aucune sorte ;
- Instaurer une règle de majorité qualifiée au Conseil de Sécurité avec le dernier mot pour l'Assemblée générale »

Amendement 9

Supprimer les 3 propositions ci-dessous et remplacer par :

Nous proposons la suppression du Conseil de Sécurité. L'ONU doit fonctionner comme l'UNESCO avec un vote de l'Assemblée générale pour toute décision importante.

Créer, face au Secrétaire général et au Conseil de Sécurité, un Conseil des Droits Humains, représentatif des Peuples et des citoyens, chargé de la défense des droits humains auprès de l'Assemblée générale

Pour garantir le caractère démocratique d'une organisation politique mondiale réformée et des procédures d'élaboration de nouvelles normes et réglementations, il est nécessaire de reconsidérer les droits de tous les peuples et citoyens du monde dans un cadre global, politique et environnemental. Ce conseil pourrait saisir, à la majorité de ses voix, l'Assemblée générale ou le Secrétaire Général d'une proposition d'action ou de résolution.

La nécessité d'une telle réforme a été reconnue récemment par le secrétaire général de l'ONU lui-même, Antonio Guttierez, le 25 février 2020 : *« Nous devons être humbles, reconnaître nos échecs et être en mesure de comprendre que nous devons donner la parole à « nous, les peuples » que nous sommes censés représenter comme ONU (…) C'est le début d'une nouvelle dynamique de relations entre l'ONU et « nous, les peuples » et cette relation pourra façonner un nouveau type de multilatéralisme inclusif, dans lequel non seulement les Gouvernements, mais aussi la société civile, le monde universitaire et les communautés locales ont la parole et ont une influence ».*

Si le concept de souveraineté nationale prévaut pour les membres de l'Assemblée générale, ce Conseil assurera la reconnaissance, au-delà des États, de ces différentes communautés humaines, et pourrait remplacer la commissiondes droits de l'Homme de l'ONU qui a montré ses limites.
Le Conseil du Droit des peuples et droits humains serait ainsi composé de membres issus de représentants d'ONG, de représentants de peuples dit « minoritaires » dans les États (Palestiniens, Kurdes, Touaregs, Ouïgours, Royhingas, Coptes d'Égypte…et « peuples premiers » comme les Aborigènes australiens, Indiens d'Amérique, ou les communautés encore parfois isolées mais toujours en survie, en Asie ou en Océanie).

Faire évoluer le droit international vers un droit de la Paix par des institutions judiciaires internationales renforcées

« Le droit international n'est jamais donné, mais construit. Si l'Utopie défini une société plus juste, égalité, paix et justice peuvent intégrer la construction de nouvelles institutions judiciaires à portée universelle et la définition d'une citoyenneté universelle ». **Monique Chemillier Gendreau**

Le droit international reste peu efficace pour garantir le respect des droits humains et la protection des populations civiles. L'actuel conseil des droits de l'Homme de l'ONU - dont les membres sont élus parmi les États - n'a pas de pouvoir judiciaire et de sanction.
Nous proposons une réforme profonde du droit international qui instaure une compétence universelle pour la Cour pénale internationale, que les États y aient adhéré ou non. La CPI doit pouvoir être saisie par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous proposons également un élargissement du champ de la CPI en lui donnant la possibilité de poursuivre des dirigeants ou des chefs d'entreprises responsables d'écocides.

---

25 « c'est un pas important dans la quête de justice et de responsabilité concernant l'occupation inexplicable, depuis 53 ans, de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et de Gaza », Michael Lynk, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des Droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés, in ONU info, 9 février 2021

Proposition 7 - Promouvoir une éducation facteur de paix et protéger les enfants de la violence

L'éducation est un puissant et irremplaçable facteur de paix. La famille et l'école sont les lieux principaux de socialisation où doivent s'apprendre le respect de l'autre, la tolérance, le dépassement des préjugés, le sens du collectif… L'éducation doit donc être conçue comme une source d'épanouissement et de transmission d'une culture de la paix.

Or, de nombreux enfants n'ont pas accès à l'école alors que l'éducation est un droit fondamental consacré par les articles 28 et 29 de la Convention internationale des droits de l'enfant. On estime que 855 millions de personnes – près du sixième de l'humanité – ne savent ni lire ni écrire, et ce nombre est croissant. Il est important de souligner que la majorité des enfants exclus de l'école sont des filles.

Apprendre à vivre ensemble en paix et à respecter le vivant, expérimenter et pratiquer la démocratie délibérative doivent être les véritables priorités de l'école. Dans chaque pays du monde, l'enseignement primaire doit donc être obligatoire et gratuit, et l'enseignement secondaire accessible à tous, dans le respect de la dignité de l'enfant. En effet, l'école doit aussi de contribuer à lutter contre ce que l'on appelle les « violences éducatives ordinaires » où les adultes exercent parfois une forme de domination sur l'enfant qui sera susceptible de la reproduire plus tard.

L'éducation doit donc non seulement transmettre une culture commune, mais aussi permettre aux enfants de devenir des êtres humains créatifs, capables de porter un regard réflexif sur leurs actes et animés par la conviction que l'émancipation collective et la coopération est au service de leur émancipation individuelle.

Dans cette perspective émancipatrice, nous proposons également que les pédagogies actives soient mises en place et généralisées afin de développer trois aptitudes que nous jugeons fondamentales : la créativité, la réflexivité et la coopération. Ces pédagogies s'incarnent aujourd'hui en France principalement par les pédagogies Freinet et Montessori qui encouragent l'enfant à devenir auteur de sa propre vie et à coopérer avec bienveillance avec les autres.

L'UNESCO doit jouer un rôle central en devenant le maitre d'œuvre de cette nouvelle orientation. Elle devra également assurer la prise en charge de la scolarisation des enfants déplacés et se saisir, conjointement avec la CPI de la question des enfants soldats.

Proposition 8 - L'art et la culture deviennent des armes de construction massive de la paix

Il existe aujourd'hui de nombreux exemples* 40 de « reconstruction des âmes », collectives ou individuelles, et les approches artistiques permettent d'être au plus près, au cœur même, des histoires et du vécu des parties prenantes, qu'elles soient victimes ou coupables.

« L'art agit comme une thérapie pour l'homme détruit par la guerre, mais d'abord comme réconciliation et marche vers son voisin du camp, d'une autre langue et parfois ex-ennemi, mais si proche et si semblable. Les artistes s'installent au sein de l'adversité, des conflits, de l'expression de la destruction et de la mort, se retrouvant sur le terrain de la misère et de la souffrance. L'art est ici le premier vecteur de dialogue et donc fondamental pour la construction d'une culture de la Paix. La Danse, devient un élément fédérateur de populations déplacées, réfugiés traumatisés et malmenés par les guerres. A la question posée par le chorégraphe congolais de RDC Fabrice BWABULAMUTIMA : « Comment sortir d'un état de guerre permanent, où les habitants vivent avec la violence, les morts en permanence ? », la danse apporte une réponse en réparant en partie ces dégâts par un nouveau rapport à son propre corps, pour retrouver, le calme le sommeil et l'estime de soi.41 »

Afin que l'art et la culture deviennent des armes de construction massive de la paix, nous formulons les propositions suivantes :

La libre circulation des artistes à travers le monde
Si les œuvres peuvent circuler librement, les artistes doivent circuler librement. La délivrance de visas est le souci récurrent de tous les artistes, notamment pour accéder à l'espace Schengen. L'expression artistique est un premier langage pour retisser et reconstituer les liens entre peuples, et nombreux sont les contacts diplomatiques qui se sont renoués via des échanges d'œuvres artistiques.

Reconnaitre la liberté d'expression artistique inaliénable et reconnue comme droit de l'homme fondamental
Si la liberté d'opinion ne fait (presque) plus débat dans les régimes démocratiques, la liberté d'expression artistique est encore largement soumise à controverse. Mais le travail quotidien et de l'Observatoire de la liberté de création artistique au sein de la LDH est la preuve concrète de cette remise en cause subreptice d'une liberté pourtant considérée comme indiscutable il y a quelques décennies. C'est ce qui a justifié France, l'inscription de la liberté de création artistique dans la loi en…. 2016.

Promouvoir la création d'équipes internationales de spectacles vivants

Nous proposons de réunir les artistes – créateurs et interprètes – pour les projets communs de création et d'organisation de spectacles vivants – concerts, théâtre, expositions immersives, etc. - avec des artistes d'origines multiples, y compris (et surtout?) de pays en conflit entre eux, est de nature à prouver que les peuples sont

capables de se rencontrer, de se connaître et de construire ensemble des projets essentiels.

Des voies possibles sont montrées par des projets comme Erasmus dans le domaine de l'enseignement pour faire se fréquenter des étudiants d'Europe, ou par des initiatives comme celle de Daniel Barenboim et d'Edward Saïd avec l'orchestre du Divan occidental-oriental pour faire travailler, jouer et se produire ensemble des musiciens Israéliens, Palestiniens, Jordaniens, Iraniens, Syriens, Egyptiens, ...

Les arts et leur pratique en équipe sont un facteur important de rapprochement de personnes dans une société de plus en plus disparate et des peuples entre eux.

Reconnaitre l'intervention artistique comme une intervention « humanitaire » au même titre que l'intervention sanitaire et alimentaire dans tous les espaces de l'Humanité en détresse

L'importance des interventions artistiques est reconnue par les instances de l'ONU : UNICEF, HCR, OMS. Qu'il s'agisse des camps de réfugiés, des favellas, des bidonvilles, des banlieues délaissées devenues zones de « non-droits » et de toutes les populations oubliées, l'art est un medium essentiel de promotion de la paix. Il n'est d'ailleurs pas indifférent que la France ait inscrit dans la loi l'éducation artistique et culturelle parmi les « enseignements fondamentaux ».

Proposition 9 - L'économie au service de la paix

L'économie actuelle, libérale capitaliste, est structurellement un grand facteur de conflits sur toute la planète tant par l'appauvrissement des ressources, des inégalités de revenus, de patrimoine. Les nations s'affrontent pour les biens à accumuler, alors que d'autres sont en économie de survie. La répartition des richesses parmi les pays reste profondément inégale, favorisant très nettement les pays du Nord. C'est ainsi que 20 % de la population mondiale détient 80 % des richesses, tandis que la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 dollars par jour. Les différences entre les économies du Nord et du Sud entraînent des rapports de force, et une spécialisation forcée de l'économie des plus faibles.
Par ailleurs, notre système d'échange économique est devenu un système politique global qui impose la croyance en la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, et qui érige la compétition et la réussite en valeurs centrales. Or la construction d'une culture de paix doit à l'inverse s'adosser sur des valeurs de coopération, de bienveillance et de partage.

Nous proposons donc de grandes orientations économiques afin de favoriser la construction d'une culture de paix. Bien-entendu, il s'agit de d'objectifs qui devront être mis en place de façon progressive et qui prendront en compte la diversité des contextes territoriaux.

Pour dépasser le système libéral et favoriser la construction d'une culture de paix, il faut tout d'abord proposer de nouveaux indicateurs de richesse.

Aujourd'hui, un peu partout dans le monde, l'indicateur de richesse est assimilé un indicateur économique, le fameux PIB, c'est-à-dire la valeur marchande créée par l'économie lorsqu'elle produit tous les biens et services. Or, le PIB n'a pas été conçu pour être un indicateur de bien-être, et le décalage entre le PIB et les indicateurs qui mesurent une société apaisée, qui prend soin du vivant et qui donne accès aux droits fondamentaux est flagrant. Nous proposons donc que d'autres indicateurs de richesse deviennent la norme comme l'Indicateur de Développement Humain (IDH), L'Indice de Santé Sociale (ISS) ou l'empreinte écologique.

Afin de construire une société apaisée, nous devons « démarchandiser » le monde
Les institutions internationales doivent considérer que tout ce qui permet l'accès aux droits fondamentaux doit sortir de la sphère marchande : il s'agit par exemple de la question alimentaire, ou de la santé. Enfin, la gestion collective de communs (eau, énergies, logement, transports, forêts, etc.) doit être considérée comme une orientation fondamentale.

Par ailleurs pour démarchandiser le monde, il nous semble important d'étendre la sphère de la gratuité et de développer un nouveau rapport au temps et à sa circularité.

Pour une annulation de la dette des pays du Sud et un commerce Nord-Sud équitable

Nous proposons dans un premier temps l'annulation totale et sans contrepartie de la dette illégale et illégitime que les pays du Sud ont contracté vis-à-vis du Nord. Cette dette est une forme de domination néocoloniale et les pays du Sud doivent impérativement sortir de ce cercle vicieux pour construire des rapports équilibrés avec les pays du Nord.

Par ailleurs, les relations commerciales actuelles entre le Nord et le Sud restent profondément inégalitaires car nous avons souvent poussé ces pays dans une mono-industrie ou une monoculture qui les rendent dépendants des pays du Nord. Pour sortir de cette dépendance tout en répondant aux objectifs écologiques, nous proposons de diminuer les flux internationaux de marchandises en favorisant au maximum les productions au plus proches des lieux de consommation (chaque pays doit par exemple s'engager dans la recherche d'une souveraineté alimentaire). Nous proposons également que l'OMC devienne une agence de l'ONU afin que cette organisation ne soit plus sous la tutelle des « grandes puissances ».

Pour une économie sociale et circulaire

Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Nous proposons donc de développer ce secteur : la sortie de la recherche du profit individuel passe par la revalorisation du collectif, du social et de la solidarité.

Par ailleurs, un nouveau modèle économique qui consiste à produire des biens et des services de manière durable qui cherche à limiter le gaspillage et la consommation inutile, à optimiser l'utilisation des matières et des énergies, est appelé économie circulaire. Faute de définition officielle celle des Nations Unies est la plus souvent admise : il s'agit d'un système de production, d'échanges et de partage permettant le progrès social, la préservation du capital naturel et du développement économique. Elle vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur son environnement tout en permettant le bien-être des individus. Il s'agit notamment de développer le principe de la fonctionnalité : on vend un service qui permet d'utiliser un bien plutôt que de vendre le bien lui-même. Ce modèle développe également l'occasion et la réparation.

Proposition 10 - Réaffirmer la priorité à la prévention des conflits

Face à la multiplication des conflits, nous devons renforcer les outils de prévention qui permette une compréhension mutuelle entre les peuples. Nous proposons notamment que l'UNESCO soit revitalisé, que les religions soient considérées comme un élément important dans la construction d'une culture de paix et que les outils de réparation et de réconciliation soient mis en œuvre de façon généralisée.

Donner davantage de moyens à l'UNESCO

Au lendemain dans la seconde guerre mondiale, l'ONU a créé l'UNESCO pour construire les bases mondiales d'une culture de paix grâce à la science, la culture, l'éducation et la liberté d'expression. L'UNESCO favorise donc les coopérations entre tous les pays du monde sur ces thématiques centrales afin de créer une citoyenneté universelle et de favoriser une communauté mondiale pacifiée.

Or, l'UNESCO dispose de très très peu de moyens pour mettre en œuvre ses politiques qui sont pourtant à la base de la construction d'une culture de paix et donc de la prévention des conflits. En 2023, le budget total de l'UNESCO était de 1,8 milliards (à titre de comparaison, celui de la France était de 306 milliards). Nous proposons donc que la construction d'une culture de paix devienne une priorité mondiale et de multiplier par 10 le budget de l'UNESCO en mettant en augmentant les quote-part des Etats et en instaurant un impôt mondial (qui pourrait être dans un premier temps volontaire) pour les entreprises multi-nationales.

Développer le dialogue interconfessionnel ou interethnique

Que l'on soit croyant ou non, il faut constater que la religion joue un rôle significatif dans les différents conflits en cours. La religion peut être à l'origine de conflits importants comme elle peut jouer pacificateur essentiel. La construction d'une culture de paix appelle donc à considérer que les autorités confessionnelles ont donc une responsabilité majeure. Les approches œcuméniques à grande échelle ne sont pas si fréquentes que cela. Soulignons l'exemple récent (Bagdad - mars 2021) de la rencontre entre le pape François et le grand ayatollah Ali Sistani, références religieuses de 1,3 milliard de catholiques et de 200 millions de chiites d'Irak et d'ailleurs. Ces événements ne peuvent que participer au rapprochement des communautés et à la création de lien social, mais ce travail doit se faire au quotidien et doit pouvoir concerner l'ensemble des communautés.

Pour cela, il nous paraît notamment nécessaire de mettre en lumière dès la petite enfance l'égalité et la « neutralité » de chacun en termes ethniques ou confessionnels, de renforcer le relais médiatique des actions menées au sommet des hiérarchies interculturelles porteuses des valeurs de compréhension et de respect des différences de l'autre.

« Apprivoiser » les conflits

La construction d'une culture de paix ne signifie pas la disparition des conflits. Ils sont inévitables dans les sociétés humaines, les intérêts des uns et des autres pouvant être divergents ou s'opposer à l'intérêt général. Comme le rappelle le philosophe Patrick Viveret, «la démocratie c'est l'art de transformer l'ennemi en adversaire et la guerre en conflit1 ». Il convient de «savoir s'opposer sans se massacrer» (Marcel Mauss)2.

Il faut donc apprendre à résoudre les conflits à tous les niveaux, avant qu'ils n'éclatent avec violence et dont l'ultime expression aboutit à différentes formes de guerre. Comme d'autres, l'ont fait en apportant leurs contributions (Kant, Marshall B Rosenberg, Galtung, d'Ansembourg, etc.), réfléchir à la culture de la paix, c'est proposer une nouvelle façon de nous construire, en tant qu'individus (apprendre à accepter et gérer les conflits inéluctables avec les autres) et en tant que société humaine cosmopolite et multiculturelle. Pour prendre un exemple concret, nous pourrions citer le rituel de la « parenté à plaisanterie 1 » pratique sociale traditionnelle principalement présente en Afrique de l'Ouest et qui favorise une culture de paix et le maintien de la cohésion sociale.

Mettre en place des outils de réparation et de réconciliation

La notion de « commission de réconciliation » fait désormais partie des outils à notre disposition pour promouvoir la paix. Il s'agit, en prenant en compte les spécificités du conflit, de comprendre et d'intégrer dans la réflexion l'ensemble des acteurs y ayant pris part - victimes ou coupables, acteurs locaux, régionaux voire internationaux et d'éviter toute duplication simplificatrice d'outils de réconciliation potentielle en matière de justice transitionnelle39.

Ainsi, même si, en Afrique du Sud, la Commission Vérité et Réconciliation est pour beaucoup un modèle de mise à jour de la vérité~~, des victimes n'ont pu s'empêcher de se sentir lésées par certaines décisions de justice qui ont pu dédouaner des coupables de forfaits reconnus. Le choix a, à l'époque, été fait de sacrifier une forme de justice pour réinstaller la paix dans le pays. Le sacrifice de la justice sur l'autel de la politique a été également choisi dans le cas de la Sierra Leone, à un certain moment, avec l'aval des États-Unis et du Royaume-Uni. Dans les Balkans, la nécessité de marchander la paix en 1995 pour aboutir aux Accords de Dayton a changé les instigateurs et les meneurs de la guerre en pacificateurs et partenaires.~~

Amendement 10
Conserver le paragraphe ci-dessus

Il est donc essentiel de mener un travail de mémoire collective, fait a priori de justice et de réparation tout en étant vigilant au risque de déni ou d'oubli transitoire. Il faut trouver le bon équilibre entre la pacification nécessaire à la vie d'une « nation » et le travail mémoriel à effectuer~~.~~

En France, nous appelons de nos vœux un travail de mémoire sur la traite des esclaves, la collaboration et la guerre d'Algérie notamment.

Annexes

Le Pacte de Rome

4. Les municipales 2026

La plateforme Utopia pour les élections municipales de 2026

Cette initiative a pour objectif d'aider les citoyen.nes qui souhaitent s'engager sur des listes lors des prochaines élections municipales à formuler des propositions sur les enjeux climatiques.

Les étapes pour cette plateforme Utopia pour les élections municipales de 2026 :

⇒ **Octobre 2024 à l'Université Utopia :** présentation et premiers échanges ;
⇒ **Novembre – décembre :** la plateforme Utopia pour les élections municipales de 2026 ;
⇒ **Début 2026** : Conseil Utopia pour étudier et voter sur les amendements proposés

Nous mettrons des exemples concrets de communes qui ont mis en place les initiatives mentionnées.

Introduction :

La «commune», lieu de résilience face au dérèglement climatique

Depuis le début de l'époque industrielle, les activités humaines ont entraîné notre planète dans une nouvelle ère géologique, baptisée Anthropocène. Par la modification des cycles de la biosphère et ses conséquences sur le vivant, cette nouvelle ère menace les conditions de vie sur terre, pour les humains, mais aussi pour l'ensemble du vivant.

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est bien de l'adaptation et de la survie de l'humanité.

En effet, seule une transformation de notre représentation du monde peut nous amener à le construire autrement.

Comment partager en majorité une nouvelle relation avec l'ensemble du vivant ? Quelle stratégie adopter pour contenir le réchauffement climatique, préserver et redévelopper la biodiversité? Quelle part de territoire faut-il laisser au monde sauvage? Et comment coordonner les changements d'échelles pour construire des sociétés résilientes ?

PROPOSITION 1 :

Créer une chambre municipale du long terme pour représenter les intérêts de la nature et des générations futures

Nous reprenons à notre compte une proposition de Dominique Bourg et de Bastien François formulée au niveau national. Le CTC, Collectif pour une Transition Citoyenne, a également proposé une mesure similaire[17] . Cette chambre s'assurera de l'adéquation des grands projets des communes et de leurs groupements avec les enjeux écologiques, climatiques de moyen et long terme.

Cette commission veillera par exemple à ce que l'implantation de nouveaux habitats, de nouvelles industries ou de nouvelles infrastructures prenne notamment en compte les émissions de GES et la ressource en eau. Elle s'assurera du suivi d'un schéma de commande publique responsable.

Cette chambre, composée notamment des délégués de classe, des représentants de parents d'élèves, des associations de la commune, des parties prenantes institutionnelles, des structures éducatives, examinera chaque nouveau projet à l'aune de critères permettant de sauvegarder ou de restaurer la biodiversité et de limiter l'impact du dérèglement climatique.

Elle mettra en place une sensibilisation des citoyen.nes de la commune et des élèves aux enjeux climat et biodiversité.

PROPOSITION 2 :

Planifier une commune autonome avec 100% d'énergie renouvelable

La sobriété, l'efficacité, le développement des énergies renouvelables seront les principaux axes qui permettront à la commune de s'engager dans une transition permettant une véritable autonomie énergétique.

- ⇒ **La sobriété** passera par l'exemplarité des projets de la commune et par la sensibilisation des citoyens. Elle sera accompagnée par l'interdiction de la publicité sur les produits à forte émission de GES (SUV, croisières, etc…) comme viennent de le décider plusieurs villes européennes ;
- ⇒ **L'efficacité** sera recherche grâce à, la mise en place d'un plan de rénovation énergétique pour toutes les structures qui dépendent de la commune.
- ⇒ **Pour le développement des énergies renouvelables,** chaque commune devrait être en capacité de choisir sa propre transition en fonction ses spécificités : éolienne, énergie solaire, biogaz, etc. Nous proposons que les communes initient la mise en place d'une coopérative ou d'une régie locale de production et de distribution d'électricité afin que cette énergie soit gérée de façon transparente, démocratique et citoyenne.

[17] Proposition 29, https://www.pacte-transition.org/#mesures

PROPOSITION 3 :

Pour une commune active et engagée dans la gestion des déchets

Recycler, Réparer, Restaurer… les pistes en «R» sont multiples et bonnes pour l'air de la commune! Un préalable: tout ce que l'on peut ne pas consommer ne sera pas à jeter!

La sobriété volontaire est ainsi à la base de la ville en cycle. Au départ, toute production d'objet doit être pensée en pérennité et en maîtrisable. Se réapproprier la «réparation» c'est retrouver le contrôle de ce qui nous entoure.

Produisons du produit en cycle et réparons, recyclons… et ne jetons plus!

Au-delà de l'incitation à la création d'emplois de proximité valorisant la réparation, nous proposons la mise en place de «recycleries» et «ressourceries» citoyennes et communales conçues comme des lieux de rencontres, d'échanges, d'apprentissages de savoir-faire.

Dévaloriser le jetable c'est ainsi revaloriser l'humain et recréer du lien.

PROPOSITION 4 :

Se réapproprier l'eau bien commun

Considérer l'eau comme un bien commun c'est refuser qu'il fasse l'objet d'une marchandisation.

⇒ Nous défendons une gestion publique, démocratique et transparente de l'eau seule garante d'un bon usage de la ressource. Elle doit s'accompagner d'un véritable contrôle citoyen impliquant une pluralité d'acteurs : les associations, les élus, les citoyens, les salariés. C'est ce que nous appelons l'appropriation publique de l'eau.

⇒ Nous nous positionnerons contre les retenues collinaires qui, de l'avis quasiment unanime des scientifiques, sont inefficaces, catastrophiques pour la gestion de la ressource et pour la biodiversité.

⇒ Sur le territoire de la commune, nous proposons que les premières tranches d'eau et soient gratuites et financées notamment par un renchérissement du mésusage.

PROPOSITION 5 :

Défendre une souveraineté alimentaire en défendant l'agro-écologie

Le concept de souveraineté alimentaire, porté par de nombreuses ONG au niveau international, est généralement utilisé pour désigner le droit des peuples à protéger leur agriculture pour devenir autonome. Au niveau de la commune, nous devons décliner la souveraineté alimentaire en rapprochant le plus possible les lieux de production et de consommation, en «libérant» les semences et en interdisant les OGM.

⇒ **La commune pourra développer des ceintures maraichères** en acquérant sur un territoire de proximité des produits alimentaires correspondant à ses besoins, que ce

soit en régie citoyenne agricole, par la location, par des contrats avec des exploitants locaux, par le recours aux AMAP, à la culture expérimentée dans les espaces publics ou encore par les jardins partagés. Elle contribuera ainsi à à favoriser une agriculture de qualité, à créer des liens entre producteurs et consommateurs et à maîtriser les dynamiques foncières périurbaines. Cette ceinture maraîchère alimentera dans un premier temps les cantines scolaires et les cantines des administrations publiques pour garantir à terme une autonomie alimentaire de base à l'échelle de la commune.

⇒ **Une agriculture sans OGM** garante de la protection des sols, de la flore et de la faune est l'objectif à défendre pour toute commune. Sur l'ensemble des terrains dépendants de la commune, les OGM ou autres dérivés brevetés à effet dévastateur sur la faune ne seront pas autorisés; les intrants phytosanitaires seront progressivement supprimés et l'usage des semences rustiques, adaptées au territoire, sera privilégié.

⇒ **La commune aidera en revanche à la construction de haies** partout où cela est possible, comme réserve de biodiversité.

PROPOSITION 6 :

Préserver et développer les trames vertes (couvert végétal), bleues (cycles de l'eau), brunes (sol) et noires (éclairage) pour redonner sa place au vivant sur le territoire

Nous reprenons à notre compte cette proposition18 issue du Collectif pour une Transition Citoyenne. Les trames vertes et bleues permettent de former des continuités terrestres et aquatiques. Elles améliorent l'état de conservation des espèces et espaces naturels et contribuent au bon état écologique des ressources en eau en maintenant des milieux naturels connectés. Ces trames ont également des bénéfices pour les habitants en améliorant le micro-climat.

Par ailleurs, la lumière artificielle nocturne constitue une pollution lumineuse pour de nombreuses espèces. En augmentation dans le monde, elle perturbe les comportements (migrations, reproduction) et cause la mort de nombreuses espèces. Elle a également un "effet barrière" infranchissables pour de nombreux animaux.

⇒ **Concernant la « renaturation » en ville, nous proposons d'inscrire** le principe de "zéro artificialisation nette" dans le PLU (Plan Local d'Urbanisme) et/ou le PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal). Nous proposons de créer de nouveaux espaces verts en végétalisant de nouveaux lieux, et en désimperméabilisant les sols.
⇒ **Concernant l'eau,** nous proposons d'augmenter sa place de l'eau dans la ville en multipliant les mares, fontaines et rivières urbaines. Nous suggérons une gestion alternative des eaux de pluie : restaurer des sols de pleine terre partout où les surfaces artificielles ne sont pas ou plus nécessaires (aires de jeu, parkings, pieds d'arbres, etc.), mettre en place des chaussées et revêtements poreux et des fossés végétalisés.
⇒ **Concernant l'éclairage, nous proposons notamment de f**aire respecter la législation en s'assurant que les enseignes commerciales/bureaux éteignent leur éclairage la nuit.

[18] Proposition 8, https://www.pacte-transition.org/#mesures

PROPOSITION 7 :

Mettre en place des forêts en libre évolution

Les forêts en « libre évolution » (notamment sans extraction de bois) permettent de préserver et de restaurer la biodiversité. Elles permettent également d'atténuer les effets du dérèglement climatique et même, contrairement aux idées reçues, de limiter les risques d'incendie du fait de leur humidité plus importante.

⇒ **Nous proposons la mise en « libre évolution »** d'au moins 20% des forêts communales en concertation avec les différentes associations locales et notamment les chasseurs et les agriculteurs.

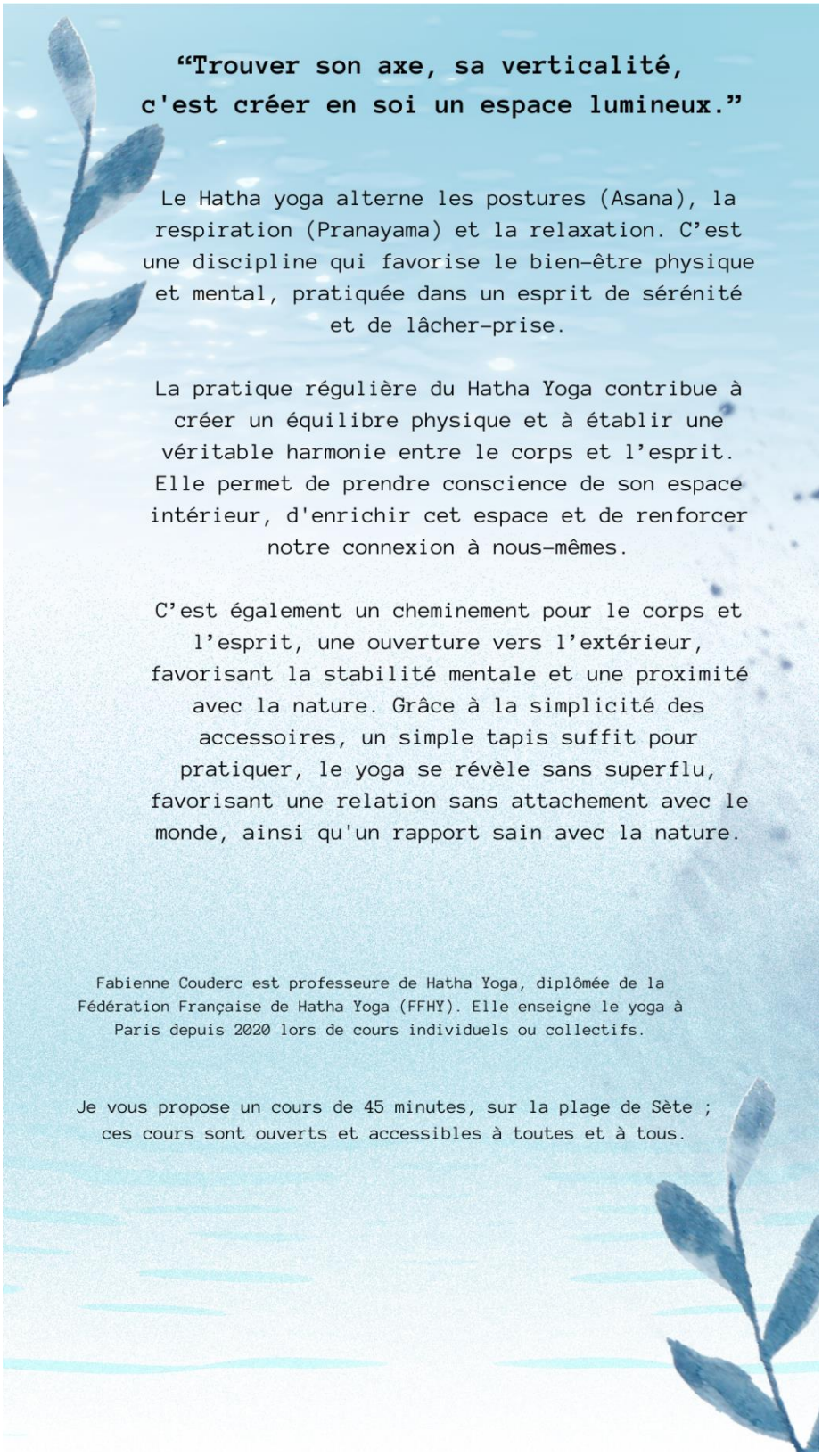
PROPOSITION 8 :

Repenser la mobilité sur la commune

A compléter

Partie 6 – Annexes

1. Hatha Yoga avec Fabienne



4. Quelques poésies pour des moments de Buen Vivir

Soleil couchant
Françoise Lucot, 1996

L'un regardant le ciel orange et rose,
Triste pensait : déjà la nuit revient…
L'autre, ébloui par cette apothéose,
Dit, souriant : il fera beau demain !

L'un revivait au fil de sa journée
Tous les non-dit devenu jamais plus,
L'autre inventait déjà par la pensée
Un espoir neuf pour ce jour inconnu.

La nuit tombait, noyant dans la pénombre
La ligne d'or qui bordait l'horizon.
Ils n'étaient plus à présent que deux ombres…
Mais je savais lequel avait raison.

Tiré des « **82 Eaux fortes** », 1990
Federico Mayor

Point d'argent
pour les affamés
et les ignorants.
Mais voici que subitement,
on a déchaîné
le torrent de la guerre
et des millions et des millions
se ruent vers le front !
Point d'argent pour la paix
pour combattre la drogue,
pour les gens d'à côté.
Quel aveuglement mon Dieu !
De l'argent pour la paix, non !
Pour la guerre, oui !

****

Pour les enfants de CALAIS
Sonia F.L. 03.05.2016

Le jour de mes 7 ans.

Je n'avais que 6 ans, aujourd'hui j'en ai 7.
C''est mon anniversaire.
J'ai rêvée que **ma rose s'**était ouverte, juste hier, à Palmyre,
dans ma maison en briques, dans mon jardin de sable
les bombes l'avaient laissée, avaient eu pitié d'elle.

J'ai fait un rêve, tu sais ?
J'ai rêvé que **ma rose** me cherchait à Palmyre,
dans mon jardin de sable,
les bombes l'avaient laissée, avaient eu pitié d'elle.
Mais ce n'était qu'un rêve, et ce n'était pas vrai !

Je vivais sous une tente,
dans une lointaine terre,
qui n'avait pas de place ni pour moi ni pour ma mère.
Non plus pour tous les autres,
qui s'y étaient abrités.

Le jour de mes sept ans,
dans ma maison en briques, dans mon jardin de sable,
ma rose, elle m'attendais.
Le jour de mes sept ans,
j'ai pleuré, j'ai pleuré…

****

La France que tu connais

Mon papa m'avait dit
à moi et à mes frères
que nous allions en France, que la France était belle.
qu'elle avait une tour qui montait jusqu'au ciel
que je pourrai grimper là haut, là haut, là haut,

qu'elle avait des lumières de toutes les couleurs et
qu'en France il y avait aussi, des fruits, du pain, des gâteaux,
des chansons, des lanternes, des oiseaux, des chevaux,
des écoles et des maîtresses, des livres pour enfants,
des cordes à sauter, et des chemins tous beaux.

Mais je suis à **Calais,**
dans le froid, dans la pluie,
sans lanternes, sans chevaux, sans les chemins tous beaux.
Mon papa, dis-le moi :
C'est encore loin la France ?,
Est-elle encore très loin, la France que tu connais ?

****

Article « Paix », Etienne-Noël Damilaville
Texte du debut du 18 Eme --

La guerre est un fruit de la dépravation des hommes ; c'est une maladie convulsive et violente du corps politique ; il n'est en santé, c'est-à-dire dans son état naturel, que lorsqu'il jouit de la paix ; c'est elle qui donne de la vigueur aux empires; elle maintient l'ordre parmi les citoyens ; elle laisse aux lois la force qui leur est nécessaire ; elle favorise la population, l'agriculture et le commerce ; en un mot, elle procure au peuple le bonheur qui est le but de toute société. La guerre, au contraire, dépeuple les États ; elle y fait régner le désordre ; les lois sont forcées de se taire à la vue de la licence qu'elle introduit ; elle rend incertaines la liberté et la propriété des citoyens ; elle trouble et fait négliger le commerce ; les terres deviennent incultes et abandonnées. Jamais les triomphes les plus éclatants ne peuvent dédommager une nation de la perte d'une multitude de ses membres que la guerre sacrifie. Ses victimes mêmes lui font des plaies profondes que la paix seule peut guérir.
Si la raison gouvernait les hommes, si elle avait sur les chefs des nations l'empire qui lui est dû, on ne les verrait point se livrer inconsidérément aux fureurs de la guerre. Ils ne marqueraient point cet acharnement qui caractérise les bêtes féroces. Attentifs à conserver une tranquillité de qui dépend leur bonheur, ils ne saisiraient point toutes les occasions de troubler celle des autres. Satisfaits des biens que la nature a distribués à tous ses enfants, ils ne regarderaient point avec envie ceux qu'elle a accordés à d'autres peuples ; les souverains sentiraient que des conquêtes payées du sang de leurs sujets ne valent jamais le prix qu'elles ont coûté.

****

Extrait de Jacques Prévert, *Paroles*, Paris, Gallimard, 1946.

Entre les rangées d'arbres de l'avenue des Gobelins
Une statue de marbre me conduit par la main
Aujourd'hui c'est dimanche les cinémas sont pleins
Les oiseaux dans les branches regardent les humains
Et la statue m'embrasse mais personne ne nous voit
Sauf un enfant aveugle qui nous montre du doigt.

****

Textes poétiques
Jacques Prévert

Une orange sur la table
Ta robe sur le tapis
Et toi dans mon lit
Doux présent du présent
Fraîcheur de la nuit
Chaleur de ma vie

****

"Les Guèbres et la tolérance" - Voltaire

Et toi qui fus leur père, et dont le noble coeur
Dans une humble fortune avait tant de grandeur,
J'ajoute à ta campagne un fertile éritage;
Tu mérites des biens, tu sais en faire usage.
Les Guèbres désormais pourront en liberté
Suivre un culte secret longtemps persécuté.
Si ce culte est le tien, sans doute il ne peut nuire
Je dois le tolérer plutôt que le détruire.
Qu'ils jouissent en paix de leurs droits, de leurs biens;
Qu'ils adorent leur dieu, mais sans blesser le mien:
Que chacun dans sa loi cherche en paix la lumière;
Mais la Loi de l'Etat est toujours la première.
Je pense en citoyen, j'agis en empereur:
Je hais le fanatique et le persécuteur

****

À Aurore
George Sand

La nature est tout ce qu'on voit,
Tout ce qu'on veut, tout ce qu'on aime.
Tout ce qu'on sait, tout ce qu'on croit,
Tout ce que l'on sent en soi-même.
Elle est belle pour qui la voit,
Elle est bonne à celui qui l'aime,
Elle est juste quand on y croit
Et qu'on la respecte en soi-même.
Regarde le ciel, il te voit,
Embrasse la terre, elle t'aime.
La vérité c'est ce qu'on croit
En la nature c'est toi-même.

Le Gardeur de troupeaux
Fernando Pessoa. (Portugal)

Je suis un gardeur de troupeaux.
Le troupeau, ce sont mes pensées
Et mes pensées sont toutes sensations.
Je pense avec les yeux et avec les oreilles
Et avec les mains et les pieds
Et avec le nez et la bouche.
Penser une fleur c'est la voir et la respirer
Et manger un fruit c'est en savoir le sens.
C'est pourquoi lorsque par un jour de chaleur
Je me sens triste d'en jouir à ce point,
Et que je m'étends de tout mon long dans l'herbe,
Et que je ferme mes yeux brûlants,
Je sens mon corps entier étendu dans la réalité,
Je connais la vérité et suis heureux.

Ne fermez pas vos portes
Walt Whitman (Etats Unis)

Ne fermez pas vos portes, orgueilleuses bibliothèques,
Car ce qui manquait sur vos rayons bien remplis, mais dont on
a bien besoin, je l'apporte,
Au sortir de la guerre, j'ai fait un livre
Les mots de mon livre, rien; son âme, tout;
Un livre isolé, sans attache, avec les autres, point senti avec l'entendement.
Mais à chaque page, vous allez tressaillir de choses qu'on n'a pas dites.

Mots
Kamal Zerdoumi (Maroc)

Ce sont nos amis
sur le ruban
de la route
Ce sont nos rubis
dans la nuit
du doute
ce sont nos voix
dans le désert
du langage
C'est l'horizon
qui rougeoie
et son soleil
qui déçoit
Ce sont nos ombres
qui s'allongent
et nos conversations
qui se prolongent

Un jardin sous mes mots
Francis Etienne Sicard (France)

Roses, jasmins, iris, lilas, volubilis,
Cerisiers du Japon et jeunes arbousiers,
Colorant le matin de leurs chants printaniers
Adornent mon jardin de vivants ex libris.
Abeilles et frelons s'y disputant les lys,
Piétinent les pistils sans aucune pitié,
Alors que, s'échappant des pages d'un herbier,
Un papillon de nuit dévore un myosotis.
Solitaire et pensif, un arôme somnole
Sous le dais argenté d'un antique olivier,
Dont l'ombre de satin imite l'Acropole.
Dans mon jardin aussi, le soleil a planté
Une pure fontaine, comme un encrier,
Où je plonge ma plume et bois l'éternité.

SI… TU SERAS UN HOMME, MON FILS
RUDYARD KIPLING

Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie
Et sans dire un seul mot te mettre à rebâtir,
Ou perdre en un seul coup le gain de cent parties
Sans un geste et sans un soupir ;

Si tu peux être amant sans être fou d'amour,
Si tu peux être fort sans cesser d'être tendre,
Et, te sentant haï, sans haïr à ton tour,
Pourtant lutter et te défendre ;

Si tu peux supporter d'entendre tes paroles
Travesties par des gueux pour exciter des sots,
Et d'entendre mentir sur toi leurs bouches folles
Sans mentir toi-même d'un mot ;

Si tu peux rester digne en étant populaire,
Si tu peux rester peuple en conseillant les rois,
Et si tu peux aimer tous tes amis en frère,
Sans qu'aucun d'eux soit tout pour toi ;

Si tu sais méditer, observer et connaître,
Sans jamais devenir sceptique ou destructeur,
Rêver, mais sans laisser ton rêve être ton maître,
Penser sans n'être qu'un penseur ;

Si tu peux être dur sans jamais être en rage,
Si tu peux être brave et jamais imprudent,
Si tu sais être bon, si tu sais être sage,
Sans être moral ni pédant ;

Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite
Et recevoir ces deux menteurs d'un même front,
Si tu peux conserver ton courage et ta tête
Quand tous les autres les perdront,

Alors les Rois, les Dieux, la Chance et la Victoire
Seront à tout jamais tes esclaves soumis,
Et, ce qui vaut mieux que les Rois et la Gloire
Tu seras un homme, mon fils.

ÉTRANGES ÉTRANGERS, Jacques Prévert

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel
Hommes de pays loin
Cobayes des colonies
Doux petits musiciens
Soleils adolescents de la porte d'Italie
Boumians de la porte de Saint-Ouen
Apatrides d'Aubervilliers
Brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris
Ébouillanteurs des bêtes trouvées mortes sur pied
Au beau milieu des rues
Tunisiens de Grenelle
Embauchés débauchés
Manœuvres désœuvrés
Polacks du Marais du Temple des Rosiers
Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone
Pêcheurs des Baléares ou du cap Finistère
Rescapés de Franco
Et déportés de France et de Navarre
Pour avoir défendu en souvenir de la vôtre
La liberté des autres.

Esclaves noirs de Fréjus
Tiraillés et parqués
Au bord d'une petite mer
Où peu vous vous baignez
Esclaves noirs de Fréjus
Qui évoquez chaque soir
Dans les locaux disciplinaires
Avec une vieille boîte à cigares
Et quelques bouts de fil de fer
Tous les échos de vos villages
Tous les oiseaux de vos forêts
Et ne venez dans la capitale
Que pour fêter au pas cadencé
La prise de la Bastille le quatorze juillet.

Enfants du Sénégal
Départriés expatriés et naturalisés.
Enfants indochinois
Jongleurs aux innocents couteaux
Qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés
De jolis dragons d'or faits de papier plié
Enfants trop tôt grandis et si vite en allés
Qui dormez aujourd'hui de retour au pays
Le visage dans la terre
Et des hommes incendiaires labourant vos rizières.
On vous a renvoyé
La monnaie de vos papiers dorés
On vous a retourné
Vos petits couteaux dans le dos.

Étranges étrangers

Vous êtes de la ville
Vous êtes de sa vie
Même si mal en vivez
Même si vous en mourez.

Leopold Sedar Senghor
POÈME À MON FRÈRE BLANC

Cher frère blanc,
Quand je suis né, j'étais noir,
Quand j'ai grandi, j'étais noir,
Quand je suis au soleil, je suis noir,
Quand je suis malade, je suis noir,
Quand je mourrai, je serai noir.

Tandis que toi, homme blanc,
Quand tu es né, tu étais rose,
Quand tu as grandi, tu étais blanc,
Quand tu vas au soleil, tu es rouge,
Quand tu as froid, tu es bleu,
Quand tu as peur, tu es vert,
Quand tu es malade, tu es jaune,
Quand tu mourras, tu seras gris.

Alors, de nous deux,
Qui est l'homme de couleur ?

Eduardo Galeano URUGUAY (1940-2015)
Les rien (Los nadies, 1989)

Les puces rêvent de s'acheter un chien et les rien rêvent de ne plus être pauvres, ils rêvent d'un jour magique où la chance tomberait du ciel, en pluie drue ; mais la bonne fortune n'est pas tombée hier, elle ne tombera pas aujourd'hui, ni demain, ni jamais, elle ne tombe même pas en pluie fine, bien que les rien la réclament, bien que leur main gauche les démange, bien qu'ils se tiennent debout sur leur seul pied droit, ou commencent l'année avec un balai neuf.
Les rien: les enfants de personne, maîtres de rien.
Les rien : les personne, les niés, ceux qui courent en vain, ceux qui se tuent à vivre, les baisés, les éternels baisés :
Qui ne parlent pas une langue mais un dialecte.
Qui n'ont pas de religion mais des superstitions.
Qui ne sont pas artistes mais artisans.
Qui n'ont pas de culture, mais un folklore.
Qui ne sont pas des êtres humains mais des ressources humaines.
Qui n'ont pas de visage mais des bras.
Qui n'ont pas de nom, mais un numéro.
Qui ne figurent pas dans l'histoire universelle mais dans la presse locale.
Les rien qui ne valent pas la balle qui les tue.

IL MEURT LENTEMENT
Pablo Neruda (1904 - 1972), poète, écrivain, diplomate, homme politique et penseur chilien

Il meurt lentement
celui qui ne voyage pas,
celui qui ne lit pas,
celui qui n'écoute pas de musique,
celui qui ne sait pas trouver
grâce à ses yeux.

Il meurt lentement
celui qui détruit son amour-propre,
celui qui ne se laisse jamais aider.

Il meurt lentement
celui qui devient esclave de l'habitude
refaisant tous les jours les mêmes chemins,
celui qui ne change jamais de repère,
Ne se risque jamais à changer la couleur
de ses vêtements
Ou qui ne parle jamais à un inconnu

Il meurt lentement
celui qui évite la passion
et son tourbillon d'émotions
celles qui redonnent la lumière dans les yeux
et réparent les coeurs blessés

Il meurt lentement
celui qui ne change pas de cap
lorsqu'il est malheureux
au travail ou en amour,
celui qui ne prend pas de risques
pour réaliser ses rêves,
celui qui, pas une seule fois dans sa vie,
n'a fui les conseils sensés.

Vis maintenant !
Risque-toi aujourd'hui !
Agis tout de suite!
Ne te laisse pas mourir lentement !
Ne te prive pas d'être heureux !

La Centaine d'amour, Pablo Neruda

Sache que je ne t'aime pas et que je t'aime
puisque est double la façon d'être de la vie
puisque la parole est une aile du silence
et qu'il est dans le feu une moitié de froid.

Moi je t'aime afin de commencer à t'aimer,
afin de pouvoir recommencer l'infini
et pour que jamais je ne cesse de t'aimer
c'est pour cela que je ne t'aime pas encore.

Je t'aime et je ne t'aime pas, c'est comme si
j'avais entre mes deux mains les clés du bonheur
et un incertain, un infortuné destin.

Mon amour a deux existences pour t'aimer
Pour cela je t'aime quand je ne t'aime pas
et c'est pour cela que je t'aime quand je t'aime.

Mihai Eminescu
Poète du 19e siècle…L'Histoire ne retiendra pas ses positions antisémites, xénophobes et nationalistes…mais plutôt son statut de plus grand poète romantique de Roumanie…

Le soir, sur la colline
Le soir, sur la colline, le buccin sonne avec peine.
Des troupeaux montent la sente d'étoiles parsemée,
Les eaux pleurent en jaillissant claires, dans les fontaines.
Sous un acacia tu m'attends, ma douce Bien Aimée.
La lune passe dans le ciel, sainte, limpide !
Tes grands yeux regardent le feuillage, s'y plongent,
Sur la voute sereine des astres naissent, humides,
Ton coeur est plein de désirs, ton front lourd de songes

Des nuages glissent et des rayons les transpercent.
Les maisons vers la lune lèvent d'anciens auvents.
Dans la brise légère le balancier du puit grince.
Le vallon fume. Dans un enclos une flûte s'entend.

Des hommes harassés, l'épaule alourdie,
Rentrent des champs. Les sonnailles sonnent, se pâment
Ainsi que la cloche antique dans l'air assoupie.
Mon âme brûle d'amour comme une flamme.

Bientôt se calmeront le vallon, le village.
Bientôt mes pas fébriles vers toi seront plus pressés.
Toute une nuit, près du tronc couvert de branchages,
Je te dirai combien tu m'es chère, ma douce Bien Aimée.

En appuyant nos têtes, l'une contre l'autre,
Souriants nous dormirons, veillés par notre Vieil acacia... Et pour une nuit si riche et plénière
Qui ne donnerait, en échange, sa vie toute entière... ?

Amir Hassan
Né en 1990 à Gaza (Palestine), ***Amir Hassan*** *est diplomé en français de l'Université Al-Aqsa, de Gaza. Il est l'auteur de deux livres de poèmes (en arabe) : Le Temps bizarre (2007) et Le Battement de la rue(2008). Il écrit également, depuis 2011, des poèmes et des nouvelles en français En 2011, il a été lauréat du concours de nouvelles en langue française, réalisé à Gaza et en Cisjordanie, pour Le Premier visage fait le dernier voyage.*
Ici, c'est Gaza

Un ciel bleu, une plage dorée, un soleil fidèle, une chaleur douce, des roses sans cesse, des toits colorés qui font rêver les badauds. Sans oublier les ruelles pleines d'enfants qui chantent la vie.

Ici, c'est Gaza, une grande ville malgré tout. Ici, il n'y a pas que les habitants. Ici, il y a le sable sacré et les épices rares dans les grands marchés du vendredi. Ici, tout est émotion, même les trottoirs ont envie de t'arrêter pour te raconter des histoires de guerre ou d'aventure. La marée écrit sur la plage l'histoire de la ville. Après l'école, quelques élèves viennent dire au revoir au soleil couchant. Le soir se parfume de l'odeur du thé à la menthe et celle du jasmin des belles maisons. Les nuits sont tellement amoureuses de la lune qui vient veiller sur les toits des pauvres, qu'elles ont du mal à passer avec élégance. Le petit matin est toujours pressé. Il vient réveiller les ouvriers, les paysans et les autres enfants de la terre. De la mer, les pêcheurs reviennent à six heures du matin, lorsque les rayons du soleil arrivent avec la fierté du vainqueur. Ils caressent les yeux des pêcheurs qui rêvent d'une journée meilleure et d'une autre nuit de pêche généreuse. À la maison, les mères préparent le pain traditionnel pour leurs enfants. Son odeur sortant du four réjouit le nez des passants qui s'arrêtent pour dire bonjour, là où le café turc se sert avec amour. Ici, même les murs ont envie de te prendre la main pour un instant ou un siècle d'amour. Ici, rien ne vaut le regard d'un enfant qui, avec espoir, observe le ciel, rêvant de liberté. Ici, tout se lit dans les yeux des enfants qui portent l'uniforme scolaire. Leur destin est inscrit sur leurs fronts. Ici, tout

est possible car la guerre n'arrête pas la pluie. Les enfants boivent l'eau du ciel, que les nuages ont libérée. Ici, c'est Gaza. Une ville où les taxis n'ont pas de couleur précise, même les nuages n'ont pas de forme précise. Mais quand ils se mettent d'accord, ils dessinent la carte du pays. Ici, les anciens sont les monuments historiques. Ils sont des phares de savoir et de sagesse même quand ils bavardent sans cesse. Ils ont toujours raison. Sur leurs visages se lisent de longs chemins d'immigration ou d'exil. Chacun d'entre eux passe son temps à convaincre les autres que sa ville d'origine était la plus belle de Palestine. Ici, les vieilles dames épluchent les pommes de terre devant les portes de leurs maisons, dans les camps.

Ici, les arbres, quand ils se fâchent contre la mairie, font la grève. Ici, le centre-ville a réussi à réconcilier la mosquée avec l'église. Ils sont mitoyens. Leurs murs sont collés. Ici, les boulangeries restent ouvertes jusqu'à trois heures du matin. Les pâtisseries orientales ont le parfum des vieilles villes de Jérusalem et de Naplouse. Chaque bouchée fait voyager à travers le temps. Ici, les gens sont une leçon de vie et d'espoir. Tout le monde te serre la main quand il te voit... même la police. Ici, quand l'après-midi est calme, tu entends les martyrs citer leur nom à côté de toi. Ils te disent Gaza est belle, mais Gaza est dure. Ici, la Méditerranée ne relie rien à rien. Elle est juste là pour la beauté du geste.

Ici, quand l'été arrive, les fêtes de mariage sont partout dans les rues. La musique qui vient du Liban adoucit les soirées des rêveurs endormis et des chats perdus dans les rues des bourgeois de la ville. Ici, c'est Gaza, une ville blessée qui sait sourire, une ville souffrante qui écrit des chants d'espoir et d'amour. Ici, c'est Gaza, une ville qui refuse de mourir. Une ville qui a dû tuer la mort pour pouvoir survivre.

Lauréat 2011, Prix spécial du jury, 2012,
Université Al Aqsa, Gaza
ÉCHOS DE PALESTINE, Amir Hassan
Edité dans le livre: Échos de Palestine, tome 3, 2013.

Entre deux balles

Je dessine mon destin
Je crée mon propre monde
Je fais des amitiés
Je quitte mes amours
Je suis la larme
Je cherche l'âme du temps
Le visage de l'espoir
La clé de la mémoire
Je suis libre dans ma prison
Je fais tout mon possible
Je chante sans voix
Je danse sans me bouger
J'écris mon histoire
Ce que je pense de moi
J'essaye de voyager
Sans dépasser mes murs
Je regarde les montagnes
Mon ciel est gris
Quand je ferme mes yeux
Je vois des couleurs
Le bonheur est là
Dieu habite juste là-haut
Mes désirs en bas
C'est ici où j'ai grandi
C'est ici où je mourrai
Crois-moi nature, c'est mon choix.

Amir Hassan
30/6/2012
Gaza

Mario Benedetti.
Je t'aime

Si je t'aime c'est parce que tu es
Mon amour, ma complice, mon tout
Et dans la rue côte à côte
Nous sommes beaucoup plus que deux
Tes mains elles sont mes caresses,
Mes accords au quotidien
Si je t'aime c'est parce que tes mains
Travaillent pour la justice.
Tes yeux conjurent mon sort
contre une mauvaise journée
et je t'aime par ton regard
qui plante et sème l'avenir
Ta bouche qui t'appartient et qui est aussi la
mienne
ne sais jamais se tromper
et je t'aime car c'est ta bouche
qui sait crier rébellion

Si je t'aime c'est parce que tu es
mon amour, ma complice, mon tout
et dans la rue côte à côte
nous sommes beaucoup plus que deux
Et par ton visage sincère
Et par ton pas vagabond
Et par tes pleurs dans le monde
Parce que tu es peuple, je t'aime

Parce que l'amour n'est pas auréole
Ni de la morale candide
Et parce que nous sommes un couple
Qui sait qu'il n'est pas tout seul

Je t'aime dans mon paradis
c'est-à-dire que dans mon pays
les gens soient et vivent heureux
même s'ils n'ont pas de permis

Si je t'aime c'est parce que tu es
mon amour, ma complice, mon tout
et dans la rue côte à côte
nous sommes beaucoup plus que deux

5. Mes notes